

Cahiers du mouvement ouvrier

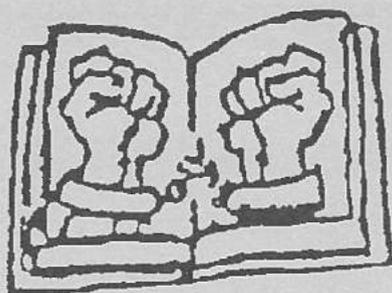
E. Preobrajenski et F. Dzerjinski (inédit) :
La lutte contre les inégalités

**G. P. Epanska : S. Mratchkovsky, condamné à mort
du premier procès de Moscou**

N. Boukharine (inédit) :
Quelle attitude vis-à-vis de Trotsky ? (1924)

G. Vitsoris : Lettre aux trotskystes grecs

Etc.



C.E.R.M.T.R.I.
**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Jean-Marc Schiappa :**
Les Babouvistes p. 9
- **Christian Coudène :**
Une grève de masse en 1869 à Lyon :
la grève des ovalistes p. 23
- **Christophe Bitaud :**
Le rôle des anarchistes français
dans le développement du syndicalisme français
au tournant des XIX^e et XX^e siècles p. 33
- **Eugène Preobrajenski et Felix Dzerjinski :**
deux documents inédits sur la question des privilèges
de l'appareil du PCUS et des soviets p. 43
- **Une lettre de Boukharine aux membres du comité central**
du Parti communiste de l'URSS
sur l'attitude à adopter à l'égard de Trotsky (1924) p. 51
- **G. P. Elanska :**
Serge Mratchkovsky, l'un des seize condamnés à mort
du procès de Moscou d'août 1936 p. 65
- **La liquidation des trotskystes**
à Magadan (suite) p. 77
- **Nouvelles du comité central du PCUS :**
sur la prétendue "organisation contre-révolutionnaire
de Moscou-groupe de l'Opposition ouvrière" (1935) p. 83
- **Emmanuel Choïsnel :**
Nicolas Marr (1864-1934) : des études arméniennes
à la vice-présidence
de l'Académie des sciences de l'URSS p. 99
- **Hélène Astériou :**
Le trotskysme grec et Georges Vitsoris
dans l'entre-deux-guerres
et pendant la Seconde Guerre mondiale p. 115

- **Lettre de Grégoriades (Georges Vitsoris)
aux trotskystes grecs p. 127**
- **Notes de lecture p. 137**
- **Interview de Paul Pasteur :
Le corporatisme catholique autrichien (1934-1938)
et son actualité p. 147**
- **Les archives du CERMTRI
(liste des brochures de 1927 à 1934) p. 151**

Présentation

CE numéro s'ouvre sur la publication d'un court extrait de la thèse de Jean-Marc Schiappa sur les babouvistes. Le communisme puise en effet sa source dans une longue histoire, dont Babeuf et ses camarades forment une composante de grande importance.

Christian Coudène raconte et analyse la grève dite des "ovalistes", ces ouvrières du textile de Lyon surexploitées, qui se dressèrent contre leurs exploités soutenus par l'Etat. Elles s'organisèrent et menèrent un long et difficile combat, qui se heurta à plusieurs obstacles, dont un auquel elle ne pouvaient pas s'attendre : celui de la violation élémentaire de la démocratie, qui permit à un courant de la Première Internationale d'interdire aux ouvrières en grève de désigner elles-mêmes et souverainement leur propre représentation au congrès de la Première Internationale, et facilita ainsi la dislocation de leur propre tentative d'organisation.

Christophe Bitaud étudie ensuite l'apport des anarchistes français au mouvement ouvrier au début du XX^e siècle, marqué par le passage de l'acte individuel à l'action syndicale, qui se traduit alors par le triomphe du syndicalisme révolutionnaire dans la CGT.

Nous publions ensuite deux documents entièrement inédits, l'un d'Eugène Preobrajenski, l'autre de Felix Dzerjinski (fourni par Marc Goloviznine), sur la question des privilèges de l'appareil du Parti communiste et des soviets, en 1920 pour le premier document, en 1921 pour le second. Ces documents soulignent à quel point cette question cruciale, qui sera le terreau de la bureaucratie et du stalinisme, préoccupait dès 1920 les principaux dirigeants du Parti bolchevique, qui cherchaient alors les moyens de combattre ces signes de dégénérescence dans un pays réduit à la famine par la guerre civile et le blocus.

Ce numéro publie ensuite un autre document totalement inédit, issu des archives de Moscou : une lettre de Boukharine aux membres du comité central du Parti communiste de l'URSS

“adversaires du trotskysme” sur l’attitude à adopter à l’égard de Trotsky au lendemain de la bataille engagée par ce dernier et l’Opposition de gauche en octobre 1923. Marc Goloviznine, qui a découvert ce document dans les archives, en assure la présentation.

Dans la continuité de cette évocation indirecte du combat de l’Opposition de gauche, ce numéro publie l’article d’une historienne russe de Vladivostok sur Serge Mratchkovsky, l’un des dirigeants de l’Opposition de gauche, rallié à Staline en 1930 et qui fut l’un des seize accusés et condamnés à mort du premier procès de Moscou d’août 1936. Nous continuons aussi la publication de la liste dressée par le NKVD en 1938 des trotskystes grévistes de la faim du camp de Magadan, condamnés à mort et fusillés (la première partie de ce document a été publiée dans le n° 22, la fin figurera dans le n° 26). Dans le droit fil de ces deux documents figure l’étude sur la chasse stalinienne aux anciens dirigeants de l’Opposition ouvrière (1920-22), Chliapnikov, Medvedev et leurs camarades, tous persécutés, diffamés, salis, emprisonnés, puis fusillés, sans qu’aucun d’eux n’ait “avoué” les crimes qu’on leur collait sur les épaules.

L’article d’Emmanuel Choisnel sur le linguiste soviétique Nicolas Marr évoque un autre aspect du stalinisme. Rappelons, pour en saisir l’importance, que si Marr meurt en 1934... brusquement, en 1950, Staline le sort de l’ombre pour déclencher une campagne tapageuse aux fins obscures.

Hélène Astériou évoque l’histoire du mouvement trotskyste grec jusqu’à la Seconde Guerre mondiale, et en particulier des positions et du rôle de Georges Vitsoris, dont ce numéro publie la lettre qu’il adressa en 1946 à ses camarades trotskystes grecs à propos de leur politique pendant la Seconde Guerre mondiale.

Paul Pasteur, auteur de deux ouvrages, répond à nos questions sur le corporatisme social-chrétien appliqué en Autriche de 1934 à 1938 et sur son héritage.

Le n° 25 des *Cahiers du mouvement ouvrier* sera un **numéro spécial consacré en entier à la révolution russe de 1905** (nous en donnons le sommaire dans ce numéro) et la “Chronique des falsifications” de ce n° 25 n’évoquera que celles qui portent sur cette révolution.

Les Cahiers du mouvement ouvrier

(CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél : 01 44 83 00 00)
préparent un numéro spécial, qui sortira le 1^{er} décembre 1904, sur

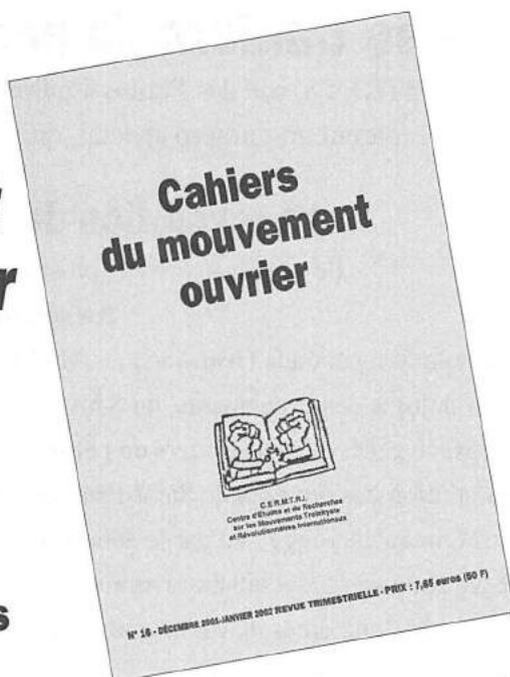
La révolution de 1905 en Russie

(le numéro : 7,65 €, plus frais d'envoi postal : 8,50 €)

Au sommaire :

- Présentation générale (Jean-Jacques Marie).
- Chronologie des événements, du 8 février 1904 au coup d'Etat du 3 juin 1907.
- La grève générale des ouvriers du pétrole à Bakou (13-30 décembre 1904).
- La pétition des ouvriers de Saint-Pétersbourg du 9 janvier 2005 (texte intégral).
- Le "Dimanche rouge" vu par le général de gendarmerie Djoukovski.
- P. M. Rutenberg (socialiste-révolutionnaire, S-R) : Gapone et le "Dimanche rouge".
- Lettre de l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, au tsar Nicolas II sur le "Dimanche rouge" et ses suites.
- Iouli Martov (menchevik) : Du 9 janvier au 17 octobre 1905.
- Léon Trotsky : Adresse aux paysans. Nos différends.
- Les soviets d'Ivanovo-Voznessensk, de Moscou, de Saint-Pétersbourg, de Bakou... et d'ailleurs (historique).
- Le débat sur les soviets dans *Novaia Jizn* (Lénine, Bogdanov, Knounians, etc.).
- Victor Tchernov (socialiste-révolutionnaire, S-R) : Les S-R dans la révolution de 1905.
- A. Lounatcharski, K. Radek, O. Piatnitski, A. Voronski : Souvenirs sur 1905.
- D. Zlobine : La constitution des syndicats à Saint-Pétersbourg en 1905.
- P. Milioukov (constitutionnel-démocrate, ou Cadet) : Le manifeste du 17 octobre.
- Le tsar Nicolas II : extraits de son journal, du "Dimanche rouge" au coup d'Etat du 3 juin 1907.
- Appels du soviet de Moscou et de l'Union des chemins de fer (6 et 7 décembre 1905).
- K Lévine et Victor : L'insurrection de décembre 1905 à Moscou (journal et souvenirs).
- V. I. Lénine : Notes préparatoires à l'article "*La première victoire de la révolution*".
- Bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires face aux élections à la première, deuxième et troisième Doumas (documents, dont une déclaration [inédite] de Lénine du 23 juillet 1907).
- Reproduction de caricatures de l'époque.

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier



- Abonnez-vous.
- Les vingt-trois premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 23) : 75 euros.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **7,65 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14 à partir du n° 15
 à partir du n° 16 à partir du n° 17 à partir du n° 18 à partir du n° 19
 à partir du n° 20 à partir du n° 21 à partir du n° 22 à partir du n° 23

Commande du (des) n° (nos) :

- Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des nos 1 à 22,
vendue au prix de 75 euros + 10 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : Cahiers du mouvement ouvrier)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Jean-Marc
Schiappa :
*Les Babouvistes***

Les Babouvistes. Aspects de l'implantation de la conjuration babouviste : le titre montre bien l'originalité de cette recherche ; si Babeuf a suscité de nombreux ouvrages, nul avant J.-M. Schiappa ne s'était attaché à mesurer l'implantation nationale de la Conjururation.

Tâche difficile, qui impliquait un soigneux dépouillement critique d'archives policières et administratives au vocabulaire délibérément trompeur : pour consolider son pouvoir en ralliant à sa politique les propriétaires effrayés, le Directoire a volontairement grossi le nombre des conjurés, le plus souvent confondus avec les jacobins nostalgiques de 1793 sous les vocables d'"anarchistes" ou de "terroristes". Or J.-M. Schiappa établit de manière convaincante la spécificité du courant babouviste : celui-ci partage avec les démocrates l'attachement à la Constitution de 1793, mais il s'en distingue en condamnant la propriété privée. Pour parvenir au "bonheur commun" — expression, qui, selon l'auteur, signifie communisme, ce dernier terme manquant au vocabulaire de l'époque —, les conjurés se proposent de mettre en commun "*les travaux et les jouissances*". Formulation un peu fruste, mais indubitable, d'un premier communisme, et sur le sens de laquelle ne se sont pas trompés les hommes du Directoire !

Cette perspective communiste du "bonheur commun" les oppose aux montagnards rescapés de 1794-1795 et met obstacle à un accord qui sera finalement conclu, mais non sans méfiance de part et d'autre. A l'issue d'une enquête difficile menée avec prudence, minutie et ténacité dans les fonds d'archives nationaux et départementaux, J.-M. Schiappa démontre que les conjurés s'efforcèrent de s'implanter nationalement en développant leur propagande auprès de salariés doublement fragilisés : par l'inflation de papier-monnaie déprécié, qui enrichit la bourgeoisie directoriale, mais lamine le niveau de vie populaire, et par la répression qui a sanctionné les insurrections d'avril et de mai 1795. Les faubourgs parisiens qui se sont soulevés pour avoir "*du pain et la Constitution de 1793*" ont été désarmés et les cadres du mouvement populaire décimés.

L'auteur expose une réflexion stimulante sur plusieurs questions que nous ne pouvons qu'effleurer ici : existait-il une classe ouvrière en 1796 ? C'est l'année record des grèves contre la vie chère, c'est aussi l'année où se développe la propagande babouviste : simple corrélation chronologique ou intervention efficace dans la formation d'une conscience de classe, fût-elle encore embryonnaire ? Y eut-il continuité entre le personnel révolutionnaire de 1793 et le personnel babouviste ou renouvellement au moins partiel de l'encadrement militant ? Carnot — "le grand Carnot" de nos manuels d'histoire ! — fut-il le seul responsable de la répression qui frappa les premiers communistes de notre histoire ? La Conjururation échoua ; quelle fut néanmoins sa place au regard de l'histoire ouvrière ?

Tous ceux qui s'intéressent à la préhistoire du communisme en France, à ses liens avec la "Grande Révolution", liront avec profit cet ouvrage enfin publié dix ans après la soutenance de thèse, dont il nous donne une version allégée.

Qu'est-ce qu'un babouviste ?

INCONTESTABLEMENT, c'est un révolutionnaire, et, avant même cela, un républicain. Babeuf, Sylvain Maréchal (1), Buonarotti (2), Bescher étaient engagés avant 1789. Le futur babouviste a participé aux journées révolutionnaires, depuis celles de juillet et d'octobre 1789...

"Nous sommes les hommes du 14 juillet", peut s'écrier Darthé à Vendôme. Menessier, Jullien des Armes, Bodson, Paris, Rossignol et d'autres ont fait le 10 août 1792 (3) ; Génois, Clémence, Marchand, Eudes, Vaneck ont participé au 31 mai et au 2 juin 1793 (4). Si le robespierrisme et surtout la crise de germinal les ont divisés, la réaction thermidorienne les a ensuite rapprochés... La veuve de Marat est abonnée au *Tribun du peuple*, celle de Lebon aussi, et celle de Goujon comme le père du jeune Viala et le frère de Lebon ; Drouet, l'homme de Varennes (5), travaille avec les Egaux. L'ancienne des sociétés féminines Sophie Lapière est babouviste...

Au long de la Révolution, ils ont été élus à divers postes de responsabilité, tant à Paris qu'en province... Dans les provinces, ils ont été les fers de lance de la Révolution, comme Babeuf lui-même, Hésine, Buonarotti (et pour lui, jusqu'en Italie)... Certains ont siégé, comme Antonelle, Didier, Chrétien, Clémence ou Topino-Lebrun, au tribunal révolutionnaire... Certains autres ont été élus à la Commune de Paris en l'an II, comme Menessier, C. Fiquet ou Crespin...

Le babouviste est un communiste, parfois avant la Révolution, comme Babeuf et Maréchal. Les autres sont devenus communistes en l'an III, surtout

dans les prisons, sous l'influence de Babeuf...

Le babouviste, fragilisé socialement, est le reflet des couches populaires sous la société directoriale. On compte parmi eux quelques anciens prêtres, quelques anciens nobles, quelques étrangers naturalisés comme Buonarotti.

Ils sont jeunes et vétérans de la Révolution. Leur psychologie est celle de rebelles : Magnier et ses amis sont *"incapables de courber leurs têtes sous le joug des lois"*, Antonelle quitte l'armée au moment où il peut en recevoir des honneurs et démissionne du tribunal révolutionnaire en pleine Terreur.

Babeuf affirme : *"Il ne s'est jamais rien fait de grand dans le monde que par le courage et la fermeté d'un seul homme qui brave les préjugés de la multitude."*

Les Egaux sont inassimilables. Traqués et déchus en 1795, libérés en brumaire, ils avaient un tout autre choix que la Conjuración, ils pouvaient s'abstenir de toute politique ou servir sans état d'âme le Directoire et reprendre *"le pouvoir et la gloire"*. Ils ne l'ont pas fait, ils ont repris un combat douteux. Ce fut leur choix...

La question du dénombrement

A combien peut-on estimer le nombre de personnes qui ont activement soutenu la Conjuración et peuvent être considérées comme babouvistes ? Peut-on affirmer aussi catégoriquement que I. Wolloch (*Jacobin Legacy*, p. 42) que Babeuf ne réussit pas à gagner de nombreux

adeptes à son programme, ce qui est sous une autre forme la thèse de M. Lyons (*France under the Directory*, 1975, p. 31) selon laquelle la conspiration des Egaux n'exista que dans l'imagination de Babeuf ?

Des difficultés se font jour :

a) La Conjuración était pour l'essentiel clandestine. Et les preuves sont parfois difficiles à cerner, tant par la brièveté de la Conjuración que par son caractère clandestin.

b) En principe, on ne peut désigner comme babouviste qu'un partisan de la communauté des biens. Il est parfois difficile de se retrouver dans les témoignages. Un révolutionnaire de l'an II s'est peut-être assagi et ceux qui ont persisté n'ont pas, du seul fait de la continuité, rejoint la Conjuración. On ne sait pas toujours ce que recouvrent les qualificatifs "anarchiste", "partisan de la loi agraire", "terroriste", "partisan de la Constitution de l'an II", etc.

c) Il faut ensuite comparer : on estime le nombre de jacobins de l'an II entre 100 000 et 500 000, plus vraisemblablement 200 000. Mais ce chiffre ne doit pas faire illusion : c'est celui d'un parti au pouvoir, identifié à celui-ci et à ses rouages, à l'apogée de la Révolution et avec de multiples fonctionnaires. Cinq ans plus tard, les néo-jacobins sont entre 30 000 et 60 000, regroupant les nostalgiques de l'an II, les anciens babouvistes et une nouvelle frange de démocrates.

d) Dans ces conditions, on peut comprendre la prudence dans la terminologie, mais cette prudence doit être dépassée : même si on n'a pas de preuves **définitives** de la conversion à l'**intégralité** de la doctrine des Egaux, doit être considéré comme babouviste tout démocrate qui se soumet à la discipline babouviste ; par approximation, mais par approximation seulement, un démocrate qui est signalé deux fois (un seul repère comme l'abonnement ou l'inscription sur les listes [établies par les conjurés] est insuffisant) doit, en général, être considéré comme babouviste...

On peut ainsi avoir une mesure des démocrates identifiés comme des participants de la Conjuración. Plusieurs cen-

taines dans le Nord et le Pas-de-Calais, certes, mais il s'agit des points forts ; un très fort noyau en Dordogne, dans la Manche, dans le Morbihan. Des noyaux importants dans l'Hérault (une pétition de 36 signataires hors Montpellier), le Var, les Bouches-du-Rhône, la Moselle, le Doubs, le Jura, la Vienne. On trouve de petits groupes actifs dans les Alpes-Maritimes, la Drôme, le Gers, la Charente, l'Aude, le Vaucluse, la Haute-Loire, voire le Puy-de-Dôme... Il y a, de quelque manière qu'on aborde le problème, la réalité d'une Conjuración implantée sur le territoire national à partir d'une doctrine incarnée dans une direction ; non pas sur l'ensemble du territoire, mais de manière nationale comme tout courant politique moderne, avec ses points forts et ses points faibles, ses zones de présence et d'absence, géographiques et sociales, en un mot, un parti.

Le communisme babouviste

Les Egaux se sont différenciés du partage des terres, "*qui ne peut durer qu'un jour (...), dès le lendemain de son établissement, l'inégalité se remonterait*", comme l'affirme le *Manifeste des plébéiens*. Babeuf explique lors de réunions du Directoire secret : "*La loi agraire, cela n'a pas le sens commun*", et le but de la Conjuración est de "*dépropriar généralement toute la France. Il ne doit pas y avoir de propriétés dans une république démocratique.*" Hésine (qui a publié les déclarations des inculpés du procès de Vendôme dans son *Journal de la Haute Cour ou l'Echo des hommes vrais et sensibles*, se défend en ces termes face au Directoire qui le condamnera à la déportation) : "*Je n'ai pas prêché dans mes feuilles la loi agraire, le nivellement des fortunes*", et il précise : "*L'écrit en question ne prêche pas la loi agraire, mais bien la communauté des jouissances et des travaux, et le système d'égalité qui a fait fleurir Lacédémone pendant 800 ans, dont Diderot et Mably (6) ont (repris) les bases dans leurs écrits.*"

Cependant, les Egaux ont souvent été attaqués comme partisans de la loi agraire : c'est le cas de Robin, dans l'Ain, de l'abonné Marrast, à Chartres, d'Armonville et de ses amis, des babouvistes de Lorient, des amis de Bourget, à Arles, etc. Il s'agit, dans la propagande directoriale, de marquer ainsi la question sociale. Notons qu'un certain nombre de babouvistes ont eu un rapport direct avec l'administration des subsistances (7), et n'oublions pas le rôle de Babeuf aux subsistances parisiennes en 1793.

Cette utilisation de l'expérience des années révolutionnaires est encore plus présente dans les mots d'ordre : le "bonheur commun" était le mot d'ordre programmatique des babouvistes, directement issu de 1793, mais avec un contenu radicalement différent, synonyme d'expropriation. Les circulaires du Directoire secret, ses imprimés et les guidons préparés pour l'insurrection portaient ce mot d'ordre en caractères sensiblement plus gros que "liberté" et "égalité". M. Dommanget (*Sur Babeuf*, p. 190) précise que c'était "l'une des quatre ou cinq formules qui désignaient le communisme à une époque où le mot n'était pas encore forgé". C'est le cas des termes "absolu plébéianisme", "égalité réelle", "sainte Egalité", "parfaite Egalité", "communauté des biens et des travaux", voire "agrarianisme", que l'on retrouve indistinctement dans les documents. La précision terminologique ne pouvait être de cette époque, dans laquelle ni l'économie moderne, ni les doctrines politiques modernes n'étaient encore constituées. Dans la propagande babouviste, dès le prospectus du *Tribun du peuple*, on lit : "*Le but de la société est le bonheur commun. Le but de la Révolution est le bonheur commun. Le gouvernement populaire doit et peut avoir pour résultat l'aisance et le bonheur de tous les individus (...), garantir à chacun de ses membres un état de félicité totale, la suffisance des besoins de tous.*" Donc, rien de "vague" ou de "vide", même si la terminologie va évoluer dans la période qui vient.

L'abondance est aussi un objectif de la Conjuración dès la première circulaire aux agents. Germain, dans sa correspon-

dance avec Babeuf dans les prisons de l'an III, écrivait : "*C'est (par) ton système, ton système seul, c'est en proclamant la vraie liberté, en faisant jouir le peuple de la vraie Egalité, que la félicité, l'abondance et la vertu s'établiront parmi nous*" (cité par M. Dommanget, *Sur Babeuf*, pp. 310 à 318). Buonarrotti ne fait pas mystère que "*l'abondance (est) l'objet du travail général*" et promet "*les douceurs de l'égalité, de la liberté et de l'abondance*". Livrons, pour finir, un extrait d'une brochure de Félix Le Peletier, de floréal an IV, qui "*envisage l'égalité non sous le rapport de la misère, mais sous celui du bonheur de tous*".

Ces rapides citations permettent d'affirmer après Daline (8) que le pessimisme économique était "*parfaitement étranger*" non seulement à Babeuf, mais également à l'ensemble de la Conjuración, quelles que fussent par ailleurs de réelles nuances. Il n'y a donc rien de commun entre le babouisme et "*l'égalitarisme de la misère*" (V. Daline, pp. 108-109, D. Richet et F. Furet, *La Révolution française*, réédition 1973, p. 345). On a vu également la revendication de l'abondance dans un placard manuscrit du Havre ou dans certains textes du Nord et du Pas-de-Calais.

Sur l'adhésion au communisme, il n'y a plus de discussion quant aux hauts dirigeants : pour Babeuf et S. Maréchal, c'est établi depuis longtemps ; on discute toujours du moment de la conversion de Buonarrotti, certainement en l'an III ; Antonelle et F. Le Peletier sont partisans de la propriété collective en 1796 (comme réalisation de la démocratie ; cela ne sera plus leur appréciation ultérieure : pour eux, on ne peut arriver à la démocratie que par la "sainte Egalité" — note de 2002). Le témoignage de Buonarrotti est sans équivoque pour Debon comme pour Darthé, qu'il qualifie d'"*ami de l'Egalité*", ce qui signifie, dans le langage de 1796-1828, communiste. Insistons cependant : il n'est pas toujours facile de se retrouver dans le vocabulaire de l'époque, où se mêlent approximations, condamnations morales et revendications démocratiques.

Les agents indiquent tous, d'une manière ou d'une autre, leur adhésion : Germain, qui signe "Egal", J. Bodson, qui termine ses lettres avec son "salut d'Egal", Morel, qui parle de "la doctrine du Tribun", Baudement, Guilhem, Menessier, Bouin sont dans le même cas. Paris écrit : "Mon élan favorisera toujours l'égalité réelle..." Le plus net est Juste Moroy, qui écrit le 20 germinal : "Je m'attache journallement à faire sentir ce que c'est que la démocratie, que c'est absolument le Bonheur Commun, l'Egalité réelle et non chimérique et illusoire." Les correspondants de province parlent le même langage que leurs homologues parisiens. Martel écrit : "Nous ne saurions nous écarter de la doctrine que tu professes, le pacte de l'égalité, le seul bon." Il insiste : "La doctrine que tu prêches est la nôtre." Jeantet de Hunningue écrit à son tour : "La communauté des biens est sans contredit le seul état qui puisse chasser du milieu de nous et les crimes et la misère." Rochebrun de Marseille, le 21 ventôse, parle des "principes immortels professés par Rousseau, Mably, etc.". L'abonné Fauré d'Alet s'adresse à Babeuf au nom d'une "réunion de républicains qui partagent tes sages opinions". La sœur de Darthé se réfère au communisme antique.

Peut-on identifier babouvisme et Constitution de 1793 ? Dans la polyphonie directoriale, on entend quelques voix discordantes, distinguant les deux éléments. On a vu que la proclamation du Directoire en date du 2 prairial (21 mai 1796) ne mentionne pas la Constitution de 1793 dans les griefs contre les conjurés et que ce n'est pas le cas de la proclamation du Directoire datée du 24 germinal (13 avril 1796) ; ce n'est pas non plus le cas, par exemple, dans les motifs d'arrestation de Cazin. L'approbation de la Constitution de 1793 n'est nullement exclusive de la Conjuración, de nombreux démocrates y souscrivaient, mais seuls les babouvistes la considéraient comme une étape vers la communauté des biens.

Nous en revenons à la question clé : la Conjuración était-elle communiste ? Cette question se résume en fait, du point de vue de la recherche, à une

seule : la recherche de la contre-preuve, puisque nous possédons de multiples textes communistes de la part des conjurés. La seule objection possible est celle portée par A. Mathiez : Desplaces, le seul correspondant abonné qui rejette explicitement la doctrine, répondant à un courrier de Babeuf, écrit : "L'égalité de fait ne peut avoir lieu. Tous les hommes tiennent plus ou moins à ce qu'ils appellent leur propriété." Desplaces est inscrit sur les listes babouvistes des agents aux armées, mais il faut accepter avec réticences les listes babouvistes comme définitivement significatives de l'engagement babouviste. Ainsi, le maire de Nîmes, Courbis, figure sur ces listes, alors qu'il fut assassiné en 1795. Le seul non-communiste de l'entourage des conjurés n'a visiblement pas adhéré à la Conjuración ; c'est, au moins par l'absurde, une preuve du caractère communiste de cette dernière.

Les raisons de l'échec

Les babouvistes ont échoué, c'est une évidence. Encore faudrait-il s'entendre sur la signification de l'échec. Ils n'ont pas atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé, non seulement la prise de pouvoir, mais même l'insurrection. "L'affaire n'était donc pas sérieuse", estime F. Furet, pour qui la Conjuración "était la pointe extrême de la croyance révolutionnaire que la volonté politique peut tout faire" (article "Babeuf" in *Dictionnaire critique de la Révolution française*, p. 204). Tout mouvement politique a échoué, échoue, échouera, tout est vanité...

Une autre explication, plus courante, est liée à une inappréciation de la Conjuración. "Le facteur essentiel de l'effondrement de la Conjuración réside dans la nature même du mouvement babouviste... le complot" (C. Mazauric, *Babeuf et la Conspiration pour l'Egalité*, 1962, p. 220) ou "Les Egaux payaient de leur isolement politique leur fonction d'avant-garde" en raison de leur conception "élitiste" (D. Woronoff, *La République bourgeoise de thermidor à brumaire*, Paris, au Seuil, 1972, p. 65). En relation avec cette caractérisation, on

parle de "minorité prophétique" (Woronoff, p. 65) ou de "prophète" (Mazauric, *opus cité*, pp. 12, 63, 71), la Conjuración serait déconnectée du présent et valable pour le futur seulement. Le problème serait interne, la conjuration n'ayant aucun rapport avec le monde extérieur, dont elle est séparée par un mur infranchissable. Une autre explication affleure la réalité, la "contradiction entre l'idéologie babouviste et la mentalité sans-culotte" (A. Soboul). Cette explication est reprise plus ou moins par C. Mazauric, D. Woronoff et aussi R. M. Andrews. Mais cette interprétation repose sur "la continuité et la permanence sociales" des personnels de l'an II et de l'an IV, ce qui est exagéré, tant, d'une part, l'écrasement de la sans-culotterie en l'an III fut important, et tant, d'autre part, le personnel babouviste contient de spécificité.

S'il y a contradiction, s'il y a hiatus, c'est dans l'environnement des babouvistes. "Les premières tentatives du prolétariat échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation" (K. Marx, F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, Livre de poche, 1973, p. 48). Engels, dans *L'Anti-Dühring*, parle d'une tentative (de Babeuf) insensée de passer immédiatement du Directoire au communisme, car le Directoire était tout de même un gouvernement ouvrier et paysan" (réédition aux Editions sociales, 1977, p. 384). Ce sont ces forces sociales qui sont en cause, la lassitude de la paysannerie, l'attitude des propriétaires, la disparition de la sans-culotterie, la montée du militarisme, l'effondrement des vieux cadres révolutionnaires, l'isolement des militants, la faiblesse du prolétariat en quantité et en qualité. La renonciation à la démocratie de l'an II et la mise en avant de la propriété ont obligé certains militants à reprendre les idéaux révolutionnaires, mais en même temps, les poussait plus loin dans le sens de l'abolition de la propriété privée. On ne dira jamais assez ce que la caractérisation par G. Lefebvre du babouvisme comme une "démocratie communiste" a de pertinent (*La Révolution dans l'histoire du monde*, in *Etudes sur*

la Révolution, réédition, 1963, p. 443). Démocratie communiste sans les moyens de la démocratie de l'an II et sans les moyens du communisme, l'échec était obligé.

Dans *La Guerre des paysans*, Engels écrit : "La pire chose qui puisse arriver au chef d'un parti extrémiste est d'être obligé d'assumer la charge du gouvernement à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour assurer la domination de la classe qu'il représente et pour prendre les mesures que cette domination implique... Il se trouve nécessairement enfermé dans un dilemme... Ce qu'il peut faire est en contradiction avec toutes ses actions précédentes, tous ses principes, et avec les intérêts présents de son parti. Ce qu'il doit faire ne peut être mené à bien... Le parti qui se met lui-même dans cette position difficile est irrémédiablement perdu" (Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Textes, 1968, p. 377). Le mouvement n'était pas encore mûr pour la classe sociale que représentait Babeuf.

Importance de la Conjuración

La portée de la tentative babouviste pour les contemporains peut se mesurer sur deux directions divergentes. D'une part, on sait depuis R. Guyot que "le danger où l'entreprise de Babeuf avait mis le Directoire fit renoncer Bonaparte sans peine à toute propagande révolutionnaire en Italie" (R. Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 1911, p. 166). La question de l'unité nationale et de la république italienne s'est trouvée différée pour de longues années, problème qui n'est pas seulement italien, ne serait-ce qu'en raison de la place de la papauté (Actes du colloque de Clermont-Ferrand).

D'autre part, en France même, la Conjuración ne fut pas un simple "épisode" (F. Furet, article cité, p. 199). La Conjuración, paradoxalement, par son échec même, a permis de conserver la forme républicaine de l'Etat, ce qui n'était nullement assuré à l'époque. Les

clivages de fructidor an V sont apparus dès l'an IV, non dans la nécessaire répression de la Conjuración (approuvée par tous), mais sur le centre organisateur de ce nouvel Etat : le nouveau tiers (9) ou le Directoire. Alors, la coalition des vainqueurs du babouvisme explosa. Cet incontestable tournant à droite du Directoire, produit de l'écrasement de la Conjuración, aboutit à la scission des partisans de l'ordre. En effet, la forme républicaine de l'Etat apparut, y compris pour certains royalistes, comme la forme la plus stable au moins pour le moment (ce qui n'est pas sans rappeler la situation de 1875).

A partir de floréal an IV, une discussion publique se mène. Benjamin Constant publie *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, dans lequel il souhaite que les propriétaires se rallient au gouvernement, puisque celui-ci a démontré sa vitalité.

Sans le nommer, B. Constant attaque Babeuf à plusieurs reprises quand il prend à partie ceux qui voudraient constituer des "Vendées républicaines" (mot d'ordre du *Tribun du peuple* repris par d'autres démocrates), puis quand il critique ceux qui feraient "des grands hommes de l'Antiquité leurs saints" et qui considèrent "l'inégalité comme un mal" ; contre ce mal, "la jacquerie, les Anabaptistes, les Levellers (10) se sont levés successivement" ; ici, Constant cite exactement les mêmes groupes que citera Engels dans *L'Anti-Dühring* (p. 48). Dans un texte postérieur (*Des réactions politiques*, p. 96), B. Constant exposera encore sa position : "La révolution (...) a dépassé son terme en attaquant la propriété" et il faut y mettre bon ordre. Ceux qui déclencheraient une réaction en s'attaquant aux propriétaires de biens nationaux créeraient une situation mal maîtrisable. Or que dit Lezay-Marnézia ? "Il faut gouverner dans le sens de la propriété (...). Dans la propriété sont ses ressources (du gouvernement), dans les propriétaires ses appuis" (*De la faiblesse d'un gouvernement qui commence et de la nécessité où il est de rallier la majorité nationale, an IV*).

C'est l'essence même de la politique du ralliement et de ses ambiguïtés qui se révèle dans cette discussion. Tout le monde est d'accord pour le ralliement, mais qui doit se rallier à qui ? Quel est le centre à partir duquel la société propriétaire doit s'organiser, puisque les adversaires de cette société sont vaincus ? Qui sont les propriétaires légitimes ? Pour B. Constant, qui représente ici la pensée du Directoire, il s'agit des "acquéreurs de biens nationaux" et de ceux qui avaient lié leur sort à la Révolution. D'ailleurs, le Directoire fait publier de larges extraits de la brochure de B. Constant dans le *Moniteur*, lui conférant ainsi un caractère officiel. Mais, pour Lezay-Marnézia, il s'agit des propriétaires indistinctement. Il y avait union contre les Egaux, mais c'est la victoire qui provoque l'éclatement.

Outre cette scission des vainqueurs, plus importante même, il faut relever l'opposition entre B. Constant et Babeuf, entre le libéralisme et le collectivisme. "Rien ne dit mieux que cette quasi-coïncidence chronologique l'extraordinaire segmentation des traditions politiques qui se réclament de la Révolution, et la précocité de leur élaboration au lendemain même de cette révolution" (F. Furet, *La Révolution française, opus cité*, p. 179).

Enfin, sur le long terme, l'importance de la Conjuración peut se mesurer d'une triple manière. E. Labrousse écrivait dès les premières lignes de son édition de *L'Histoire socialiste de la Révolution française* de Jaurès : "Le socialisme français est un socialisme républicain" (préface, p. 9), ce qui est un des acquis posthumes de la Conjuración. Le babouvisme est aussi d'une importance considérable dans la genèse du marxisme.

Enfin, le communisme comme doctrine politique n'est pas né en Russie (n'en déplaise à Stéphane Courtois, qui invente "cent millions de morts" et interroge : "L'idéologie est-elle pourtant autant innocente ?" [p. 12]). Or Babeuf est le seul personnage de la Révolution cité par lui (pp. 18 et 31) dans *Le Livre noir du communisme*.

Le communisme n'est pas un idéal, mais le mouvement pratique qui abolit

l'état des choses ; cette phrase de Marx, qui contient toute la méthode du marxisme, est totalement applicable à la Conjuración babouviste (*L'Idéologie allemande*, réédition de 1976). Par sa propre dynamique, elle est passée de la critique de la propriété privée à l'organisation indépendante des partisans de la communauté des biens.

Préservation de la République en l'an IV, et, en même temps, contradictoire-

ment, coup d'arrêt à la politique menée à l'extérieur et poursuite des renonciations aux acquis démocratiques de l'an II ; liens entre démocratie et communisme ; affirmation du communisme comme mouvement politique dans la doctrine, par son personnel spécifique, par son organisation autonome, par l'idée de la dictature révolutionnaire transitoire : tels sont les résultats de l'action babouviste comme parti.

Un exemple d'intervention babouviste en milieu ouvrier à Paris

LE 3 prairial an IV (22 mai 1796), un groupe de babouvistes se présente à l'atelier Sainte Elisabeth, rue du Temple, au nom des faubourgs Saint-Marcel et Saint-Antoine insurgés. Ils essaient de provoquer un rassemblement et d'entraîner dans l'action les quelques centaines de femmes travaillant à la confection et à la réparation des sacs pour l'armée. Le regroupement commençait à prendre forme : en effet, en plus des cinq personnes qui seront réellement inculpées, deux autres ont été arrêtées par la patrouille avant d'être libérées. Elles sont accusées de "*s'être transportées ledit jour avec nombre d'autres*". Un rapport de police précise que "*cinq hommes et deux femmes sont entrés dans le magasin*". Il y a eu, donc, intrusion d'un groupe. D'ailleurs, les inspecteurs de police ont mission de "*découvrir (s'il est possible) de nouveaux coupables*". S'agit-il d'un zèle répressif ou d'une réelle action collective ? Les deux ne sont pas incompatibles. Le zèle policier est témoigné par une lettre de Merlin (11), le 12 prairial, demandant que les militants "*soient poursuivis avec la chaleur que demandent la loi et les circonstances*". D'ailleurs, très intelli-

gement, Limodin (12) écrit : "*Je crois nécessaire de renvoyer à un autre juré que celui chargé de Babeuf et autres pour accélérer*." En effet, il faut faire vite, ne pas laisser impunis des agitateurs, et comme la présence du député Drouet parmi les inculpés du procès de Babeuf entraînait la longue procédure de la Haute Cour, il était nécessaire de disjoindre de ce procès politique les éléments liés plus directement à l'agitation sociale. On peut, avec cet élément, saisir l'importance accordée par les Directeurs à l'agitation sociale.

Sur les lieux, on trouva un drapeau avec l'inscription "*Armée plébéienne n° 1, point de rassemblement*", ce qui, déjà, signe la tentative d'une main babouviste et rappelle la nécessité pour les militants de fixer un point de ralliement. *Le Batave* (8 prairial) ajoute : "*Un des préposés à la garde des magasins de Sainte Elisabeth a fait passer au bureau central deux grandes feuilles de papier sur lesquelles on a imprimé en très gros caractères "Constitution de 1793", "Liberté", "Egalité", "Bonheur commun"* » — soit très exactement le programme babouviste tel qu'il devait figurer sur les placards décrits par Buonarotti pour le jour de l'insurrection et tels que ces placards

sont conservés dans les papiers saisis du procès.

Qui sont ces cinq personnes arrêtées lors de cette tentative ? Deux femmes, celles de deux agents babouvistes de grande valeur : la femme Guilhem, dont on a vu l'intérêt qu'il portait aux ouvriers, et la femme de Claude Fiquet ; avec elles, les sans-culottes Chevallier, Duval et Veycer.

Leur biographie est passionnante : déjà compromis dans la Conspiration Lagrelet en l'an III (qui visait à l'évasion des patriotes incarcérés), ils seront partie prenante de toutes les oppositions sous le Directoire et le Consulat, jusqu'à l'exécution de Chevallier (13) en nivôse an IX (le couple Fiquet étant poursuivi pour complicité) et Veycer étant condamné à mort dans l'affaire. Duval est l'un des rarissimes ouvriers couchés sur les listes babouvistes. Il s'agit donc de militants parfaitement au courant de la Conspiration ; il faut relever la présence d'un (un, mais un seul !) ouvrier, qui s'adresse à des ouvrières pour tenter de les insurger...

Il est nécessaire de noter, d'une part, la grande facilité avec laquelle le regroupement a été aussitôt dispersé : personne n'a pris la défense des babouvistes, pas même les ouvrières à qui ils étaient venus s'adresser, et, d'autre part (ceci expliquant très probablement cela), le caractère abstrait des "revendications". La Constitution de 1793 n'était pas un mot d'ordre susceptible d'unir l'opposition babouviste et la population laborieuse, qui était plus préoccupée par sa propre survie ; pas plus que ne pouvait le faire le mot d'ordre de "*bonheur commun*" diffusé en dehors de toute argumentation. Pouvait-on s'insurger avec ces placards tels qu'ils étaient conçus et qui ne tenaient pas compte (à la différence des imprimés babouvistes comme des numéros du *Tribun du peuple* ou encore de *L'Eclaireur du peuple*) des problèmes quotidiens de la population ? Non. Faiblesse de la Conspiration ? En un certain sens, plus exactement, faiblesse de la compréhension de la situation et des conditions économiques, ce qui renvoie à la relation entre ces militants et cette situation, un désarroi manifeste.

Les rapports entre les Egaux et les anciens conventionnels

LA première question a été posée parfois comme une accusation, parfois comme une excuse, par de nombreux historiens : la Conjuration n'aurait été qu'une succursale des conventionnels exclus d'activité politique officielle sous le Directoire.

Les futurs babouvistes avaient eu des contacts avec d'anciens montagnards, plus particulièrement avec Amar. Les contacts s'approfondirent malgré les méfiances qu'inspirait Amar, l'ancien dirigeant du Comité de sûreté générale sous la Terreur. Brutalement, Amar devint communiste ; la brutalité de sa conversion plaida en fait contre lui : on se rappela comment il avait abandonné Robespierre le 9 thermidor. Amar proposait,

pour avancer dans le communisme, de rendre le pouvoir aux anciens conventionnels. Cela ne pouvait agréer aux Egaux. Le regroupement avec Amar fut dissous sous l'impulsion de Félix Le Peletier. Dans le n° 36 du *Tribun du peuple*, Babeuf avait écrit : "*Ce que je trouve scandaleusement bizarre, c'est de voir la plupart de ces hommes qui se sont parés du titre de montagnards (...) occuper aujourd'hui des emplois offerts par le Directoire... C'est là un phénomène et un excès de bassesse rares.*"

Le légendaire Drouet, très populaire depuis l'arrestation de Louis XVI à Varennes, puis son emprisonnement par les Autrichiens, récemment libéré, était élu aux Cinq Cents. Il n'y avait pas com-

battu assez fermement, à l'opinion de Babeuf, la fermeture des sociétés populaires. Ce dernier le critiqua sévèrement : "Vous n'êtes qu'un sénateur comme les autres." Rappelons que le vouvoiement entre révolutionnaires était en soi une insulte. Drouet sera par la suite très actif pour la fusion des comités babouviste et montagnard et donné comme la figure emblématique de toute l'activité conspirative.

Vadier, autre dirigeant du Comité de sûreté générale, a formulé clairement ses doutes quant au communisme dans une lettre publique à Babeuf : "A quoi sert de montrer cette béatitude dans un lointain si obscur que je désespère d'y arriver jamais ?" Babeuf parlait des "astucieux intrigants" qui déclaraient apprécier le bonheur commun, mais le considéraient inapplicable. Il ajoutait : "C'est le grand cheval de bataille des ennemis de l'Egalité réelle." Le texte de Babeuf étant postérieur de cinq jours à celui de Vadier, on peut raisonnablement y voir une réponse.

Le biographe de Robert Lindet, autre ancien montagnard actif en l'an IV, pointe la teneur de la radicale divergence doctrinale avec les Egaux : "Les anciens conventionnels restaient des défenseurs ardents (...) de la propriété individuelle. Aucune entente ne pouvait donc intervenir..."

Debon, lui, était résolument hostile à toute collaboration avec "les assassins du 9 thermidor"...

D'autre part, on se donna des garanties pour neutraliser les montagnards. On engagea des négociations exploratoires : s'il existait deux groupements rivaux pendant l'insurrection, le peuple n'y participerait pas. Plus qu'un signe de faiblesse, il faut voir là un signe de force politique de la Conjuration menacée et par le comité Amar et par la tentation sectaire. Les Egaux furent capables de maîtriser une discussion difficile, de renforcer leur homogénéité et de la retourner contre les anciens conventionnels. Les Egaux ne ménagèrent point les montagnards ; le Directoire secret avait "jugé nécessaire d'entraver leurs efforts". Lors de la rencontre du 15 floréal an IV

(4 mai 1796), Darthé, le représentant des babouvistes, s'adresse sans ambages aux représentants des montagnards : "Nous leur reprochions de ne pas être morts pour le soutien de ses droits (ceux du peuple), toute négociation serait rompue si les montagnards ne donnaient pas de garanties irréfragables de leurs intentions populaires." En pleines négociations, Darthé, toujours, confiait que le but des conventionnels, "ce n'est pas le bonheur commun, le bonheur du peuple, ce n'est pas la démocratie, c'est l'aristocratie d'eux-mêmes qu'ils veulent, et rien de plus".

Les Egaux proposèrent aux montagnards diverses mesures, comme l'application immédiate de l'article 18 de l'acte insurrecteur : "Toutes les propriétés sont mises sous la sauvegarde du peuple", ce qui signifiait, "sous une forme très enveloppée, l'abolition de la propriété privée" (J. Lépine, Babeuf, 1949).

Mais l'affrontement majeur se produisit évidemment sur le moyen de l'exercice du pouvoir. Les babouvistes acceptèrent le rappel des anciens montagnards restant de la Convention à condition que leur soit adjoint un démocrate par département choisi par le Directoire secret. Comme les montagnards étaient une soixantaine et les démocrates à nommer près d'une centaine, les premiers n'admirent pas d'être en minorité dans la nouvelle assemblée...

Finalement, les Egaux et les montagnards s'accordèrent pour établir une Convention qui soit à majorité babouviste, mettre en place la Constitution de 1793 et appliquer des mesures sociales immédiates (réquisition des logements pour les pauvres, restitution des biens gagés au Mont de piété)...

On ne peut hésiter sur la nature des divergences entre babouvistes et montagnards : c'est la question de la propriété sur laquelle les Egaux ne voulaient ni ne pouvaient reculer, faute de disparaître comme courant politique nouveau. Présenter les babouvistes comme à la traîne des anciens montagnards est une manière de nier ou de minimiser leur spécificité.

(1) Sylvain Maréchal (1750-1803) : auteur de poèmes, de chansons (*La chanson nouvelle à l'usage des faubourgs*) de pièces de théâtre (*Le Jugement dernier des rois* fut un succès populaire, mais *La Fête de la raison* fut interdite par le Comité de salut public ; elle fut jouée après la chute de Robespierre sous le nouveau titre *La Rossière républicaine*), journaliste aux *Révolutions de Paris*, cet écrivain prolifique avait exprimé publiquement son athéisme et son communisme dès avant 1789. Communisme bucolique, patriarcal, qui cantonne les femmes dans une vie strictement affective (Maréchal ne souhaite pas qu'elles apprennent à lire !) et anti-étatique : il rédigea pour la conjuration babouviste *Le Manifeste des Egaux*, qui ne fut pas publié en raison de son refus de tout gouvernement. Bien que membre du "directoire secret", il échappa aux poursuites. Gardant son indépendance d'esprit, il publia le *Correctif à la gloire de Bonaparte* et collabora au *Dictionnaire des athées*.

(2) Buonarrotti (1761-1837) : issu de la noblesse toscane, nourri des philosophes des Lumières, cet Italien accueillit avec enthousiasme la Révolution française. Naturalisé français par la Convention, il se lia aux montagnards, effectua une mission à Oneglia, en Italie, au cours de laquelle il dépouilla les riches émigrés au profit des indigents au nom même des principes robespierristes. Jeté en prison après la chute de Robespierre, il y rencontra Babeuf et devint alors le plus talentueux des propagandistes communistes (*Analyse de la doctrine de Babeuf, Lettre en réponse à M. V.*). Membre du "directoire secret", il fut arrêté, condamné par la Haute Cour de Vendôme à la déportation. Libéré en 1806, il reprit le combat ; c'est à Bruxelles qu'il rédigea *La Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*. De retour en France après la révolution de 1830, il assura la transmission de la pensée révolutionnaire la plus radicale auprès des démocrates et des socialistes français et allemands ("La Ligue des justes"). Il incarne au sein du babouisme le courant qui établit une filiation naturelle entre la démocratie telle que la concevait Robespierre et le communisme.

(3) 10 août 1792 : à l'issue d'une campagne politique menée principalement au club des Cordeliers et dans les sections parisiennes pour la déchéance du roi, les fédérés marseillais et bretons mêlés aux sectionnaires parisiens prennent d'assaut le château des Tuileries. La Commune insurrectionnelle de Paris surgit dans la nuit oblige les députés à annoncer la convocation d'une nouvelle Assemblée constituante, élue au suffrage universel : ce sera la Convention qui proclamera la première République.

(4) 31 mai-2 juin 1793 : c'est un tournant majeur de l'histoire de la Convention. Depuis la mi-avril, les sections parisiennes demandaient l'arrestation des leaders girondins, plus soucieux de dénoncer la Commune "anarchiste" que d'organiser la défense de la République. Ces journées révolutionnaires furent dirigées par un comité central révolutionnaire, dans lequel l'influence première des "enragés" s'effaça au profit des jacobins et des montagnards comme Marat. Cernée par les gardes nationaux d'Hanriot, la Convention dut prononcer l'arrestation de 29 députés girondins. Ainsi s'éta-

blit la dictature morale des montagnards sur la Convention, qui rendit possible le gouvernement de salut public et sauva la République de l'écrasement. Ces journées illustrent la conception de la démocratie représentative sous contrôle chère aux sans-culottes : les "représentants" doivent rendre compte de leurs actes et le "peuple debout" (insurgé) peut légitimement les révoquer.

(5) Drouet, l'homme de Varennes : le maître de postes de Sainte-Menehould avait reconnu le roi sous son déguisement de valet et obtenu son arrestation à Varennes sur la route qui devait mener Louis XVI à la frontière. Devenu un héros populaire, Douet fut élu député à la Convention et prit rang parmi les montagnards. Partisan en 1796 d'une action concertée entre les amis de Babeuf et les députés montagnards, il fut arrêté comme babouviste, bien qu'il n'ait pas adhéré à la doctrine communiste. Il réussit à s'échapper. Il devait mourir à Mâcon sous le nom de "pâtissier Murgès".

(6) Mably (1709-1785) : ce philosophe, qui avait combattu les partisans du libre prix du blé en plaçant au-dessus du droit de propriété le droit à l'existence, a profondément influencé Babeuf, qui lui emprunte sa formule de la parfaite égalité comme synonyme du communisme ("*L'égalité est nécessaire aux hommes. La nature en avait fait une loi à nos premiers pères... Qui peut nier qu'en sortant de ses mains nous ne nous soyons trouvés dans la plus parfaite égalité... Les biens qu'elle avait répandus sur la terre ne leur appartenaient-ils pas en commun ?*" — *De la législation ou Principes des lois*, 1776).

(7) Administration des subsistances : cette question a revêtu une importance explosive compte tenu de l'inflation générée par la guerre et de la mobilisation des sans-culottes pour défendre leur droit à l'existence. Selon le décret du 4 mai 1793 (maximum des grains), les administrations départementales devaient fixer un prix unique du grain pour leur ressort et les municipalités contrôlaient l'état des stocks au moyen de visites domiciliaires ; le maximum général, voté le 29 septembre, étendit ce contrôle des prix à toutes les denrées de première nécessité. Les comités de surveillance et les sociétés populaires allaient aider les municipalités à approvisionner les marchés publics que désertaient les marchands et les riches fermiers. Cette lutte contre la spéculation marchande devait se révéler efficace de novembre 1793 au printemps 1794 ; les procès de germinal ayant décapité les leaders populaires (Chaumette, Hébert...), la hausse des prix reprit son envol.

(8) Victor Daline : le grand historien soviétique Daline a profondément renouvelé notre connaissance de Babeuf grâce à son ouvrage magistral : *Autour de Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française*, publié en URSS en 1963, traduit et édité en français en 1976 aux Editions du Progrès, réédité en 1987. Il put exploiter le fonds d'archives babouvistes patiemment collecté par l'Institut du marxisme-léninisme en une période où l'Octobre russe suscitait d'ardentes vocations d'historiens chez les Soviétiques et une inlassable curiosité pour la "Grande Révolution" française. Historien scrupuleux et honnête, engagé dans la Révolution de 1917 et les combats de la guerre civile, dirigeant des Jeunesses commu-

nistes et membre de l'Opposition de gauche, Daline paya de 20 ans de goulag sa fidélité à la Révolution.

(9) Le nouveau tiers : pour faire barrage à la reconquête royaliste par les urnes, les conventionnels thermidoriens avaient voté que les assemblées à élire (Anciens et Cinq Cents) devaient obligatoirement comporter deux tiers d'anciens conventionnels ; le nouveau tiers élu en octobre 1795 au suffrage censitaire fut en majorité composé de royalistes à peine déguisés.

(10) Jacqueries, anabaptistes, levellers (ou niveleurs en anglais) : le terme péjoratif de jacquerie désigne les révoltes paysannes du Moyen Age désespérées et féroces. Les anabaptistes rassemblés par Thomas Münzer se battirent au nom de l'Évangile pour la communauté des biens. Ils animèrent "la guerre des paysans" en Allemagne du sud, où ils furent exterminés en 1525 par les

princes allemands chaudement encouragés par Luther. Les niveleurs anglais, nombreux parmi les artisans londoniens, présentent le même type de révolte égalitaire menée au nom d'une doctrine religieuse ; partisans de la liberté de conscience et de la liberté de la presse, ils devaient être persécutés par Cromwell, devenu protecteur (dictateur) de la république anglaise en 1653.

(11) Merlin : ancien conventionnel, il est ministre de la Police sous le Directoire quand prend corps la Conjuración de Babeuf.

(12) Limodin : inspecteur de police ayant des sympathies pour les royalistes.

(13) Chevallier : ingénieur, militant de 1793, ayant participé à l'agitation babouviste de l'été 1796, condamné à mort en nivôse an IX par Bonaparte.

Jean Marc SCHIAPPA



Les babouvistes
« aspects de l'implantation de
la Conjuración babouviste »



**Une grève
de masse
en 1869 à Lyon :
la grève
des ovalistes**

(Christian Coudène)

Dans sa préface au livre de Claire Auzias et Annick Houel sur *La Grève des ovalistes de juin-juillet 1869*, Michèle Perrot écrit : « *La grève des ovalistes de Lyon mérite d'être célèbre. Deux mille femmes en grève durant un mois de l'été 1869, voilà déjà, en ces temps où la grève demeure un acte viril de producteurs "à part entière", une manière d'événement. Qu'elles demandent en outre leur adhésion collective à l'Association internationale des travailleurs — elles si étrangères à l'association formelle — surprend plus encore et intrigue. L'exception étant propice aux stéréotypes, on a gardé de ce conflit des images floues sur un dessin trop net et des accents lyriques.* »

Résumant les principaux moments de la grève et le débat sur l'adhésion à l'Internationale et la représentation des grévistes à son prochain congrès, Michèle Perrot conclut que, très vite, « *la grève des ovalistes (...) entre dans la légende, où se voile la réalité des choses et où sombre leur vérité* ».

Appuyé sur ce livre et sur l'ouvrage de Maurice Meissonnier, *La Première Internationale et la Commune à Lyon*, Christian Coudène en retrace la véritable histoire et les enjeux...

La grève des ovalistes

ELLES ont traversé le pont Lafayette, la presque-île, et prennent la montée de la Grande Côte, à travers ces pentes de la Croix-Rousse où, il y a à peine vingt-cinq ans, les canuts se sont battus durement et ont été massacrés. Elles vont "en bande", comme le rapporte la presse outragée du Second Empire finissant. Les ouvrières ovalistes des ateliers des Brotteaux, et de la Guillotière, souvent assez vastes, se dirigent vers les ateliers de la Croix-Rousse. Dans ces entreprises plus petites, plus anciennes, ne dépassant guère 20 employées, le patron surveille de près tout mouvement et il est plus difficile de cesser le travail.

La soie ovalée est une nouvelle technologie, l'ovale épargne le moulinage et le dévidage. Une ouvrière ovaliste atteint la productivité de 16 ouvrières selon l'ancienne méthode, une belle technologie innovante que cette machine dite "l'ovale". Le salaire, lui, n'a pas bougé pour 12 heures de travail par jour, 1 F 40.

Celles qui ont débrayé se portent sur les autres moulinages. Ainsi, aux Charpennes, "une bande d'une centaine de femmes sont venues de Lyon Brotteaux, et, sans qu'il y ait eu pression d'aucune part, les ouvrières de l'atelier Giraton ont déserté l'atelier et se sont jointes à la troupe qui fait grève" (rapport de police).

"En bande", le 26 juin au soir, dans 70 ateliers, elles ont entraîné environ

2 400 ouvrières ovalistes des moulinages de Lyon dans la grève.

Une troupe, des bandes, pour les flics aux aguets. Les couches les plus opprimées de la classe ouvrière qui surgissent dans la rue aux yeux ébahis des bourgeois.

Dans les jours qui suivent, le bras de fer se poursuit : pour avoir tenté d'intervenir dans des entreprises qui travaillent encore, trois ouvrières sont arrêtées et condamnées en toute hâte à des peines de prison.

Beaucoup d'ouvrières viennent de loin, de l'Ardèche ou d'Italie. Elles sont logées souvent sur le lieu même de travail dans des dortoirs, et cela diminue d'autant leur salaire. Les Italiennes sont recrutées dans la région de Milan, où les salaires sont plus bas qu'en France, les filles de la campagne viennent à Lyon pour se constituer un petit pécule avant leur mariage, afin de préparer un trousseau, qui permette d'espérer épouser un fils de petit paysan. Mais il y a aussi des femmes mariées de tous âges, et toutes celles qui ne doivent compter que sur elles-mêmes pour vivre.

Dès que la grève s'est étendue, les Italiennes ont rejoint le mouvement. Pourtant, elles sont comme l'oiseau sur la branche, comme disent leurs amies ardéchoises. Les patrons ripostent par la mesure la plus simple : ils jettent à la rue ces filles qui logent dans leurs dortoirs.

Et voilà les journalistes, interloqués, qui notent dans leurs reportages ces rassemblements de jeunes filles dans la rue près de leur malle sur le trottoir. Elles ont dû en vitesse réunir leurs affaires, qu'elles ont posées là, devant la porte de l'atelier ; en attendant de voir ce qu'elles pourront devenir, certaines les surveillent pendant que d'autres sont parties à la recherche d'un refuge. On mesure le cas de conscience de ces ouvrières qui arrêtent de travailler. Au moment le plus aigu du conflit, certaines d'entre elles repartiront dans leur village, ne voulant pas se désolidariser, mais ne pouvant faire autrement, sans doute. Ne sont-elles pas recommandées au patron lyonnais par le curé de leur village ? Comment affronter le qu'en-dira-t-on de la campagne ?

Devant un gros atelier, chez Bonnardel, la tension monte, le patron voulant à toute force faire tourner la boîte. Les injures fusent, les pierres volent dans les vitres. Autour des ovalistes se rassemblent les autres catégories de travailleurs. Les agents de police sont appelés en renfort pour protéger les quelques ateliers qui tournent.

Les ouvrières ont tenté d'obtenir des négociations, les patrons ont refusé. Au bout d'une semaine, la grève tient toujours.

L'organisation de la grève

On connaît le point de départ de la grève par la pétition adressée au préfet le 21 juin, signée par 250 ovalistes. Ces femmes sont illettrées. Elles se sont donc adressées à un écrivain public, qui a arrondi les phrases, mis les formules de politesse, mais ce qu'elles ont dicté est là et bien là : *“Les dames et demoiselles ovalistes désignées ci-dessous (...) ne gagnent que 1 F 40 par jour. Voilà longtemps qu'elles souffrent... vu qu'on les fait travailler depuis cinq heures du matin à sept heures du soir.”*

Elles demandent deux francs pour la journée et une heure de travail en moins, autrement, elles *“se verront forcées de cesser le travail à leur grand regret, vu qu'il est impossible de pouvoir vivre en*

gagnant si peu, il y en a au moins la moitié qui n'ont pas de santé et qui sont souvent malades par rapport à la nourriture grossière qu'elles sont obligées de manger afin de pouvoir se suffire avec le peu qu'elles gagnent”.

Suivent les 250 noms bien alignés par entreprise, de 10 ateliers, par exemple 55 de l'atelier Bonnardel, 65, rue Bossuet, qui apparaît dès le début comme au cœur de la lutte, dont Philomène Rosan.

Cette pétition révèle beaucoup de choses : que le combat fut concerté et préparé. Qu'il vient des femmes elles-mêmes, car le recours à l'écrivain public signifie qu'elles ont voulu s'exprimer sans intermédiaire pour formuler leur revendication ou exprimer leur souffrance, elles ont pris un porte-plume pour écrire. Nous verrons ce problème resurgir. Les deux revendications y sont nettement définies : 2 F et une heure de moins par jour.

Rappelons qu'en février 1848, la révolution avait obligé le gouvernement provisoire à accorder la journée de 10 heures à Paris et de 11 heures en province. Dès que la bourgeoisie a senti qu'elle avait ramené suffisamment de troupes à Paris, elle a refusé d'appliquer la loi, les manifestations ont été immédiatement noyées dans le sang en juin 1848.

Après le coup d'Etat du prince président Bonaparte, la classe ouvrière avait dû subir le sabre et le goupillon. La crise du régime s'accroissant, en 1864, le gouvernement lâche du lest et supprime le délit de grève. La grève ne devient pas un droit, comme le disent trop souvent les livres d'histoire. Elle n'est plus un délit, on ne risque plus amendes et prison pour avoir fait grève, mais les patrons peuvent licencier autant qu'ils veulent leurs ouvriers pour avoir cessé le travail, et ils ne s'en privent pas. Néanmoins, cette concession est utilisée dans de nombreux endroits, les grèves se multiplient depuis 1860. A La Ricamarie, près de Saint-Etienne, il vient d'y avoir des morts au printemps 1869, lors de grèves et manifestations. En mars, les élections au Parlement ont été marquées par une forte agitation, le peuple supporte de plus en plus mal le régime corrompu et autoritaire.

En s'adressant au préfet, les ovalistes cherchent à unifier leur mouvement face au grand nombre de patrons concernés, qui peuvent arguer de la concurrence de leurs rivaux pour se défilier. En s'adressant à l'Etat, elles réclament une négociation globale avec les employeurs, une garantie publique, une sorte d'accord collectif. Certains ont voulu voir dans ces grèves "autorisées" par l'empereur une version molle de la lutte des classes. C'est tout le contraire : dans une situation insupportable où la dispersion des ateliers, la rotation continue des effectifs, l'immigration de la campagne et de l'Italie, le surplus toujours renouvelé de bras rendent difficile la cohésion nécessaire au combat, elles cherchent à se grouper pour affronter le patronat et à faire garantir par l'Etat l'ouverture d'une discussion et les acquis résultats de la lutte. (Lorsqu'un patron, chez Babouin, promet une amélioration, on voit 200 ouvrières se rassembler devant les portes pour exiger un écrit.) C'est aussi la crise politique qui ébranle le régime qui leur donne l'audace de relever la tête.

Le premier jour de la grève, le vendredi 25 juin, elles ont tenu une assemblée générale dans une grande salle, à la Rotonde. 2 000 ovalistes sont présentes. Un commissaire de police évalue le nombre total dans Lyon à 4 000 ouvrières. C'est dire l'ampleur qu'a prise cette assemblée. La surprise est grande chez les patrons, les journalistes, les policiers, car, pour atteindre un si grand nombre de personnes par le bouche à oreille, il faut qu'une bonne organisation ait précédé la lutte. Elles ont chargé l'écrivain public de présenter leur situation, elles ont invité les patrons moulinsiers et veulent engager publiquement la négociation. La revendication est précisée : 2 F par jour et deux heures de moins. Les maîtres moulinsiers refusent de venir et ne répondent pas. Leur attitude est conspuée par la salle. Après la réunion, dans la rue, l'ambiance est tendue, une ouvrière moquée par un patron le gifle, la foule applaudit et le patron s'enfuit dans un café pour ne pas se faire écharper. Les ovalistes décident de faire débrayer partout où ça tourne encore. Les employeurs moulinsiers décident de

faire venir des Italiennes pour briser la grève.

Une commission de déléguées des grévistes se met en place

Une commission de déléguées des grévistes se met en place, dont on connaît peu de chose, si ce n'est le nom de sa présidente, Philomène Rosan, qui est illettrée et ne sait pas écrire son nom, comme la plupart des femmes. Elle signe en faisant une croix (c'est pourquoi on la trouve aussi sous le nom de Rozan ou Rozen, selon le porte-plume).

Le combat, dans les jours suivants, prend une telle ampleur qu'il met en mouvement toutes les organisations ouvrières de Lyon et les autres catégories de travailleurs. Une nouvelle pétition est adressée au préfet, qui demande la journée de travail de 10 heures, 3 F pour les hommes et 2 F pour les femmes pour la journée. (Qui a fait rajouter dans la marge après 2 F : "pour les femmes et 3 F pour les hommes" ? On le verra plus loin.) C'est au café Balmont, tenu par un républicain, que se tient une commission de 200 à 300 personnes.

Le durcissement du conflit pose évidemment de nombreux problèmes. Trouver à loger celles qui ont été expulsées des dortoirs, et en particulier les Italiennes. Collecter des fonds pour tenir, et aider celles qui, victimes d'arrestations, sont condamnés à la prison et aux amendes, parce qu'elles ont cherché à bloquer des ateliers qui continuaient à fonctionner. Le 29 juin, la commission des ovalistes lance un appel au soutien financier. Elle met en place un bureau de secours. Un cafetier républicain, Dufour, sert des repas gratuits ; Raspail, candidat aux élections locales à Lyon, apporte son appui ; Dufour intervient auprès du consul d'Italie et obtient qu'il ouvre un vaste local, où les ouvrières pourront venir coucher.

Un commissaire de police note : "La démocratie s'insinue dans l'esprit des ouvrières ovalistes, soit par la parole, soit par les dons ou les démarches au-

près des corporations ou des particuliers.” Belle formule pour illustrer ce que produit la lutte, indépendamment de son résultat final.

Entre le 1^{er} et le 3 juillet, des heurts violents se produisent lorsque les patrons tentent d’importer des Italiennes. Affrontements devant la gare de Perrache et devant chez Bonnardel. Deux ouvrières sont arrêtées et condamnées à vingt et quinze jours de prison, car elles avaient menacé des ouvrières qui voulaient reprendre *“de les éventrer ou de leur casser la tête”*. Sous protection policière, seuls quelques ateliers marchent.

Alors que tout est fait pour une reprise le lundi 5 juillet, où commence la troisième semaine de grève, le mouvement tient et l’on dénombre 1 792 grévistes. Sans doute la police a-t-elle fait un compte précis en pensant qu’on pourrait balancer un chiffre faible pour démoraliser les ovalistes. C’est raté. Toute la semaine, jusqu’au 10 juillet, la situation est de plus en plus tendue, vu l’intransigeance des patrons. Parfois, le travail reprend, les patrons accordant ici ou là quelque chose pour ramener un peu de calme. Certaines quittent Lyon, abandonnant leur emploi pour revenir peut-être dans des jours meilleurs.

Le rôle des anarchistes : les manipulations de l’assemblée du 11 juillet

Il existe à Lyon une tradition d’organisation ouvrière ancienne, remontant à la Révolution de 1789. Les anarchistes proudhoniens ont toujours eu une influence importante, ils ont une position très réactionnaire sur les femmes. Proudhon considère que la femme doit rester au foyer et véhicule le vieil idéal de l’artisan, de la petite production familiale, où la femme complète le travail du mari. L’entrée des femmes dans le salariat est considérée comme une concurrence déloyale, puisqu’elles sont payées deux fois moins que les hommes, et un facteur de débauche, puisqu’elles ont difficilement de quoi vivre avec un maigre salaire. Rien d’étonnant, donc, que les ou-

vriers mouliniers viennent en appui au mouvement des ovalistes en transformant la revendication et en rétablissant une demande qui prévoit un écart de salaire important entre hommes et femmes. Ils ne sont pas partisans du mot d’ordre *“A travail égal, salaire égal”*, comme les socialistes. Sous le Second Empire, le coopératisme, l’hostilité à l’engagement politique et aux grèves du proudhonisme a provoqué une désaffection des ouvriers vis-à-vis de ce courant. De nombreuses associations se développent. Lors de la constitution de l’AIT (la Première Internationale), à Lyon, se regroupent des militants qui veulent se battre à la fois contre l’Empire et pour la défense des intérêts ouvriers : *“Ils n’étaient pas assez sots pour croire que leurs économies les émanciperaient de la domination du capital”* (lettre de la section de Lyon au conseil général de l’AIT). La discussion porte sur quelle attitude adopter vis-à-vis de la bourgeoisie républicaine, qui combat aussi l’Empire.

Il existe aussi à Lyon des anarchistes de la tendance Bakounine. Celui-ci est installé à ce moment-là à Genève. Leur organisation s’appelle l’Alliance internationale de la démocratie socialiste (AIDS) et elle est membre de la Première Internationale, l’Association internationale des travailleurs (AIT), fondée à Londres en 1864, dont Marx a rédigé les statuts, où figure la fameuse phrase : *“L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes.”* Cette Internationale regroupe des syndicats et des partis politiques de différents pays d’Europe, elle doit tenir en 1869 son congrès à Bâle. Les désaccords entre les positions de Marx et de Bakounine apparaîtront plus tard. La section de l’AIT de Lyon est dirigée par Albert Richard ; il fait partie également de l’Alliance, en rapport étroit et secret avec Bakounine à Genève, dont il est devenu un des “intimes” l’année précédente. Ils se sont rencontrés lors du passage de Richard à Berne, au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté. Bakounine, en gagnant à ses idées le jeune président de l’AIT de Lyon (22 ans), avait ainsi pris une influence importante dans la section de Lyon de l’AIT, car Richard fera partie

du cercle restreint de la Fraternité internationale, groupe ultra-secret de l'Alliance. L'AIT de Lyon regroupait donc des militants divers, mais était influencée, via Richard et Palix, par Bakounine.

Le dimanche 11 juillet, à Lyon, se tient une nouvelle assemblée générale, qui rassemble environ 800 à 1 000 ouvriers et ouvrières. Cette fois, elle est présidée par les membres de l'AIT, en fait par les anarchistes. La commission de grève a été renouvelée, elle comprend onze hommes et sept femmes. Celui qui préside la réunion, Oscar Testut, avocat, membre de l'Alliance de Bakounine, sera plus tard démasqué comme agent de la police (voir Maurice Moissonnier). Il y a donc un changement profond, celui qui préside la réunion n'est pas un ouvrier gréviste. Il n'est là que du fait de son appartenance politique à l'Alliance. Dans la salle, également, de nombreux non-grévistes, et sans doute une proportion d'ovalistes difficile à estimer ; en tous les cas, moins de la moitié sont des femmes.

Il est rendu compte de la collecte faite par la section de l'AIT de Lyon : 1 590 F, et l'orateur explique que des collectes peuvent être faites dans tous les pays par l'AIT, qui permettraient de porter le secours à 1 F par jour de grève, mais ces secours ne peuvent être accordés qu'à ceux et celles qui sont membres de l'AIT. Déjà, d'ailleurs, le bureau de la commission avait annoncé son adhésion à l'AIT. Il est proposé, donc, l'adhésion en bloc des ovalistes pour bénéficier de cette manne promise.

Une partie de la salle applaudit, l'autre reste plutôt froide. L'orateur Testut vante son affaire : pour une cotisation modique de 25 centimes à verser pour l'année, on aurait ainsi une assurance solide en cas de grève. Il ne s'agit, en fait, que de faire approuver par l'assemblée ce qui a déjà été décidé par le bureau visiblement autoproclamé, qui s'est substitué à la commission de grève. Face aux ovalistes peu enthousiastes, il insiste en montrant un doigt : il s'agit bien d'un franc par jour pour 25 centimes par an. L'adhésion à l'AIT est donc adoptée, et les anarchistes annoncent à Londres l'adhésion à l'Internationale de 8 000 ovalistes de Lyon. Chiffre que reprendra

l'AIT. (Il représente l'ensemble de la corporation sur la région lyonnaise.) Mais ce n'est pas fini — l'assemblée ne durera qu'une demi-heure —, les alliancistes de l'AIDS expliquent que la commission, dans sa grande sagesse, a décidé de redéfinir la revendication : demander 2 F par jour est exagéré, on l'abandonne, mais on garde la demande de 3 F pour les hommes. En revanche, on demande 10 heures par jour pour tout le monde. Autant la proposition des anarchistes de soutien financier était normale vu l'urgence, même si elle avait un petit côté chantage qui refroidissait, autant cette annonce suscita la stupéfaction des ovalistes. Une femme crie son dépit : *“Plutôt que faire un travail qui n'est pas payé le prix, elle préfère faire des pantalons.”*

Le bureau apporte un argument massue : si on augmente le salaire, les patrons licencieront les moins habiles. Et pour enfoncer le clou, il appelle, au nom du bureau de la commission, en fait au nom de l'AIDS, à reprendre le travail là où le patron a fait quelques avances, à poursuivre là où le patron est trop récalcitrant. Or, puisqu'on avait liquidé la revendication des deux francs, il ne resterait plus beaucoup de mauvais patrons. Les votes sont faits à toute allure, en une demi-heure on a voté l'adhésion à l'AIT de 8 000 ovalistes, l'abandon de la revendication et la reprise dans la division des grévistes.

Le lundi 12 juillet, les ovalistes rentrent, et, peu à peu, par petits paquets, le travail reprend. Les patrons lâchent ici ou là 10 centimes de plus par jour. Triste spectacle chez Bonnardel, bastion de la lutte, les Italiennes, les plus exploitées, les plus en danger, tiennent bon, désespérées, ne voulant pas reprendre sans rien. La reprise s'étale jusqu'au 29 juillet, avec parfois une réduction d'une heure par jour.

Les délégués autoproclamés

Il restait une dernière décision à prendre pour les anarchistes de l'Alliance de Bakounine : désigner la délégation au congrès de Bâle de l'AIT.

Le 13 juillet, le conseil général de l'AIT à Londres enregistre l'adhésion de 8 000 ovalistes de Lyon et engage les collectes pour aider les grévistes. On envoie une déléguée à une réunion du mouvement féministe anglais pour demander de l'aide. Elle devra constater que les féministes ne sont pas intéressées par ce problème. A Rouen, en revanche, où des grèves ont eu lieu rassemblant hommes et femmes, la réaction est immédiate et la collecte rapporte 500 F.

A Lyon, les ovalistes se rendent compte que les secours arrivent beaucoup moins vite que ce qui était annoncé et s'en plaignent.

Le 10 août, à Londres, Marx propose que Philomène Rosan soit la déléguée au congrès de Bâle. La proposition est adoptée. Marx ne sait pas que, depuis le 11 juillet, elle s'est retirée, et qu'elle n'est plus la présidente du comité de grève. On ne saura rien de ce qu'elle est devenue. On perd sa trace. Avec son nom dans tous les journaux de Lyon, un employeur cité comme un des plus durs, Bonnardel, on peut imaginer que la situation n'a pas dû être facile pour elle, et il est évident que si elle s'est retirée de la commission, c'est que le mandat qu'elle avait porté avait été liquidé, la revendication trahie, la démocratie de la grève laminée par les anarchistes.

Marx voyait dans cette déléguée non seulement l'expression de cette émancipation du prolétariat pour laquelle il luttait depuis toujours, mais aussi de l'émancipation de la couche la plus exploitée, les femmes. Contrairement à Proudhon, Marx et Engels ont compris que le travail salarié des femmes, aussi misérable soit-il — mais quel était le sort de la paysanne ? —, tout en étant une méthode capitaliste pour créer de la concurrence à la baisse sur les salaires, était aussi un facteur de libération en donnant un point d'appui au combat pour l'égalité. Les hommes comme les femmes ayant intérêt à obtenir "*A travail égal, salaire égal*", à surmonter la concurrence entre eux, par la coalition, la femme est de fait, par sa surexploitation, mais cette fois en dehors de la famille patriarcale, dans une meilleure position pour se défendre comme individu dans le cadre de l'ensemble de la classe organisée.

Dans son ouvrage *De l'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat*, Engels montre en quoi l'oppression de la femme dans la famille patriarcale n'a rien de naturel, mais est le produit de l'histoire et des contraintes économiques : pour assurer le rang social, le mariage et l'héritage sont des éléments fondamentaux, qui déterminent les attitudes, les mœurs, les mentalités codifiées en religions et en règles, imposant la soumission de la femme dans la famille comme la prostitution au dehors. La Révolution française avait violemment secoué la famille patriarcale, car elle avait brisé la domination du clergé, instauré le mariage civil, imposé le consentement de la femme, autorisé le divorce, l'héritage à égalité pour les femmes, et donné ainsi un puissant élan au mariage d'amour, qui, chez les ouvriers, avait pris la forme de l'union libre — on disait à cette époque "*vivre à la parisienne*".

Marx et Engels, qui connaissaient tout de la littérature française, savaient à quel point la démocratie de 1793 puisait ses racines dans le combat des hommes des Lumières, d'un Molière ou d'un Diderot engagés dans la lutte contre l'oppression de la femme, si puissamment exprimée dans des textes aussi célèbres que *L'Avare*, réquisitoire implacable contre la famille patriarcale, la dictature du père, dissimulé derrière le portrait de l'avarice, ou dans *La Religieuse*, réquisitoire contre le mariage forcé, en l'occurrence avec Dieu (1). Il

(1) *La Religieuse*, de Diderot, se présente comme les lettres d'une jeune fille mise au couvent par ses parents. Afin de bien doter, pour la bien marié, sa sœur aînée, elle, la cadette, a été "mariée avec Dieu". C'était une pratique fort courante à l'époque, les parents pouvant ainsi assurer tout à la fois leur avenir sur terre en casant au mieux la fille aînée, et leur avenir dans l'au-delà en donnant une autre fille au clergé. Mais les garçons pouvaient aussi être soumis à ce traitement. Diderot fut enfermé par son père au couvent parce qu'il voulait épouser une fille qui lui plaisait. Cela explique que la Révolution de 1789, en ouvrant les couvents, a libéré des milliers de femmes et d'hommes, qui quittèrent ces lieux maudits. On peut dire que c'est la première autorisation du divorce, elle fut un fait avant d'être un droit, comme la mise à feu des archives des châteaux par les paysans fut la première forme d'annulation des droits féodaux. Lorsque, au début des années 1960, un film fut tiré de *La Religieuse*, l'Eglise le fit interdire.

n'y a donc pas, dans la proposition de déléguer la présidence de la commission de grève des ovalistes, une basse manœuvre de Marx contre Bakounine, avec lequel les divergences vont apparaître plus tard, ni à l'égard des proudhoniens, bien que Marx sache très bien qu'ils refuseraient de prendre part aux débats si des femmes étaient admises au congrès de Bâle, mais ce serait l'occasion d'une clarification. Marx veut que s'exprime dans le congrès de l'AIT la réalité du mouvement de la classe ouvrière qui se constitue en classe par la lutte, et la grève des ovalistes en est une expression au moins aussi importante que le coup de tonnerre de l'insurrection des canuts en 1831. La signification de cette grève est justement que le mouvement ouvrier français est en train de dépasser l'étape de l'anarchisme (basé sur l'artisanat menacé par la grande industrie) exprimé par le proudhonisme. Le mutuellisme proudhonien était également en déclin, discrédité par sa collaboration avec l'empereur et ses bonnes œuvres.

Etranges "délégués" des ovalistes !

Les délégués des ovalistes au congrès de Bâle sont Albert Richard, Louis Palix, Michel Bakounine. Il est clair que ces dirigeants de l'AIDS se sont autoproclamés délégués des ovalistes et en ont rajouté en désignant Bakounine, alors à Genève, comme représentant des ouvrières (même Virginie Barbet, ovaliste membre de l'AIDS, est écartée).

Avec le coup des 8 000 membres de l'AIT, le petit putsch était presque parfait. On voit que ceux qui tentent d'opposer un Marx autoritaire à un Bakounine libertaire devraient y regarder de plus près, et que les "coord's" (2) ont des ancêtres célèbres.

Louis Palix, malade, décède dès 1871.

Albert Richard, le dirigeant de l'Alliance à Lyon, jeune homme de 23 ans, se distinguera par des aventures peu glorieuses. Après la tentative avortée de prise du pouvoir à l'hôtel de ville de Lyon dirigée sur place par Bakounine en sep-

tembre 1870, il avait tenté déjà une démarche pour obtenir le pardon de la bourgeoisie lyonnaise. Au moment de la Commune de Paris, alors qu'à Lyon, le mouvement ouvrier essayait à plusieurs reprises d'apporter son appui aux communards contre Versailles, alors que le faubourg ouvrier de la Guillotière se soulevait le 30 avril 1871, se battait et était écrasé, il écrivait au représentant des versaillais à Lyon pour proposer ses services. Ce combat fut largement organisé par des membres de l'AIT, en relation avec la section de Genève, qui avait toujours refusé de suivre Bakounine. Par la suite, Richard, réfugié à Londres, se mettra au service de l'ex-empereur Napoléon, exilé lui aussi à Londres, pour lui proposer, moyennant finances, de le ramener au pouvoir en France.

Les anarchistes dénonceront sa dérive. Bakounine le rendra responsable de l'échec de son coup de main de Lyon. Marx, vivant à Londres, en voyant cela, a dû comprendre beaucoup de choses sur ce qui s'était passé à Lyon, dans la grève et lors de la désignation des délégués des ovalistes pour Bâle. Dès 1870, il écrivait à Kugelmann à propos du congrès de Bâle : *"Bakounine chercha alors à atteindre son but : transformer l'Internationale en un instrument lui appartenant en propre."* Il fit prendre position au congrès pour l'abolition de l'héritage, ce que Marx considérait comme mettre la charrue avant les bœufs. Marx ajoute : *"Pour s'assurer la majorité au congrès de Bâle, Bakounine organisa une véritable conspiration. Il y eut même de faux mandats, tels ceux de M. Guillaume pour Le Locle, etc. Bakounine lui-même alla mendier les mandats de Naples et de Lyon."*

(2) Dans de nombreux mouvements de grève, alors que se pose le problème d'organiser la représentation de l'ensemble des grévistes syndiqués ou non, et donc d'élire des comités de grève rassemblant les délégués mandatés des assemblées générales de grève avec les délégués syndicaux, on voit fleurir des tentatives de créer des "coordinations", dont la principale caractéristique est d'être composées de délégués autoproclamés et de chercher à opposer syndiqués et non-syndiqués. Elles sont souvent le théâtre de combinaisons d'appareils politiques cherchant à confisquer la représentation des grévistes.

Les anarchistes, en cassant la démocratie ouvrière...

Les anarchistes, en cassant la démocratie ouvrière, avaient liquidé la possibilité d'organiser dans la continuité de la commission de grève une représentation syndicale authentique des ovalistes.

Rappelons que, dans *Misère de la philosophie*, en 1847, Marx avait polémique contre Proudhon. Celui-ci se prononçait contre les coalitions que constituaient alors les ouvriers anglais et donnait des leçons prétentieuses sur la dialectique hégélienne ramenée à une fumuse élucubration. Marx soutenait les coalitions anglaises d'ouvriers et rétablissait le sens de la dialectique : c'est là qu'il décrit, à travers la présentation de ce qui se passe en Angleterre, le passage de la classe "en soi", née de l'exploitation, à la classe "pour soi", qui résiste, s'organise. Marx ne reprendra pas par la suite ces formules, trop philosophiques à son goût ; il ne l'avait fait que pour montrer l'usurpation par Proudhon de termes de Hegel auxquels il n'avait rien compris.

Une leçon plus générale

Laissons à Rosa Luxemburg le mot de la fin. Elle écrit dans *Grève de masse, partis et syndicats* :

« Engels, critiquant Bakounine et sa manie de fabriquer artificiellement la révolution en Espagne, écrivait en 1873 : "La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier qui sert à déclencher la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers, si

bien que ceux-ci auraient le droit de se défendre et par la même occasion d'abattre la vieille société tout entière. Cette suggestion est bien loin d'être une nouveauté... Le congrès des alliancistes à Genève, le 1^{er} septembre 1873, mit également à l'ordre du jour la grève générale. Simplement, tout le monde admettait qu'il fallait pour la faire que la classe ouvrière soit entièrement organisée et qu'elle ait des fonds de réserve. C'est là, précisément, que le bât blesse... Les gouvernements ne laisseront jamais arriver à ce stade ni l'organisation, ni la trésorerie des ouvriers... Par ailleurs, s'ils les possédaient, ils n'auraient pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir à son but."

Le prolétariat mène la lutte révolutionnaire en se servant des grèves de masse comme de l'arme la plus efficace en vue très précisément de conquérir ces mêmes droits et conditions politiques, dont, les premiers, Marx et Engels ont démontré la nécessité et l'importance dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et dont ils se sont faits les champions au sein de l'Internationale, les opposant à l'anarchisme. Ainsi, la dialectique de l'histoire, le fondement de roc sur lequel s'appuie toute la doctrine du socialisme marxiste, a eu ce résultat que l'anarchisme, auquel l'idée de grève de masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève de masse elle-même. »

Certes, ces lignes sont écrites à propos des leçons des grèves de la révolution russe de 1905, mais ne s'appliquent pas parfaitement à la grève des ovalistes ?

Christian Coudène

Sources : Maurice Moissonnier : *La Première Internationale et la Commune à Lyon*, Editions sociales, 1973 ; Claire Auzias, Annick Houel : *La Grève des ovalistes*, Payot 1982.

**Le rôle
des anarchistes
dans le développement
du syndicalisme
français
au tournant
des XIX^e et XX^e siècles**

(Christophe Bitaud)

Dans sa biographie de l'anarchiste syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle (publiée en 1952), Jean Maitron écrit en évoquant le début des années 1890, marquées entre autres par des attentats anarchistes :

“Il est difficile à un Français d’aujourd’hui d’imaginer l’atmosphère des années 1892-1894 (...). Ravachol-Kögistein, Auguste Vaillant ont été guillotins, Emile Henry est à la veille de l’être... Les anarchistes, quels qu’ils soient, terroristes ou non, sont surveillés, menacés, traqués (...). Le mystère même qui entoure chaque nouvelle explosion fait que tout anarchiste est considéré comme suspect et suspecte lui-même ses amis (...). L’atmosphère est empoisonnée. Chacun se considère comme un inculpé en sursis.”

Dans son article ci-après, Christophe Bitaud étudie — en particulier à travers la personnalité d’Emile Pouget, anarchiste qui sera à partir de 1900 le rédacteur en chef de l’hebdomadaire de la CGT, *La Voix du peuple* — comment l’anarchisme, à ce tournant du siècle, passe du culte de l’affrontement, voire de l’attentat individuel, à l’action syndicale.

De l'acte individuel à la Charte d'Amiens

La propagande par le fait

L'importance de la lutte des classes et la nécessité d'organiser le prolétariat ne furent pas toujours des évidences pour les anarchistes, loin s'en faut. La période des attentats de 1892-1894, l'apologie de la "reprise" individuelle sont autant d'exemples des illusions anarchistes quant à la portée de l'acte individuel. S'il est indéniable que cette violence répondait à celle dite "légale" des forces de "l'ordre", qui n'hésitaient pas à réprimer les manifestations ouvrières à coups de matraque quand ce n'était pas à coups de feu, si l'on peut aisément comprendre le pillage de boulangeries organisé en 1883 par Louise Michel à la tête d'un rassemblement de prolétaires littéralement affamés, parmi lesquels Emile Pouget, il n'en reste pas moins qu'il s'agissait là d'actes de révolte propres à justifier la répression étatique plus qu'à déboucher sur une authentique perspective révolutionnaire.

Aux yeux de certains anarchistes, l'acte individuel violent prend même une valeur esthétique. On comprend alors que son efficacité sociale n'a que peu d'importance. Ainsi, Laurent Tailhade passa-t-il six mois à la prison de la Santé pour une phrase restée fameuse. Le 9 décembre 1893, Vaillant jeta sa bombe en pleine Chambre des députés, blessant

grièvement plusieurs parlementaires, ce qui fit dire à Tailhade : "*Qu'importe de vagues humanités, pourvu que le geste soit beau !*" L'élan est certes lyrique, mais il ne brille pas par son intelligence. On se doit cependant de rappeler, pour être tout à fait honnête, que l'homme de lettres fit montre d'une cohérence certaine. Peu après, alors qu'il dînait au restaurant avec sa maîtresse, une bombe fut lancée (par la police, selon Tailhade), brisa la vitre et arracha l'œil droit du poète. Il ne renia en rien ses propos antérieurs.

L'influence du courant individualiste au sein du mouvement anarchiste français explique en partie cette situation. Certes, dans les années 1930, des anarchistes individualistes, tels Manuel Dévaldes ou Han Ryner, sauront concilier la défense de l'individu et l'action collective, mais il n'en est rien au début du XX^e siècle, où le journal *L'Anarchie* n'a pas de mots assez forts pour condamner le mouvement syndical naissant. Victor Serge y signe (sous le pseudonyme "Le Rétif") un article intitulé "*Notre antisindicalisme*", dans lequel il dénie toute capacité révolutionnaire au prolétariat organisé en des termes on ne peut plus méprisants :

"La classe ouvrière a derrière elle tout un atavisme d'asservissement et d'exploitation. Elle est la plus faible des deux classes à tous les points de vue ;

elle est surtout la moins intelligente, et c'est là la seule cause de son état d'assujettissement. Il est dans la nature que les plus forts dominent les plus faibles. En vertu de cette loi, les plèbes inconscientes et lâches, les foules imbéciles, crédules et peureuses ont été de tout temps spoliées par des minorités plus intelligentes, plus saines, plus audacieuses."

Le fondateur du journal *Libertad* n'est pas moins violent dans ses propos : *"Le syndicat est pour le moment le dernier mot de l'imbécillité, en même temps que de la férocité prolétarienne."*

Les précurseurs

Ces quelques rappels historiques mettent particulièrement en évidence le courage et la lucidité des anarchistes qui œuvrèrent au développement du mouvement ouvrier, qui dès la fin du XIX^e siècle, rompirent avec le mythe terroriste pour exhorter leurs camarades à investir les syndicats.

Kropotkine développa, dans une série d'articles parus dans *La Révolte*, la nécessité pour les anarchistes de rejoindre les organisations ouvrières : *"Il faut être avec le peuple, qui ne demande plus l'acte isolé, mais des hommes d'action dans ses rangs"* (3). L'anarchiste russe saura convaincre l'Italien Malatesta et la Française Louise Michel de constituer avec lui "le groupe de Londres", qui, dès 1892, lança un appel à tous les anarchistes, les invitant à militer au sein des syndicats ouvriers :

"Il est donc indispensable d'entrer de plus en plus dans les syndicats et de montrer par les faits, aux prolétaires, nos frères, que les anarchistes n'entendent pas se mêler au mouvement pour obéir à un sentiment de vanité ou d'intérêt personnel, mais bien pour lutter avec eux et pour eux, dans l'intérêt de l'émancipation commune (...). Il est très utile de prendre une part active aux grèves comme à toutes les agitations ouvrières, de se refuser constamment à accepter toute situation en vedette. Il faut, notamment, être toujours les premiers à la peine et au danger. Il faut profiter de tout pour faire de la propagande anar-

chiste et mettre constamment en garde les ouvriers contre les socialistes autoritaires, qui seront les oppresseurs de demain."

L'objectif était donc double : se doter d'un outil efficace pour œuvrer à l'émancipation du prolétariat et propager les idées anarchistes au sein de la classe ouvrière. Ils furent largement entendus en France et en Espagne, où les anarchistes vinrent grossir les rangs des syndicats naissants, mais, également, dans une moindre mesure, en Bulgarie, au Portugal et en Russie.

Pelloutier et les Bourses du travail

C'est sans conteste la pensée (la grève générale) et l'action (les Bourses du travail) de Fernand Pelloutier qui furent déterminantes pour l'entrée des anarchistes français dans les syndicats. Je ne reviendrai pas sur l'œuvre immense de Pelloutier, puisque j'y ai consacré un article entier dans un précédent numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* (4).

Je me contenterai de citer un extrait du plan d'une conférence rédigée par Pelloutier en 1896. Après avoir, dans un premier temps, décrit la formation et le fonctionnement de la société capitaliste, puis, dans un second temps, analysé les tâches de la future révolution sociale, il se penche sur l'outil de sa réalisation, l'association des producteurs :

"La rationnelle fonction de l'humanité ainsi rétablie, il reste à instituer l'association des producteurs : association librement consentie, toujours ouverte, limitée même, si les associés le jugent utile ou simplement le désirent, à l'exécution de l'objet qui l'a fait naître, telle, en un mot, que nul n'y ait à redouter les conséquences morales, non moins pénibles que les contraintes matérielles ;

(1) *L'Anarchie*, n° 255, 24 février 1910.

(2) *"Le syndicat ou la mort"*, *L'Anarchie*, 20 décembre 1906.

(3) *"Le 1^{er} mai 1891"*, *La Révolte*, n° 6, 18-24 octobre 1890.

(4) *"Hommage à Fernand Pelloutier"*, Christophe Bitaud, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 17, avril-mai 2002.

les violences individuelles, plus sensibles encore que les violences collectives.

Quel doit être le rôle de ces associations ? Chacune d'elles a le soin d'une branche de la production : celle-ci, du logement ; celle-là, de l'alimentation ; cette autre, de l'art. Les unes et les autres doivent s'enquérir tout d'abord des besoins de la consommation, puis des ressources dont elles disposent pour y satisfaire. Combien faut-il chaque jour extraire de granit, moudre de farine, organiser de spectacles pour une population donnée ? Ces quantités connues, combien de granit, de farine, peuvent être obtenus sur place ? Combien de spectacles organisés ? Combien d'ouvriers, d'artistes sont nécessaires ? Combien de matériaux ou de producteurs faut-il demander aux associations voisines ? Comment faut-il diviser la tâche ? Comment utiliser, aussitôt connues, les découvertes scientifiques ?

Eh bien ! ces associations, les Bourses du travail actuelles (nom malheureux : Chambres du travail serait plus digne) ne nous en donnent-elles pas une idée ? Ces fonctions, ne sont-elles pas celles qu'ont à remplir, ou qu'aspirent à remplir les fédérations corporatives, qui, dans dix ans, auront uni les travailleurs du monde entier ?

Que dis-je ? La mission actuelle de ces Chambres du travail (bien que leur éducation économique soit à peine ébauchée) est beaucoup plus complexe que ne devrait l'être celle des groupes de producteurs dans une société différente de celle-ci. Elles ont pour but de rechercher, non seulement le nombre de professions de chaque contrée, la quantité des produits récoltés, fabriqués ou extraits, la quantité des produits nécessaires à l'alimentation et à l'entretien, la somme de travail nécessaire au maintien de l'équilibre entre la production et la consommation, mais encore les causes si diverses, si insaisissables parfois, de la dépréciation des salaires, la solution des perpétuels conflits entre le capital et le travail ; de faire, en un mot, maintes études absorbantes, qui, nécessitées par l'existence du capital, disparaîtraient avec lui.

Et comment s'acquittent-elles de cette tâche ? Très imparfaitement, cela est in-

contestable, sous l'empire des préjugés économiques, sans cette liberté d'esprit qu'on ne peut posséder qu'après avoir fait table rase de toutes les notions inculquées et de tous les respects imposés par un système social millénaire, mais aussi avec cet instrument formidable, ce guide clairvoyant et sûr qui est la curiosité de connaître. Les efforts qu'elles font peuvent s'égarer et les observateurs superficiels s'en désespérer ; mais le désir du mieux est en elles, leur bonne volonté est ferme, elles ont confusément la conscience de leur force et de leur rôle, n'est-ce pas le gage que tôt ou tard elles trouveront la voie qui nous paraît la meilleure ? Qu'un jour ou l'autre elles découvriront dans l'homme qui produit l'unique moteur, et par conséquent dans l'association des producteurs le seul rouage utile de la société ?

Entre l'union corporative qui s'élabore et la société communiste et libertaire, à sa période initiale, il y a concordance. Nous voulons que toute la fonction sociale se réduise à la satisfaction de nos besoins ; l'union corporative le veut aussi, c'est son but, et de plus en plus elle s'affranchit de la croyance en la nécessité des gouvernements ; nous voulons l'entente libre des hommes ; l'union corporative (elle le discerne mieux chaque jour) ne peut être qu'à condition de bannir de son sein toute autorité et toute contrainte ; nous voulons que l'émancipation du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même : l'union corporative le veut encore ; de plus en plus, on y sent la nécessité, on y éprouve le besoin de gérer soi-même ses intérêts ; le goût de l'indépendance et l'appétit de la révolte y germent ; on y rêve des ateliers libres, où l'autorité aurait fait place au sentiment du devoir ; on y émet sur le rôle des travailleurs dans une société harmonique des indications d'une largeur d'esprit étonnante et fournies par des travailleurs eux-mêmes. Bref, les ouvriers, après s'être crus si longtemps condamnés au rôle d'outil, veulent devenir des intelligences, pour être en même temps les inventeurs et les créateurs de leurs œuvres.

Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert devant eux. Que, compre-

nant qu'ils ont entre leurs mains toute la vie sociale, ils s'habituent à ne puiser qu'en eux l'obligation du devoir, à détester et à briser toute autorité étrangère. C'est leur rôle, c'est aussi le but de l'anarchie."

Dix ans plus tard, les rédacteurs de la Charte d'Amiens, parmi lesquels de nombreux anarchistes comme nous le verrons, s'inspireront de Pelloutier lorsqu'ils écriront : *"Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale."*

En 1895, le congrès de Limoges, réuni du 23 au 28 septembre, voit la naissance de la Confédération générale du travail. Fernand Pelloutier, méfiant, préserve jalousement l'indépendance des Bourses du travail. Est-il sceptique sur les chances de survie de la première confédération ouvrière ? C'est possible, mais probablement craint-il surtout que la CGT ne tombe sous l'influence des guesdistes.

Craintes infondées s'il en est, tant le rôle des anarchistes fut primordial dans la création et le développement de la CGT.

Pouget et la CGT

Emile Pouget compte parmi les précurseurs, puisque, dès 1879, alors que le mouvement ouvrier français est décapité après la répression qui frappa les communards, il est à l'origine de la création de la chambre syndicale des employés, une des toutes premières. Son journal, *Le Père Peinard*, s'inspire largement de l'esprit du *Père Duchêne*, paru sous la Révolution française. Le style de Pouget est direct, violent et populaire, ce qui lui vaudra bien des ennuis avec la justice et un exil forcé en Angleterre. C'est lors de son séjour londonien qu'il découvrit le mouvement trade-unioniste. Il ne ménagea alors pas sa peine pour convaincre les anarchistes français de venir grossir les rangs des syndicats. En octobre 1894, par exemple, il publie dans son journal un article intitulé : *"A roublard, roublard et demi !"*, qui mérite d'être largement cité. Pouget oppose le syndicat aux par-

tis politiques socialistes et aux groupes d'affinités anarchistes :

"S'il y a un groupement où les anarchos doivent se fourrer, c'est évidemment la chambre syndicale."

Quand on déclare que tous les groupements politiques sont des attrape-nigauds, qu'il n'y a de réalités que sur le terrain économique, y a pas de meilleure base que le groupe corporatif."

On a eu le sacré tort de trop se restreindre aux groupes d'affinités. Les groupes d'affinités n'ont pas de racines dans la masse populaire."

Le syndicat est perçu comme étant le lieu privilégié où l'anarchiste peut propager ses idées et où le travailleur, selon la formule de Pelloutier, peut acquérir *"la science de son malheur"* :

"Dès qu'un prolo rumine sur son triste sort, qu'il se rend compte que son patron le gruge, il ne fait ni une, ni deux : il va à la chambre syndicale. Il sait que là il trouvera des camaros ayant les mêmes sentiments que lui, et avec qui il se serrera les coudes, pour tenir tête aux singes. Il adhère au groupe corporatif, et alors commence son éducation intellectuelle."

Pouget se fait le chantre de l'action directe, et, en quelques lignes, résume le programme du syndicat :

"Ce qu'il faut se fourrer dans le siphon, c'est que nous n'avons aucun appui à espérer. Notre biceps peut seul nous émanciper."

Ce n'est que lorsque nous montrerons les dents et que nous retrousserons nos manches — décidés à cogner — que nos maîtres baisseront le caquet."

Faisons donc nos affaires nous-mêmes, et garons-nous des intermédiaires. En tout et pour tout, les intermédiaires sont d'abominables sangsues."

Cela dit, voici, par à peu près, quel doit être le turbin de la syndicale :

Primo, elle doit constamment guigner le patron, empêcher les réductions de salaires et autres crapuleries qu'il rumine. Si les prolos n'étaient pas toujours sur le qui-vive, les singes les auraient vite réduits à boulotter des briques à la sauce aux cailloux."

Deuxième, outre ce turbin journalier, qui est la popote courante, y a une autre

besogne bougrement chouette : préparer le terrain à la Sociale.

Nous subissons le patron, parce qu'il n'y a pas mèche de faire autrement. Nous savons que c'est de notre travail qu'il s'engraisse. Si, pour le moment, nous nous contentons de le tenir en respect, nous espérons bien, un de ces quatre matins, être assez à la hauteur pour le foutre carrément à la porte.

C'est cela qu'à la syndicale nous devons expliquer aux nouveaux venus qui y rapploient, pour se garantir contre l'exploitation.

L'usine est à nous tous : chaque brique des murs est cimentée de notre sueur ; chaque rouage des machines est graissé de notre sang.

Quel beau jour, celui où nous pourrions reprendre notre bien — faire la grande Expropriation.

Ça fait, nous nous alignerons pour turbiner en frangins. Et si l'ex-patron ne fait pas le rouspéteur, on lui fera une place à l'usine : il travaillera à égalité, kif-kif les camaros."

On trouve énoncée dans cet article de Pouget la double tâche du syndicat : réformiste dans son action quotidienne pour la défense des conditions de travail de la classe ouvrière et révolutionnaire dans son aspiration à l'abolition du salariat et du patronat. Pouget ne manquera pas de s'en souvenir lorsqu'il participera à la rédaction de la Charte d'Amiens.

Emile Pouget continuera à se faire le propagandiste de l'action syndicale dans les colonnes du journal *La Sociale*, puis dans une nouvelle série du *Père Peinard*. Il reprend les thèmes d'action directe et de grève générale chers à Pelloutier. Pour lui, l'action directe n'est rien d'autre que la mise en pratique de la célèbre devise de la Première Internationale : "*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*" (l'anarchiste James Guillaume estimait que la CGT était "*la continuation de l'Internationale*"). C'est la lutte des classes portée sur le terrain économique, en dehors de tout intermédiaire politique, en particulier opposée à ce que l'on n'appelait pas encore "*le crétinisme parlementaire*". N'oublions pas que le point d'achoppement entre les marxistes

et les anarchistes fut, et demeure, le rôle de l'Etat. Même dans une période révolutionnaire transitoire, les anarchistes ne peuvent concevoir l'Etat comme un outil de libération sociale. Fernand Pelloutier affirmait : "*L'Etat n'a pour raison d'être que la sauvegarde d'intérêts politiques, superflus ou nuisibles.*" A partir de ce constat, l'objectif est clairement défini : la destruction de l'Etat.

"Il apparaît donc, écrit Pouget, que l'action directe est la nette et pure concrétion (sic) de l'esprit de révolte : elle matérialise la lutte de classes, qu'elle fait passer du domaine de la théorie et de l'abstraction dans le domaine de la pratique et de la réalisation. En conséquence, l'action directe, c'est la lutte de classes vécue au jour le jour, c'est l'assaut permanent contre le capitalisme" (5).

Enfin, la grève, en tant que "*gymnastique révolutionnaire*", devait préparer la grève générale. Cette dernière, qui ne pourrait pas éviter la violence en réponse à la répression des possédants, aboutirait à une situation révolutionnaire.

C'est, en quelques mots, le corpus idéologique du syndicalisme révolutionnaire, qui deviendra ultérieurement l'anarcho-syndicalisme.

En 1900, Pouget devient le rédacteur en chef de *La Voix du peuple*, hebdomadaire de la CGT, et secrétaire général adjoint de l'organisation syndicale. Il y côtoie d'autres anarchistes, comme Yvetot, par exemple.

L'influence des anarchistes au sein de la CGT est ainsi considérable, d'autant plus que les guesdistes ont, pour la plupart, abandonné l'action syndicale après le congrès de Nantes de 1894, qui, sous l'influence de Pelloutier, affirma l'indépendance syndicale et le mot d'ordre de grève générale. Le congrès de Limoges, qui verra la naissance de la CGT, se situera dans la continuité de celui de Nantes.

La Charte d'Amiens

En octobre 1906, se tient le IX^e Congrès de la CGT, forte de 400 000

(5) *L'Action directe*, bibliothèque syndicaliste, Editions de la guerre sociale (1910), p. 10.

adhérents et regroupant l'ensemble des courants du mouvement ouvrier (guesdiste, allemaniste, réformiste, syndicaliste révolutionnaire et, bien sûr, anarchiste).

Renard, délégué du textile et guesdiste, présente une motion préconisant la liaison entre le parti socialiste unifié l'année précédente et la CGT.

Les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires et les réformistes s'entendirent alors pour défendre l'indépendance syndicale en opposant à la motion Renard une motion qui deviendra célèbre sous le nom de Charte d'Amiens.

Il s'agit donc d'un texte de compromis entre différentes tendances du mouvement ouvrier ; cependant, les anarchistes, et en particulier Pouget, qui tiendra la plume lors de la rédaction dans un café en compagnie de Griffuelhes, Delesalle, Niel et Merrheim, imposèrent indiscutablement leur marque à la Charte d'Amiens. La Charte, en réaffirmant *“la reconnaissance de la lutte des classes, qui oppose sur le terrain économique travailleurs et capitalistes”*, le rôle révolutionnaire du syndicat (*“il (le syndicat) prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, il préconise comme moyen d'action la grève générale...”*), ainsi que la nécessité de l'indépendance de la classe ouvrière (*“La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière...”*) est indéniablement d'inspiration anarcho-syndicaliste.

Monatte, le militant de base et le journaliste

Enfin, notons un autre “grand moment” de l'histoire de l'anarcho-syndicalisme : le congrès anarchiste internatio-

nal d'Amsterdam, en 1907. Le débat sur le syndicalisme qui opposa Malatesta (qui relativisait le rôle historique de la lutte des classes) et Monatte est d'une importance théorique et historique considérable. Pierre Monatte, anarchiste et syndicaliste français, développa dans son discours les grandes caractéristiques de ce que l'on appelait à l'époque le syndicalisme révolutionnaire : *“La doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la révolution sociale.”* Sans négliger les limites du syndicalisme (notamment le risque de fonctionnarisme syndical), le jeune militant met en évidence les points communs entre syndicalisme et anarchisme (le fédéralisme, l'autonomie, l'action directe, l'antiparlementarisme, le projet révolutionnaire...). Monatte est, parfois, injustement considéré comme un acteur de second rôle dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il est vrai que sa seule et unique responsabilité syndicale fut d'être membre du Comité des Bourses en 1904. Ce qui ne l'empêcha pas d'être un militant “de base” particulièrement actif et dévoué à la cause ouvrière. De plus, il contribua de façon constante à la diffusion des idées anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires par son activité journalistique intense dans les colonnes de *Pages libres*, *L'Action syndicale*, *La Vie ouvrière*, *La Bataille syndicaliste* et *La Révolution prolétarienne*.

En guise de conclusion...

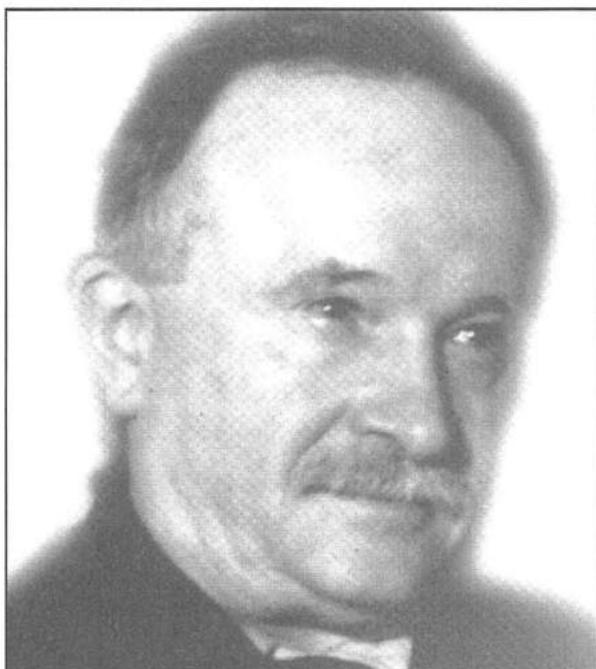
C'est donc essentiellement à la charnière des XIX^e et XX^e siècles que le mouvement syndical français prit son essor. A cette époque, la classe ouvrière française est très largement influencée par les théories anarchistes, ainsi que ce que l'on appellera (peut-être de façon injustement dévalorisante et en opposition au socialisme scientifique marxiste) le socialisme utopique. Si les militants ouvriers français sont nombreux à avoir lu Proudhon, la pensée marxiste est encore largement méconnue. Rien de surprenant, alors, à ce que l'on retrouve des personnalités anarchistes comme Pellou-

tier, Pouget ou Monatte dans les Bourses du travail et les chambres syndicales naissantes.

Ils nous ont laissé un précieux, mais fragile héritage, que les authentiques militants syndicalistes de ce début du XXI^e

siècle, toutes tendances confondues, doivent défendre avec force et vigueur : l'indépendance syndicale.

Christophe Bitaud



Pierre Monatte (1881-1960).

**La question
des privilèges
de l'appareil
du Parti communiste
de l'URSS
et des soviets :
documents inédits
d'Eugène Preobrajenski
et de Felix Dzerjinski**

Le comité central élu par le IX^e Congrès du Parti communiste russe (29 mars-5 avril 1920) élit trois secrétaires, qui assurent la direction de l'appareil du parti : Nicolas Krestinski, Leonide Serebriakov et Eugène Preobrajenski. Cette nouvelle direction est vite confrontée à un problème qui déchire le parti : celui de l'inégalité et des privilèges dont jouissent de nombreux cadres dirigeants du parti et des soviets, des malversations et des abus de pouvoir dont se rendent coupables nombre d'entre eux.

Dans un pays exsangue et affamé, soumis à partir de janvier 1919 à un blocus total décrété par les gouvernements anglais et français et mis en œuvre aussi par l'Allemagne, ces privilèges d'abord alimentaires sont en partie liés à des nécessités vitales. Ainsi, Lénine, en décembre 1919, par une décision "archi-secrète", a fait attribuer une ration spéciale dite "académique" à 500 savants et spécialistes divers, choisis essentiellement en fonction de leurs compétences (sauf cas d'opposition brutale au régime). Au cours de l'été 1920, cette ration est étendue aux membres du gouvernement, aux responsables et hauts fonctionnaires des quatorze commissariats du peuple, du Conseil supérieur de l'économie nationale, du Conseil central des syndicats, aux membres du comité central des syndicats, à la Direction des statistiques et aux membres de leurs familles (avec un maximum de quatre rations). A la fin de 1921, 8 000 individus, dont la grande majorité n'appartiennent pas au parti, recevront la ration académique spéciale, et 10 000 la ration spéciale dite du Conseil des commissaires du peuple.

L'historien communiste Poukhov, dans un ouvrage sur la révolte de Cronstadt, écrit en 1930 : *"Les dirigeants du parti à Cronstadt, qui étaient permanents des soviets et des syndicats, jouissaient de certains privilèges : ils recevaient des rations spéciales et vivaient dans de meilleures conditions que les militants de base du parti."*

Il ajoute : *"Mais il serait exagéré d'affirmer qu'ils se différenciaient de la masse en général. L'inégalité matérielle se faisait sentir, mais pas très fort."*

Ce n'est pas toujours vrai. Ainsi, à la mi-juillet, Eugène Preobrajenski rédige un document à ce jour totalement inédit (sauf quatre lignes citées par l'historien russe Pavlioutchenkov) dénonçant un certain nombre de privilèges, de malversations, d'abus, et soumet un certain nombre de propositions au bureau politique, que Lénine fait adopter.

La neuvième conférence nationale du Parti communiste, tenue ce même mois de juillet 1920, aborde cette question. Avec l'accord de Lénine, elle désigne une commission chargée d'enquêter sur ces inégalités et de remettre un projet de décisions. Elle doit étudier, selon un additif secret à la résolution publique, les privilèges des habitants du Kremlin. La commission, formée de trois membres (Ignatov, dirigeant de l'Opposition ouvrière en train de se constituer, et qui dénonce le bureaucratisme de l'appareil du parti et les privilèges dont jouissent nombre de ses membres ; Mouranov, ancien député bolchevique à la Douma ; et Oukhanov, futur président du soviet de Moscou), dispose de pouvoirs exceptionnels d'investigation. En conclusion de ses travaux, elle affirme l'existence de privilèges pour les habitants du Kremlin (dont Lénine, Trotsky, Staline, Kalinine, Rykov, Kamenev et Lounatcharski), qu'elle trouve trop largement logés. Elle suggère ainsi de diviser des pièces en deux, mais établit la relative modestie des privilèges des dirigeants logés au Kremlin. Elle remet son rapport le 2 mars 1921, le lendemain même du déclenchement de l'insurrection de Cronstadt, qui renvoie ce problème au second plan et interdit d'en discuter, l'urgence étant évidemment ailleurs.

En plus de la commission, le 24 février 1921, deux dirigeants communistes de Moscou, Podvoïski et Mekhonochine, dénoncent dans une lettre à Lénine l'attribution anormale de "rations" à des *"cadres soviétiques privilégiés"* et demandent leur suppression ou leur réduction. Ils dénoncent surtout *"l'aristocratie communiste"*, qui s'est installée dans des hôtels particuliers abandonnés par leurs propriétaires et réquisitionnés. *"Ce fait discrédite le pouvoir"*, écrivent-ils, et ils demandent la transformation publique de ces hôtels particuliers en jardins ou en foyers d'enfants...

On peut voir là les prémisses des multiples privilèges que la bureaucratie stalinienne s'attribuera demain. Certaines couches de l'appareil sont déjà corrompues, ceux que Lénine appelle les *"sovbourg"*, ou *"bourgeois soviétiques"*. Ces *"sovbourg"*, ou *"aristocrates communistes"*, se rangeront demain du côté de Staline, qui leur garantira la pérennité de leurs privilèges.

Mais en 1920-1921, la direction du Parti bolchevique dénonce le phénomène et réfléchit sur les moyens de le combattre. Eugène Preobrajenski sera en 1923 l'un des animateurs de l'Opposition de gauche, qui posera en particulier publiquement le problème de la bureaucratie et de la démocratie dans le parti. Il appartiendra à l'Opposition unifiée, qui reprendra le combat contre l'appareil stalinien en prenant appui sur le développement de la révolution en Chine. Il se ralliera à Staline en 1929. Il est mis en cause lors du deuxième procès de Moscou (janvier 1937), mais, sans doute parce qu'il refuse d'"avouer" quoi que ce soit, ne figurera pas parmi les accusés et condamnés à mort du troisième (mars 1938). Il est abattu clandestinement par le NKVD, un jour de 1938.

Eugène Preobrajenski : "Les symptômes de décomposition de notre parti"

DANS toute une série de conférences régionales tenues après le IX^e Congrès du parti (1) (pour certaines avant), s'est déroulée une lutte vive entre ce que l'on appelle la base du parti et ses sommets. Cette lutte s'est souvent entrecroisée avec des conflits nés sur d'autres axes : ainsi, on a vu des affrontements plus ou moins nets entre communistes pro-pay-sans et communistes des villes, entre ouvriers et militants syndicaux, d'un côté, et l'intelligentsia, de l'autre, entre "gens du centre" et camarades locaux, entre communistes civils et militaires, et cela dans les conférences des gouvernements de Samara, de Severodvinsk, d'Oufa, de Riazan, du Don, d'Orenbourg, et en partie dans celles des gouvernements de Iaroslavl, de Toula, de Briansk, de Gorkovka.

Ce conflit prend souvent d'autres formes, comme la démission massive du parti (200 adhérents de Veliki Outioug ont démissionné), le refus de toute une série d'ouvriers communistes de se faire réenregistrer dans le parti (2) (à Samara), l'exigence que des membres de comités régionaux soient réenregistrés (3), etc.

On peut sans doute considérer que cette lutte a pris sa forme la plus aiguë et

la plus dangereuse dans le soulèvement d'une division installée à Bouzoulki, et où la majorité écrasante des dirigeants de l'émeute, qui a entraîné 180 individus, sont des communistes, dont certains (six) sont membres du parti depuis 1917, et même un, l'ouvrier Ossipov, y a adhéré en 1916. De plus, après que les émeutiers eurent pris le contrôle de la ville, une partie des communistes et des ouvriers (principalement les fonctionnaires des soviets) se sont éclipsés, une autre partie, avec les syndicats, sont restés et ont formé un nouveau comité exécutif du soviet (4). Si on laisse de côté les slogans koulaks et antisémites du soulèvement de Sapojkovski, on y trouve les mêmes exigences, qui rassemblent la base du parti dans sa lutte contre ses sommets dans les conférences citées ci-dessus et à l'intérieur de la quasi-totalité des organisations du parti ("à bas les pseudo-com-

Notes de la rédaction :

(1) 29 mars-5 avril 1920.

(2) C'est-à-dire de reprendre leur carte — NDLR.

(3) Cela signifie que des militants mécontents exigent que des cadres soient soumis à une procédure de réenregistrement, qui peut aboutir à refuser de les maintenir dans le parti.

(4) C'est-à-dire qu'ils ont validé le renversement de l'ancien par les insurgés.

munistes embourgeoisés, à bas les généraux profiteurs, à bas les bureaucrates du parti, à bas la caste privilégiée des sommets”). On peut affirmer avec audace que ces derniers slogans rencontrent l’adhésion de la majorité des adhérents de base de notre parti. Et la division de nos rangs sur cette ligne s’aggrave de jour en jour. Parmi les militants communistes des arrondissements, on prononce le mot “du Kremlin” avec hostilité et mépris.

Vu la diminution du danger militaire sur les fronts et plus encore vu la fin de la guerre sur les principaux fronts, les joints qui soudaient tous les rangs soviétiques à l’arrière, l’armée et le parti, se distendent, et il faut s’attendre à une certaine réaction contre la dictature concentrée et contre le déchaînement de l’élément petit-bourgeois. En ce moment, le parti doit être particulièrement fort et soudé. Et c’est alors que le parti découvre tous les éléments d’une dissociation interne, qui, à un moment donné, peut dresser des communistes contre les communistes. C’est pourquoi le comité central doit étudier avec plus de soin l’état d’esprit et se porter à la rencontre du communiste moyen, sur ce en quoi il a raison en tant que communiste et prolétaire.

En déclarant la guerre à l’esprit makhnoviste (5), à l’indiscipline et au décentralisme petit-bourgeois dans nos rangs, nous devons, dans l’intérêt même de cette lutte, avoir une attitude tout à fait différente vis-à-vis de la protestation des communistes de la base contre leur mise à l’écart systématique de toute influence sur les affaires de notre parti, de toute participation réelle à la vie du parti, vis-à-vis de leur protestation contre la goujaterie des ober-commissaires, vis-à-vis de l’insensibilité d’une certaine partie des sommets du parti à l’égard de la situation pénible des masses prolétariennes, dont ils se sont détachés, et enfin vis-à-vis de la protestation contre l’inégalité matérielle outrageusement démesurée dans les rangs des communistes eux-mêmes.

Le comité central doit s’orienter vers le communiste moyen, qui n’a pratiquement pas de droits et seulement des obligations ; il doit s’occuper plus attentivement de l’éducation de ce dernier, le

faire participer effectivement à la vie du parti et réduire à son profit les privilèges des sommets du parti.

Je propose concrètement les mesures suivantes :

1. Rétablir la portée et les droits des assemblées de membres du parti dans toutes les organisations du Parti communiste et contraindre les cadres responsables du parti à examiner en détail toutes les questions soumises à décision dans ces réunions avec tous les membres de l’organisation. Examiner dans ces réunions non seulement les questions locales, mais les questions de politique générale et faire participer tous les militants au cercle des questions décidées par le comité central, et aussi informer le comité central de l’attitude de la majorité des militants à l’égard des décisions qu’il prend.

2. Ouvrir à tous les militants les conférences régionales et aussi les réunions plénières des comités régionaux du parti.

3. Changer le caractère des commissions de révision (6) en leur attribuant le droit de réviser fondamentalement leur travail, mais aussi leur attribuer des droits de tribunaux d’honneur communiste en liaison avec les accusations incessantes d’abus de pouvoir portées dans presque toutes les organisations du parti contre des cadres du parti.

4. Obliger tous les cadres communistes sans exception à avoir une activité de parti régulière, et d’abord dans les tréfonds mêmes du prolétariat, de rendre obligatoire pour tous sans la moindre exception la participation aux samedis communistes (7).

5. Respecter les dispositions des statuts concernant la convocation de conférences nationales du parti et déclarer dans le comité central lui-même la guerre à l’attitude incroyablement méprisante et dédaigneuse à l’égard de ces conférences

(5) Pour les bolcheviks, “l’esprit makhnoviste”, c’est le refus de toute discipline, la liberté de faire n’importe quoi n’importe quand.

(6) Commissions chargées de vérifier régulièrement (et de réviser si nécessaire) la composition des organisations du parti (cellules et organismes dirigeants divers).

(7) Samedis de travail volontaire gratuit pour aider à la reconstruction du pays.

et réunions avec les militants locaux : or, sans convoquer ces militants, il est impossible d'étudier la situation intérieure du parti et du pays, et d'éviter une foule d'erreurs dans la politique du comité central et du gouvernement.

6. Renforcer le secteur des instructeurs volants du comité central et envoyer plus de membres du comité central contrôler le travail local.

7. En ce qui concerne les cadres nationaux, il est indispensable :

a) de les faire inscrire par le comité central sur un registre particulier, leur faire tenir un journal quotidien, avec l'obligation de fournir des renseignements sur le travail effectué par eux chaque jour ;

b) de confier au comité central une étude statistique des conditions matérielles de vie et d'alimentation des communistes de Moscou et des communistes travaillant avec le Kremlin, et réduire ce qui est attribué à ces derniers au bénéfice des premiers ;

c) de retirer toutes les voitures nominatives utilisées habituellement en majorité pour les besoins personnels des camarades et livrer les véhicules superflus au front, au Conseil national de l'économie et au commissariat du peuple à la Poste ;

d) d'obliger chaque commissaire du peuple et chaque membre du collège d'un commissariat du peuple à se rendre sur place au moins deux fois par an ;

e) de changer plus souvent la composition des collèges en y faisant nommer des camarades locaux éminents.

8. Constituer une commission spéciale avec des représentants du comité central pour élaborer rapidement toutes les mesures nécessaires pour combattre la décomposition dans les rangs de notre parti.

E. Preobrajenski

(Source : RGASPI, fonds 17, inventaire 86, dossier 203, feuille 3.)

Président de la Tcheka (commission de lutte contre la contre-révolution et le sabotage), créée en décembre 1917, membre du comité central, Dzerjinski se penche, au cours de l'année 1921, dans un document non daté (postérieur au X^e Congrès de mars 1921 et antérieur à mars 1922, où la Tcheka change de nom), sur le problème de l'inégalité et des privilèges. Pour faire face au mécontentement que le bureaucratisme et les privilèges suscitent dans la classe ouvrière et le parti lui-même, et résoudre le problème ainsi posé, il propose, dans le document entièrement inédit que nous publions ci-après, la création d'une Union d'aide au parti et aux soviets, qui ne verra jamais le jour.

L'important, ici, n'est pas à l'évidence la solution moralisatrice ou utopique que Dzerjinski propose, mais le diagnostic qu'il porte et le fait qu'il juge absolument indispensable de combattre un phénomène auquel la "théorie" du socialisme dans un seul pays stalinien permettra de se développer et de se consolider.

Lorsque l'Opposition de gauche entamera sa lutte contre la bureaucratie, Dzerjinski se rangera aux côtés de Staline. Il mourra d'une crise cardiaque en 1926, après avoir, dans une réunion, prononcé un discours extrêmement violent contre l'Opposition unifiée, qui, avec Zinoviev et Kamenev, reprend et poursuit le combat de l'Opposition de gauche.

Felix Dzerjinski : "Combattre les privilèges et l'inégalité"

L'UNE des causes essentielles de la crise que traversent le parti, la République soviétique dans son ensemble et son avant-garde, la classe ouvrière, est en particulier due au fait que sa meilleure partie est isolée des masses et que sa situation est privilégiée dans la vie quotidienne et dans ses conditions d'existence. Dans le parti, cela s'est manifesté par la protestation de la base contre les sommets, par la constitution de l'Opposition ouvrière, etc. Le mécontentement ne cesse de grandir de plus en plus dans les masses sans parti, le prestige des communistes tombe et le sentiment règne désormais que le pouvoir soviétique n'existe que pour les communistes et ne se soucie que d'eux.

La dernière conférence du parti, le X^e Congrès (1) ont été suffisamment éloquents à cet égard et ont montré la nécessité de prendre des mesures pratiques pour éliminer ces phénomènes. Le pouvoir soviétique, par des décrets spéciaux,

a annulé tous les privilèges quels qu'ils soient, même pour les cadres (le décret sur les rations alimentaires).

Prenant conscience de la nécessité de mettre en œuvre le plus vite possible les décisions de la conférence du parti et du X^e Congrès, ainsi que les décrets du pouvoir soviétique sur l'application des principes de l'égalitarisme, un groupe de cadres du parti et des soviets considèrent comme leur objectif urgent :

1. Unir la plus grande quantité de membres du parti en leur proposant de s'inscrire à l'Union d'aide au parti et aux soviets, pour former la section la plus unie, la plus avancée et la plus dévouée du parti et des soviets, mettant en œuvre avec fermeté dans la vie le slogan : le moment actuel exige seulement des obligations, sans aucun droit.

2. Afin de réaliser ce but, chaque membre de l'Union s'oblige volontaire-

(1) Tenu en mars 1921 (NDLR).

ment, dans le cours des six mois à venir, à ramener sa vie au niveau de celle d'un prolétaire d'usine moyen travaillant à l'établi, en refusant tous les privilèges que sa fonction lui rend accessibles.

3. En construisant sa vie personnelle de façon communiste : les membres de l'Union s'installent dans des foyers ouvriers, mangent dans les cantines ouvrières communes, installent leurs enfants dans des crèches ouvrières et jardins d'enfants ouvriers, travaillent activement dans les clubs et bibliothèques ouvriers.

4. Vu l'actuelle pauvreté de la République soviétique en objets de consommation courante, les membres de l'Union rendent aux organes de répartition d'Etat les objets de première nécessité qu'ils possèdent en trop : chaussures, vêtements, meubles, etc., en ne gardant pour eux que le strict nécessaire.

5. Dans leur travail à l'usine comme dans les bureaux, les membres de l'Union doivent donner l'exemple de leur position d'avant-garde par des faits concrets, par leur travail réel.

6. A la différence des idéologues bourgeois, les membres de l'Union n'évaluent pas leur situation ni leur travail devant personne et gagnent la sympathie des masses exclusivement par leur existence et leur travail.

7. Pour contrôler l'application dans la vie des obligations de l'Union, chaque groupe de 50 membres de cette dernière élit une troïka (2), qui décide de l'exclusion ou de l'adhésion des membres et observe la mise en œuvre effective des obligations.

•
Une feuille à part (sur papier à en-tête de la Tcheka) porte les notes suivantes :

"Tâches de la commune d'assistance.

— *Comportement fondé sur un intérêt complet apporté aux besoins des ouvriers, obtenir une amélioration du niveau de vie.*

— *Toute l'existence doit être dirigée de façon à justifier le grand nom (3), lutter contre le bureaucratisme.*

— *Soutien à chaque travailleur.*

— *Un signe extérieur (comme le signe de la Croix-Rouge).*

— *Doivent se joindre à nous seulement des gens d'un fort caractère.*

— *Un délai de mise à l'épreuve.*

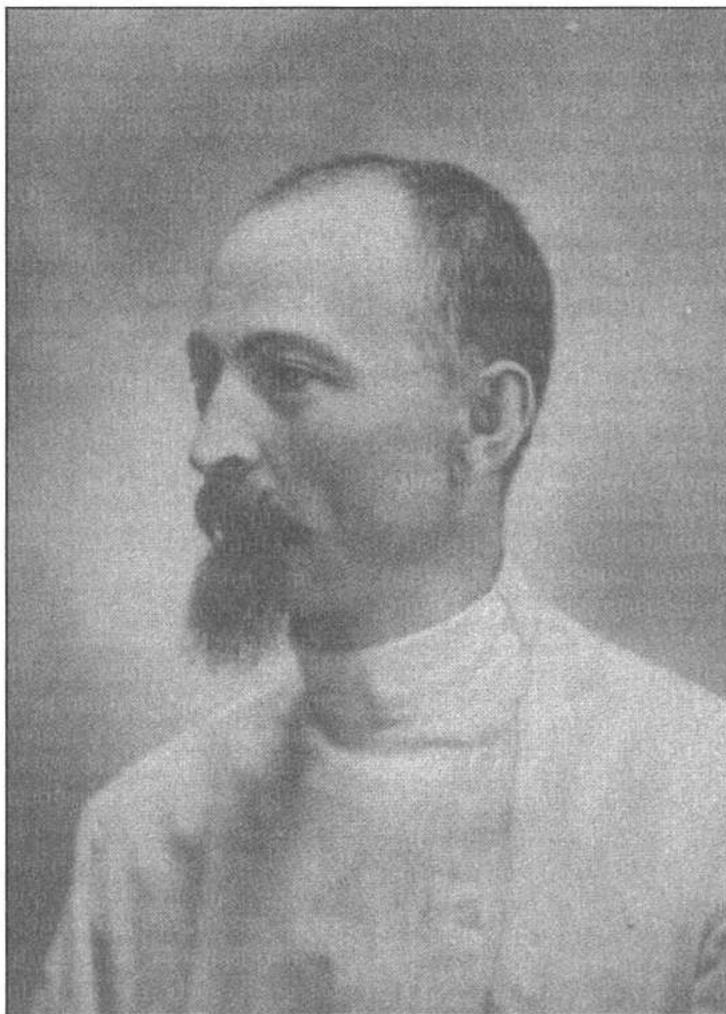
— *Les enfants dans des maisons d'enfants.*

— *Cantines communes.*

— *Ne pas avoir de cuisine chez soi."*

(2) Groupe de trois personnes (NDLR).

(3) Sous-entendu "de communiste" (NDLR).



Felix Dzerjinski.

**Une lettre
de Boukharine
aux membres
du comité central
du Parti communiste
de l'URSS
sur l'attitude
à adopter
à l'égard de Trotsky
(1924)**

Le document confidentiel publié ci-après a été évoqué pour la première fois au procès du *“bloc antisoviétique trotskyste de droite”*, en mars 1938. Rykov, dans sa *“déclaration finale”*, voulant montrer le rôle dirigeant de Boukharine dans le *“bloc trotskyste de droite”*, souligna que Boukharine, dès les années 1920, au moment de la discussion publique menée dans le parti avec Trotsky, *“occupait une place à part et disait qu’il fallait s’accommoder (de Trotsky) tout en le combattant”*. Cette *“culbute verbale typique”* ne signifiait rien d’autre, aux dires de Rykov, que le souhait de Boukharine de garder Trotsky à la direction du parti.

Le 13 janvier 1937, pendant la confrontation entre Boukharine et son ancien élève et compagnon d’idées, Astrov, ce dernier avait parlé de ce même fait avec plus de détails. D’après Astrov, Boukharine, dès 1924, avait préparé et montré à ses partisans un mémorandum, où il exprimait l’idée qu’il *“fallait s’accommoder de Trotsky, en l’utilisant dans le parti comme un étau permettant de contenir les contradictions”*. Astrov indiquait également que, dans ce document, qui était *“au fond, une orientation vers un bloc”*, il y avait l’idée qu’on devait mettre les principes d’organisation dans le parti en conformité avec le *“testament”* de Lénine et admettre la liberté de fraction. Boukharine, avec des réserves, reconnut le fait, disant *“qu’il craignait, en chassant Trotsky, d’enclencher une interminable spirale de crises au sommet”*.

J’ai découvert au RGASPI (fonds 593), dans le fonds personnel de Tomsky, qui, on le sait, était un compagnon d’idées de Boukharine, une copie inachevée du document, sous le titre *“A tous les membres du comité central du PCR(b) adversaires de Trotsky”*, écrite de la main de Boukharine et transmise par lui à Zinoviev, Kamenev et Staline. Le document n’est pas daté, mais le texte permet d’établir qu’il a été écrit moins d’un an après la mort de Lénine. On remarquera qu’il est très différent des déclarations officielles de Boukharine à la même époque (parfois même totalement contradictoire avec celles-ci).

Le document dresse un tableau peu flatteur de ce qu’on appelle *“la discussion générale dans le parti”* de 1923-1924, façade officielle de la lutte fractionnelle exacerbée pour le pouvoir que menait la majorité des membres du bureau politique du PCR contre Léon Trotsky et ses partisans. Le regroupement fractionnel composé de Zinoviev, Kamenev, Staline, etc., qui, pendant la maladie de Lénine, avaient usurpé le pouvoir, renforcé leurs arrières, devait aller de plus en plus loin sur la voie de structures de parti non statutaires (groupe *“des trois”*, *“des sept”*, etc.) doublant les organes officiels du parti. Le mécanisme essentiel utilisé par le *“noyau léniniste dirigeant”* pour renforcer ses positions était de construire par en haut une *“verticale du pouvoir”* de secrétaires pratiquement indépendants des organes de base du parti.

En même temps, il était dans la logique du “bureaucratisme des secrétaires” que Staline, secrétaire général, qui détenait tous les leviers permettant de manipuler l’appareil du parti, tiennent de moins en moins compte de ses alliés dans la lutte contre le “trotskysme”. A l’intérieur de la troïka mûrissaient les désaccords qui allaient mener plus tard à la rupture.

La lettre de Boukharine, qui, comme nous l’avons indiqué, n’était pas destinée à être diffusée dans les organes de base, caractérise clairement la crise sociale et politique aiguë qui était le cadre où se déroulait la lutte de fraction à l’intérieur du PCR et décrit les méthodes sans principes utilisées pour conquérir l’hégémonie dans le parti. C’est paradoxal, mais cette description rejoint celle que donnait Trotsky. Il convient d’ajouter que Boukharine lui-même ne dédaignait pas de recourir à de telles méthodes. Dès ses premières lignes, les motivations de cette lettre apparaissent clairement. Boukharine rappelle un certain nombre de conflits qui se sont produits entre lui et *“une série de camarades dirigeants, qui (...) s’accompagnaient de la part de ces camarades (vis-à-vis de Boukharine — M. G.) de violations formelles à la discipline du noyau léniniste”* (c’est-à-dire de la discipline de fraction à l’intérieur du groupe “des trois” et “des sept” — M. G.). On ne peut exclure que la lettre *“à tous les membres du comité central du PCR adversaires du trotskysme”* soit devenue l’objet d’un marchandage et d’un “compromis pourri” à une nouvelle étape de la lutte fractionnelle. La menace de porter ce document à la connaissance d’un plus large cercle du comité central pouvait être un moyen de pression sur Staline.

Quoi qu’il en soit, après la rupture avec Zinoviev et Kamenev, c’est précisément Boukharine qui occupe avec Staline les postes clés à l’échelon supérieur de la direction du parti, et seul un cercle très restreint a eu connaissance de ce texte. Il est inutile de rappeler que, dans la période qui a suivi, Boukharine, dans toutes ses déclarations publiques, non seulement n’a pas appelé à *“coexister avec Trotsky”*, mais, au contraire, a mené campagne pour recourir, tant contre Trotsky personnellement que contre l’Opposition de gauche dans son ensemble, à des mesures disciplinaires dans le parti, puis à la répression policière. Cependant, l’histoire de ce document montre que c’est bien plus tard, au procès du *“bloc trotskyste de droite”*, dont Boukharine a été l’un des principaux accusés, que sera tiré le bilan définitif du “compromis pourri”.

Marc Goloviznine

“A tous les membres du comité central adversaires du trotskysme”

CHERS camarades, compte tenu d'un certain nombre de conflits intervenus parmi les membres du parti (entre moi-même et une série de camarades dirigeants), qui, de mon point de vue, se sont accompagnés de la part de ces camarades de violations formelles à la discipline du noyau léniniste ; compte tenu, d'autre part, du fait que ces divergences et ces conflits, qui découlent d'une compréhension divergente de nos tâches à l'intérieur du parti, me mettent dans une situation insupportable (car je ne peux porter la responsabilité d'une politique que je considère funeste pour le parti) et — ce qui est le plus important — peuvent objectivement nuire à notre cause, je suis contraint de vous adresser cette déclaration, qui exprime mon point de vue sur la crise permanente au sommet comme dans le parti dans son ensemble.

1. Le plan de Lénine

Notre parti et son centre dirigeant ne doivent pas perdre de vue le plan proposé par Lénine dans ses derniers articles et dans ce qu'on appelle son “testament”, publié lors de notre dernier congrès. Il ne faut pas oublier que la principale inquiétude de Vladimir Ilitch était l'idée d'un affrontement entre les classes et d'une scission à l'intérieur du parti, à l'intérieur de notre comité central. Le camarade Lénine voyait clairement le danger de

scission ; à une époque, pour nombre d'entre nous (probablement nous tous), ce mot lui-même apparaissait tout à fait étrange et injustifié. C'est précisément pour cette raison que certains camarades ont envisagé de ne pas publier les articles de Vladimir Ilitch. La façon même de poser le problème paraissait étrange, la possibilité d'une scission dans le parti ou même du départ de certains camarades paraissait trop invraisemblable.

Et alors ? Pendant la discussion dans le parti, cette possibilité a été discutée dans des réunions nombreuses, et cette perspective est maintenant considérée dans nos organes dirigeants non plus seulement comme possible, mais probable ; plus encore, à l'heure actuelle, c'est cette perspective qui détermine toute la politique interne au parti.

Et pourtant, le camarade Lénine considérait que cette perspective était funeste, était le principal danger, et même un danger mortel pour notre parti. Son principal souci, qui dominait tous les autres, était de prévenir ce danger. Toutes les idées essentielles qu'il a développées à la fin de sa vie suivent la ligne suivante : une analyse minutieuse des rapports de classe dans le pays, la question de notre parti, l'analyse même des relations personnelles entre les membres du bureau politique et leur traits personnels ; le plan de travail en coopération, le plan du rabkrine et de la commission centrale de contrôle, les mesures du testament non publié, etc., tout cela était

dicté par **un seul souci : éviter la scission, car la scission, c'était la ruine du parti et la ruine du pays.**

Pouvons-nous, nous, les "léninistes", faire l'impasse sur ce point ? Pouvons-nous simplement ignorer, sans tenter la moindre analyse sérieuse, cette question qui tourmentait tellement Lénine ?

Voyez un peu. De nombreux camarades avaient l'impression que le camarade Lénine "en rajoutait" dans la question de la Géorgie. On a même entendu des "explications" tout à fait risibles sur l'intérêt de Lénine et la sollicitude de Lénine dans l'affaire géorgienne. Il était de bon ton de dire que Lénine, coupé des réalités, faisait d'une mouche un éléphant. Et alors ? Est-ce que le coup de tonnerre de l'insurrection géorgienne ne nous a pas prouvé que **Lénine avait raison** ? Il faut avoir le courage de reconnaître ses erreurs. Lénine a eu raison, et ses élèves, les léninistes, ont eu tort. Car Lénine voyait plus loin qu'eux, il voyait ce qui allait se passer dans plusieurs années, ce que nous ne pouvons pas voir, ce que nous n'avons vu qu'après coup. Il serait imprudent d'ignorer ce **fait** et de n'en tirer aucune leçon.

Maintenant, nous commençons à aborder le deuxième problème fondamental et **décisif** au sujet duquel Lénine nous a prévenus et mis en garde, **alertant** directement le parti, l'appelant à la plus grande vigilance. Nous en venons au problème de **l'unité du parti.**

Pourquoi Lénine craignait-il la scission dans le comité central ? Parce qu'il voyait que cela signifiait la scission dans le parti. Pourquoi craignait-il la scission dans le parti ? Parce qu'il voyait que la scission dans le parti allait **inévitablement**, par la logique objective de la lutte et des groupes sociaux, exacerber les relations entre les ouvriers et les paysans, et diviser le bloc ouvrier-paysan. Lénine considérait qu'il était possible que la rupture commence **par le haut.** Lénine voyait la **ligne** de fracture (Staline-Trotsky ou majorité du comité central-trotskyistes). Lénine a analysé soigneusement toutes ces relations et il a sciemment élaboré un plan **d'encerclement** de tous les membres du bureau politique par un mur

solide de travailleurs, dont la tâche essentielle était : interdire la scission. Remarquez bien : interdire la scission selon la ligne Staline-Trotsky.

Si, **à l'époque**, cela paraissait invraisemblable, **maintenant**, tout membre impartial du parti le dira : nous marchons à grands pas vers la scission. Et j'ajouterai (et le prouverai ensuite) : Trotsky, avec sa ligne politique complètement fautive et profondément nuisible, n'est pas le seul coupable ; la majorité du comité central, qui a tout le pouvoir et tous les instruments de contrôle du parti, l'est également. Car nous, les léninistes, qui représentons une ligne politique générale juste et irréprochable, occupons, sur **cette** question, une position absolument **antiléniniste.**

La discussion, commencée par Trotsky et consciemment envenimée et attisée par la majorité du comité central, est un pas de plus **contre le plan de Lénine.** Nous sommes peut-être à la veille de la scission dans le bureau politique ; et donc, nous sommes devant la perspective d'une scission du parti. Et cela précisément au moment où, à nouveau, bien que sous une forme différente, originale, les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie se sont gravement détériorés, où, dans les villes, le mécontentement des couches petite-bourgeoises, des spécialistes et intellectuels va grandissant.

En d'autres mots : les éléments de la crise dont parlait Lénine sont là. Et je suis profondément persuadé que quiconque fait fi du plan de Lénine, quiconque ose risquer quand il ne faut courir aucun risque, celui-là porte objectivement un coup irréparable au parti.

2. Objections des léninistes au plan de Lénine

Les objections qui ont été faites et qui le sont encore au plan de Lénine se répartissent en trois groupes :

1) un désaccord avec Lénine dans l'appréciation de la situation et dans

l'appréciation des camarades dirigeants, membres du comité central ;

2) l'affirmation que la position du camarade Lénine est une position petite-bourgeoise ;

3) l'argument selon lequel le camarade Lénine a élaboré tout son plan **avant** la discussion dans le parti de l'an dernier, et donc que, **pour cette raison**, il faut le rejeter.

Examinons ces arguments l'un après l'autre.

Le premier : certains camarades considèrent que l'appréciation de la situation, et tout particulièrement les appréciations d'ordre personnel ont été portées sous l'influence passagère de l'irritation, de la maladie, de conflits personnels. C'est ainsi, entre autres, qu'on a expliqué les lettres "géorgiennes" de Lénine. Pourtant, il est clair que, dans les dernières lettres de Lénine, notamment dans son "testament", chaque mot est pesé. On trouverait difficilement dans l'histoire un document plus objectif, plus impartial. Lénine a rejeté tout ce qui était personnel, mis de côté ses sympathies ou antipathies personnelles, et a dit la **vérité**. Il l'a dite non pour l'amour de la vérité en soi, mais pour toute une série de raisons pratiques, pour assurer l'avenir du parti. C'est littéralement un concentré de ses observations sur le travail de ses plus proches collaborateurs et disciples.

Pourquoi Lénine a-t-il, dans son testament, avancé le mot d'ordre : **coexister** avec Trotsky ? Parce qu'il considérait que la position de Trotsky était juste ? Qui peut penser une bêtise pareille ? Absolument pas. Mais parce qu'il voyait tout dans le parti, du sommet à la périphérie, il voyait tous les fils qui vont du parti aux ouvriers non membres du parti, aux paysans, à l'intelligentsia, aux principales composantes de la société. Là est la différence essentielle : Lénine était beaucoup **moins optimiste** que ses plus proches disciples. Nos camarades sont enivrés par la victoire. On dit et on m'a dit souvent : vous avez peur de vaincre, peur d'aller jusqu'au bout de votre victoire.

Mais si on parle ainsi, c'est seulement parce qu'on apprécie le parti au-

trement que ne l'a apprécié Lénine et **soi-même** autrement qu'il ne le faisait. Cette vérité doit être dite. Nous ne voyons pas tous nos défauts, toutes les maux du parti. Notre qualité principale est la **suffisance**. Nous surestimons grandement nos forces, évoluant dans les sommets de l'appareil, déconnectés de la base du parti. Et pourtant, cette fatuité n'est-elle pas le principal danger ? Il faut comprendre que, dans la mesure où nous sommes le parti dominant, et, qui plus est, le seul parti légal, ce parti **ne peut pas** être homogène comme avant la prise du pouvoir ; d'où le mot d'ordre : "coexister". Autrement dit : les **fondements** de notre existence de parti dominant dans un pays petit-bourgeois nous contraignent à "coexister" avec des éléments avec lesquels, à une **autre** époque historique, cela n'aurait absolument pas été nécessaire. C'est là la **racine** de l'attitude tout à fait originale de Lénine vis-à-vis de toutes les "oppositions" : il les a dorlotées à l'extrême (souvenons-nous des "gauchistes" et de Brest-Litovsk, des syndicats, de l'Opposition ouvrière, **même** de la lettre à Miasnikov, etc.). Lénine agissait comme un grand dirigeant, qui comprend parfaitement les particularités de la période présente, sait se battre pour gagner les gens, craint de les perdre, sait ne pas aiguïser les divergences, sait attirer les esprits indépendants, ne met jamais une muraille de Chine entre lui et l'opposition. Et tout cela avec la plus grande **fermeté** dans la mise en œuvre de la **ligne** (et sans piques mesquines). Faisons-nous rien de pareil ? La justesse de la tactique de Lénine n'est-elle pas éclatante, lui qui était un maître et **savait** "coexister" dans le parti pour que celui-ci tienne en main **le bloc des classes** ?

Le **deuxième** argument (qui consiste à affirmer que défendre la position de Lénine est une position petite-bourgeoise — c'est le principal argument du camarade Zinoviev) tombe, me semble-il, de lui-même.

Le **troisième** argument est le plus sérieux. Selon cet argument, nous étions contraints de trancher dans le vif immédiatement après la conférence du parti de l'an dernier, le plan de Lénine n'est pas valable **parce qu'il** a été élaboré **avant**

la discussion dans le parti, avant le “cours nouveau” du camarade Trotsky, etc. Le camarade Zinoviev a plus d’une fois ouvertement reconnu que, ce faisant, nous allions à **l’encontre** du testament de Lénine, mais que Lénine “*n’avait pas prévu*” la discussion dans le parti, etc. Maintenant, on va dire et on dit que Lénine “*n’avait pas prévu*” la préface de Trotsky à *L’Année 1917*, etc.

Cette argument, je le répète, est le plus sérieux, parce qu’il attaque le plan de Lénine à partir des modifications qui ont effectivement eu lieu dans le parti et qu’il ignorait. Mais demandons-nous : y a-t-il une commune mesure entre, d’une part, ces changements, et, d’autre part, le rejet du plan de Lénine ?

A mon avis, non. C’est même une idée ridicule.

En effet, Lénine a élaboré son plan sur la base d’une expérience de plusieurs années. De main de maître, il a brossé un tableau par larges touches. Il est parti de l’**essentiel**, et, à partir de là, y a lié les détails. Était-il ignorant du trotskysme ? Ne percevait-il pas Trotsky à fond, avec toutes ses particularités ? Ne comprenait-il pas toutes les propriétés objectivement néfastes de cette figure politique ? Je le répète, de telles suppositions sont risibles. Lénine n’a pas élaboré son analyse et édifié son plan à l’échelle de quelques semaines ou de telle ou telle discussion. Il pensait à une tout autre échelle et pouvait le faire parce qu’il voyait plus loin et plus profond que les autres. Comment peut-on rejeter le plan de Lénine parce qu’il y a eu une scission ? C’est une entreprise risible, qui ne contribue pas à la bonne santé du parti.

Ainsi donc : contre le **troisième** argument des adversaires du plan de Lénine, il suffit de dire qu’ils n’ont pas compris toute la **profondeur** de ce plan, son ampleur, sa vaste signification, toute cette façon remarquable de poser les problèmes, qui permet à Lénine de lier en un tout le problème des classes, du parti, de son comité central, des rapports entre les individus.

Mais alors — nous rétorque-t-on —, vous devez cesser d’agir de façon organisée dans la vie du parti, les léninistes-

antitrotskystes doivent se dissoudre dans la masse. Pas le moins du monde ! Il y a là, comme disait Lénine, une “limite”. La contre-attaque contre Trotsky, la lutte contre ses erreurs doivent être menées de façon organisée, **précisément parce que** maintenant Lénine n’est plus là. Mais de là à aiguïser consciemment les rapports et à s’orienter vers la scission en contradiction directe avec l’injonction de Lénine de “coexister”, il y a loin. Occulter **cette** “limite”, gommer **cela**, peut se justifier dans un but polémique, mais est inadmissible du point de vue d’une analyse consciencieuse des rapports existants et de la recherche des solutions politiques pratiques indispensables.

3. Deux voies pour lutter contre la déviation trotskyste

Le “trotskysme” de Trotsky n’est, bien sûr, pas limité à Trotsky. Il est tout à fait exact que Trotsky représente un “corps étranger” chez les véritables bolcheviks de tendance léniniste. Sa méthodologie politique rationaliste, qui, au fond, est une mode littéraire poussée à l’extrême, se combine à une **arrogance** encore plus extrême. Les “échecs” systématiques de Trotsky non seulement ne sont pas le fruit du hasard, mais, au contraire, sont totalement liés entre eux par les fondements mêmes de son idéologie spécifique.

Le camarade Lénine disait à juste titre, parlant de la “loi” du développement de Trotsky, qu’il était bon en période de montée révolutionnaire, mais qu’il trébuchait inévitablement quand la révolution entrait dans une période plus calme, ou quand elle rencontrait des obstacles.

Il est évident que, pour notre parti, c’est précisément dans cette situation que les difficultés sont les plus grandes. C’est pourquoi l’opposition de Trotsky est particulièrement néfaste. Elle devient véritablement dangereuse dans la mesure où Trotsky continue à lutter pour des principes tactiques et organisationnels antiléninistes, tout en se drapant du man-

teau du léninisme, et tente systématiquement de saper la direction de notre parti et de discréditer son sommet, c'est-à-dire les gens les meilleurs et les plus expérimentés qui soient dans le parti, et qui le seront encore au moins pour une longue période.

Il devient enfin encore plus dangereux parce qu'il existe une tendance au regroupement autour de Trotsky de tous les mécontents, tant à l'intérieur du parti que bien au-delà de ses frontières. Cet aspect des choses mérite une attention particulière, et il me semble que c'est cet aspect qu'avait d'abord en vue Lénine quand il exigeait de nous une extrême prudence sur ce point. Il peut tout à fait se produire, par exemple, ce paradoxe historique que Trotsky, qui ignorait la paysannerie et ne comprend toujours pas son rôle, devienne l'expression objective de son mécontentement et que le moujik, dans les rangs de l'armée, trouve en lui son chef.

L'intelligentsia militaire, la petite bourgeoisie des villes, en particulier la jeunesse intellectuelle dans le besoin, ainsi que, parfois, les ouvriers frappés par les réductions d'emploi, etc., tous ces gens tendent à se regrouper autour du "héros de la révolution" "persécuté". Déjà, l'an dernier, l'opposition a montré qu'elle est hétérogène, mais s'unit autour de Trotsky sur une plate-forme **négative** : tous contre le comité central. La presse blanche à l'étranger profite de cette fissure, prenant Trotsky sous sa protection.

Ainsi se met en place une grande mascarade : si Lénine incarnait la sagesse du cours officiel du parti, Trotsky, qui était autrefois considéré comme un suppôt de Satan et le dirigeant de l'aile terroriste de notre parti, prend le visage d'un grand réformateur et de protecteur des victimes du parti privé de son chef. Voilà pourquoi, à travers l'opposition et objectivement à travers Trotsky — qu'il le veuille ou non —, s'exprime l'opposition **dans le pays**, l'opposition contre le régime de la dictature prolétarienne.

Ainsi, l'histoire elle-même déchiffre l'analyse de Lénine et confirme totalement sa formulation.

Du mot d'ordre "coexister", de la ligne qui en découle, ne s'ensuit absolument pas un quelconque marais politique, une quelconque passivité ou **réelle** médiocrité petite-bourgeoise. Il faut avoir une pensée primitive, ne pas voir les "limites" et les transitions pour, dans une question comme celle-ci, poser la question selon la formule "ou bien, ou bien..." (ou bien ne mener aucune lutte contre Trotsky, ou bien s'orienter vers la scission). Pourtant, dans toutes les innombrables discussions et débats sur ce thème, les camarades adversaires du plan de Lénine (c'est-à-dire la grande majorité de notre groupe dirigeant) ont invariablement **présenté faussement** (et cela continue) la propagande que je mène pour une certaine forme de lutte comme **un refus de cette lutte**. Je le répète ici même : peut-être est-ce profitable pour les buts stratégiques de notre polémique interne, mais c'est absolument néfaste si l'on veut faire une analyse sérieuse des rapports et rechercher la voie juste.

Pourtant, il tout à fait évident que deux possibilités s'ouvrent à nous :

— ou bien **nous menons la lutte contre Trotsky** en nous orientant vers la scission ;

— ou bien **nous menons la lutte contre Trotsky** en tentant de "coexister".

Le débat est là et là **seulement**.

Il me semble qu'il serait étrange au plus haut point de penser que Lénine n'aurait pas pris en compte les déviations possibles, présentes et à venir, de Trotsky. Ne l'a-t-il pas plus d'une fois caractérisé comme "*une machine extrêmement puissante, mais qui ne va pas dans la bonne direction*" ? **C'est pourquoi** il nous a prévenus de ce danger : il comprenait parfaitement que cela, en tout cas, "ses" disciples ne le verraient pas. Il nous a prévenus contre la **déméure et la suffisance**. C'est là le sens de ses avertissements. Mais cela prédétermine également la **forme de lutte** contre Trotsky et ses déviations. C'est contre ce "*léninisme au sens plein du terme dans la question organisationnelle*" que se prononce la majorité de notre noyau dirigeant.

Ainsi donc, la discussion est de savoir si nous désarmerons Trotsky et ses partisans par des moyens idéologiques, en tentant en même temps de "coexister", ou si nous nous orientons vers la scission, en pensant que c'est ainsi que nous allons tirer du pied de l'organisme de notre parti la douloureuse épine qui le plonge régulièrement dans des accès de fièvre.

Si nous choisissons la **première** voie, alors, le centre de gravité de la lutte est déplacé vers un travail sérieux et approfondi de propagande léniniste et vers un effort sérieux, systématique, à long terme, pour dénoncer la fausseté des positions trotskystes.

En même temps, le parti, à chaque attaque politique de Trotsky, répond par une contre-attaque. Par ces méthodes combinées, il sape l'influence de Trotsky comme dirigeant, si ce dernier prétend à ce rôle et maintient sa position.

Si nous choisissons la **deuxième** voie, nous devons par tous les moyens **provoquer** Trotsky, le pousser à intervenir, ne reculer devant rien (y compris les piques mesquines, ne pas l'élire au présidium, ne pas publier ses articles, l'éloigner des cérémonies, lui interdire de faire des conférences sur tel ou tel sujet, etc.) ; utiliser ces interventions **de manière organisée**, c'est-à-dire en déposant à chaque fois des résolutions des plus hautes instances du parti et en faisant de ces résolutions le point de départ de nouvelles attaques ; à nouveau provoquer et à nouveau "consolider" jusqu'à ce que la vie commune devienne physiquement intenable. Alors, la question se pose "dans toute son ampleur", et la ligne dure trouve son achèvement dans la scission (fût-ce sous le couvert de l'exclusion de l'opposition, ce qui, bien sûr, ne change pas grand-chose quant au fond).

Il n'est pas difficile de comprendre que notre groupe dirigeant a choisi la **deuxième** voie. Non seulement les mesures du XIII^e Congrès, mais tout l'essentiel de ce qui a été entrepris dans la lutte contre Trotsky s'organise ainsi sur une ligne opposée au plan de Lénine, même la commission centrale de contrôle réformée "selon Ilitch" devient une arme

essentielle de la lutte non seulement contre Trotsky, mais contre le plan de Lénine.

4. Pourquoi Lénine a raison contre ses disciples, et pourquoi la première voie est plus juste que la seconde ?

A tout ce qui vient d'être exposé, on peut faire une objection, on peut dire : pourquoi dites-vous que la scission serait mortelle pour le parti ? Comment peut-on apprécier les chances sans parler de l'adversaire ? Et si c'est **lui** qui la provoque ? Pouvez-vous affirmer qu'il n'y aura pas de scission, qu'elle est **impossible** ?

Cette "objection" repose pourtant sur une incompréhension de la question posée elle-même. Bien sûr, théoriquement, la possibilité d'une scission n'est pas exclue ; ni celle d'une scission entre les classes, ni même celle de la chute du pouvoir soviétique et de notre parti.

Cependant, **la question est : sur quel plateau de la balance jetons-nous le poids de notre ligne organisationnelle**, c'est-à-dire que cherchons-nous **nous-mêmes** ?

J'affirme que, compte tenu de l'appareil colossal dont nous disposons (les hommes, la presse, les centres d'organisation, etc.), nous sommes le **facteur décisif**. La solution est entre **nos** mains, pas dans celles de l'adversaire, qui s'affaiblit de jour en jour, même si ce processus n'est pas aussi rapide que nous le souhaiterions.

Supposons même, par exemple, que Trotsky, **indépendamment de notre position**, se batte de plus en plus fermement (ce que je considère personnellement comme peu vraisemblable, en supposant qu'on mette réellement en œuvre le plan de Lénine). Admettons et voyons ce qui se passerait alors.

Il est indispensable de toujours partir du fait que ce n'est pas la personne de

Trotsky qui nous intéresse, mais les regroupements dans le parti ou à l'extérieur du parti avec lesquels il est lié. Avant tout **dans le parti**, parce que sans eux il ne peut avoir de liens avec des cercles plus larges : si ce petit pont s'effondre, il tombe à l'eau

Et alors, que se passera-t-il ?

Là, il faut nous représenter le parti tel qu'il est, avec tous ses étages et avec toutes ses nuances. Ici, nous voyons l'ossature principale du parti, tout entière le comité central, qui marche avec lui d'un même pas, qui est son organe aux mille bras ; parmi ces camarades, dans les pores de l'appareil du parti, mais aussi à l'écart, il y a un certain nombre d'opposants ; une petite partie d'entre eux seulement sont des trotskystes sur toute la ligne ; l'immense majorité ne sont pas trotskystes, mais marchent avec Trotsky pour faire bloc ; une partie d'entre eux sont des bolcheviks éthiques, qui ne peuvent supporter les "offenses" faites à Trotsky, voient qu'il a du talent, mais sous-estiment l'orientation néfaste de ce talent ; ensuite, une couche de membres du parti conscients ; une majorité considérable d'entre eux, tout en étant entièrement derrière le comité central, en même temps "respecte" Trotsky et apprécie les services qu'il a rendus ; il l'applaudiront, tout en **votant** contre lui. Enfin, la grande masse "grise" des autres membres du parti, qui ne comprennent pas grand-chose, qui ne comprennent pas une discussion, que, pour eux, rien ne justifie (un pourcentage important de la "promotion Lénine" fait partie de ce groupe). **Cette** couche, dans l'ensemble, est accordée au diapason d'un "juste égalitarisme" ou d'une "justice égalitaire".

Que devons-nous faire pour gagner le maximum de membres du parti à nos positions, pour isoler les généraux de leur armée, pour que — si ces généraux jouaient leur va-tout — il en résulte dans le pire des cas le départ d'un groupe et non une scission ?

Compte tenu de la structure actuelle de notre parti, il ne fait pas de doute que, par des attaques frontales répétées, par les méthodes découlant du choix de la "deuxième voie", il est **impossible** de

gagner une couche très importante du parti, qui, "intellectuellement", ne comprend pas la question, et, "émotionnellement", "sympathise" avec Trotsky. C'est pourquoi cette deuxième voie ne convient pas ; elle éloigne même un certain nombre de camarades de la politique du comité central, les irrite inutilement et les pousse dans le camp de l'opposition.

Accuser cette argumentation d'être un alignement sur la tendance petite-bourgeoise dans le parti et non sur l'ouvrier d'avant-garde du type de Zaloutski (comme le fait Zinoviev) signifie véritablement qu'on accuse de philistinisme l'a b c de la tactique léniniste. Car il est impossible de conduire les masses sans faire la **soudure** avec elles et sans tenir compte **de leur niveau**. C'est pourquoi il est impossible de conduire les masses **du parti** sans tenir compte de leur état d'esprit concret.

Nous abordons par là d'un autre côté la question fondamentale, en nous demandant : la tactique de **l'offensive forcée** nous est-elle profitable, ou est-il nécessaire de nous orienter **vers un rythme de développement du parti plus calme, moins convulsif** ?

Ici commence tout un enchaînement de questions que j'ai posées aux adversaires du plan de Lénine :

1) Est-ce que le temps travaille pour nous ? On m'a répondu : "*Oui.*"

2) La tactique que nous avons adoptée est-elle liée à la probabilité d'une scission ? On m'a répondu : "*Oui, la scission est probable.*"

3) La scission comporte-t-elle un risque pour le parti et le pays ? On m'a répondu : "*Oui.*"

J'ai alors posé la question suivante :

"*Avons-nous le droit de risquer tout, si le temps travaille pour nous, comme vous le reconnaissez ?*"

A **cette** question, je n'ai eu **aucune** réponse.

Quelle sage prudence émane du plan de Lénine et que le "plan" actuel de ses adversaires dans les questions d'organisation respire l'arrogance !

5. La crise du bloc ouvrier-paysan et la situation à l'intérieur du parti, ou pourquoi le plan anti-léniniste est aujourd'hui particulièrement néfaste

Toute l'expérience de l'histoire du parti nous dit que les crises internes sont dangereuses quand elles se développent comme conséquence ou en complément d'une crise **dans le pays**. La crise de Brest-Litovsk était dangereuse à cause de la crise dans le pays, sur laquelle elle s'appuyait et qu'elle exprimait ; la crise syndicale était dangereuse à cause de la crise liée au passage à la NEP (Cronstadt, Tambov) ; la discussion de l'an dernier était liée à la crise économique de l'automne. Si nous devons, à brève échéance, supporter une nouvelle crise interne (c'est-à-dire si nous contribuons **nous-mêmes** à la créer), là encore une large base sociale y est prête : car nous devons faire face à la **crise du bloc ouvrier-paysan**. Il est inutile de le "démontrer" ou de l'"illustrer". Cette question a occupé une place centrale à la dernière réunion du comité central. Toute l'importance, toute la signification de **cette** crise, nouvelle tant par son contenu que par sa forme, ont été reconnues par tous. Mais hélas ! quand on élabore les plans stratégiques et tactiques de notre politique interne, on **oublie** complètement cette circonstance essentielle, décisive ! En ce sens, la discussion sur l'intervention de Trostky, lors d'une réunion à laquelle participaient de nombreux membres du comité central, a été caractéristique. Personne n'a dit **un seul** mot sur les perspectives en **liaison** avec une analyse de classe ! On a abordé ce problème superficiellement et "à chaud", alors que tout notre avenir dépend de la décision prise.

Il arrive souvent d'entendre l'argument suivant : "*Que craignez-vous ? Puisque le comité central mène une politique générale, et, en particulier, une po-*

litique économique juste — et vous-mêmes reconnaissez que cette politique est juste —, c'est la garantie du succès. Il faut se battre pour cette ligne politique juste, et tout le reste ira de soi."

Cet argument est-il juste ? Non, il ne l'est pas. Car le parti peut avoir une politique générale juste et la crise éclater dans le pays. Le camarade Lénine, dans son testament, indiquait très précisément que, dans les conditions où nous nous trouvons, même les particularités dans la vie de tous les jours des camarades dirigeants commençaient à se charger d'un contenu politique. C'est a fortiori vrai des questions de notre politique interne. Combinées au mécontentement objectif qui existe dans toute une série de groupes sociaux (et qui est et sera inévitable même avec une politique juste), **ces** erreurs, répétons-le, peuvent déclencher une crise dans le pays.

Les traits nouveaux de la crise actuelle du bloc ouvrier-paysan consistent en ce que, pour la première fois depuis la révolution, s'opposent clairement les intérêts immédiats de deux classes — et fondamentalement d'elles seules —, la classe ouvrière et la paysannerie. On comprend que, compte tenu de la disposition des principales forces de classe, les contradictions qui se développent dans les villes vont inévitablement, pour ainsi dire, "s'amalgamer" à cette contradiction fondamentale : cela concerne la crise de surproduction de la nouvelle intelligentsia, combinée à l'exacerbation des relations entre le prolétariat et l'ancienne intelligentsia ; cela concerne la crise de surproduction de la force de travail chassée de la campagne et établie en ville, etc.

C'est pourquoi il faut une extrême sensibilité et la plus grande prudence dans notre politique.

Le parti a su voir l'immense danger de la situation et a adopté, avec une unanimité inhabituelle, les mesures de lutte contre ce danger. Parmi ces mesures, nous avons tous ensemble pris les mesures de "renforcement de la démocratie soviétique" (vivification des soviets, collaboration avec les non-membres du parti, lutte contre l'arbitraire, accent mis sur

l'argumentation plutôt que sur la contrainte). Mais nous sommes-nous demandé comment cette ligne s'harmonisait avec la politique interne du parti ?

Je considère qu'il y a là une inconséquence totale. **Il est impossible** de proclamer un "cours libéral" (qu'on ne me cherche pas noise pour ce mot, c'est l'expression consacrée) vis-à-vis des soviets de village, et, en même temps, faire monter la pression dans le parti au maximum. C'est pourtant exactement ce que nous faisons actuellement.

On peut objecter : mais c'est précisément pour avoir un cours plus démocratique dans les soviets qu'il faut la plus grande unité idéologique et autre dans le parti. **C'est précisément la raison pour laquelle** nous chassons ou nous apprêtons à chasser les trotskystes.

Cet argument serait valable si la structure de notre parti n'était pas ce qu'elle est ; **si** nous ne menions pas une politique d'élargissement du parti ; **si** nous n'avions pas quelques centaines de milliers d'ouvriers de la promotion Lénine qui sont encore loin d'avoir mariné dans le chaudron bolchevique, **alors** nous pourrions poser la question en ces termes. Mais compte tenu de la composition actuelle du parti, nous devons à tout prix faire ce travail de persuasion, sur la base de la démocratie interne du parti. Si, dans les conditions actuelles, nous nous orientons vers la scission et ne faisons pas un travail préalable pour gagner ces nouveaux membres du parti, nous entrerons **en conflit ouvert avec notre politique générale et allons inévitablement vers des difficultés grandissantes dans le pays.**

Ce danger apparaît déjà nettement. Le parti offre véritablement un tableau sans précédent. La minorité du parti est littéralement terrorisée (et non pas digérée), elle avale tout en grinçant des dents ; une couche non négligeable de nouveaux membres du parti, complètement désorientés, se soumettent quand on les traîne de force avec des explications totalement incompréhensibles ; il y a des manifestations extrêmes de désespoir fanatisé. Il faut être irrémédiablement englué dans les sommets pour

ignorer l'état d'esprit terroriste à l'intérieur du parti, ce qui est un phénomène sans précédent dans toute notre histoire. Je sais qu'on peut m'opposer les manifestations d'un état d'esprit tout différent. Encore heureux ! Mais ce que j'ai indiqué est suffisant pour comprendre l'extrême danger auquel nous nous exposons si nous menons une politique de comitards **arrogants**, sourds à tout ce qui se passe chez les militants de base. **Une seule** de ces lettres que nous recevons de lointaine province aurait suffi à Lénine pour prendre vingt fois conseil des camarades, pour organiser une dizaine de réunions, pour se plonger au plus profond des organisations de base du parti. Et maintenant, nous recevons des **centaines** de lettres et de notes alarmantes, et nous les ignorons comme s'il s'agissait d'un phénomène normal.

Qu'est-ce donc, sinon une arrogance lourde d'innombrables calamités ?

Dans une situation de crise sociale, ces symptômes alarmants dans le parti deviennent tout simplement sinistres. Il faut comprendre que nous ne sommes pas à Genève, que dans l'orbite de notre parti, il y a l'armée, avec tous ses attributs. Il faut se souvenir de l'histoire de tous les coups d'Etat contre-révolutionnaires. Il faut voir que c'est une **troisième force** qui l'emportera si la guerre civile s'engage dans notre parti. Il n'est pas du tout nécessaire que nous soyons battus dans de gigantesques combats pour nous écrouler.

Il suffit que, dans les rangs du parti, règne la confusion, le trouble, le désarroi, que les membres du parti perdent confiance dans leur direction, dans leurs chefs, et que la masse, ayant perdu confiance, aille, stupéfaite, de l'un à l'autre, ignorante et méfiante envers tous et chacun.

Je ne dis pas du tout que cette perspective est inévitable sous cette forme. Mais j'affirme que si cette perspective n'a ne fût-ce qu'une chance sur cent de se réaliser, il est criminel de mener une politique qui augmente cette chance, alors qu'**on peut** éviter ce risque. Donc, le plan antiléniniste est aujourd'hui particulièrement néfaste.

6. Les regroupements au sommet

Il y a deux raisons réelles **supplémentaires**, qui, hélas ! pèsent lourdement dans le sens d'une "ligne rigoureuse" : 1) les particularités individuelles des dirigeants du comité central ; 2) la recherche de l'unité interne par la scission avec Trotsky. Ces deux phénomènes compliquent une situation déjà complexe.

Il est inutile de s'étendre sur la première de ces raisons. Il faut s'attarder davantage sur la seconde, car elle a une profonde signification dans la vie interne du parti.

Nous savons parfaitement qu'à l'intérieur du groupe léniniste, il y a eu plus d'une fois de graves conflits. Ces conflits, bien entendu, comportaient des "aspects personnels", maintenus autrefois dans l'étau de la volonté et de la pensée de Lénine. Mais ce serait une erreur de considérer qu'il s'agit là seulement d'aspects personnels, bien que ceux-ci jouent, malheureusement, un rôle très important. Mais la raison la plus profonde est que des camarades différents, qui ont un travail différent, ont donc une expérience différente, subissent des influences diverses. Et c'est pourquoi, sur la base de l'hétérogénéité de notre parti, il est inévitable que la "synthèse" au sommet se fasse dans la douleur et les conflits. Si nous n'avions pas un sommet formellement uni, le danger de ces conflits internes serait encore plus grand. Mais, je le répète, ce danger est, en ce moment, particulièrement grand. Il n'y a pas un an que Lénine est mort, et, dans le comité central, les crises se sont succédé et les rapports se sont détériorés non seulement vis-à-vis de Trotsky et des autres, mais à l'intérieur du noyau léniniste.

Et voilà qu'une idée traverse l'esprit de toute une série de camarades : "*renforcer la lutte contre Trotsky, comme méthode de renforcement de notre unité interne*". On pourrait montrer comment on s'est raccroché à cette bouée de sauvetage chaque fois qu'un conflit interne

mûrissait. Chacun de nous se souvient que notre dernière conférence a été placée sous le signe : "*Trotsky nous unit à 100 %*" (camarade Zinoviev).

Je considère que ce n'est pas juste. Je considère qu'il n'y a pas d'unité à 100 %. Je pense enfin que ce n'est pas par de telles mesures artificielles qu'on peut et qu'on doit unifier le noyau léniniste, fondement de la direction du parti, sans laquelle celui-ci ne peut aller de l'avant.

Si nous continuons et renforçons cette ligne politique interne, avec toutes ses particularités, il en résultera un tableau peu enviable : **même** si la minorité supporte tout en silence, à la prochaine crise, elle tentera avec une haine fanatique de prendre sa revanche. Par ailleurs, la crise au sommet se reproduira avec toute sa force, mais à l'intérieur même du groupe léniniste, donc la ligne la plus dangereuse se poursuivra, celle de l'**atomisation** de la direction du parti. Où est la garantie contre ça ? Où ?

Elle est dans le **plan d'Ilitch** que nous avons rejeté. Et en lui seulement. On ne peut pas, à cause du problème trotskyste, vivre au jour le jour. Il faut voir plus loin, il faut éduquer le parti, il faut faire les pas organisationnels qui nous sauveraient effectivement de scissions possibles.

Voilà pourquoi le mot d'ordre d'une paix acquise au prix d'une lutte interne exacerbée contre Trotsky, c'est-à-dire d'une guerre ouverte à mort, orientée vers la scission, est radicalement faux (et à sa façon opportuniste). C'est un élixir nuisible et artificiel, un narcotique qui produit une excitation artificielle, mais finalement entraîne l'affaiblissement de l'organisme du parti.

Cependant, cette malheureuse idée se reflète pernicieusement même dans notre activité quotidienne. Engels a dit un jour avec mépris que les socialistes français, quand ils avaient un problème à résoudre, se plaçaient non du point de vue de sa logique interne, mais d'un point de vue de **fraction**. Nous n'en sommes pas loin. Il nous arrive sans arrêt de résoudre des problèmes selon le principe : "Sur-tout, que cela n'aide pas Trotsky." Mais

nous ne remarquons même pas que c'est précisément comme ça que nous aidons Trotsky et toutes les autres déviations : car nous freinons artificiellement notre propre laboratoire d'idées.

Pour notre plus grand malheur, nous ne sommes plus très loin de la situation qui était celle de **l'état-major des armées blanches**. Nous avons tous lu, en leur temps, les divers souvenirs des blancs sur les relations au sommet dans leur état-major. Et chacun comprenait clairement pourquoi ces messieurs devaient nécessairement périr.

Pourtant, nos relations internes commencent à y ressembler beaucoup : méfiance réciproque, violation cynique des décisions prises en commun, choix des gens uniquement pour nuire à Trotsky ou se nuire mutuellement, c'est-à-dire constitution de catégories, conspirations mutuelles, etc. N'est-il pas temps de mettre fin à tout ça ? N'est-il pas temps de comprendre qu'on aura beau se réchauffer dans la lutte déchaînée contre Trotsky, cette lutte ne résoudra pas le problème bien plus profond qu'a vu (oui, vu !) l'œil d'Ilitch ?

7. Les symptômes du déclin du parti

La myopie politique du parti, qui est actuellement, de mon point de vue, manifeste, conduit à des phénomènes extraordinairement dangereux, si elle doit se perpétuer à l'avenir.

Cela apparaît avant tout dans la "discussion" actuelle. Comment se mène-t-elle ? **Explique-t-elle** réellement quelque chose ? J'affirme que, dans une large mesure, elle embrouille plus qu'elle n'éclaircit. Le camarade "sûr", mais qui ne comprend pas grand-chose, expose ce qu'a écrit Trotsky, et tout le monde devrait le croire. Les timides remarques selon lesquelles il ne serait pas mal de "lire un peu" sont sévèrement rejetées ; le plus souvent, l'opposition n'a pas la parole. Ensuite, on vote, mais la plupart des participants ressentent, au fond d'eux-mêmes, un profond sentiment

d'insatisfaction. Des centaines de mises et de lettres confirment cette description. Et plus on hurle fort "comme à Leningrad", plus le militant moyen ou l'ouvrier arriéré est déstabilisé, et, ignorant les motifs de cette orientation politique, en imagine de bien différents. Cette forme tout à fait "nouvelle" de discussion, où il n'y a pas de discussion ni même d'explication sensée, est le symptôme du **déclin**.

D'autant que fleurit en même temps un "vardinisme" (1) criard, qu'on trouve à propos d'éditer massivement sous le drapeau du léninisme des opuscules nulissimes qu'il est interdit de critiquer (ce serait, dit-on, "tirer sur les siens", comme si nous étions un petit cercle et non le parti au pouvoir), qu'on choisit les textes sans se soucier aucunement de leur valeur.

Le premier adjudant venu est un Voltaire pourvu seulement qu'il soit un anti-trotskyiste acharné. C'est une tendance **dangereuse**. Car on ne peut oublier les tâches fondamentales du parti, on ne peut éduquer le parti comme le fo (**fin de la copie du document — NDLR**).

(1) Du nom de Vardine, symbole pour Boukharine d'une sous-littérature politique vulgaire.



Nicolas Boukharine (1888-1938).

**Serge Mratchkovsky,
l'un des seize
condamnés
à mort
du procès de Moscou
d'août 1936**

(G. P. Epanska)

Evoquant Serge Mratchkovsky dans *Destin d'une révolution*, Victor Serge, qui lui reproche d'avoir "capitulé" devant Staline en 1930, le présente en quelques mots : *"Un des plus grands soldats de l'Armée rouge, né dans une prison, criblé de blessures dans l'Oural, constructeur depuis d'un chemin de fer stratégique en Extrême-Orient."*

Dans *Mémoires d'un révolutionnaire*, il rappelle ce mot de Mratchkovsky, le héros des batailles de l'Oural, lorsque, écrit-il, l'Opposition de gauche en 1923 se demandait à qui s'allier : *"Ne nous allions avec personne. Zinoviev nous lâcherait finalement et Staline nous roulerait."*

Un peu plus loin, il évoque son ralliement à Staline en 1930 en le présentant de la façon suivante : *« Mratchkovsky, opposant irréductible, mais soumis au comité central, construisait une voie ferrée stratégique au nord du lac Baïkal, et Staline l'avait peu de temps auparavant reçu avec amitié. Le chef s'était plaint de n'être entouré que d'imbéciles. "Une pyramide d'imbéciles ! Nous avons besoin d'hommes tels que toi". »*

Vraie ou fausse, l'anecdote est en tout cas révélatrice de la place qu'occupait le militant révolutionnaire dont G. P. Epanaska retrace ci-après la biographie politique.

Esquisse d'une biographie politique

SERGE MRATCHKOVSKY a été l'une des victimes du procès politique d'août 1936, dit du Centre terroriste unifié trotskyste-zinoviéviste, connu comme procès Zinoviev-Kamenev. Les seize ont été accusés d'activité antisoviétique, d'espionnage, de sabotage, de terrorisme, de participation à l'assassinat de Serge Kirov et de préparation d'actions terroristes contre les dirigeants du parti et du gouvernement soviétique. Ils furent qualifiés de "*vils agents du fascisme*", d'"*agents de la Gestapo*", de "*criminels infâmes, vendus aux fascistes*", de "*chiens enragés*", de "*bandits fascistes*". Le procès assimila les idées de l'opposition à l'idéologie fasciste.

Parmi les seize condamnés à mort, aux côtés de Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Ter-Vanganian, Bakaev, Ivan Smirnov, figurait Serge Vitalievitch Mratchkovsky, le premier responsable de la construction du chemin de fer, le plus important en Extrême-Orient, celui de la ligne Baïkal-Amour (1932-1933).

Débuts dans la vie

Serge Mratchkovsky naquit le 15 mai 1888 en prison. Son grand-père paternel était propriétaire terrien. Son père, Vitali Iakolevitch Mratchkovsky, employé aux chemins de fer, représentait son atelier de mécanique à l'Union de travailleurs

du Sud de la Russie, ce qui fut la cause de son arrestation et de sa condamnation à une peine d'exil. Sa mère, Anna Sinelnikova, fut elle aussi condamnée à l'exil.

En 1897, les Mratchkovsky s'installent en Oural, sur les bords de l'Oufaliei supérieur. Ici, Serge Vitalievitch termine l'école et commence à travailler au dépôt en tant que manœuvre, puis comme apprenti, et, plus tard, comme mécanicien. C'est là que le jeune homme, à l'âge de 17 ans, adhéra au Parti bolchevique. Son intense activité révolutionnaire le livra aux persécutions policières et l'envoya plusieurs fois en prison. Une fois sorti de prison, au début de 1917, il remplit les fonctions d'instructeur et d'agitateur du Parti bolchevique, puis fut nommé commissaire aux Affaires intérieures de la ville d'Ekaterinbourg.

Pendant la révolution

Dès 1918, il entre dans les rangs de l'Armée rouge ; il est nommé par le soviét de la région commissaire du premier détachement des troupes qui combattent dans la province d'Orenbourg contre le général Doutov, puis commandant des troupes de l'axe Ekaterinbourg-Tcheliabinsk, puis commissaire de la deuxième division, puis commissaire de la division de marche de l'Oural, commandant du détachement expéditionnaire spécial de la région nord, puis commandant de la

forteresse de Cronstadt, puis chef des districts militaires de la Volga et de la Sibérie occidentale. Il est démobilisé en 1925. Ses mérites militaires lui valent deux décorations de l'ordre du Drapeau rouge, dont l'une pour avoir fait preuve d'initiative personnelle et de volonté inflexible face à l'offensive de l'amiral Koltchak en Sibérie (au cours de l'hiver 1918-1919).

On a conservé la fiche établie sur Serge Mratchkovsky quand il dirigeait les troupes du district militaire de la Volga. On y lit : *“C'est un camarade ferme et discipliné... Il est très populaire et jouit d'une grande autorité parmi les membres du parti, et parmi les ouvriers et les militaires de l'Armée rouge sans parti. Malgré ses hautes fonctions, il conserve et entretient toujours un rapport large et étroit avec la masse des gens simples et sans parti. Il répond avec rapidité à leurs demandes et à leurs besoins. Les soldats de l'Armée rouge et les travailleurs le considèrent comme leur camarade. Il est énergique et persévérant. Dans sa vie privée, il ne se permet aucun superflu. Il vit très modestement. Il se distingue par une totale sobriété, et, sur ce point, condamne fermement tous ceux qui se livrent à la boisson et même montrent la moindre tendance en ce sens, et lutte contre eux”* (1).

Ceux qui travaillaient avec lui à la construction du chemin de fer Baïkal-Amour soulignaient sa capacité à rassembler autour de lui les cadres de l'appareil *“en agissant sur eux sans prendre de mesures administratives”* (2), un homme qui n'identifiait pas *“la patrie socialiste avec le comité de district du parti”*, qui ne savait pas voter suivant les ordres des chefs et avait le courage de critiquer ce qui n'allait pas dans la construction du parti et de l'Etat soviétique. Et cela, alors que la critique était considérée comme une politique d'opposition et de résistance à la majorité du parti, qui vous mettait en butte aux persécutions. Serge Mratchkovsky n'était donc pas un carriériste. Dans les dernières années de sa vie, il a expérimenté sur lui-même la traque dont les dissidents ont été les victimes.

Le début des persécutions de l'appareil

Année 1921 : à la veille du X^e Congrès du Parti communiste russe, s'est développée une discussion sur les syndicats, portant sur les moyens à mettre en œuvre pour augmenter les efforts des travailleurs afin de permettre de restaurer l'économie du pays. Les divergences étaient nombreuses. La seule organisation du parti de Moscou vit s'affronter huit plates-formes différentes. Le 12 janvier 1921, le comité central du parti adopta la plate-forme de Lénine, dite ensuite *“plate-forme des Dix”*, à la majorité de 10 voix contre 8. Puis s'engage la discussion entre les diverses plates-formes.

Serge Mratchkovsky n'est pas d'accord avec la façon dont se déroule le débat. A ses yeux, chaque communiste, chaque cellule, quels que soient leurs points de vue, ont les mêmes droits et possibilités pour exposer et propager leurs idées. Or, dans la pratique, il en a été autrement. Tout propos ne correspondant pas au contenu de la plate-forme des 10 était considéré comme une atteinte à l'unité et à la cohésion du parti et de son comité central. On peut lire par exemple : *“Trotsky, s'appuyant sur ses partisans au bureau de l'Oural du Parti communiste et au comité provincial du parti d'Ekaterinbourg, V. Vrobiov, S. Mratchkovsky, N. Oufimisev, A. Izraïlovitch, a essayé à toute force de constituer dans l'Oural une de ses bases de soutien pour lutter contre le parti et son comité central. Les chefs trotskystes de l'Oural ont essayé d'imposer leurs idées antiléningistes”* (3) en enfreignant la démocratie interne au parti, foulant aux pieds les statuts.

(1) RGASPI, fonds 589, inventaire 3, dossier 3512, feuillet 195.

(2) GAAO, fonds P-30, inventaire 1, dossier 84, feuillets 20 et 21.

(3) *Otcherki istorii kommunisticheskikh organizatsii Ourala*, tome 2 (1921-1973), Sverdlovsk, 1974, p. 13.

Les mesures d'organisation ne se firent pas attendre. Mratchkovsky fut démis de ses fonctions en Oural sous des prétextes peu sérieux. Partout, les partisans de Trotsky furent déplacés et limogés. Ce fait sert de base pour affirmer que l'épuration massive de cadres trotskystes dans les organes dirigeants du parti, de l'économie et du gouvernement a commencé déjà sous Lénine. Mratchkovsky a été rétabli dans ses fonctions, mais la répression s'est poursuivie.

Année 1922 : la commission centrale de contrôle (CCC) du comité central du Parti communiste reçoit des lettres accusant Mratchkovsky de se couper du peuple, de sombrer dans l'alcoolisme et la débauche, de ne pas respecter la politique définie par les dirigeants. Dans la région militaire de Sibérie occidentale et dans la garnison d'Omsk, où travaillait alors Mratchkovsky, ces lettres étaient considérées comme des "intrigues" dirigées à la fois contre lui et contre Trotsky et ses partisans. La commission d'arbitrage du conseil militaire révolutionnaire de la République, réunie en mars 1923, a établi l'absence de fondement des accusations portées dans ces lettres contre Mratchkovsky.

Année 1924 : Mratchkovsky est à Samara. Il est à la tête du district militaire du bassin de la Volga. Des "informations" sur lui arrivent au comité central du parti : il viole la politique des cadres définie par le parti et choisit des collaborateurs militaires dans les rangs de l'opposition...

Le 2 juin 1924, le collège de la commission centrale de contrôle écoute les explications de Mratchkovsky, procède à une enquête complémentaire et clôt l'affaire. Tout semblait donc clair et net. Mais, à peu près un mois plus tard, la commission de contrôle met à nouveau à son ordre du jour "l'affaire Mratchkovsky". Motif : "Le comité central du parti n'a pas confirmé la résolution du collège de la commission centrale de contrôle et soumet l'affaire à un nouvel examen de la commission de contrôle avec convocation des deux parties et du représentant de la commission de Samara." Après de longs atermoiements, l'affaire

Mratchkovsky est renvoyée aux archives en décembre 1924, "vu le caractère inopportun de sa présentation" (4).

L'année 1925 ne fut pas moins pénible pour Mratchkovsky. L'"effervescence" se renforçait dans les rangs du Parti bolchevique. L'aggravation des difficultés économiques, les contradictions croissantes dans le parti, le destin de la révolution qui se concentraient sur le problème de la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays pris à part agitaient les gens. Des doutes apparaissaient sur la justesse des formes et les méthodes pour exécuter la ligne générale définie par le parti. Tout cela se reflétait dans de nombreuses questions : pourquoi les marchandises deviennent-elles plus chères, pourquoi les impôts augmentent-ils ? Pourquoi les salaires sont-ils si bas ? Pourquoi la démocratie est-elle bafouée ? Pourquoi, partout, règne le système de la nomination et l'éviction des vieux cadres ? Pourquoi les postes de direction, dans les régions et les provinces, sont-ils occupés par des gens désignés par le comité central ? Pourquoi les discussions sur la situation du pays et du parti ont-elles lieu dans les cellules et les sections du parti seulement après (et non avant) les congrès ou conférences du parti ? Pourquoi les discours et les propositions de l'opposition ne sont-ils jamais publiés dans la presse ?

Lors d'une réunion des communistes d'Oufalev, des militants demandèrent avec étonnement au responsable à la propagande : "Kroupskaïa est-elle dans l'Opposition ?" ; "Est-il possible que l'épouse de Lénine elle-même soit contre lui ?" ; "Qu'est-ce qui a obligé le comité central à écraser totalement l'organisation du parti de Leningrad ?" ; "Vous avez déclaré qu'en octobre 1917, Zinoviev et Kamenev ne croyaient pas en la force de la classe ouvrière : mais alors, comment donc expliquer que, dans les huit années qui ont suivi, ils soient toujours dans la ligne correcte du parti ?" ; "Avant le XIV^e Congrès, Zinoviev n'était pas contre le parti et n'avait pas commis

(4) RGASPI, fonds 589, inventaire 3, dossier 3512, feuillet 192.

*d'erreurs, et cependant, on l'a exclu du bureau politique, où on a laissé Trotsky, qui, lui, pendant des années, s'était en-glué dans l'erreur. Pourquoi ne pas ex-clure Trotsky, en tant que chef de l'Op-
position, du bureau politique, comme Zi-
noviev ?*"

Des questions, toujours des ques-tions...

Et les nuages s'épaississaient au-des-sus de la tête de Mratchkovsky. Il fut dé-mobilisé de l'armée, et, en août 1925, fut nommé chef du centre des mines d'or de l'Oural. Son autorité était très grande dans l'Oural. Beaucoup se souvenaient de lui et sollicitaient ses conseils et son aide. Le comité régional du parti en Ou-ral vit en lui une menace pour son auto-rité et sa politique. Et le 17 novembre, le bureau du comité régional de l'Oural, af-firmant l'existence d'un groupe fraction-nel dans la province dirigé par Mratch-kovsky, insista pour lui retirer sa fonc-tion et le remettre à la disposition du co-mité central du parti.

Le bureau d'organisation du comité central du parti ne tarda pas à entériner cette décision. Ensuite, jusqu'au mois de mai de l'année suivante, une correspon-dance télégraphique intense fut échangée entre Moscou et l'Oural sur le devenir de Mratchkovsky. La commission de contrôle de l'Oural prépara un nouveau coup. En mars 1926, elle confirma l'existence d'un "groupe fractionnel de Mratchkovsky", accusé de vouloir "pla-cer ses gens au comité de district de Sverdlosk". Et, bien que "l'on ne soit pas parvenu à démasquer complètement le groupe" et que l'on n'ait pas réussi à démontrer son orientation trotskyste, l'affaire Mratchkovsky fut transmise à la commission centrale de contrôle du co-mité central.

Une abstention...

Les décisions de la commission de contrôle de l'Oural furent votées par cinq voix et une abstention, la commu-niste Bytchakova, qui justifia ainsi sa position : « *La résolution adoptée, l'éclairage des faits reposent moins sur*

des données factuelles que sur des convictions préétablies sur l'existence d'un "groupe de Mratchkovsky", dont le but aurait été de discréditer les orga-nismes du parti en Oural, et, en particu-lier, ceux de la province de Sverdlovsk (...). Ce qui s'est passé lors de la confé-rence de la province de Sverdlovsk en liaison avec la proposition de la candi-dature de Mratchkovsky a toujours lieu quand Mratchkovsky est dans l'Oural (...). Dans l'Oural, on le connaît bien à cause de son activité passée, en particu-lier pendant la période où il a combattu Koltchak. Autour de lui s'est constitué un cercle de vieux amis et d'habitants d'Oufaliev, dont il est originaire et où il jouit d'une popularité très grande." Plus loin, Bytchakova souligne : "Je consi-dère que l'accusation portée contre un membre du parti d'appartenir à un groupe qui désagrège le parti est d'une gravité extrême ; on ne peut, dans ces cas-là, prendre de demi-mesures, d'autant plus, en l'occurrence, qu'on n'a pas encore le témoignage de Mratchkovsky. Cette for-mulation catégorique, sans faits concrets prouvés, est pour moi irrecevable. C'est pourquoi j'ai décidé de m'abstenir" (5).

La réunion plénière du collège de la commission centrale de contrôle, tenue le 26 juin 1926, adopte une position identique.

Elle juge non prouvées les accusa-tions portées contre Mratchkovsky. Même Emelian Iaroslavski est obligé de reconnaître : "Les éléments rassemblés ne m'ont pas convaincu de l'existence d'un groupement trotskyste" (6).

Pourtant, le scénario de la lutte contre Mratchkovsky mis en place en 1924 se répète en 1926, à cette différence près que, cette fois, c'est le présidium de la commission centrale de contrôle qui an-nule la décision du collège de la com-mission centrale de contrôle et qui in-vite... la commission de contrôle régio-nale de l'Oural à reprendre l'affaire Mratchkovsky. Ce qui fut fait. La com-mission affirma que toute l'activité de Mratchkovsky dans l'Oural portait un

(5) *Ibidem*, feuillet 263.

(6) *Ibidem*, feuillet 119.

caractère “*antiparti*” et jugeait nécessaire que le parti le sanctionne sévèrement.

L'honnête et confiant Mratchkovsky pensait que tout ce qui était juste dans les idées de l'opposition trotskyste “*serait adopté par le parti au cours de son activité ultérieure*” (7). Mais, quand la vie a convaincu Mratchkovsky du contraire, il a commencé à organiser et à tenir des réunions semi-légales d'ouvriers dans l'Oural. Bon orateur, excellent connaisseur des besoins et des malheurs de ses compatriotes, il parlait aussi dans ses discours de ce qui les intéressait et les agitait : de la situation des entreprises industrielles, des violations de la politique fiscale en matière d'impôts agricoles, de la nécessité de publier le texte intégral de la “*Lettre au congrès*” de Lénine, qui dresse un portrait impartial de Staline, des atteintes à la démocratie du parti. Depuis plusieurs années, le comité central n'avait pas été soumis à réélection, c'était l'orgaspredotdel (la section d'affectation et de répartition du secrétariat du comité central) et non les organisations locales qui désignaient les cadres des régions et des provinces.

Les discours brillants, argumentés, de Mratchkovsky laissaient des traces. Un propagandiste dénué de toute sympathie pour les opposants, racontant une réunion où participait Mratchkovsky, soulignait : “*Une scission se produisit dans l'organisation du parti, tout le monde discutait, certains observaient. La réunion fit l'effet d'une douche écossaise sur les membres de la Jeunesse communiste (...). Les hésitants devenaient démocrates, ceux qui avaient une attitude d'observateurs commençaient à éprouver de la sympathie pour l'opposition*” (8).

Mratchkovsky comprenait le caractère néfaste du système stalinien. Mais sa clairvoyance se teintait d'amertume, car il comprenait quel était l'état d'esprit de la masse des membres du parti. Beaucoup de communistes suivaient aveuglément Joseph Staline et ses proches. Les voix des trotskystes, des boukhariniens, des zinoviévistes, autres opposants, étaient noyées dans l'océan de leurs voix. Rien d'étonnant. On avait fait adhérer au parti des dizaines et des cen-

taines de milliers de gens. L'appareil du parti manipulait habilement la conscience de ces masses.

L'exclusion

En 1926, Mratchkovsky écrivait avec amertume aux camarades de l'Oural : “*Nous étions apparemment assez prêts à défendre nos positions, mais notre analyse s'est avérée fautive et erronée. Nous avions sous-estimé (...) la puissance de l'appareil stalinien*” (9).

La tragédie de cet homme venait aussi de ce que, parfaitement conscient de la nécessité de réformer l'appareil et la politique du parti, il n'envisageait la possibilité de telles réformes que venant de l'intérieur du parti, sans pression de l'extérieur. Il était convaincu que l'on pouvait “*se battre pour une juste politique qu'en se trouvant dans le parti unique*”.

L'année 1927 commença par la discussion de l'affaire Mratchkovsky à la réunion du secrétariat de la commission centrale de contrôle. Mratchkovsky fut à nouveau accusé d'animer ce même groupe antiparti “*qui s'est donné pour but de discréditer les organisations du parti de l'Oural, et en particulier du district de Sverdlovsk*”, et confirma le blâme qui lui avait été infligé “*pour activité fractionnelle*” par la commission de contrôle de Moscou. Mratchkovsky, accusé d'avoir dirigé l'imprimerie illégale “*antiparti*” de l'opposition trotskyste, est exclu du parti. On l'accuse aussi d'avoir fourni à des employés de l'imprimerie dits “*membres de l'intelligentsia bourgeoise sans parti des documents secrets du parti et antiparti*”, afin de les reproduire. Il est arrêté et exilé à Severodvinsk, puis libéré et envoyé à Voronej, où il est de nouveau arrêté et passe 9 mois gravement malade en prison. Combien de fois avait-il été “*invité*” devant les différentes instances de l'appareil du parti, commissions de

(7) *Le parti et l'opposition d'après les documents*. Matériaux du XV^e Congrès du PCR(b), tome 2, Moscou, 1927, p. 32.

(8) RGASPI, fonds 589, inventaire 3, dossier 3512, feuillet 250.

(9) *Ibidem*, feuillet 161.

contrôle régionale et nationale, secrétariat et section d'organisation et de répartition du comité central, etc. !

Trotsky évoque, dans *L'école stalinienne de la falsification*, les méthodes de lutte contre l'opposition : « Dans les réunions de cellules, les rapporteurs, bien dressés, posaient la question de l'opposition de telle façon qu'un ouvrier se levait, le plus souvent sur ordre, et disait : "Pourquoi vous faites des manières avec eux, n'est-il pas temps de les fusiller ?" Alors, le rapporteur, la mine hypocritement discrète, répliquait : "Camrades, inutile de se presser." C'était déjà entré dans les usages du parti. La question est toujours posée dans le dos des opposants à grand renfort d'insinuations, de remarques ordurières et de déformations grossières malhonnêtes, purement stalinienne, de la plate-forme de l'opposition et de la biographie révolutionnaire des opposants, présentés comme ennemis de la révolution et du parti. Tout cela vise à susciter dans un auditoire trompé, chez les jeunes membres du parti incultes (...), une réaction de rage, pour pouvoir dire ensuite : "Regardez, nous serions prêts à patienter, mais les masses exigent" » (10). Telle est la stratégie stalinienne...

La rupture avec l'opposition et la réintégration

En 1929, il écrit à ses camarades de l'Oural : « Vous devez tous faire des déclarations demandant votre réintégration dans les rangs du parti. » Son argument essentiel était : le parti et le pays sont dans une position difficile. « Seuls nous, les vrais défenseurs des intérêts du prolétariat » (11), nous pouvons le sauver. Cette position poussa Mratchkovsky à faire une déclaration publique annonçant sa rupture avec l'opposition et à retirer sa signature de tous les documents fractionnels.

On le réintégra dans le parti. Comme l'a justement remarqué Trotsky, « la révolution est une rude école. Elle n'épargne pas les colonnes vertébrales,

ni physiques, ni morales. Toute une génération a fait son temps, est usée nerveusement, épuisée spirituellement. Il n'en est resté que quelques-uns (...). Les capitulations dans la question du trotskysme ont dressé des milliers et des dizaines de milliers d'hommes dans l'art de capituler en général » (12). Les paroles de Trotsky étaient prophétiques.

En 1930, Mratchkovsky est réintégré dans le parti et envoyé à Tachkent diriger le combinat du coton. Un an plus tard, il est envoyé au Kazakhstan pour s'occuper de la construction des voies de communication. Il dirige le combinat Kazjeldorstroï, chargé de construire les chemins de fer kazakhs, dont la voie de chemin de fer Vorobovoé-Akmolinsk-Karaganda. En peu de temps, il réussit à remettre le trust à flot et à réaliser le plan prévu avant terme...

En 1932, Mratchkovsky est nommé responsable de la construction de la voie de chemin de fer Baïkal-Amour. Il devait, en trois ans et demi-quatre ans, ouvrir une nouvelle voie ferrée dans la taïga déserte, loin de tout endroit habité, loin de toute entreprise de construction et des voies de communication, sans avoir même les éléments préparatoires du projet technique.

En août 1933, on convoque Mratchkovsky à Moscou pour lui proposer à nouveau de diriger le Kazjeldorstroï. Il y travaille moins d'un an et demi. Le 2 février 1935, le NKVD l'arrête ; par décret de la conférence spéciale du 26 mars, il est condamné à 5 ans d'internement dans un camp de concentration à destination spéciale pour « activité contre-révolutionnaire ». Deux jours après la décision de la commission spéciale, la cellule du parti de la section politique du Kazjeldorstroï s'empresse d'exclure S. Mratchkovsky du Parti communiste « en tant qu'individu à double face, trotskyste invétééré, ennemi du parti et du pouvoir soviétique, qui a utilisé son retour dans les rangs du Parti communiste dans le but

(10) Trotsky : *L'école stalinienne de la falsification*, édition russe, Moscou, 1990, p. 159.

(11) RGASPI. *Ibidem*, feuillet 178.

(12) Trotsky. *Ibidem*, p. 110.

de poursuivre son travail de sape contre-révolutionnaire sur le chantier et dans le parti, pour avoir étouffé l'autocritique et persécuté les membres du parti" (13).

Le destin tragique de S. Mratchkovsky illustre celui de toute une génération de révolutionnaires, la génération des dirigeants et des militants de la révolution de 1917 et de la guerre civile. Ils ont sur eux-mêmes expérimenté et ressenti toute la force et la puissance de l'appareil du parti. La centralisation dans le parti avait été menée jusqu'à son extrême limite. Le choix des dirigeants du parti, qui s'était effectué largement au début des années 1920, a laissé la place à la désignation par le centre. Les dirigeants du parti dépendaient donc complètement du bureau d'organisation, de la section d'affectation et de répartition (l'orgraspredotdel) du secrétariat du comité central et de la commission centrale de contrôle. Pour renforcer encore plus cette dépendance, l'appareil du parti avait installé un système de surveillance de tous les communistes par le biais des organismes du parti lui-même, de ses commissions de contrôle, et ensuite du Guépéou-NKVD. Tout était centralisé, le moindre faux pas, la moindre erreur, les plus insignifiants événements de la vie privée, tout était conservé dans les archives des organismes du parti, et, en cas de besoin, refaisait surface, menaçant de détruire l'individu. L'appareil du parti a manifesté ses capacités hors du commun dans sa lutte contre l'opposition, et, au premier chef, contre l'opposition trotskyste.

Le procès des seize

En août 1936, le tribunal, en condamnant à mort les accusés, affirmait *"avoir détruit le foyer de la putréfaction et de la pourriture"*, mais qu'il en restait encore : *"Cependant, il y a encore des traces, de petites traces, dans notre pays."* Il était donc absolument nécessaire, affirmaient les médias, de *"multiplier par dix, par vingt, la vigilance bolchevique et d'arracher impitoyablement le masque contre-révolutionnaires des fripouilles trotskystes, quelle qu'en soit l'apparence"*.

A cette fin, le comité central adressa une lettre confidentielle à toutes les organisations du parti sur *"l'activité terroriste du bloc contre-révolutionnaire trotskyste et zinoviéviste"*. Fait très significatif, cette lettre fut envoyée avant l'ouverture même du procès et avait pour but de former une réaction spécifique au verdict préparé. La lettre reprochait en particulier à des organisations du parti qui avaient procédé à des vérifications de militants d'avoir laissé dans le Parti communiste des membres du bloc trotsko-zinoviéviste, et, entre autres, le responsable de la construction de la ligne de chemin de fer du BAM (Baïkal-Amour), Mratchkovsky. De fait, Mratchkovsky avait passé assez aisément l'épreuve de la purge de 1933. Le procès-verbal de la réunion de la commission de Svobodniewsky établissant que Mratchkovsky avait été contrôlé en témoin. Le procès-verbal ne contient aucune remarque, aucun grief, et encore moins d'accusations envers le chef du chantier.

La chasse continue

Le comité d'arrondissement de Svobodniewsky affirmait que *"les orientations gauchistes ont été complètement écrasées et éradiquées dans l'arrondissement"* (14). Or maintenant, en 1936, le comité central exigeait de réparer la gaffe commise et de *"démasquer les ennemis du peuple, si bien masqués fussent-ils"* (15). On prépara et on tint dans l'arrondissement 127 réunions et meetings, auxquels assistèrent 5 474 personnes. 365 présents prirent la parole, pour déclarer par exemple : *"Des vermines maudites ont voulu nous enlever notre meilleur ami et maître Staline, mais la dictature du prolétariat ne permettra à personne d'accomplir des actes aussi vils."* Ils demandèrent la peine de mort pour les coupables d'actes de trahison et

(13) RGASPI. *Ibidem*, feuillet 537.

(14) GAAO, fonds P-35, inventaire 1, dossier 41, feuillet 59.

(15) *La réhabilitation : les procès politiques des années 1930-1950*, Moscou, 1991, p. 210.

les crimes des trotskystes et des zinoviévistes, et considéré que tout le monde “devait travailler plus et réaliser les plans du gouvernement”.

Un meeting tenu dans le camp de travaux correctifs du chantier du chemin de fer du BAM constata avec satisfaction que le tribunal prolétarien avait su régler l'affaire et montrer au monde toute la bassesse et la vilénie des criminels méprisés, dont l'inventivité contre-révolutionnaire faisait pâlir toute l'histoire antérieure de la contre-révolution. “Nous, tchékistes du camp du BAM, nous promettons de décupler notre vigilance : nous veillerons sur nos guides bien aimés d'un œil perspicace. Nous protégerons d'une muraille de fer les êtres les plus chers au peuple soviétique et les meilleurs du monde” (16).

Le comité d'arrondissement de Svobodniewsky exigea du comité du parti du camp de BAM de “vérifier les gens que Mratchkovsky avait amenés avec lui” (17). Les opérations de vérification suivirent ces instructions. Le 22 août 1936, la réunion des communistes de la direction du camp commença à 21 heures et se termina à 4 heures du matin. Parmi les 81 personnes présentes à la réunion, 23 prirent la parole. Mais, “malgré la grande quantité importante d'intervenants”, constate avec tristesse le compte rendu officiel envoyé par le comité d'arrondissement au comité territorial du Dalkrai (territoire de l'Extrême-Orient), “l'organisation du parti du camp n'avait pas tenu compte de l'activité passée du trotskyste Mratchkovsky au camp du BAM et n'avait pas su démasquer les trotskystes partisans de Mratchkovsky infiltrés dans l'appareil du camp du BAM”. Dans l'ensemble, “au cours du débat sur la lettre secrète du comité central et sur les données du procès de la bande contre-révolutionnaire (Trotsky-Zinoviev), l'organisation du parti de Svobodniewsky a manifesté son unité et sa cohésion, et a démontré son dévouement infini au comité central du PC et à son guide Staline” (18).

Par ailleurs, prenant en compte le fait que “le contre-révolutionnaire Mratchkovsky avait séjourné, dans le passé, sur

le territoire de l'arrondissement de Svobodniewsky” et que “des éléments contre-révolutionnaires se dissimulaient encore dans le parti” (19), il fut décidé de prolonger l'activité destinée à les démasquer. A ce sujet, les procès-verbaux des instances du parti de la première section du camp du BAM pour 1937 sont très indicatifs, avec la convocation et la réunion des communistes du 27 février, incluant une analyse approfondie des éléments du procès, maintenant qualifié de “centre parallèle trotskyste et antisoviétique”, et un rapport du secrétaire du comité de la Jeunesse communiste. Les huit premiers qui se sont exprimés dans la discussion sur la première question, parlant des insuffisances, des difficultés, des problèmes dans la construction du BAM, jugeaient de leur devoir de trouver et d'indiquer les obstacles à la construction... à savoir les spécialistes détenus, qui, d'après les orateurs, déploient “une activité contre-révolutionnaire visant à saper le plan de production (...). A la tête des secteurs décisifs du chantier se trouvent des gens pleins de haine pour le pouvoir soviétique, absolument pas intéressés à ce que la construction du chemin de fer soit accomplie au plus vite (...), tous leurs actes visent uniquement à saboter et saper la construction (...); l'appareil de la section comporte des détenus, des contre-révolutionnaires, qui poursuivent leur travail. Il faut épurer l'appareil (...), il faut absolument dévoiler leur activité de sape (...), trouver les ennemis du peuple masqués” (20). Les gens étaient pris par la recherche et la dénonciation des ennemis du peuple.

On “démasqua” ainsi, par exemple, A. V. Dalakachvili, chef de la section des recherches, “qui n'avait pas été démasqué lors de la procédure de vérification et d'échange de cartes du parti”. Lors

(16) GAAO, fonds P-1, inventaire 1, dossier 281, feuillet s 93-94.

(17) *Ibidem*, feuillet 87.

(18) *Ibidem*, feuillet 93.

(19) GAAO, collection des documents des cellules du parti du camp de travaux correctifs du Guépéou-NKVD du BAM.

(20) *Ibidem*.

de la purge de 1933, il avait, dans la réunion du parti, soutenu Mratchkovsky en affirmant sa grande compétence pour le travail du chantier. On "démasqua" Boubnov, chef adjoint du secteur de traction de la deuxième section du BAM, accusé d'être un contre-révolutionnaire ; on "démasqua" Goldina, l'épouse de l'ingénieur Goldine, qualifié de trotskyste et accusé d'activité antiparti ; on "démasqua" A. A. Belski, responsable du département culture et éducation du camp de travaux correctifs du BAM, considéré comme ennemi du peuple parce que, "*selon les renseignements obtenus*", il avait jadis été quelque temps commandant du train de Trotsky. Bien que cette affirmation ne fût pas confirmée (Belsky précisa qu'il avait seulement travaillé dans un train qui portait le nom de Trotsky !), Belsky fut jugé et fusillé. Au BAM, on monta une foule "d'affaires" portant sur une organisation contre-révolutionnaire, trotskyste, d'espionnage et de sabotage au sein du service sanitaire et médical du BAM, sur une organisation insurrectionnelle, sur une organisation religieuse antisovié-

tique, sur le sabotage des voies de chemin de fer, sur une prétendue "*grande affaire du BAM*", etc.

On tenta de relier ces "affaires" à d'autres affaires et personnages, beaucoup plus considérables, comme Grigori Maksimovitch Kroutov, président du comité exécutif du Dalkraï (territoire d'Extrême-Orient), arrêté en 1937. Kroutov, Gamarsik, Deribasse, Lavrentiev, Vareikis, Ptoukha, Zapadny, Aronchtam, Lemberg, Gerbek et d'autres dirigeants du territoire d'Extrême-Orient étaient à la tête du centre parallèle des droitiers et des trotskystes d'Extrême-Orient. Relier ces dirigeants à l'"affaire" des détenus et les travailleurs libres du BAM devait illustrer l'ampleur de l'activité des trotskystes à l'est du pays.

Ainsi, les condamnations prononcées au cours des années 1920-1930, en particulier contre les trotskystes, étaient utilisées contre divers accusés, contre les larges masses des travailleurs et contre les détenus des camps...

G. P. Epanska



Vychinski, procureur des procès de Moscou.

La liquidation des trotskystes à Magadan

**(procès-verbal du verdict
condamnant à mort
57 détenus trotskystes
participant à une manifestation
dans la ville de Vladivostok
et à une grève de la faim dans le camp)**

(suite)

Le 11 septembre 1937, la troïka judiciaire ou conférence spéciale du NKVD de Magadan (à Kolyma, dans l'extrême est de la Sibérie) "jugeait" et condamnait à mort en quelques minutes 57 trotskystes déportés dans le camp de la ville. Leur crime : une grève de la faim, qu'ils avaient déclenchée pour protester contre leurs conditions de détention, et une manifestation.

Nous renvoyons nos lecteurs à la page 93 du n° 22 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, où nous avons raconté leur double action pour présenter la première partie de la liste de ces 57 trotskystes. 204 trotskystes avaient pris part à cette action. Les autres seront "jugés", condamnés à mort et fusillés par fournées successives dans les mois suivants. Le 11 octobre, la conférence spéciale condamne un nouveau groupe d'une cinquantaine de trotskystes pour la même raison, dont un certain Poliakov (voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, page 67). Le 17 novembre 1937, la conférence spéciale du NKVD condamne à mort un autre groupe de trotskystes, dont Tatiana Miagkova, vieille militante bolchevique malgré son jeune âge.

Tous les trotskystes furent liquidés ici et à Vorkouta. N'échappa à la mort à Magadan que Mikhail Baïtalski, qui avait refusé de participer à la grève de la faim, qu'il considérait comme une aventure condamnée à l'échec.

Nous renvoyons à ce sujet aux pages 66 à 68 du n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, consacrées à ce massacre.

“Verdict : fusiller”

26. Alexandre Prokofievitch Koula-kov, né en 1912 dans la ville de Chouï, fils d'un marchand, trotskyste-terroriste, condamné en 1935 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD (1).

Accusé d'avoir participé à la manifestation contre-révolutionnaire à Vladivostok. A pris part à la grève de la faim des 204 détenus trotskystes. Lors du transfert à Nagaïevo, a rempli les fonctions de “responsable” du comité clandestin. A fait de l'agitation pour pousser à participer à l'émeute. A participé à la mutinerie contre-révolutionnaire trotskyste. A développé une agitation antiso-viétique.

Verdict : fusiller.

27. Grigori Contantinovitch Kononnenko, né au lieu dit N-Boug, dans la province d'Odessa, fils d'un terroriste fusillé. Trotskyste. Condamné en 1935 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste à Vladivostok. Lors du transfert à Nagaïevo sur le vapeur, a mené tout un travail organisé pour préparer la révolte des détenus trotskystes. A pris part à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste, au cours de laquelle il a appelé les détenus au lynchage de l'administration du camp. A participé à la grève de la faim. Refuse obstinément de travailler. Démoralise les détenus.

Verdict : fusiller.

28. Alexandre Abramovitch Feigenbaum, né en 1904 à Krivoïe Ozero, dans la province d'Odessa, membre du centre trotskyste d'Odessa, déciste (2). Condamné en 1935 à 3 ans de camp de travaux correctifs (avait été auparavant, en 1929, interné dans un isolateur politique).

Accusé d'avoir pris une part active à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste à Vladivostok. A crié ouvertement des slogans contre-révolutionnaires et appelé les détenus trotskystes à la révolte contre l'administration du camp. Lors du transfert à Kolyma, il a, conformément à la tâche que lui avait fixée le comité trotskyste, organisé le recrutement parmi les détenus pour préparer et décréter la grève générale de la faim. A dirigé un groupe de 10 trotskystes. A pris

(1) Rappelons que KRTD représente les initiales des mots russes signifiant “activité contre-révolutionnaire trotskyste”. Le détenu condamné à cette époque pour KRTD n'avait a priori aucune chance de ressortir vivant du camp, à la différence du condamné pour KRK (“activité contre-révolutionnaire simple”). Ainsi Chalamov, initialement condamné pour KRTD, a dû son salut au fait que, dans le camp, il a été jugé une seconde fois pour avoir émis un jugement positif sur l'écrivain russe émigré Ivan Bounine, qui avait reçu le prix Nobel de littérature en 1933. Ce motif lui valut une nouvelle condamnation... pour simple KRK. Dès lors, il eut la possibilité de s'en tirer.

(2) Déciste : membres du groupe Centralisme démocratique, dirigé par Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov. Les décistes, considérant que la petite-bourgeoisie avait pris le pouvoir en URSS dès la fin des années 1920, étaient dès cet instant favorables à la création d'un second parti.

part activement à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste. Refuse obstinément de travailler. A fait la grève de la faim pendant 20 jours.

Verdict : fusiller.

29. Ilarion Stepanovitch Outchchevili, né en 1889 dans le village de Zaniaty, district d'Abach, en Géorgie. Trotskyste depuis 1925, condamné en 1926 à l'exil pour KRTD et condamné en 1936 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir appartenu à un groupe terroriste contre-révolutionnaire, organisé lors du transfert à Kolyma. A organisé et préparé la grève générale de la faim des détenus trotskystes. A pris part à l'émeute contre-révolutionnaire. Trotskyste. A appelé ouvertement les détenus au lynchage de l'administration du camp.

Verdict : fusiller.

30. Constantin Lvovitch Zapadnov, né en 1904 à Kazan. Trotskyste. Condamné en 1935 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé activement à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste à Vladivostok. Lors du transfert à Kolyma, a mené tout un travail organisé pour recruter des participants à la grève de la faim.

A rempli les fonctions de "responsable" du comité clandestin. A manifesté des tendances terroristes. A pris part à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste. A appelé les détenus au lynchage de l'administration du camp. A signé un texte de protestation adressé au gouvernement.

Verdict : fusiller.

31. Fiodor Pavlovitch Jarko, né en 1894 à Nicolaievk, dans la province de Dniepropetrovsk. Trotskyste-terroriste. Condamné en 1932 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD, en 1935 à 5 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste à

Vladivostok. A crié des slogans contre-révolutionnaires. A mené tout un travail pour préparer la grève générale de la faim. A pris part à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste. A appelé les détenus au lynchage de l'administration du camp. A participé à la grève de la faim. Refuse de travailler.

Verdict : fusiller.

32. Serguei Constantinovitch Strokan, né en 1905 dans la ville de Lublin. Trotskyste. Condamné en 1936 à trois ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir pris une part active à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste pendant le transfert à Kolyma. A participé à l'organisation de la révolte et a appelé les autres détenus du camp à l'organisation de la révolte. A pris part activement à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste et à la manifestation contre-révolutionnaire de grève de la faim. A une attitude de sabotage vis-à-vis du travail, mène un travail de démoralisation parmi les détenus. Refuse obstinément de travailler.

Verdict : fusiller.

33. Vassili Alexeievitch Soussenskov, né en 1905 à Jikherevka, dans le district de Novospasski. Trotskyste. Condamné en 1933 à 3 ans d'isolateur politique pour KRTD, en 1936 à 3 ans d'exil et en 1936 à 5 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste pendant le transfert au camp. A mené un travail de préparation de la révolte et y a pris part. Lors du transfert à Kolyma, a jeté près des côtes japonaises une bouteille contenant des papiers d'un contenu contre-révolutionnaire calomnieux. A rempli les fonctions de "responsable" du comité clandestin et mené un travail de préparation de la grève générale de la faim. A pris part à la mutinerie contre-révolutionnaire trotskyste.

Verdict : fusiller.

34. Ivan Ignatievitch Mazourov, né en 1906 à Leningrad. Trotskyste.

Condamné en 1935 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste à Vladivostok, à l'obstruction et à la révolte sur le vapeur. A rempli les fonctions de "responsable" du comité clandestin. A fait de l'agitation pour pousser à participer à l'émeute. A participé à la mutinerie contre-révolutionnaire trotskyste. A développé une agitation antisoviétique. A organisé le recrutement parmi les détenus pour préparer et décréter la grève générale de la faim. A participé activement à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste et à la grève de la faim.

Verdict : fusiller.

35. Andreï Vassilievitch Gortsev, né en 1883 à Glinka, district de Mikhailov, dans la province de Moscou. Trotskyste. A eu des liens personnels avec Trotsky. Condamné en 1926 à 3 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir été un "responsable" du comité contre-révolutionnaire trotskyste clandestin et d'avoir mené un travail de recrutement de nouveaux participants à la grève de la faim. Etant à Vladivostok, a participé à la manifestation contre-révolutionnaire trotskyste. A pris part à l'émeute trotskyste et à la grève de la faim. Refuse obstinément de travailler.

Verdict : fusiller.

36. Valeri Nicolaievitch Riabtchinski, né en 1906 à Koutais (Géorgie). Trotskyste. Condamné en 1933 à 3 ans d'isolateur politique pour KRTD et en 1936 à 5 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir participé à la révolte lors du transfert des trotskystes à Nagaiévo. Remplissant les fonctions de "responsable" du comité clandestin, a mené un travail de préparation de la grève générale de la faim. A participé activement à la mutinerie contre-révolutionnaire trotskyste et à la grève de la faim. A manifesté des tendances terroristes.

Verdict : fusiller.

37. Semion Rafaelovitch Rodovilski, né en 1899 à Mirgporod, dans la province de Kharkov. Trotskyste. Condamné en 1935 à 3 ans d'exil pour KRTD et en 1936 à 5 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir été un "responsable" du comité clandestin et d'avoir mené un travail de recrutement de participants à la grève de la faim. A appelé les détenus à l'émeute. A pris part activement à l'émeute trotskyste et à la grève de la faim. Refuse de travailler.

38. Ivan Vassilievitch Riabtchenko, né en 1908 à Medovo, dans le district de Riadtchencki de la province de Voronej. Trotskyste. Condamné en 1936 à 3 ans de camps de travaux correctifs pour fuite.

Accusé d'avoir participé activement à la manifestation contre-révolutionnaire de grève de la faim. A fait de la résistance lors de son envoi dans la taïga. Refuse obstinément de travailler. Désorganise la production. A proclamé la grève de la faim. Les trotskystes avaient gagné à eux cet ancien surveillant de l'isolateur de Verkhné-Ouralsk.

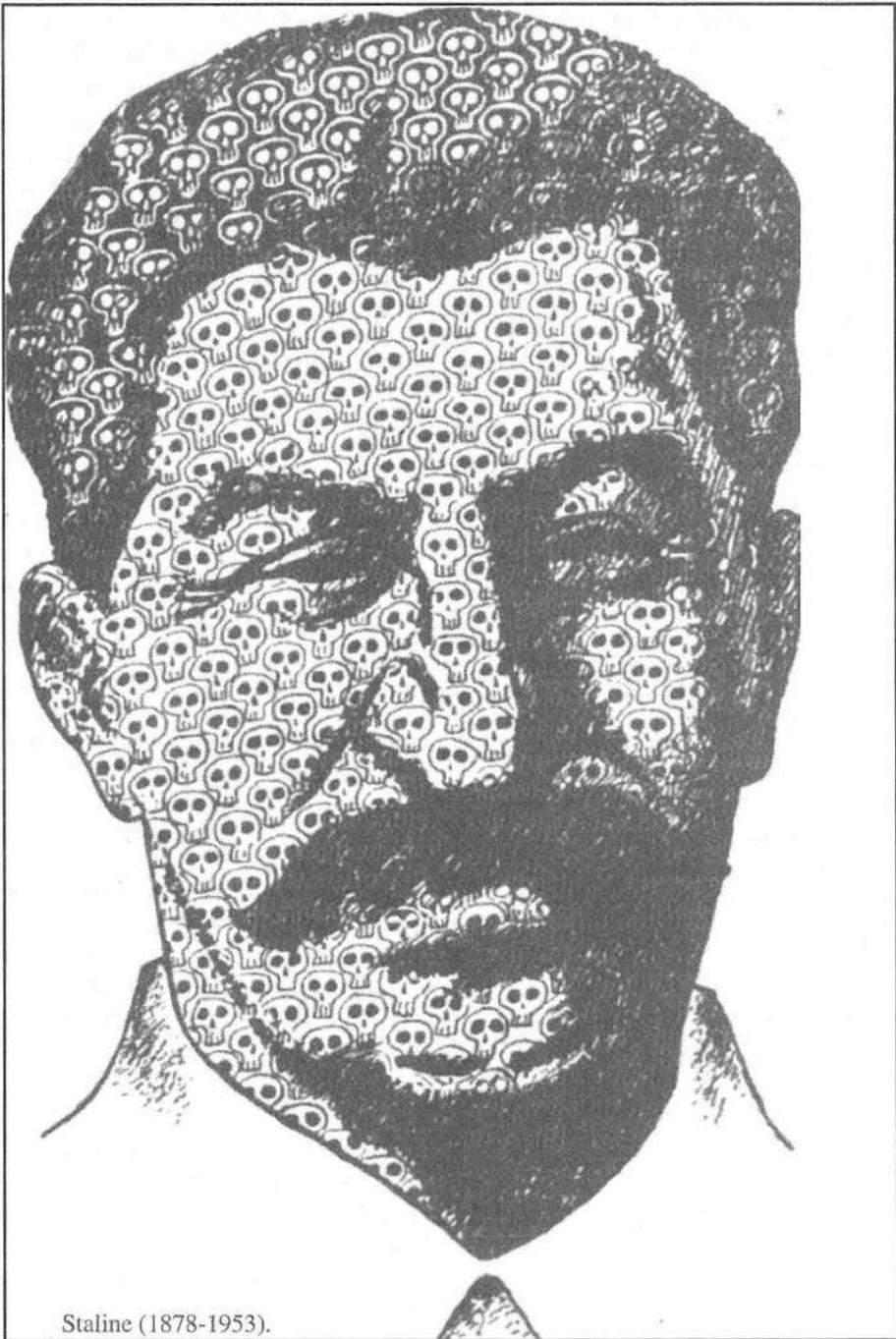
Verdict : fusiller.

39. Abraham Emmanuelovitch Ozerski, né en 1902 à Starodoub, dans la province occidentale, fils de marchand. Trotskyste. Condamné en 1936 à 5 ans de camp de travaux correctifs pour KRTD.

Accusé d'avoir rempli les fonctions de "responsable" et d'avoir mené un travail de recrutement de participants à la grève de la faim. A pris part activement à la révolte et à l'émeute contre-révolutionnaire trotskyste, et à la grève de la faim. Refuse obstinément de travailler. A développé parmi les détenus une agitation contre-révolutionnaire et répandu des bruits provocateurs.

Verdict : fusiller.

(Fin au numéro 26.)



Staline (1878-1953).

**Sur la prétendue
“organisation
contre-révolutionnaire
de Moscou-
groupe
de l’Opposition
ouvrière”
(1935)**

**(Nouvelles du comité central
du PCUS)**

Lorsqu'à l'automne 1920 s'engage dans le Parti bolchevique une discussion très vive sur le rôle et la place des syndicats en Union soviétique, un groupe de syndicalistes bolcheviques rédige une plate-forme, qui reçoit le nom d'Opposition ouvrière. Leurs principaux dirigeants sont l'ouvrier métallurgiste Alexandre Chliapnikov, le président du syndicat des mineurs, Kisselev, et Serge Medvedev, l'un des dirigeants du syndicat des métallurgistes.

Alexandra Kollontaï se joint un moment à eux et rédige une brochure intitulée *L'Opposition ouvrière*. Cette dernière dénonce la militarisation du travail et des syndicats, la bureaucratisation de leur appareil et de l'appareil du parti, et propose que l'économie soit soumise à la gestion ou au contrôle d'un "congrès des producteurs" rassemblant l'ensemble de la classe ouvrière, membre ou non du Parti communiste.

Lénine critique l'Opposition ouvrière comme une "déviation anarcho-syndicaliste".

A la suite de l'interdiction des fractions décidée par le X^e Congrès du Parti bolchevique en mars 1921, l'Opposition ouvrière se dissout définitivement en 1922, après avoir adressé un appel dit des "22" (le nombre de signataires) à l'Internationale communiste, dénonçant des violations de la démocratie dans le Parti bolchevique.

Le groupe cesse effectivement d'exister en tant que tel. Lorsque Staline entreprend la liquidation de toute la "vieille garde" du Parti bolchevique et du parti en tant que tel, il frappe l'ancienne Opposition ouvrière, dont le principal ancien dirigeant, Alexandre Chliapnikov, a entre autres torts celui de publier au début des années 1930 des souvenirs par trop véridiques et authentiques sur *L'Année 1917* et sur les rôles des uns et des autres en cette année décisive.

L'article que nous publions ci-après a été d'abord publié dans la revue *Izvestia TsK KPSS* ("Nouvelles du comité central du PCUS"), n° 10, 1989, ce qui en explique le ton et le style.

Avril 1935 : procès truqué contre les anciens de "l'Opposition ouvrière"

L'affaire dite de "l'Opposition ouvrière" a été jugée en avril 1935 à Moscou par une commission spéciale du NKVD. Il y avait 18 accusés, dont Alexandre Chliapnikov, Serge Medvedev, Bruno, Maslennikov et Vitchinski.

Alexandre Chliapnikov était accusé d'avoir fondé et dirigé des groupes anti-soviétiques clandestins à Moscou, Omsk et Rostov. Serge Medvedev était accusé d'avoir dirigé avec lui le groupe de Moscou, dont les membres se seraient réunis régulièrement soit chez Chliapnikov, soit chez Medvedev pour y critiquer la politique du parti et du gouvernement, et élaborer des positions contre-révolutionnaires. Tous les membres du groupe ont été condamnés dans le parti et pénalement. Il leur était notamment reproché d'adhérer à la plate-forme de "l'Opposition ouvrière" qui s'était formée en 1920 et avait été critiquée au X^e Congrès du Parti bolchevique en 1921.

En réalité, "l'Opposition ouvrière" avait cessé toute activité dès 1922, et, même d'après l'acte d'accusation officiel, ce groupe n'avait rien à voir avec elle, si ce n'est que certains de ses membres avaient effectivement soutenu, autrefois, sa plate-forme.

Les accusations totalement falsifiées de 1935 et 1937 tentaient artificiellement d'établir un lien entre la prétendue "organisation contre-révolutionnaire de

Moscou-groupe de l'Opposition ouvrière" et l'activité supposée s'être prolongée dans les années 1930 de l'ancien groupe d'opposition à l'intérieur du Parti bolchevique.

L'histoire de "l'Opposition ouvrière"

L'histoire de ce groupe plonge ses racines dans l'époque charnière où le pays passait de la guerre civile à l'étape de la construction pacifique. Cette opposition, dont les dirigeants étaient Alexandre Chliapnikov, Serge Medvedev et d'autres, était apparue à la conférence du parti de septembre 1920, dans le cadre de la discussion sur les "sommets" et la "base". Vers la fin de l'année, la discussion avait repris de plus belle sur la nature et le rôle des syndicats, dans une situation de crise politique et économique grandissante.

"L'Opposition ouvrière" avait exprimé ses positions dans les thèses pour le X^e Congrès sur "les tâches des syndicats" et dans la brochure d'Alexandra Kollontaï, *L'Opposition ouvrière*. L'idée centrale était de remettre aux syndicats la direction de l'économie immédiatement et en totalité, comme la perspective en avait été ouverte dans le programme du parti adopté en mars 1919. Sur le plan

politique, les dirigeants de l'Opposition ouvrière proposaient de libérer les organes du parti de leurs fonctions purement économiques, en même temps qu'ils formulaient toute une série de propositions contre la bureaucratization des organes du parti et de l'Etat. Ils voulaient également alléger les difficultés matérielles de la classe ouvrière. Chliapnikov déclarait au X^e Congrès :

“Nous n'avons pas de divergences sur les questions essentielles de politique intérieure et extérieure. Nous sommes en accord avec cet aspect du rapport du camarade Lénine. Mais nous avons de nombreuses divergences sur les questions tactiques, sur la façon de mettre en œuvre cette ligne politique.”

La plate-forme de “l'Opposition ouvrière” fut soigneusement étudiée par les délégués. Les documents du congrès, les interventions de Lénine soulignent que cette plate-forme est marquée par une nette déviation vers le syndicalisme et l'anarchisme, qui s'exprime dans la tendance à remettre à la masse des ouvriers non membres du parti, dispersés dans des entreprises particulières, la direction non seulement de productions particulières, mais de tout le complexe économique dans son ensemble. Ce qui, dans la période de transition, conduisait à ignorer le rôle dirigeant du parti dans la construction de la nouvelle société.

“Au lieu de continuer et de corriger le travail pratique de construction de nouvelles formes d'entreprises dans lequel s'est engagé le pouvoir soviétique, il s'agit d'une destruction petite-bourgeoise anarchiste de ce travail, qui ne peut conduire qu'au triomphe de la contre-révolution bourgeoise”, disait Lénine, qui voyait là le danger politique des interventions de “l'Opposition ouvrière”.

Tout en condamnant fermement les erreurs théoriques et politiques de “l'Opposition ouvrière”, Lénine, en même temps, soutenait plusieurs de ses propositions concrètes, notamment celles qui visaient à mieux prendre en compte la situation des masses, à épurer le parti de ses éléments non prolétariens et peu sûrs, à lutter contre le bureaucratisme.

Ces propositions furent intégrées dans la résolution du X^e Congrès. Lénine considérait qu'en intégrant ces propositions à la résolution, le congrès reconnaissait les mérites du groupe dit “de l'Opposition ouvrière”.

« Dans la mesure où “l'Opposition ouvrière” a défendu la démocratie et avancé de saines exigences, nous ferons le maximum pour nous en rapprocher... »

Lénine considérait que l'acuité de la lutte contre “l'Opposition ouvrière” ne venait pas seulement et pas tant de la nature des erreurs théoriques de ses dirigeants que de la complexité de la situation politique à un moment difficile et périlleux du passage à une nouvelle politique. Et il appelait tous les communistes à s'unir pour surmonter les obstacles vers le but commun.

Aussi n'est-il pas étonnant que, sur proposition de Lénine, plusieurs membres de “l'Opposition ouvrière”, qui comptait de nombreux organisateurs et praticiens de talent, aient été élus membres du comité central (Chliapnikov et Koutouzov, président du comité central du syndicat du textile) ou suppléants (Kisselev).

Lénine souligna que c'était une marque de confiance *“la plus haute que le parti puisse donner”*, et il considérait Alexandre Chliapnikov comme un vieux camarade :

“Nous nous connaissons depuis de très, très nombreuses années, depuis l'époque de la clandestinité et de l'émigration...”

Alexandre Chliapnikov dirigea la commission de contrôle pour l'amélioration de la vie quotidienne des travailleurs, participa à la commission centrale d'épuration du parti.

Après le X^e Congrès

Après le X^e Congrès, “l'Opposition ouvrière” continua un certain temps à défendre ses positions de manière organisée. En février 1922, 22 membres de l'ancienne “Opposition ouvrière”, dont Chliapnikov, Medvedev, Brouno, etc.,

adressèrent une déclaration au comité exécutif du Comintern, à laquelle s'associèrent également Kollontaï et Chadowskaïa. Cette déclaration portait sur la question du front unique ouvrier alors en débat, ses auteurs affirmaient qu'au pays soviétique, la situation laissait à désirer : des éléments bourgeois pénétraient dans le parti, les centres dirigeants "étouffaient" la démocratie ouvrière, menaient une lutte implacable contre ceux, particulièrement les prolétaires, qui se permettaient d'avoir leur propre jugement, et le parti avait recours à la répression pour leur interdire de s'exprimer ; que le tableau était le même dans le syndicat : étouffement de l'indépendance ouvrière, de l'initiative, lutte contre ceux qui pensent autrement, dirigeants imposés par en haut. Ils demandaient au Comintern d'intervenir pour prévenir la scission dans le parti et en finir avec tous ces phénomènes anormaux qui faisaient obstacle à l'unité du front ouvrier.

La déclaration fut transmise par Kollontaï à la réunion élargie du comité exécutif du Comintern, qui ne l'approuva pas. Le compte rendu publié était très général, mais tous les points avaient été examinés en détail dans une commission spéciale, où participaient, au nom du Parti bolchevique, Trotsky, Zinoviev et Roudzoutak.

Le XI^e Congrès du parti constata que les ex-membres du groupe, en dépit des décisions du X^e Congrès, n'avaient pas rompu avec les méthodes de la lutte de fraction et s'étaient plus d'une fois permis des actes anti-parti. Chliapnikov, en particulier, avait, par sa conduite, contraint le comité central à poser, le 9 août 1921, la question de son exclusion pour infractions à la discipline du parti, et il s'en était fallu d'une voix pour que cette mesure extrême soit prise.

En ce qui concerne la déclaration des 22, le congrès, sans condamner en soi le fait de s'adresser au Comintern, considérait qu'il était inadmissible de lui avoir communiqué des informations qui déformaient la réalité des rapports entre le parti et la classe ouvrière du pays. Le congrès prévenait Chliapnikov, Medvedev et Kollontaï qu'ils seraient exclus

s'ils manifestaient à l'avenir la même position hostile au parti. Deux membres du groupe (Kouznetsov et Mitine) furent exclus du parti sur décision du congrès comme éléments étrangers au prolétariat.

"L'Opposition ouvrière" cesse d'exister

Après le XI^e Congrès, "l'Opposition ouvrière" cessa définitivement d'exister en tant que groupe organisé.

Plus d'une fois, au cours des discussions politiques des années 1920, Chliapnikov et quelques autres dirigeants de l'ancienne "Opposition ouvrière" critiquèrent ouvertement la politique du comité central dans la presse. Ainsi, pendant la discussion de 1923, Chliapnikov, comme quelques autres communistes, accusa le comité central de sous-estimer l'importance de l'industrie, de ne pas accorder assez d'attention à la classe ouvrière et à la démocratie ouvrière. Concernant le danger de scission à l'intérieur du parti, il demandait que soient créées les conditions "*pour ne pas pousser l'Opposition à devenir une fraction*", comme cela avait été fait autrefois, à son avis, avec "l'Opposition ouvrière".

Dans le feu de la lutte interne ouverte après le XIV^e Congrès du parti, le cas de Chliapnikov et Medvedev fut à nouveau discuté au bureau politique et dans la presse, en liaison avec l'affaire dite de "l'Opposition de Bakou". La *Pravda* (10 juillet 1926) en faisait même les "dirigeants idéologiques" de cette opposition. En fait, au début 1924, Medvedev avait envoyé à un ancien partisan de "l'Opposition ouvrière" à Bakou une lettre où il critiquait la politique économique du parti et la situation dans le mouvement communiste international.

Cette lettre avait été lue à quelques communistes — des ouvriers de Bakou —, mais sans aucune suite pratique. La commission centrale de contrôle du parti avait même annulé la décision de la commission de contrôle d'Azerbaïdjan, qui accusait injustement ces communistes d'avoir constitué une "fraction".

Premiers coups contre les anciens de "l'Opposition ouvrière"

Néanmoins, deux ans plus tard, dans le feu de la lutte contre le bloc trotskoinovieniste, ce fait servit soudain de prétexte pour mettre en cause les anciens dirigeants de "l'Opposition ouvrière".

La presse s'empara d'abord de l'affaire, puis une commission formée de Solts, Iaroslavski et Oulianova (1) partit enquêter à Bakou. La commission établit que quelques camarades de Bakou avaient tenté de constituer un groupe de "l'Opposition ouvrière", dont la base idéologique était la lettre du camarade Medvedev à son "cher camarade B., le discours de Chliapnikov à la conférence du parti à Khamov, son article dans la Pravda et d'autres textes. Ces documents avaient été transmis par Medvedev et Chliapnikov à un camarade de Bakou, Kolossov, lors d'un séjour de celui-ci à Moscou."

Elle insistait sur le fait qu'elle s'était constamment heurtée à l'opposition de Chliapnikov et Medvedev, qui avaient catégoriquement refusé "d'avoir affaire à la commission".

Une première lettre de Chliapnikov

Dans une lettre du 19 mai 1926 à tous les membres du bureau politique et au présidium de la commission de contrôle, sous le titre "En guise de réponse aux questions policières de la commission de contrôle et aux interrogatoires par téléphone", Chliapnikov indiquait le caractère fabriqué des accusations et argumentait de la façon suivante :

« Chers camarades,

La résolution de la commission centrale de contrôle indique que "l'enquête a montré que les camarades Kolossov et Razine ont tenté d'organiser et de formaliser un groupe". Cela ne correspond absolument pas à la réalité. Je n'ai pu prendre connaissance que d'une partie

des éléments de l'instruction, j'ai lu seulement le sténogramme des interrogatoires, mais c'est assez pour découvrir un tout autre tableau.

L'enquête démontre l'existence d'une misérable provocation, montée par les instances du parti et de la commission de contrôle. Ni Kolossov, ni Razine, ni aucun des autres accusés n'a organisé ou formalisé aucun groupe. Ce groupe a été monté de toutes pièces par des provocateurs, obéissant aux directives des dirigeants du parti à Bakou. Le camarade Kolossov est seulement la victime de ce système de dénonciations, de filatures, d'espionnage, qui sont pratiqués dans le parti et dont je suis aujourd'hui, moi aussi, l'objet.

Ni mon article, publié dans la Pravda du 18 janvier 1924, ni mon intervention à la conférence du parti à Khamov, le 11 janvier de la même année, n'ont pu pousser qui que ce soit à constituer un groupe ; au contraire, ces textes sont pour une large part consacrés à dénoncer le danger des groupements.

La lettre du camarade Medvedev jointe à ces documents ne le pouvait pas davantage. La commission cite un passage de cette lettre où il souhaite ardemment que ce vieux membre du parti se lie plus solidement "à ces nouveaux cadres qui vont, sans aucun doute, répondre à l'appel lancé dans toute l'Union aux ouvriers pour qu'ils adhèrent au parti" et en conclut que "c'est un appel à formaliser un groupe".

Conseiller d'unir les vieux ouvriers du parti avec les plus jeunes serait-il un appel à former un groupe et un crime ? Aborder ce sujet dans une lettre personnelle serait déjà criminel ? Je considère que seuls des bureaucrates obtus ou des politicards conscients peuvent interpréter ce conseil du camarade Medvedev à un vieux camarade comme l'appel à constituer un groupe. Cette accusation n'est lancée que pour engager un nouveau procès contre "l'Opposition ouvrière".

(1) Solts : stalinien, président de la commission centrale de contrôle, à laquelle appartiennent aussi Emelian Iaroslavski, président de la Société des Sans-Dieu, et Maria Oulianova, sœur de Lénine.

Dans sa volonté de monter contre moi une nouvelle affaire, la commission a dépassé toutes les bornes de la décence entre camarades. Cela apparaît particulièrement à l'insistance de cette commission à m'extorquer des réponses sur le contenu de la lettre de Medvedev, alors même qu'elle refuse de soumettre cette lettre à une discussion ouverte dans le parti.

Pourquoi serais-je le seul à m'exprimer sur le contenu de cette lettre ? Pourquoi la commission veut-elle que je réponde comme si c'était un "interrogatoire" ? Il est clair que la commission n'a besoin de ma réponse que pour donner une suite à "l'affaire de l'Opposition de Bakou", entreprise consciemment à l'aide de provocateurs, pour nous présenter, Medvedev et moi, comme le centre du "groupe".

Ce n'est que par cette volonté que je peux expliquer toutes les demandes qu'on m'a faites sur les buts que je poursuivais en donnant au camarade Kolossov, travailleur de Bakou, membre du parti depuis 1905, mes livres, articles et discours parus dans la presse du parti ou prononcés à des conférences ouvertes du parti.

Enfin, la composition même de la commission, dont deux camarades sur trois, les camarades Solts et Iaroslavski, ont fait scandale par leurs multiples tentatives de nous diffamer, donnent la clé des buts qu'ils poursuivaient avec leurs questions. Leurs tentatives antérieures ayant échoué, ils avaient reconnu devant nous qu'ils avaient commis une erreur en nous attaquant. Ce qui ne les a pas empêchés de continuer.

Tout cela serait absolument incompréhensible si je ne voyais pas qu'ils reçoivent leurs ordres directement du bureau politique. Et à ce sujet, j'estime indispensable d'exprimer mon indignation, quand je vois le bureau politique ressortir une affaire qui remonte à la discussion de 1923-1924 et dont le document central est une lettre du camarade Medvedev, écrite il y a pratiquement deux ans et demi, et qui était déjà à l'époque parfaitement connue du bureau politique. J'ai discuté de son contenu

avec presque tous les membres du bureau politique il y a un an. Le camarade Medvedev lui-même également. Et personne n'y voyait matière à un dossier pour la commission de contrôle.

Ce n'est qu'aujourd'hui, au bout de deux ans et demi, que le bureau politique s'avise d'y voir une plate-forme de "l'Opposition ouvrière" et un matériel à transmettre à la commission de contrôle. Ce qui renforce ma conviction qu'il s'agit à nouveau de faire le procès de "l'Opposition ouvrière". Je suis sûr que cette nouvelle tentative n'aboutira pas davantage que les précédentes. »

Nouvelle réponse de Medvedev et Chliapnikov

Mais la roue des persécutions policières et de la répression dans le parti était lancée.

Le 17 octobre 1927, sous le titre "Communiqué du comité central sur la situation interne du parti", un article de la Pravda portait de lourdes accusations politiques contre les dirigeants de l'ancienne "Opposition ouvrière". Medvedev et Chliapnikov répondirent par une lettre datée du 19 octobre :

« Dans l'intérêt de notre parti et de sa réelle unité, nous considérons qu'il est de notre devoir de déclarer :

1) *Le communiqué du comité central indique que "le plénum de juin du comité central et de la commission de contrôle ont constaté l'union des trotskystes de la "nouvelle Opposition" et du courant de Medvedev-Chliapnikov dans un groupe commun contre le parti et la politique scissionniste de ce groupe".*

Nous affirmons que nous n'avons appartenu à aucun groupe et n'avons mené aucune politique scissionniste.

2) *Le communiqué déclare que l'Opposition unifiée, ce terme nous incluant, s'est permis "toute une série de pas qui portent atteinte à l'unité du parti et mettent en cause les décisions des organes suprêmes du parti".*

Nous affirmons que nous n'avons pas fait un seul pas qui porte atteinte à l'unité du parti et mette en cause les décisions des organes suprêmes du parti.

3) *Le communiqué du comité central nous accuse d'avoir "constitué des cellules et des comités fractionnels".*

Nous affirmons que nous n'avons constitué aucune cellule ni comité et que nous sommes formellement opposés à toute fixation organisationnelle de nos divergences idéologiques.

4) *Le communiqué du comité central nous qualifie de "partisans de la plateforme menchevique et de liquidateurs du Comintern, du Profintern (2), partisans de l'union avec la social-démocratie".*

Nous déclarons que, depuis 25 ans que nous sommes membres du parti, nous avons toujours été ennemis de l'opportunisme sous toutes ses formes, y compris le menchevisme. Nous affirmons que nous sommes, sans conditions, des partisans résolu du Comintern et des adversaires tout aussi résolu de la II^e Internationale, que nous combattons depuis 1914.

Nous n'avons jamais été et ne sommes pas partisans de la liquidation pure et simple du Profintern, et, dans la question de l'unité du mouvement syndical international, nous nous situons sur le terrain des décisions et de la tactique du parti.

5) *Le communiqué du comité central exige une "déclaration publique" de soumission à toutes les décisions du parti, du XIV^e Congrès, du comité central et de la commission de contrôle, et de leur mise en œuvre inconditionnelle.*

Nous nous sommes toujours soumis aux décisions du parti et considérons comme impératives toutes les décisions du parti, du comité central et de la commission de contrôle, et sommes prêts à les mettre en œuvre inconditionnellement.

Avec nos salutations communistes.

C. Medvedev, A. Chliapnikov. »

Cette déclaration fut examinée par le bureau politique du comité central, et, le 23 octobre 1926, par le présidium de la commission de contrôle, qui infligea à Chliapnikov un blâme sévère avec aver-

tissement et prononça l'exclusion de Medvedev.

Medvedev et Chliapnikov ayant adressé à ces deux instances une demande d'annulation des sanctions qui les frappaient, on leur demanda de reconnaître publiquement que les positions exprimées dans la lettre de Medvedev au camarade Bartchouk étaient erronées et de déclarer publiquement "qu'ils reconnaissent avoir commis l'erreur d'admettre des méthodes de fraction dans leur lutte contre le comité central et contre le parti ; qu'ils ne mèneraient plus aucun travail fractionnel et qu'ils appelaient leurs partisans à faire de même". La Pravda (31 octobre 1926) publia une déclaration de Medvedev et Chliapnikov, corrigée par Lazare Kaganovitch (3), et un "communiqué du comité central et de la commission de contrôle" qui disait :

"Le comité central et la commission de contrôle ont la satisfaction d'informer les membres du parti que le camarade Medvedev et le camarade Chliapnikov nous ont adressé une déclaration dans laquelle, non seulement ils reconnaissent le mal causé par leur activité fractionnelle, mais renoncent à défendre leurs positions profondément erronées. Le comité central et la commission de contrôle constatent ainsi l'effondrement du bloc de l'Opposition, ce qui signifie une victoire pleine et entière de l'idée léniniste de l'unité du parti."

La veille, les sanctions qui frappaient Chliapnikov et Medvedev avaient été levées par la commission de contrôle, décision approuvée par le comité central. Mais au printemps 1930, surgit l'affaire dite du groupe d'Omsk de "l'Opposition ouvrière".

La commission de contrôle se déchaîne

Le 28 mai 1930, le collège de la commission de contrôle prit la décision suivante :

(2) Profintern : Internationale syndicale rouge, constituée en 1921 (NDLR).

(3) Lazare Kaganovitch : membre du bureau politique, alors bras droit de Staline (NDLR).

« Admettre que le camarade Chliapnikov, qui savait qu'un groupe de "l'Opposition ouvrière" existait et agissait à Omsk dans les années 1928-1929, n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour liquider ce groupe anti-parti et n'a pas informé les organes dirigeants du parti de l'existence de ce groupe, renforçant ainsi la conviction des membres de cette organisation que lui-même partageait toujours les positions de "l'Opposition ouvrière" et non celle du parti. »

La même mesure fut prise envers Medvedev. Le 3 août 1930, Chliapnikov était l'objet d'un blâme sévère ainsi motivé :

« Le présidium de la commission centrale de contrôle constate que le camarade Chliapnikov, en dépit de toutes ses déclarations et des discours où il affirme son accord avec le parti, n'a pas cessé jusqu'à présent de soutenir des éléments anti-parti, qui mènent une lutte fractionnelle contre le parti, et dans l'affaire du groupe d'Omsk de "l'Opposition ouvrière", jusqu'au dernier moment, non seulement il n'a pas aidé le parti à mener la lutte contre les restes de "l'Opposition ouvrière", mais il l'a couverte, avançant des accusations antisoviétiques calomniatrices envers le Guépéou, qui mène une lutte bolchevique contre les tentatives de mener un travail clandestin anti-parti.

Le présidium de la commission prononce un blâme sévère à l'encontre du camarade Chliapnikov pour l'accusation calomniatrice qu'il a portée contre le Guépéou et lui rappelle la résolution du XI^e Congrès prise à son égard. »

L'examen de l'affaire mené plus tard ne confirma pas qu'il ait mené une activité fractionnelle, que ce fût en liaison avec l'affaire dite "de Bakou" ou avec celle dite "d'Omsk". L'accusation portée contre les membres de ces groupes d'avoir eu une activité contre-révolutionnaire antisoviétique ne fut pas non plus confirmée.

Dans les années 1920-1930, Chliapnikov publia ses souvenirs sur son activité révolutionnaire. Le premier livre parut en 1920, le quatrième et dernier en 1931. En janvier 1932, une violente cri-

tique de *L'Année 1917*, signée de Tchadaeva et Pospelov, parut dans la *Pravda*. Le bureau politique prit la résolution suivante :

"Proposer au camarade Chliapnikov de reconnaître ses erreurs et de les condamner dans la presse. Si cela n'était pas fait dans les cinq jours, l'exclure des rangs du parti."

Chliapnikov s'adressa au bureau politique pour donner des éclaircissements sur certains aspects de ses souvenirs. Il écrivait :

"Je ne considère pas mes souvenirs sur mon activité révolutionnaire comme un travail historique scientifique et ne peux exclure que certaines formulations puissent prêter à des interprétations erronées."

Il proposait qu'on lui donne la possibilité de publier le tome de souvenirs prêt à la publication, d'en corriger les inexactitudes et de pouvoir poursuivre son activité littéraire. Cela lui fut refusé.

Un ultimatum lui fut opposé : ou il reconnaissait des "erreurs" inexistantes, et par là même rendait suspect l'ensemble de ses écrits, ou il était exclu. Le succès de cette procédure était assuré, ses auteurs savaient que, pour Chliapnikov, le parti passait avant tout.

Le 9 mars 1932, la *Pravda* publiait une déclaration de Chliapnikov, où il "reconnaissait" ses erreurs et affirmait qu'il ferait tout pour les réparer et défendre la ligne générale du parti.

L'exclusion de Chliapnikov

Mais en vain. Le 17 juin 1933, il fut exclu du parti par la commission d'épuration du Gosplan, où il travaillait, pour n'avoir pas reconnu ses erreurs passées et avoir définitivement rompu avec le bolchevisme. Cette décision fut entérinée par la commission régionale d'épuration. On l'avait tant de fois contraint à se repentir de fautes réelles ou imaginaires que cette accusation apparaissait comme du pur pharisaïsme.

La lettre à Staline

Le 15 juillet 1933, Chliapnikov écrit une lettre à Staline :

« Des circonstances exceptionnelles m'obligent à m'adresser à vous personnellement, et, à travers vous, au bureau politique, pour protester contre la chasse aux sorcières dont je suis l'objet au Gosplan dans le cadre de l'épuration de la cellule et dans la presse du parti, notamment L'Ouvrier de Moscou et la Pravda.

Dès le premier jour de l'épuration de la cellule, j'ai été la cible de tous et j'ai voulu me "laver" de toute cette boue. On a créé autour de moi une atmosphère de scandale, de calomnies de bas étage, dans la presse on veut faire de moi "un monstre de duplicité". Si l'on ajoute à cela que la commission a refusé de repousser la séance comme je le lui avais demandé en raison de ma surdité, je m'y suis donc rendu alors que j'étais malade et ne pouvais même pas entendre les accusations calomnieuses de tous ces profiteurs du type de Tchouprakov, le tableau sera complet.

Depuis, deux semaines ont passé, et, jusqu'à ce jour, je n'ai même pas réussi à savoir quels motifs avaient été invoqués pour m'exclure...

C'est vous qui m'avez fait nommer au Gosplan... Je peux vous dire que moi-même je n'étais pas satisfait de ce travail, mais je n'ai pas posé la question d'un changement de poste, parce que ma maladie, ma surdité, s'est aggravée à partir de l'automne 1932. Au cours des quatre derniers mois, j'ai été sourd des deux oreilles pendant plus de la moitié du temps. Les médecins m'ont soigné et ont limité mon temps de travail, m'interdisant en juin toute occupation nécessitant de tenter d'entendre, me prévenant que sinon... je risquais de perdre totalement l'ouïe. Un membre de la commission de contrôle m'a même "accusé" de lui avoir envoyé une lettre avec les recommandations des médecins au lieu de me déplacer.

Tout cela me convainc que mon affaire ne peut être réglée par la commission de district ou de région, et que je dois

m'adresser à vous en vous priant de mettre fin aux humiliations dont je suis l'objet et d'exiger de la commission d'épuration qu'elle fasse la preuve de mon double langage. »

La réponse de Iejov

Staline transmet la lettre à la commission d'épuration, qui examina l'appel le 29 septembre 1933. Iejov y prononça un long discours, où il disait notamment :

« Le camarade Chliapnikov ne cesse de demander ce qu'on peut bien lui reprocher. Ses erreurs sont connues, elles ont été condamnées, il les a reconnues, que lui faut-il de plus ? Nous savons tous que, placé devant l'alternative "rester ou non dans le parti", il a toujours fini par "reconnaître" ses erreurs. Mais sans plus. Quelque temps après, il commettait à nouveau une faute, y persévérerait et ne finissait par la reconnaître que lorsque le parti le mettait en demeure de le faire s'il voulait en rester membre, et à nouveau c'était tout.

Mais comment se fait-il donc que le camarade Chliapnikov, qui, dans la lutte contre le parti, prenait des initiatives, n'en prenait aucune pour défendre la ligne générale du parti ou condamner ses propres erreurs ?

Les camarades Chkiriatoï et Iaroslavski t'ont posé la question : "T'es-tu battu politiquement pendant tout ce temps pour la ligne générale du parti, où et quand es-tu intervenu pour condamner tes propres erreurs ?" Tu n'as pu répondre à ces questions et n'a produit aucun document ou fait qui montre que tu t'es battu pour la ligne générale du parti. C'est de cela dont il s'agit. Le malheur est que, lorsqu'il s'agit de lutter pour le parti, il ne te reste rien de l'énergie farouche que tu déploies dans ta critique contre le parti. C'est là ce que nous te reprochons essentiellement, mettant de côté toutes les questions secondaires et personnelles (de savoir si on t'a donné ou pas l'usage d'une voiture, etc.).

Deuxièmement. Chliapnikov demande avec étonnement : comment se fait-il que, tout d'un coup, en 1933, connais-

sant ses erreurs et sachant qu'elle ont été condamnées par le parti, les gens se réunissent pour remuer à nouveau le passé et mettre en cause sa présence dans le parti ?

Ces idioties et cette naïveté ne trompent personne. Nous avons toutes les raisons de discuter de l'appartenance au parti de Chliapnikov. Le camarade Chliapnikov n'ignore pas les décisions du comité central sur l'épuration. Pendant l'épuration, chaque membre du parti tire le bilan de son travail dans le parti et le parti tire le bilan du travail dans le parti de chaque camarade. De ce bilan dépend l'appréciation que nous portons sur chaque camarade. Il est donc tout naturel que nous ayons commencé à tirer le bilan du passé et du présent du camarade Chliapnikov, et, disons-le franchement, ce bilan n'est pas en sa faveur. Camarade, le parti a montré à ton égard une patience exceptionnelle. Tu es un vieux membre du parti, un ouvrier, un ouvrier cultivé. Le parti a fait beaucoup pour ton éducation. Toi aussi, tu as bossé dur. Tu écris des livres, ce dont beaucoup d'ouvriers ne sont pas encore capables. Et le parti a toujours été patient avec toi, pensant que tu t'amenderais.

Mais tu as toujours abusé de notre patience. Toutes tes connaissances et tes capacités, fruits des efforts du parti et des tiens propres, tu les as consacrées exclusivement, une quinzaine d'années durant, à la lutte contre le parti. Le parti a montré à ton égard une patience exceptionnelle et qui dément absolument toutes les affirmations sur son fonctionnement, etc., que tu ne cesses de répandre dans tes conversations et tes écrits.

Troisièmement. Nous décidons actuellement du sort de Chliapnikov. Doit-il ou non rester membre du parti ? S'il le restait, aucun membre du parti ne comprendrait. Comment, en le laissant dans le parti, éduquer comme il convient les jeunes membres du parti qui connaissent suffisamment les erreurs de Chliapnikov ?

Tout à fait naturellement, ils vont nous demander pourquoi nous sommes

exigeants envers tous les membres du parti et faisons une exception pour Chliapnikov.

Je pense qu'il faut exclure Chliapnikov du parti. »

L'exclusion de Chliapnikov confirmée

Le 31 septembre, la commission centrale entérina la décision d'exclusion. Cette décision était décidée d'avance. Le sténogramme de la séance montre que la discussion n'a porté que sur les motifs avancés : ses "anciennes" erreurs (son appartenance à l'Opposition de 1920-1922) ou les "nouvelles" (il ne serait pas intervenu contre les trotskystes et aurait dégénéré moralement).

Finalement, il fut décidé de l'exclure pour ses "anciennes" comme ses "nouvelles" erreurs.

La commission affirmait d'abord que Chliapnikov n'avait pas activement participé à la lutte contre le trotskysme. Puis l'accusait d'être un "renégat", parce que, en tant que président d'une coopérative de logements, il avait défendu un membre de la coopérative, sans parti, dans l'appartement duquel on avait installé, en infraction à toute la législation en vigueur, un membre de l'appareil du comité local du parti, sur mandat signé du secrétaire du comité central et secrétaire du comité de ville, Kaganovitch.

Dans ses notes explicatives, rédigées pour la commission, Chliapnikov reconnaissait son activité oppositionnelle avant le X^e Congrès, mais niait catégoriquement avoir appartenu à l'Opposition trotskyste de 1923 et au bloc trostko-zinoviéviste de 1926-1927.

Pendant toute cette période, il est parfaitement exact qu'il n'avait pas signé un seul document. Mais la commission ne tint aucun compte de ces explications. Chliapnikov fut bientôt exilé, sur décision administrative, dans la presqu'île de Kola.

L'exclusion de Medvedev

Son compagnon de "l'Opposition ouvrière", Medvedev, fut également exclu en décembre 1933 par la commission d'épuration de Moscou, comme "renégat bourgeois, qui ne partage pas le programme et la ligne du parti, qui a rompu, sur le plan politique et organisationnel, avec le parti". Il fut exilé en Carélie, où il travailla dans les ateliers de construction du canal Baltique-mer Blanche.

Au cours des interrogatoires qui suivirent son arrestation, Chliapnikov nia avoir mené aucune activité contre-révolutionnaire dans les trois années précédant son arrestation, refusa les dépositions contre lui de Kamenev, Safarov, Vardine-Mgeladzé, Serguievski et Mikhailov, nia avoir participé à la constitution et à la direction de l'organisation "contre-révolutionnaire" de "l'Opposition ouvrière" à Moscou, Omsk et Rostov. "C'est la première fois que j'entends parler de l'existence de tels groupes illégaux d'opposition", déclara-t-il au juge d'instruction.

Lettre de Chliapnikov à Iagoda et Akoulov

Les 15 et 16 avril 1935, Chliapnikov adressa une déclaration au procureur d'URSS, Akoulov, et au commissaire du peuple aux Affaires intérieures, Iagoda, où il disait notamment :

« L'instruction a porté contre moi de lourdes accusations, mais, jusqu'à présent, je n'ai pas eu la possibilité de récuser sur le fond chacune d'entre elles. Dans le rapport d'instruction, mes réponses n'apparaissent que sous la forme de oui ou non. On ne m'a pas permis de rédiger moi-même des réponses circonstanciées aux questions du juge d'instruction... Bien qu'exclu, je dépends toujours du comité central, où se décide toute mon activité. A mon retour d'exil, en avril 1934, je me suis rendu au comité central, j'ai été reçu par le camarade

Iejov, qui m'a donné des instructions... Après l'exil, mon état de santé s'est aggravé ; je souffre des conséquences de contusions et j'avais une inflammation du nerf auditif... En juin, j'ai fait une demande de pension. En octobre, Iejov m'a fait savoir que cette question avait été examinée favorablement et a demandé à son secrétaire de m'aider dans mes démarches administratives...

La principale accusation portée contre moi est d'avoir mené une activité contre-révolutionnaire illégale. Cette accusation ne repose que sur les suppositions et affirmations monstrueuses et mensongères des enquêteurs. Je n'ai mené aucune activité clandestine contre le parti et le gouvernement, n'ai écrit aucune plate-forme, n'ai donné aucune directive à qui que ce soit. L'accusation affirme que "j'ai eu une activité" sur la base de la "vieille plate-forme" de 1920-1921, sans même se rendre compte du ridicule de cette idée... Je n'ai pas trahi l'engagement pris devant le parti en 1926, 1929, 1932... »

Puis Chliapnikov rendait compte de ses rencontres avec Kamenev, Zinoviev, Fedorov, Evdokimov, Koukline, et notait :

« Tous ces camarades m'étaient plus proches que Safarov, mais jamais ils n'ont évoqué devant moi la question d'un travail illégal. J'étais persuadé qu'ils n'en menaient aucun, pas plus que moi...

En juin 1933, au cours d'une épuration, j'ai été exclu du parti pour "double langage". Ne voyant pas le moindre fondement à cette accusation, je me perdais en conjectures sur les raisons réelles de mon exclusion. Depuis 1929, je n'ai cessé de rechercher la conciliation. La politique du parti, qu'il s'agisse du développement de l'économie, de la construction d'une base socialiste non seulement dans les villes, mais à la campagne (la collectivisation, le renforcement des sovkhozes), a pleinement répondu à mes aspirations, à mes attentes. Enfin, en mars 1934, nouveau choc, l'exil. Et encore, en me donnant les instructions de départ, (Routovski) me déclare qu'il ne m'accuse de rien, que le Guépéou n'a rien contre moi...

Cet exil a rapidement pris fin. J'ai supposé que cela signifiait qu'on s'était rendu compte qu'on m'avait sanctionné à tort. J'étais occupé soit à travailler sur mes manuscrits, soit à chercher des moyens d'existence, vendant ce que je possédais, mes instruments, mes affaires, dans l'attente de la pension promise par le comité central... Et, tout d'un coup, l'arrestation...

Je vous prie de vérifier toutes les accusations portées contre moi. Je suis tout prêt à aider l'instruction en expliquant tout ce qui peut ne pas paraître clair dans mes actes. Quand j'étais au parti, j'ai commis beaucoup d'erreurs, mais il y a longtemps que je les ai reconnues publiquement et que j'y ai renoncé. En détention, je n'ai jamais perdu l'espoir d'une pleine et entière réhabilitation, car je n'ai jamais eu aucune activité contre-révolutionnaire ou anti-parti. »

La déclaration de Medvedev

Medvedev nia également, à l'instruction préalable, toute participation à une activité illégale de groupes dit "d'Opposition ouvrière" et tout lien avec la plateforme antisoviétique de Zinoviev et Kamenev.

Ses réponses à l'interrogatoire du 5 février 1935 concernant ses relations avec Chliapnikov jettent une certaine lumière sur ses dispositions politiques :

« Dans la lettre que j'ai fait parvenir à Chliapnikov le 4 juin 1934 sur notre exclusion, j'ai exposé mon point de vue, qui était qu'il s'agissait d'une épisode tardif de la lutte politique entre les forces dominantes à l'intérieur du parti et tous ceux qui ne partageaient pas l'idéologie et les intérêts de ces forces. Je considérais que notre "crime" était de ne pas entrer dans le lit de Procuste de "l'époque stalinienne". Je ne considère pas que cette correspondance ait eu un caractère contre-révolutionnaire... Je n'ai pas soulevé la question de ma réintégration dans le parti et ne le ferai pas, en raison des considérations suivantes :

a) Cette question se poserait si cela pouvait servir à modifier les choses, à agir sur des courants du parti disposés à nous entendre.

b) Une telle tentative aurait inévitablement entraîné que nous nous soumettions à toutes ces ignobles autoflagellations auxquelles se livrent tous les "ex".

c) Toute l'histoire de la lutte à l'intérieur du parti de ces dernières années ne laisse aucun doute sur le fait qu'il en serait pour nous comme pour tous les autres. Mon seul espoir d'échapper à ma condition de prisonnier de guerre du régime existant était qu'il se produise quelque événement intérieur ou extérieur. Sinon, je savais que j'étais condamné par le régime qui règne chez nous. C'est ce que j'ai écrit à Chliapnikov. Je n'ai abordé la question de ma réintégration dans le parti avec personne d'autre. »

Aux interrogatoires de janvier, Demidov, arrêté, fit une déposition sur certains faits de sa biographie, sur certains amis (dont Maslennikov), expliqua qu'il était en possession de quelques documents de l'Opposition parce qu'il envisageait d'écrire un travail sur ce sujet. Mais il nia tout lien avec Chliapnikov après 1930 et récusait catégoriquement l'accusation d'avoir été un provocateur avant 1917.

Il maintint ces positions lors d'une confrontation et qualifia de mensongères les affirmations d'Ivanov au sujet de conversations contre-révolutionnaires qui auraient prétendument eu lieu à la datcha où il habitait. Les 16 février et 30 mars 1935, Demidov envoya deux lettres à la commission de contrôle, adressées à Chkiriatoï et Iejov, où il déclarait qu'après le X^e Congrès du parti, il avait totalement abandonné les idées de "l'Opposition ouvrière" et n'avait eu aucune activité fractionnelle. Sa deuxième lettre se terminait ainsi :

"Je considère qu'il vaut mieux en finir moi-même avec la vie que de subir cet anéantissement lent mais certain que me prépare la calomnie. Si je ne reçois pas (...) de réponse d'ici le 4 avril, je commencerai le 5 une grève de la faim illimitée."

Nikolaenko déclara au premier interrogatoire du 28 janvier 1935 :

« *Je n'ai été ni ne suis membre d'aucune organisation clandestine de "l'Opposition ouvrière". Je n'ai participé à aucune réunion illégale chez Chliapnikov... Je n'ai reçu de personne aucune information sur une activité contre-révolutionnaire dans le Nord Caucase. Je n'ai jamais donné à personne aucune instruction contre-révolutionnaire.* »

A l'interrogatoire du 28 janvier, le juge d'instruction lui ayant demandé s'il savait que Chliapnikov était le dirigeant de l'organisation contre-révolutionnaire "l'Opposition ouvrière", Nikolaenko répondit :

« *Je sais qu'à l'époque des X^e et XI^e Congrès, Chliapnikov dirigeait le groupe de "l'Opposition ouvrière". Ni le X^e, ni le XI^e Congrès n'ont considéré "l'Opposition ouvrière" comme un groupe contre-révolutionnaire. Et depuis, je ne connais aucune décision du parti et de son comité central qui ait qualifié "l'Opposition ouvrière" de contre-révolutionnaire.* »

Brouno, Maslenikov, Tikhomirov et Prokopenko firent des dépositions analogues. Prokopenko reconnut avoir remis à ses sœurs les livres de Trotsky et Zinoviev, ainsi que les revolvers qui lui appartenaient, parce qu'il s'attendait à une perquisition et craignait d'être soupçonné après l'arrestation de Medvedev. Sa femme et ses sœurs furent interrogées sur ce point et Roujitskaïa déclara avoir brûlé les livres de Trotsky et Zinoviev.

Vychinski, Serebrennikov, Mikhailov et les époux Tarassov, après avoir d'abord nié toute activité contre-révolutionnaire, avouèrent par la suite.

Sur la base de ces aveux et de ceux de quelques autres accusés de l'affaire du groupe d'Omsk, Chliapnikov, Medvedev, Brouno, Nikolaenko et les autres accusés furent reconnus coupables.

« *Ils se réunissaient périodiquement chez Chliapnikov ou Medvedev, faisaient une sévère critique contre-révolutionnaire de la politique du parti et du pouvoir soviétique, élaboraient leurs instructions contre-révolutionnaires, qui étaient dif-*

fusées à leurs autres sympathisants à Moscou et à la périphérie. »

Les 26 mars et 14 avril 1935, ils étaient condamnés à 5 ans de privation de liberté (Serebrennikov, Prokopenko et Tarassova à 5 ans d'exil). Le 10 décembre 1935, la peine de Chliapnikov fut commuée en exil à Astrakhan.

Deux ans plus tard, en 1937, ces condamnations furent réexaminées et alourdies. Au procès de 1936-1937, Chliapnikov fut déclaré coupable d'avoir, comme dirigeant de l'organisation contre-révolutionnaire "l'Opposition ouvrière", donné l'ordre, à l'automne 1927, au centre de Kharkhov de cette organisation, de passer à la terreur individuelle comme méthode de lutte contre le parti et le gouvernement soviétique ; d'avoir, en 1935-1936, donné des directives pour la préparation d'un acte terroriste contre Staline et d'avoir discuté avec Zinoviev d'une activité terroriste commune.

Chliapnikov ne se reconnut pas coupable. L'accusation se fondait sur les dépositions contradictoires d'accusés dans d'autres affaires et du "témoin" N. V. Serguievski, un indicateur secret du NKVD.

Fusillés en septembre 1937

Sur la base d'une nouvelle accusation fabriquée d'actes de terreur contre les dirigeants du parti et du gouvernement soviétique, le collègue militaire de la Cour suprême prononça de nombreuses condamnations à mort. Chliapnikov et Medvedev furent fusillés en septembre, Brouno, Vitchinski, Maslennikov en octobre, Demidov, Nikolaenko en novembre 1937.

De 1956 à 1978, une vérification complémentaire a été effectuée et a établi que les accusations étaient infondées, que les dossiers des accusés ne contenaient aucune preuve d'activité contre-révolutionnaire. Ils ont été réhabilités pénalement et réintégrés (à titre posthume) dans le parti.

**Le comité de contrôle du comité central du PCUS
L'Institut de marxisme-léninisme du comité central du PCUS
Le parquet de l'URSS
Le KGB de l'URSS**

Notices biographiques

Alexandre Chliapnikov

Né en 1885 à Mourom dans la famille d'un charpentier. Instruction élémentaire. Membre du parti depuis 1901.

A commencé à travailler tout jeune dans une fonderie à Mourom, puis comme tourneur et ajusteur à Pétersbourg. Révolutionnaire dès 16 ans. Milite à Mourom, Ormov, Nijni Novgorod, Pétersbourg, Moscou. Participe à la révolution de 1905-1907. Arrêté plusieurs fois. Membre, en 1907, du comité de Pétersbourg du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Dans l'émigration de 1908 à 1914. A son retour, travaille au comité de Pétersbourg du parti, à la rédaction de la *Pravda*, du *Social-Démocrate*. En 1915, coopté au comité central.

Après la révolution de Février, membre du comité de Petrograd du PS-DRP (b), du comité exécutif des soviets de Petrograd, du conseil central des comités de fabrique. Elu délégué au Premier Congrès panrusse des soviets, président de l'union de Petrograd des ouvriers métallurgistes, du comité central provisoire de l'Union des métallurgistes. Un des organisateurs de la Garde rouge.

Pendant l'insurrection d'Octobre, membre du comité militaire révolutionnaire de Petrograd. Membre du premier gouvernement soviétique comme commissaire du peuple au Travail.

Pendant la guerre civile, Chliapnikov fut membre des conseils militaires révolutionnaires des fronts Sud et Ouest, président du conseil militaire révolutionnaire du front Caucase-Caspienne. En 1920, dirigea le comité central de l'Union panrusse des ouvriers métallurgistes, membre du présidium de l'Union des syndicats. En 1921-1922, dirigea la commission du comité central pour l'amélioration

de la vie quotidienne des ouvriers, membre de la commission centrale de vérification et d'épuration du parti.

De 1923 à 1932, a été membre du comité de rédaction des Editions d'Etat, conseiller de l'ambassadeur d'URSS en France, président de la direction de "Metalimport" et "Metalmachtrest". A partir de 1932, membre du présidium du Gosplan et chef du secteur de la construction.

Elu au VII^e Congrès (extraordinaire) candidat au comité central, au X^e Congrès membre du comité central. Membre du comité exécutif de l'URSS et panrusse.

Exclu en juin 1933. Fusillé en 1937. Réhabilité pénalement en 1963 et réintégré (à titre posthume) dans le parti en 1988.

Serge Medvedev

Né en 1885 dans le village de Kortino (région de Moscou) dans une famille paysanne. Instruction élémentaire. Membre du parti depuis 1900.

A commencé à travailler à 13 ans comme ouvrier à l'usine Oboukhov de Petersbourg. Participant de la révolution de 1905-1907. A pris part à la préparation du V^e Congrès du POSDR, à la campagne pour les élections à la quatrième Douma, a été correspondant de la *Pravda*. Arrêté huit fois. En exil au moment de la révolution de Février. Bientôt élu président du soviet de Krasnoïarsk. Participant actif de la révolution d'Octobre. Elu au comité exécutif central. A été président du Tribunal suprême auprès du comité exécutif. Pendant la guerre civile, membre du comité militaire révolutionnaire de la I^{re} armée du front Est. En 1919, a participé à la défense de Petrograd et Astrakhan.

A partir de 1920, travaille au comité central de l'Union des métallurgistes. Puis a travaillé au commissariat du peuple au Travail. En 1928-1929, président du syndicat "Vsetsetmet".

Exclu en décembre 1933. Fusillé en 1937. Réhabilité pénalement en 1978 et réintégré (à titre posthume) dans le parti en 1988.

S. I. Maslennikov

Né en 1890 à Bejensk (région de Tver) dans une famille ouvrière. Instruction technique. Membre du parti depuis 1911.

A participé à la révolution d'Octobre et à la guerre civile. En 1920-1921, commissaire à l'Ecole supérieure d'infanterie. A partir de 1932, a travaillé à la direction centrale des douanes. Du début des années 1930 à son arrestation en 1935, a été chef de la direction sanitaire et technique du commissariat du peuple à l'Economie.

Fusillé en 1937. Réhabilité pénalement en 1957 et réintégré (à titre posthume) dans le parti en 1958.

G. I. Brouno

Né en 1889 à Riga, dans une famille ouvrière. Education élémentaire. Membre du parti depuis 1906.

En 1917-1918, a participé à l'organisation des détachements de Gardes rouges. Participant à l'assaut du palais d'Hiver en octobre 1917. Elu membre du comité exécutif central au II^e Congrès panrusse des soviets. En 1919-1920, sur le front Sud comme chef de la section de renseignement, puis chef de la section spéciale du front Ouest.

En 1922-1925, président de la direction de "Oukrtrestselmach" à Kharkhov et du syndicat "Selmach". Puis a travaillé dans des usines de l'industrie militaire, a occupé des fonctions dirigeantes au commissariat du peuple à l'Economie.

Arrêté en 1935. Fusillé en 1937. Réhabilité pénalement en 1957 et réintégré (à titre posthume) dans le parti en 1958.

M. A. Vytchinski

Né en 1874 à Omsk. Education élémentaire. Membre du parti depuis 1904.

A commencé à travailler en 1902 dans les ateliers ferroviaires. Plusieurs fois arrêté et exilé. Membre du comité du POSDR d'Omsk.

En 1917, membre de la garde des ateliers ferroviaires. A pris part à la guerre civile en Sibérie. En 1919, arrêté par le contre-espionnage de Koltchak et torturé.

En avril 1924, exclu du parti sous l'accusation d'avoir servi dans la garde de Koltchak, puis réintégré après plusieurs enquêtes.

Exilé en 1929, arrêté en 1935, fusillé en 1937. Réhabilité pénalement en 1959 et réintégré (à titre posthume) dans le parti en 1988.

V. P. Demidov

Né en 1882 dans le village d'Alechino (région de Moscou). Instruction élémentaire. Membre du parti depuis 1907.

A mené un travail révolutionnaire à Moscou. A dirigé un détachement ouvrier en octobre 1917. Pendant la guerre civile, a dirigé les 5^e et 26^e divisions sur le front Est. En 1921, rejoint "l'Opposition ouvrière". Exclu du parti en 1923 et envoyé aux îles Solovki. Après avoir reconnu ses erreurs, il est libéré et réintégré dans le parti.

En 1929, a dirigé le trust "Vodokanalstroï".

Arrêté et exclu du parti en 1935. Fusillé en 1937. Réhabilité pénalement en 1988 et réintégré (à titre posthume) dans le parti en 1988.

**Nicolas Marr
(1864-1934) :
des études arméniennes
à la vice-présidence
de l'Académie
des sciences de l'URSS**

(Emmanuel Choisnel)

Le 20 juin 1950, la *Pravda* publie un article de Joseph Staline, intitulé modestement “*A propos du marxisme en linguistique*”, suivi quelques jours après d’un nouvel article, intitulé plus modestement encore “*Quelques questions de linguistique*”, et enfin, le 2 août, d’un texte dit “*Réponse aux camarades*” (à savoir quatre personnes, dont un certain Kholopov, qui avait osé signaler à Staline qu’il écrivait en 1950 le contraire de ce qu’il avait écrit en 1930 sur la fusion des diverses langues).

Au cœur du débat se trouve apparemment la doctrine linguistique de Nicolas Marr. A l’époque, ces articles ou notes, malgré leur grande platitude, firent grand bruit et suscitèrent bien des questions : pourquoi diable Staline s’aventurait-il dans le domaine de la linguistique ? Quel était l’enjeu politique du prétendu débat qu’il ouvrait sur les conceptions de feu Nicolas Marr ?

L’article d’Emmanuel Choïnel publié ci-après, en étudiant la carrière et les conceptions de ce dernier et en dressant un portrait du personnage, aborde donc un aspect de l’histoire politique de l’Union soviétique et du stalinisme.

Un linguiste au cœur des tempêtes...

L'ÉTUDE des biographies d'orientalistes russes ayant débuté leur carrière sous le tsar, puis l'ayant poursuivie sous l'URSS, recèle parfois des surprises. Ainsi en est-il de celle de Nicolas Yakovlevitch Marr (1864-1934), et de quelques autres.

Nicolas Marr a eu en fait deux vies. Il a d'abord été, jeune assistant frais émoulu de l'université de Saint-Pétersbourg, archéologue, chargé par la commission archéologique de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg de faire des fouilles dans les ruines de la ville arménienne médiévale d'Ani, fouilles auxquelles il a consacré quinze années de sa vie. Il est ensuite devenu, après la révolution d'octobre 1917, en tant que linguiste, sous Staline, un des tenants de la science soviétique, au point d'accéder, à la fin de sa vie, à la vice-présidence de l'Académie des sciences de l'URSS.

Un tel parcours, qui n'a rien d'anodin, mérite quelques explications.

Enfance et adolescence

Nous sommes renseignés sur son enfance et son adolescence par Marr lui-même, dans l'autobiographie qu'il rédigea en 1927, trois ans avant d'adhérer officiellement au PCUS.

Nicolas Yakovlevitch Marr est né le 6 janvier 1865 (25 décembre 1864, selon

l'ancien calendrier julien) à Koutaïssi (Géorgie), d'une mère géorgienne, originaire de la province de Gourie, et d'un père (putatif ?) écossais. James Marr était un universitaire, historien des sciences naturelles, originaire des Shetland. Naturaliste de formation, il avait fondé le jardin botanique de la ville de Koutaïssi, et y dirigeait une école d'agriculture (1). Devenu veuf à plus de 80 ans, il s'était remarié avec une jeune Géorgienne. Sa mère était donc beaucoup plus jeune que son père. Parlant couramment le français, celui-ci apprit ainsi au tout jeune Nicolas des rudiments de français, en utilisant, pour la transcription des mots, l'alphabet géorgien.

Toutefois, selon Robert Triomphe, la mère de Nicolas, une Gourienne, dont le nom de jeune fille était Charachidzé-Margoularia, avait été mariée précipitamment, peu avant son accouchement, à ce vieil agronome écossais veuf, alors âgé de 85 ans. *“L'enfant, précise Robert Triomphe, est l'œuvre d'un père inconnu... (Après la mort de son père putatif) l'enfant et sa mère durent quitter leur maison, pour aller se réfugier à la cour du prince Gouriéli, un féodal à demi ruiné, qui vivait à Ozourgeti, à quelques*

(1) Nicolas Marr : autobiographie parue en russe le 3 juillet 1927 à Moscou, dans la revue hebdomadaire *Ogonjok*, et parue également, en traduction arménienne, dans la revue *Vem*, éditée à Paris, en 1933.

verstes de la frontière turque, et qui était sans doute son vrai père” (2).

James Marr était mort alors que son fils n'était âgé que de huit ans. Nicolas Marr fit ses études au lycée de Koutaïssi, dont il sortit diplômé en 1884. Il fit la preuve, dès ses années de lycée, de ses talents de polyglotte, maîtrisant dès cette époque, outre le géorgien (sa langue maternelle), sept langues (le russe, l'allemand, le français, l'anglais, le latin, le grec ancien et le turc). Helléniste et latiniste brillant, il poursuivit ensuite, à partir de 1884, ses études à Saint-Pétersbourg à l'université, dans la section orientaliste, où il se spécialisa dans l'étude de l'arménien, du géorgien et de l'iranien. Et il marqua de l'intérêt, dès cette époque, pour l'étude du Caucase.

Il publia son premier article en 1888, dans une revue géorgienne, article dans lequel il avança l'idée d'une parenté sémito-géorgienne, sans pour autant, selon Vladimir Alpatov, apporter aucun exemple à l'appui de cette affirmation (3). Toujours selon Alpatov, l'un de ses professeurs, Victor Rosen, célèbre arabisant russe, le convainquit de s'abstenir de publier des travaux sur ce thème tant qu'il n'aurait pas soutenu sa thèse de doctorat. Il acheva ses études à l'université de Saint-Pétersbourg par l'obtention de son “magistère” en 1888. La “direction éducative caucasienne” lui proposa alors de faire un voyage d'études en Svanéthie, une région au nord-ouest de la Géorgie. Puis il se rendit, en 1890, en Arménie, à la bibliothèque d'Etchmiadzine, ainsi qu'à Sevan, pour y étudier les manuscrits anciens arméniens, en vue de préparer une future campagne de fouilles en Arménie. En fait d'Arménie, il s'agissait du “gouvernement d'Erevan”, puisque ladite Arménie avait été annexée par la Russie en 1828, par le traité de Türkmentchaï.

Jeune assistant à l'université de Saint-Pétersbourg

Marr est remarqué en 1891 à l'université de Saint-Pétersbourg. Il y est

nommé assistant (“privat dozent”) et commence à y enseigner. Mais il y entra bien vite en conflit avec un des professeurs de cette université, A. A. Stagarelli, un spécialiste des études géorgiennes. Cela obligea Marr à quitter temporairement le domaine de la philologie géorgienne et à passer aux études arméniennes, ce qui devint désormais son principal centre d'intérêt (4).

Le jeune assistant Marr fut ainsi chargé, dès l'été 1892, avec un équipe réduite, de réaliser les premiers sondages archéologiques sur le site d'Ani, une capitale médiévale de l'Arménie, pour le compte de la commission archéologique de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg. Après une seconde expédition au cours de l'été 1893, ces fouilles furent interrompues et ne reprurent qu'en 1904, onze ans plus tard (5).

L'Institut Lazarev des langues orientales

Pour comprendre la suite des événements, il convient de parler ici de l'Institut Lazarev des langues orientales, auquel Marr eut partie liée.

Quel était cet Institut Lazarev ? Fondé à Moscou par un mécène arménien du même nom à la fin du XVIII^e siècle, cet Institut Lazarev des langues orientales était, nous dit V. V. Barthold, dans son livre *La Découverte de l'Asie. Histoire de l'orientalisme en Europe et en Russie*, “un établissement scolaire spécial (...), où (au début, les titulaires des chaires

(2) Robert Triomphe : *Itinéraires caucasiens*. Texte d'une conférence donnée le 7 mars 1971. Annuaire de l'URSS, université de Strasbourg, 1970-1971, paragraphe “Evangile selon saint Marr : l'enfance...”, pp. 483-484. Robert Triomphe, alors professeur à l'université des sciences humaines de Strasbourg, avait recueilli sur place en 1969, à Tbilissi (Tiflis), en Géorgie, des témoignages oraux sur la naissance de Marr.

(3) Vladimir M. Alpatov : *Istorija odnogo mifa : Marr i marrizm*. (“Histoire d'un mythe. Marr et marrisme”). Nauka, Glavnaja redakcija vostočnoj literatury. Moscou, 1991, p. 16.

(4) Alpatov, *op. cit.*, p. 7.

(5) N. Ya. Marr : *Ani : Kniznaja istorija goroda i raskopki na meste gorodisca* (“Ani, histoire et fouilles du site”). Moscou-Leningrad, 1934. Traduction française : “Ani, rêve d'Arménie”, Anagramme éditions, Paris, 2001, 223 pages.

d'arménien et de géorgien furent des Arméniens et des Géorgiens de naissance) et où on introduisit plus tard l'enseignement des autres langues du Proche-Orient" (6). Du temps du tsar, l'Institut Lazarev formait de futurs orientalistes, destinés à devenir, c'est selon, des diplomates ou des... agents de renseignement.

Professeur de langue et littérature arménienne à l'université de Saint-Pétersbourg

Après avoir soutenu sa thèse en 1899 sur les *Fables de Vardan*, une œuvre de la littérature médiévale arménienne, Marr devint, en 1900, directeur de la chaire de philologie en arménien et en géorgien à l'université de Saint-Pétersbourg. Dans sa thèse, il souligna, selon son biographe soviétique Mikhankova, la lutte entre les classes féodales et la nouvelle classe bourgeoise commerçante, telle que décrite dans ces fables (7). Il obtint en 1901 le titre de docteur en philologie et fut nommé professeur de langue et de littérature arméniennes.

Marr entra ainsi, selon l'expression de V. I. Abaev (8), l'un de ses élèves devenu un spécialiste de la langue ossète, dans le "cercle puissant" des orientalistes russes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle (V. V. Radlov, V. R. Rosen, K. G. Saleman, V. A. Joukovsky, S. F. Oldenburg, V. V. Barthold...). Marr épousa d'ailleurs l'une des sœurs de V. A. Joukovsky (1858-1918), dont l'autre sœur avait épousé V. V. Barthold.

Marr visita en 1902, avec le prince I. A. Djavakhov, le couvent Sainte Catherine, dans le désert du Sinaï, où ils établirent un catalogue des manuscrits géorgiens. Un rapport préliminaire sur ce voyage fit l'objet d'une communication de Marr en 1903 à la Société impériale orthodoxe palestinienne (fondée en 1882). Incidemment, il fallait, pour pouvoir adhérer à cette société, être... orthodoxe (9). Marr publia également en 1903 à Saint-Pétersbourg une grammaire de la langue arménienne classique.

Les fouilles archéologiques menées sur le site d'Ani, financées par l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg, reprirent à partir de l'été 1904, sur la base de campagnes annuelles de trois mois, de début juin à fin août (10). Ces fouilles se poursuivirent jusqu'en 1917. Marr songeait en 1917 à commencer, dès l'année suivante, les travaux de restauration de la cathédrale d'Ani. Le sort de la guerre et la révolution d'Octobre en ont décidé autrement.

Un matérialiste avant la lettre à l'Académie de Saint-Pétersbourg ?

Marr publia en 1908 une communication, dédiée à Victor Rosen, sur la "parenté du géorgien et des langues sémitiques", reprenant là une idée qu'il avait avancée vingt ans auparavant, dans son premier article publié en 1888. Il fut amené, après le décès de Rosen cette même année, à le remplacer à son poste à l'université de Saint-Pétersbourg, sa candidature à ce poste ayant été poussée par un groupe d'académiciens en vue (Radlov, Saleman, Oldenburg, Kokovtsov...). Et il fut ainsi nommé, le 7 mars 1909, professeur adjoint de la division historico-philologique de l'Académie des sciences (11).

Marr écrivait en 1910, au sujet de la différence entre l'arménien classique et l'arménien moderne, que celle-ci était issue d'une opposition de classe : "Il convient de répéter, dit-il, qu'à une époque la langue arménienne vernaculaire et vivante actuelle, qui est à la base de la langue littéraire arménienne mo-

(6) V. V. Barthold : *La Découverte de l'Asie. Histoire de l'orientalisme en Europe et en Russie*. Payot, Paris, 1947, p. 326.

(7) V. A. Mikhankova : *Nikolaj Jakovlevic Marr*, Moscou-Leningrad, 1948.

(8) Cité par Alpatov, *op. cit.*, p. 8.

(9) Barthold, *op. cit.*, p. 323.

(10) R. Kévorkian : "Les campagnes de fouilles à Ani (1892-1893 et 1904-1917)", *Ani, capitale de l'an mille*. Paris-Musées, 2001, pp. 40 à 61 (catalogue d'exposition).

(11) Alpatov, *op. cit.*, p. 8.

derne, est une langue spécifique, distincte de l'autre arménien, la langue princière, la langue vivante des Arméniens nobles de l'époque féodale, laquelle se trouve au fondement de la littérature de l'Arménie ancienne" (12). Il publia également, en 1910, une grammaire de la langue laze (tchan), qui est parlée sur les côtes sud-est de la mer Noire.

Il entra en 1912 à l'Académie impériale des sciences, d'abord comme membre extraordinaire (le 14 janvier), puis comme membre ordinaire (le 1^{er} juillet). Cette même année, il présenta, à la section orientale de la société russe d'archéologie, une introduction à un travail intitulé "La détermination de la langue des secondes inscriptions cunéiformes achéménides d'après les données de la linguistique japhétique" (13). C'est alors que Marr avança l'hypothèse d'une phase de langage gestuel antérieure au langage parlé. Il postula également que ce langage gestuel fut graduellement supplanté, mais jamais totalement remplacé par le langage parlé (14).

Sa théorie du groupe des "langues japhétiques"

C'est donc en 1912 que l'on voit, semble-t-il, apparaître pour la première fois, dans une publication de Marr, le terme de "japhétique". Le linguiste français René Lhermitte indique, dans sa monographie sur Marr publiée par l'Institut d'études slaves à Paris, que Marr avait estimé, à cette époque, qu'il fallait "faire des langues du Caucase, de leurs ancêtres, de certaines langues isolées de l'Antiquité parlées sur les bords de la Méditerranée et dans le Proche-Orient, un groupe particulier", distinct à la fois des langues indo-européennes et des langues sémitiques, groupe auquel il attribua le nom de "langues japhétiques", du nom de Japhet, le troisième fils du patriarche Noé dans la Bible (15).

Ainsi considère-t-il en premier lieu le géorgien, sa langue maternelle, comme une langue "japhétique", et donc non indo-européenne.

Le principal opposant en Occident aux idées de Marr en linguistique fut le linguiste français Antoine Meillet (1886-1936), grand spécialiste de la langue arménienne, que Marr était venu voir à Paris dès 1894, après avoir séjourné quelques mois à l'université de Strasbourg, alors allemande, où se trouvait un centre important d'études causiennes.

Parallèlement, l'Académie des sciences publia, de 1912 à 1922, la revue *Khristianskii Vostok* ("Orient chrétien"), revue fondée sous l'autorité de Marr. Cette revue était consacrée, selon Barthold, à l'étude de la "culture chrétienne des peuples d'Asie et d'Afrique" (16). Marr reçut en 1915 le prix Ouvarov, la plus haute récompense de la Société russe d'archéologie.

Profitant de l'avancée vers l'ouest des troupes russes sur le flanc est de l'Empire ottoman, une des rares zones du front, semble-t-il, où l'armée du tsar eut quelques succès militaires, Marr fut envoyé, en 1916, en mission par la Société archéologique russe sur le site de Toprak-kale, près du lac de Van (actuelle Turquie de l'Est), dans la région du Vaspourakan, pour y diriger et poursuivre les fouilles déjà entamées sur place, au cours de l'hiver 1911-1912, par son élève Hovsep A. Orbéli, qui venait de terminer ses études à l'université de Saint-Petersbourg. Il y étudia, avec Orbéli, des inscriptions cunéiformes ourartéennes (17).

(12) Cité par T. J. Samuelian : "Another look at Marr : the new theory of language and his early work on Armenian", *Medieval Armenian culture*, T. Samuelian & M. Stone eds., Univ. of Pennsylvania, Armenian Texts and Studies 6, Chico, California, Scholars Press, 1984, pp. 203 à 217.

(13) René L'Hermitte : *Marr, marrisme, marxistes. Une page de l'histoire de la linguistique soviétique*. Institut d'études slaves, Paris, 1987, p. 11.

(14) Samuelian, *op. cit.*, p. 203.

(15) L'Hermitte, *op. cit.*, p. 11.

(16) Barthold, *op. cit.*, p. 325.

(17) Boris Piotrovsky : *Ourartou*. Nagel, Genève, coll. "Archaeologia Mundi", 1970, p. 22. Le royaume d'Ourartou, contemporain de l'Empire assyrien, s'étendait dans la région du lac de Van, dans l'actuelle Turquie de l'Est. Un des élèves de Marr, participant aux fouilles, H. A. Orbéli, découvrit dans une grotte, sur la face nord de la falaise de Van, une grande stèle avec une longue inscription cunéiforme mentionnant des événements du temps du roi ourartéen Sardur II.

Et, avant la révolution russe de 1917, Marr fut même, un temps, *staroste* de l'église géorgienne de Saint-Petersbourg.

Marr après la révolution d'Octobre en Russie

Comment Marr réagit-il au déclenchement de la révolution d'Octobre, et après ?

Lors de deux séances extraordinaires de l'Académie des sciences de Russie, les 18 et 21 octobre 1917 du calendrier julien, les académiciens Michel I. Rostovtseff, A. S. Lappo Danilevskij et N. Ja Marr déclarèrent, avec un certain nombre de leurs confrères académiciens, s'opposer à la prise du pouvoir par les bolcheviks, craignant qu'elle ne préludât à une transformation radicale de la politique étrangère de la Russie, et ils se prononcèrent pour la réunion d'une Assemblée constituante (18).

Marr s'agite beaucoup au début de l'année 1918. Il fait deux communications à l'Académie des sciences sur l'Institut d'histoire et d'archéologie du Caucase (les 29 mai et 13 juin), et une sur l'université du Caucase à Tiflis (le 6 juin).

A-t-il songé, un temps, à rejoindre la nouvelle et éphémère République social-démocrate de Géorgie, proclamée le 26 mai 1918 ? Toujours est-il que, et ce fut un drame personnel, tous les matériaux (notes manuscrites et imprimées, photographies, dessins...) qu'il avait réunis au cours de la quinzaine d'années de fouilles sur le site d'Ani (en 1892-1893, puis en 1904-1917) disparurent, au printemps 1918, entre Armavir et Bakou, dans un wagon entier de matériel destiné à être rassemblé à l'Institut d'histoire et d'archéologie du Caucase, à Tiflis (19).

Marr fut chargé de "réorganiser", en 1918, l'Institut Lazarev des langues orientales de Moscou. Il fit sur cette question également une communication à l'Académie des sciences, le 29 mai, communication dont, indique-t-il, il avait rédigé le texte du temps du gouvernement provisoire de Kerenski (20).

Et Lénine lui confia par décret, en avril 1919, le soin de créer une "Académie d'histoire de la culture matérielle" ("GAIMK"), académie que Marr présida jusqu'à sa mort. Cette académie succédait en fait à l'ancienne commission archéologique impériale, réformée pour la circonstance.

Quelles étaient les conceptions de Marr en matière de linguistique, au début de la révolution d'Octobre ?

La meilleure présentation qui en a été faite est celle de Robert Triomphe, dans le texte de la conférence qu'il prononça, le 1^{er} mars 1971, au palais universitaire de Strasbourg, sous les auspices de l'Association Guillaume Budé. Il écrit : « (C'est une) période où (Marr) rejette plus énergiquement que jamais la linguistique indo-européenne ; où il découvre l'apport inestimable à la linguistique non pas des langues mortes, mais des langues vivantes non écrites parlées encore au Caucase et autour de la Méditerranée... Et il définit sa méthode, qui renverse les données habituelles des problèmes : au lieu de partir des langues dites simples pour préciser la nature des langues dites mixtes comme l'arménien, il faut partir du mixte, partir de ces *Mischsprachen*. Ses pires ennemis sont depuis longtemps non seulement les savants d'Europe occidentale comme Meillet, qui l'attaque dès 1915 dans le Bulletin de la Société de linguistique, mais les Caucasiens nationalistes, et notamment les mencheviks géorgiens, dont il n'approuve pas le chauvinisme... (II) dénonce l'étroitesse des nationalismes géorgien, arménien et autres... Il va donc adhérer au bolchevisme dans la mesure où il croit que le bolchevisme va

(18) *Pamjat'* (série de documents inédits sur l'URSS publiée en France, n° 4, Paris, 1981, pp. 463 à 466). Cité par J. Andreau, 1988 : "Antique, moderne et temps présent : la carrière et l'œuvre de Michel Ivanovic Rostovtseff (1870-1952)." Introduction à M. I. Rostovtseff, *Histoire économique et sociale de l'Empire romain*. Robert Laffont, collection Bouquins, Paris, p. XXII.

(19) Marr, 1934, *op. cit.*

(20) N. Y. Marr : "Kvoprosu o reorganizatsii Lazarevskagoinstituta Vostotchnykh jazykov" ("Sur la question de la réorganisation de l'Institut des langues orientales de Lazarev"). *Izvestija Rossijskoj Akademii Nauk* (Bull. Acad. Sci.), sixième série, n° 14, octobre 1918, pp. 1474 à 1490.

en finir avec tous les nationalismes, tant avec le grand chauvinisme russe qu'avec le petit chauvinisme local des Caucasiens... Fondateur de (l')Académie de l'histoire de la culture matérielle (...) (il résumera), dans un discours enflammé prononcé lors d'un grand congrès des travailleurs scientifiques, son idée de la culture matérielle dans une formule révolutionnaire : "A bas la Vénus de Milo, vive la pioche"...

En premier lieu, Marr fait une sorte de caricature (ou, si l'on veut, de psychanalyse) de la science linguistique indo-européenne et de la théorie courante des peuples et des nations... D'abord, cette linguistique, dit-il, repose sur un rêve "bourgeois", post-romantique et post-révolutionnaire, élaboré surtout par les Allemands vers les années 70-80 (du XIX^e siècle), en fonction d'un mythe d'une langue-mère primitive, d'où les langues dériveraient comme autant d'enfants légitimes. Ce mythe est analogue au mythe biblique de nos premiers parents... Or cette thèse est une contre-vérité. Non seulement parce qu'il n'y a pas plus de langue pure que de race pure, parce qu'il n'y a que des mixtes dans le monde... A la pyramide artificielle de l'indo-européisme, debout sur son sommet renversé..., il faut substituer la pyramide de la langue unique de l'avenir, debout sur la base naturelle de la multiplicité des langues qui l'ont précédée... L'ennemi indo-européen, pour Marr, est donc en premier lieu le Russe... »

Marr donna, le 9 juin 1920, une conférence à Petrograd sur le thème : "Le Caucase japhétique et le troisième élément ethnique dans la création de la culture méditerranéenne", dont le texte fut publié en allemand la même année à Leipzig, en Allemagne (21).

C'est également à cette époque (1920-1924) qu'il élabore la méthode de l'analyse en paléontologie et l'applique à l'étude des langues orales sans écriture de certains peuples.

Marr fait montre à cette époque d'une étonnante facilité à se déplacer à l'étranger. Il partit ainsi en 1921 en mission en Europe occidentale, retrouvant en Allemagne le linguiste Fedor Aleksandrovitich Braun (1862-1942), qu'il avait fré-

quenté à l'université de Saint-Pétersbourg. F. Braun était alors professeur de philologie germanique à l'université de Leipzig.

Marr fit également en 1921 des conférences, devant des étudiants géorgiens, à Berlin et à Paris. Il reprit dans ces conférences, dont le texte sera publié l'année suivante en géorgien à Petrograd, les hypothèses de Fedor Braun sur le peuplement primitif de l'Europe.

Il aurait même été sollicité, au début des années 1920, pour occuper la chaire de géorgien à l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne.

Il profita de son passage à Paris, au début de l'année 1921, pour y écrire, de mémoire, un article sur ses fouilles à Ani, lequel fut publié dans un des tout premiers numéros de la *Revue des études arméniennes* nouvellement fondée (22).

Il séjourna également, dans les années 1920, quatre mois et demi à Bayonne et au Pays basque espagnol, pour y étudier la langue basque, et se rendit en Bretagne, à Guingamp, pour y étudier la langue bretonne.

Il en tirera un article sur "La langue de la minorité nationale bretonne dans son lien avec les langues de l'Afreurasie", paru dans la revue de l'Académie de l'histoire de la culture matérielle, qu'il dirigeait (23).

Précisons ici que, pour Marr, tant le basque que le breton appartenaient au groupe des langues dites "japhétiques".

Les orientalistes russes se mettent au service de l'Etat soviétique

La publication récente en traduction française de correspondances entre orientalistes français (Sylvain Lévi, Al-

(21) N. Marr : *Der japhetische Kaukasus*. Leipzig, 1920 (traduction allemande de F. Braun).

(22) N. Marr : "Ani, la ville arménienne en ruine, d'après les fouilles de 1892-1893 et de 1904-1917." *Revue des Etudes arméniennes*, tome I, fascicule 4, 1921, pp. 395 à 410.

(23) N. Marr : "Bretonskaja nacmenovskaja rec'v uvjazke jazykov Afrevrazii." *Izvestija de l'Académie de l'histoire de la culture matérielle*, VI, 1, I, 1930.

fred Foucher, Paul Pelliot...) et orientalistes russes (Sergueï Oldenburg, Fedor Stcherbatski...), entre 1887 et 1935, apporte un éclairage nouveau sur les attitudes individuelles diverses prises, après la révolution d'octobre 1917, par les orientalistes russes, et sur les orientations successives du régime soviétique, en matière religieuse notamment, le nouveau pouvoir soviétique ayant semble-t-il initialement favorisé le bouddhisme, sans doute pour tenter de contrecarrer l'influence de l'Église orthodoxe (24).

Mais, du côté de l'Asie centrale, il y a plus. Il faut évoquer ici le témoignage de Vladimir Minorsky, un ancien élève de l'Institut Lazarev (25). Il ne suffisait pas d'avoir libéré les peuples d'Asie centrale du joug tsariste. Il fallait aussi leur donner une histoire. L'orientaliste V. V. Barthold, resté en Russie soviétique, se met au travail. Il publie à Tachkent, en 1922, une *Courte histoire du Turkestan*, ouvrage tiré d'une série de conférences données l'année précédente à la toute nouvellement fondée université du Turkestan. Il publia également, en 1929, un an avant sa mort, une *Histoire du peuple turkmène*, dans un ouvrage collectif intitulé... *Turkménia*.

En ce qui concerne l'université du Turkestan précitée, l'analyse du parcours d'un autre orientaliste, A. A. Semenov, est également instructive. A la veille de la révolution d'Octobre, A. A. Semenov est vice-gouverneur militaire de la région de Samarcande. C'est donc un des tenants locaux du pouvoir tsariste au Turkestan. Il réussit toutefois à quitter le Turkestan après octobre 1917, à temps pour éviter d'être fusillé (26). Deux ans plus tard, il est de retour à Tachkent, chargé par le *Sovnarkom* (le Conseil des commissaires du peuple) de la nouvelle République du Turkestan de créer de toutes pièces cette nouvelle université du Turkestan (27).

Chercher l'erreur ! Il n'y en a pas.

Cela est une illustration du propos de Jean-Jacques Marie dans sa biographie de Staline, dans laquelle il indique que, dès le début des années 1920, ce dernier recycla par dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires de l'époque tsariste dans l'appareil d'Etat soviétique (28).

A. A. Semenov étant lui aussi un ancien élève de l'Institut Lazarev, sorti diplômé en 1900, il était une connaissance de Nicolas Marr. Gageons que ce dernier n'est peut-être pas pour rien dans le recyclage rapide de l'ancien vice-gouverneur de la région de Samarcande qu'était Semenov.

De retour à Tachkent, Semenov reprit ses chères études orientalistes. Il dut toutefois interrompre en 1930 ses travaux sur l'ismaélisme centrasiatique, une des branches du chiisme, présente au tout proche Pamir.

(24) G. M. Bongard-Levin, R. Lardinois, A. A. Vignasin : *Correspondances orientalistes entre Paris et Saint-Pétersbourg (1887-1935)*. De Boccard, Paris, 2002, p. 38.

(25) V. Minorsky : préface à l'édition anglaise du livre de V. V. Barthold : *Four Studies on the History of Central Asia*. Volume 1, E. J. Brill, Leiden, 1956, p. VII- XV. Vladimir Minorsky (1877-1966), sorti diplômé en 1903 de l'Institut Lazarev, était en 1917, à Téhéran, un des représentants du gouvernement provisoire de Kerenski, en tant que conseiller à la légation de Russie en Perse. Il ne retourna pas en Russie et vint s'installer en France en 1919. Il enseigna le turc aux Langues O, à Paris, à partir de 1923.

(26) Cela ne figure pas, bien sûr, dans la biographie de Semenov, que deux de ses élèves, B. A. Litvinsky et N. M. Akramov, ont publiée après sa mort, à Moscou, en 1971, sous l'égide de l'Académie des sciences de l'URSS. En revanche, dans le curriculum vitae que Barthold, par ailleurs beau-frère de Marr, fit paraître dans le procès-verbal de la séance du 29 mai 1918 de la section des sciences historiques et de philologie de l'Académie des sciences de Russie, celui-ci indique que Semenov avait été nommé "gouverneur adjoint de la région de Ferghana", région connue pour la richesse de sa production agricole. Barthold indique également que "maintenant, (Semenov) est à la disposition du résident russe à Boukhara", mais peut-être pas sur place... Incidemment, on peut remarquer que c'est à la même époque (1916) que le comte A. A. Bobrinsky avait été brièvement, on sait pourquoi, ministre de l'Agriculture de Nicolas II. Or A. A. Bobrinsky avait emmené avec lui, en 1898, le jeune Semenov, alors encore étudiant à l'Institut Lazarev, dans une expédition dans la vallée du Haut Zeravchan et la zone du Pamir, Semenov étant chargé de la partie ethnographique, linguistique et folklorique. Semenov en avait tiré la matière d'une publication à Moscou, en 1900-1901, sur les "Matériaux pour l'étude des dialectes des montagnards tadjiks d'Asie centrale".

(27) E. Choissnel : "Alexandre Alexandrovic Semenov (1873-1958) : un aperçu de sa vie et de son œuvre." *Cahiers d'Asie centrale*, n° 8, 2000, pp. 161 à 179.

(28) Jean-Jacques Marie : *Staline*. Fayard, Paris, 2001, pp. 236-237.

Pourquoi ? Il faut rappeler ici qu'à la création de l'Union soviétique, en décembre 1922, il n'y a pas de RSS du Tadjikistan. La RSS d'Ouzbékistan a été créée en octobre 1922, au sein de laquelle existe seulement une "région autonome" tadjike (29).

Or la situation a évolué en Afghanistan. Le roi afghan Amânollâh est renversé par une révolte tribale fin 1928-début 1929. Il est remplacé, brièvement, à Kaboul, en janvier 1929, par Batcha Saqao, un Tadjik (30). Et c'est alors que Staline décida de créer, en 1929, la RSS du Tadjikistan. Et la ville de Douchanbé ("lundi" en tadjik, le jour du marché) fut rebaptisée, cette même année... Stalinabad !

Il faut donc, maintenant, donner au nouveau "peuple" tadjik une histoire et une langue. Le terrain avait été préparé dès 1925 avec la parution, à Tachkent, d'un ouvrage collectif intitulé *Tadjikistan*, auquel Semenov avait contribué.

Semenov est donc contraint de quitter Tachkent pour Douchanbé-Stalinabad, capitale de cette nouvelle RSS du Tadjikistan, où il participe, en juin et décembre 1930, à des conférences sur l'alphabet et l'orthographe de la langue tadjike. Et il est alors chargé de préparer un dictionnaire tadjik-russe.

Lorsque, en avril 1933, il présenta, à la première conférence consacrée à l'étude des forces de production du Tadjikistan, son projet de dictionnaire, il y fut violemment critiqué par l'académicien E. E. Bertels.

Et lorsque, treize ans plus tard, le premier volume dudit dictionnaire tadjik-russe parut, en 1946, ce fut sous la cosignature de... Bertels, mais non sous celle de Semenov !

Entre-temps, la Faculté orientale de l'université nationale de l'Asie centrale à Tachkent avait été fermée, en 1931, sur ordre de Staline. Le corps professoral fut dispersé et les postes budgétaires supprimés, quand ce ne sont pas les derniers titulaires de ces postes eux-mêmes (31). Semenov se replia alors, en 1932-1933, à l'université de Kazan.

La Faculté orientale de l'université de Tachkent ne rouvrit ses portes qu'en 1944, après le "virage nationaliste" de Staline de 1943 (dissolution officielle du

Comintern, rapprochement de l'Etat soviétique avec l'Eglise orthodoxe...), qui consacra le retour de la "patrie russe" comme valeur de référence.

Quelles conclusions tirer de tout cela ?

La politique des nationalités mise en œuvre par Staline dans les années 1920 et 1930, tant dans le Caucase qu'en Asie centrale, s'appuyait sur une ethnographie où la langue est prise comme critère de définition d'un groupe ethnique (32). Dans son livre sur *Le marxisme et la question nationale*, dont la rédaction date de 1913, Staline définit un peuple ("narod") comme étant une "communauté stable, historiquement formée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychologique, manifestée par une culture commune" (33). Olivier Roy souligne le fait que, sous Staline, la profession de linguiste était une profession dangereuse. Il fallait toujours

(29) Olivier Roy : *L'Asie centrale contemporaine*. PUF., coll. *Que sais-je ?*, n° 3601, Paris, 2001, p. 26.

(30) Olivier Roy : *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*. Seuil, Paris, 1997, p. 115. Michael Barry : *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan (1504-2001)*. Flammarion, Paris, 2002, pp. 196-197.

(31) Un rapport de B. G. Gafourov datant de 1958 sur "Situations et objectifs de l'orientalisme soviétique dans le cadre de décisions prises par le XX^e Congrès du PCUS" indique ceci : "Dans les années 30, suite à la suppression d'un bon nombre d'instituts orientalistes, les effectifs de chercheurs de haut niveau connurent de grandes pertes." Je laisse le soin au lecteur de méditer sur le sens du mot "pertes". En tout cas, le traducteur à qui j'avais confié la traduction de ce passage du rapport de Gafourov, cité dans le livre de Litvinsky et Akramov, avait eu du mal à traduire ce mot. Mais, ayant vécu en URSS, il savait ce qu'était la langue de bois de l'époque... De retour en grâce à partir de 1944, Semenov fut nommé, le 14 avril 1951, membre actif de l'Académie des sciences, tout nouvellement créée, de la RSS du Tadjikistan (arrêté n° 222 du Conseil des ministres de la RSS du Tadjikistan). Il fut même, de 1953 à 1956, député au Soviet suprême du Tadjikistan. Semenov est mort le 16 novembre 1958, à Douchanbé. Son appartement est devenu, depuis, la bibliothèque de l'Institut d'histoire et d'archéologie à Douchanbé.

(32) Roy, 1997, *op. cit.*, p. 109 (paragraphe : "L'ethnographie soviétique").

(33) Cité par Olivier Roy. Staline : *Le Marxisme et la question nationale, Œuvres de Joseph Staline*, tome 1907-1913. Editions sociales, Paris. Cet article est initialement paru, sous la signature

essayer de se préserver à l'avance d'un changement de ligne politique. Par précaution, ces linguistes soviétiques, à commencer par Oranski, un linguiste spécialiste des langues iraniennes, avaient donc pris l'habitude d'inclure, à toutes fins utiles, dans l'introduction et la conclusion de leurs articles, de discrètes mises en garde (34). Cela dit, ces linguistes avaient du travail, puisqu'ils devaient préparer les nouveaux alphabets pour tous ces "peuples" qui émergeaient au sein de la nouvelle Union soviétique. Ces changements d'alphabets avaient, pour Staline, entre autres avantages, celui d'interdire aux nouvelles générations l'accès aux écrits antérieurs (35).

Jusqu'où cette politique stalinienne des nationalités, s'appuyant sur la langue comme critère de définition, est-elle allée ?

Prenons un exemple.

Deux linguistes sont envoyés au Tadjikistan étudier les dialectes de deux vallées adjacentes du Pamir, chacun s'occupant d'une vallée. Confrontant ensuite leurs résultats, ils vont inmanquablement trouver des différences (lexicales, grammaticales...) entre ces deux dialectes. Le tour est joué. Il s'agit donc de deux "peuples" différents ! Ainsi était-il possible de diviser à l'infini le territoire de l'Union soviétique...

Si Staline n'avait pas eu grand-chose à faire pendant la guerre civile, en tant que commissaire aux Nationalités, le territoire sous le contrôle des Soviets étant alors réduit à sa portion congrue, il s'était bien rattrapé depuis !

La création de l'"Institut de japhétisme"

Reprenons maintenant la trajectoire de Marr. Il fut autorisé à fonder en 1922 un "Institut de japhétisme", auprès de l'Académie des sciences, lequel institut fut rebaptisé en 1931 "Institut du langage et de la pensée". Il présenta, le 21 novembre 1923, un rapport à la section des sciences historico-philologiques de l'Académie des sciences, rapport dans lequel il rappelle ses travaux sur la "pa-

léontologie du langage", et il y formula pour la première fois sa conception de la naissance de nouvelles langues uniquement sous l'action de facteurs économiques et sociaux (36).

Cette "théorie japhétique" fut rebaptisée en 1924 par Marr sous le nom de "nouvelle théorie du langage". Et cette "nouvelle théorie du langage" fit l'objet, de sa part, de la publication, en 1926, d'un long article intitulé "Sur l'origine du langage", dans la revue marxiste *Unter dem Banner des Marxismus*, publiée en allemand à Moscou (37).

Dans sa monographie sur Marr, René L'Hermitte multiplie les exemples, concernant les langues les plus diverses, d'étymologies fantaisistes, voire aberrantes, avancées par Marr. Dès novembre 1924, le linguiste N. S. Troubetskoy, futur membre du Cercle linguistique de Prague, et un des tenants de l'idéologie "eurasiste", exprimait cette réflexion "attristée", pour reprendre le qualificatif employé par L'Hermitte : "Il est vrai que, malheureusement pour la science, Marr n'est pas encore assez fou pour être interné dans un asile d'aliénés, mais il me paraît clair qu'il est fou" (38).

Marr fonda également, en 1925, l'"Institut d'études d'ethnologie et de cultures nationales des peuples d'Orient", dont il

de "K. Staline", dans les numéros de mars et mai 1913 de la revue *Prosvietchtchenie*. Jean-Jacques Marie indique, à ce sujet, que Staline a rassemblé les éléments pour l'élaboration de cet article à la bibliothèque centrale de Vienne (Autriche), où Lénine l'avait envoyé à la fin janvier 1913. Or Staline ne parlait ni ne lisait l'allemand. Il se serait fait aider de Nicolas Boukharine et d'Alexandre Troïanovsky pour les traductions de l'allemand. Pour sa part, Souvarine indique, dans son *Staline* de 1935, que c'est le premier article signé "Staline". C'est donc la première fois que Joseph Djougachvili, surtout connu jusqu'alors sous le surnom de "Koba", utilise celui de "Staline" (lui a-t-on soufflé alors que le mot "Stahl" voulait dire "acier" en allemand ?). Dans le tome I (1901-1907) des *Œuvres* de Staline paru aux Editions sociales, figure un texte antérieur, intitulé "Comment la social-démocratie comprend la question nationale", qui serait paru le 1^{er} septembre 1904 dans le n° 7 de la revue *Proletariatis Brdzola*.

(34) Roy, 1997, *op. cit.*, pp. 110-111.

(35) Roy, 2001, *op. cit.*, p. 35.

(36) L'Hermitte, *op. cit.*, pp. 14-15.

(37) L'Hermitte, *op. cit.*, p. 18.

(38) Cité par L'Hermitte, *op. cit.*, p. 89, note 1.

fut le premier directeur (39). Il dirigea, de 1925 à 1930, la bibliothèque nationale de Leningrad, et publia en 1925 une grammaire de géorgien et, en 1926, un dictionnaire abkhaze-russe. Il publia également en 1925 un manuscrit, intitulé *“La Scythie et le Bosphore”*, que son ancien collègue académicien Michel Rostovtseff avait laissé à Petrograd en quittant la Russie en 1918, après la révolution d’Octobre (40).

Marr a séjourné à Paris pendant l’hiver 1926-1927, puis au printemps 1928, y donnant des cours sur la grammaire géorgienne à l’Ecole des langues orientales vivantes (41). Il fit savoir à l’école, à l’été 1928, qu’il ne pourrait plus revenir. Marr fut ainsi le premier titulaire de la chaire de géorgien à l’INALCO. Celle-ci resta ensuite vacante pendant trente-cinq ans, de 1931 à 1965. L’abbé et futur chanoine Maurice Brière en a tiré un livre, cosigné et revu par Marr, qui parut en 1931 en français (42). Il y a là quelque extravagance à ce que Marr publie en France un livre avec un ecclésiastique, alors même que, nous allons le voir, Staline va, à la même époque, le nommer vice-président de l’Académie des sciences de l’URSS !

Il faut dire que Marr avait eu en 1927 à ses cours deux auditeurs attentifs, l’abbé Brière et M^{gr} René Graffin, le directeur de la *Revue de l’Orient chrétien*, la revue homologue française de la *Khristianskii Vostok* de Marr à Saint-Petersbourg.

Marr, vice-président de l’Académie des sciences de l’URSS

Marr s’était rendu en 1927 à Bakou donner des cours à l’université de l’Azerbaïdjan. C’est, selon T. J. Samuelian, seulement à partir de ce cours à Bakou que Marr adopta une terminologie marxiste. Il émailla ainsi, à partir de 1928, ses travaux de citations tirées de Marx, d’Engels, et de Lénine, puis ultérieurement de Staline (43).

Il fut nommé par Staline, le 3 mars 1930, vice-président de l’Académie des sciences de l’URSS, et le resta jusqu’à sa mort, en 1934. Il effectua en avril

1931 une mission à Bonn, en Allemagne, et il fut décoré, la même année, de l’ordre de Lénine.

Dès 1929, l’année même où Staline consolide son pouvoir absolu, Marr a éliminé ses rivaux en linguistique, à commencer par E. D. Polivanov, qui avait critiqué sa théorie l’année précédente.

Vient l’été 1930.

Marr participe au XVI^e Congrès du PCUS, à la tête de la délégation des “travailleurs de la science et de la technique” (dite “*Varnitso*”).

Dans son discours au XVI^e Congrès, Staline évoque la *“floraison des cultures nationales selon la forme, et socialistes selon le contenu, dans les conditions de la dictature du prolétariat dans un seul pays”*. Et il poursuit : *“J’ai toujours tenu et continue à tenir pour la vision léniniste des langues nationales, qui, dans la période de victoire du communisme à l’échelle mondiale, quand le socialisme sera plus fort et sera entré dans la vie courante, doivent inévitablement se fondre en une langue commune, qui ne sera bien sûr ni le grand-russe ni l’allemand, mais quelque chose de nouveau”*, l’étape actuelle impliquant *“la floraison des cultures (et des langues) nationales dans la période de dictature du prolétariat dans un seul pays en vue de préparer les conditions de leur dépérissement et de leur fusion dans une seule culture (et une seule langue) commune dans la période de victoire du socialisme dans le monde entier”* (44).

Ce discours de Staline a, si je puis dire, et sans faire de jeu de mots, des accents plus “marristes” que “marxistes”. Après “l’homme nouveau”, voilà la “langue nouvelle” (une novlangue ?).

(39) P. Mouradian : *“Biographie de Nicolas Yacovlevitch Marr.”* Encyclopédie arménienne, Erévan, 1983 (en arménien).

(40) Andreau, *op. cit.*, p. XXVII.

(41) Georges Charachidzé : article *“Géorgien”*, *Langues O (1795-1995) : deux siècles d’histoire de l’Ecole des langues orientales*, éditions Horvath, Paris, 1995, pp. 143-144.

(42) N. Marr, M. Brière : *La Langue géorgienne*. Firmin-Didot, Paris, 1931, 858 pages.

(43) Samuelian, *op. cit.*, p. 211. Alpatov, *op. cit.*, p. 68.

(44) Les déclarations de Staline au XVI^e Congrès sont citées par R. Triomphe, *op. cit.*, pp. 505-506.

Marr et Staline avaient un point commun. En bons Géorgiens, ils massacraient la langue russe. La manière dont Staline, nous dit René L'Hermitte, prononçait le russe suscitait, selon le cas, l'affliction ou l'hilarité. Quant à Marr, ceux qui ont eu à traduire des textes de lui en russe soulignent ses constructions grammaticales abracadabrantes, et le caractère abscons des expressions qu'il emploie, le tout étant aggravé par la complexité de la pensée du personnage.

Il est donc temps pour Marr, maintenant, de régulariser sa situation vis-à-vis du parti. Quelques semaines après la clôture du XVI^e Congrès, Marr adhère au PCUS, les formalités étant déjà faites, puisqu'il avait rédigé, trois ans plus tôt, son "autobiographie".

Cela dit, Marr a-t-il vraiment eu le contrôle de l'évolution de sa situation ? Il était sollicité avec insistance depuis plusieurs années pour adhérer au parti. Mais il avait, semble-t-il, réussi jusqu'à à surseoir à cette décision. Qu'en dit Robert Triomphe ?

« Marr est resté, jusqu'en 1930, un sans-parti... La phraséologie marxiste de ses écrits d'après la révolution ne vient pas d'une conscience marxiste, mais d'instincts marxisants joints à un marxisme d'emprunt, dans lequel on peut voir un amalgame bien caucasien de sincérité diffuse et de prudence, et aussi cet "ergativisme" intellectuel qui consiste à mener sa barque en se laissant entraîner par les courants. Mais Marr, en raison même de la consécration officielle qu'il reçoit, se cherche et se fait des disciples, plus exigeants et plus ambitieux que lui, qui contribuent à politiser et à marxiser ses thèses. Non seulement il les laisse faire, mais il les incite » (45).

Parallèlement, l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou publia, en 1932, la première édition du livre de Marx et Engels, intitulé *L'Idéologie allemande*, écrit par eux en 1845-1846, près de quatre-vingt-dix ans plus tôt (46).

En effet, note Alpatov, on commença, au début des années 1930, à éditer des recueils des écrits de Marx, d'Engels et de Lénine portant sur les questions de la langue (47).

C'est David Riazanov (1870-1938), directeur de l'Institut Marx-Engels, qui avait exhumé, dans les archives de la social-démocratie allemande, ce manuscrit de *L'Idéologie allemande*.

Mais Riazanov, de son vrai nom David Goldenbach, fut emprisonné sans jugement par Staline en février 1931, avant que le livre ne paraisse. Son passé de menchevik lui fut fatal, et il fut exilé à Saratov (48).

Dans ses notes sur *L'Idéologie allemande* en accompagnement de sa traduction française de la *Vie de Karl Marx* de Franz Mehring, Gérard Bloch souligne les difficultés rencontrées en 1923 par Riazanov dans ses tractations avec Eduard Bernstein, l'un des exécuteurs testamentaires de l'œuvre de Marx après la mort de Engels, pour obtenir des copies des différents manuscrits constituant *L'Idéologie allemande*.

Il lui fallut en effet pas moins de quatre semaines pour aboutir dans ses négociations avec Bernstein à Berlin (49).

Et c'est dans cette *Idéologie allemande* que l'on trouve la première formulation, par Marx et Engels, de leur conception des relations entre langage et conscience : "Le langage est aussi vieux que la conscience — le langage est la conscience réelle... Le langage n'apparaît qu'avec le besoin, la nécessité du commerce avec d'autres hommes."

Une autre édition de *L'Idéologie allemande* parut presque simultanément à Leipzig, chez Landshut et Mayer, mais, selon Gilbert Badia, l'auteur de l'avant-propos à la traduction française de *L'Idéologie allemande*, le manuscrit publié alors par Landshut et Mayer était

(45) Triomphe, *op. cit.*, p. 505.

(46) Karl Marx, Friedrich Engels : *L'Idéologie allemande. Critique de la philosophie allemande la plus récente dans la personne de ses représentants Feuerbach, B. Bauer et Stirner, et du socialisme allemand dans celle de ses prophètes*. Editions sociales, Paris, 1968, 632 pages (seconde édition, 1976).

(47) Alpatov, *op. cit.*, p. 71.

(48) Boris Souvarine, 1977 : *Staline*. Editions Champ libre, Paris, p. 446. Jean-Jacques Marie : "David Riazanov, le dissident rouge." *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 3, 1998, pp. 61 à 70.

(49) Franz Mehring : *Vie de Karl Marx*. Traduction française, notes et avant-propos de Gérard Bloch. Pie éditions, Paris, 1984, p. 417.

moins bon que celui retrouvé par Riazanov (50).

Mort de Marr et publication posthume de son livre sur Ani

Marr organisa en 1934 une expédition scientifique vers les côtes méridionales de la Grèce et à Chypre. Il mourut cette même année 1934, le 20 décembre, à Leningrad, quelques mois avant la parution de son ouvrage sur la ville d'Ani. Selon Alpatov, sa mort provoqua à Leningrad une émotion considérable, faisant de peu suite à l'assassinat de Sergueï Kirov, alors premier secrétaire du Parti communiste de la région de Leningrad, le 1^{er} décembre. Marr fut inhumé dans la nécropole de la Laure Alexandre Nievski, à Leningrad (51).

Son livre sur ses fouilles à Ani, paru à titre posthume, contient une préface écrite de sa main deux ans avant sa mort, mais il est constitué, pour le reste, essentiellement de notes de cours de Marr datant de 1910-1912 sur Ani (52). Cette préface, datée du 21 novembre 1932, « ne reflète, selon Parouyr Mouradian, en aucune manière le contenu réel de l'ouvrage présenté : elle correspond plutôt à l'énoncé des principes et des thèses canonisées par la "nouvelle doctrine" et les adeptes complaisants du culte voué à Marr, comme les nomme H. A. Orbéli ».

Et Mouradian poursuit : « Cette préface n'est en harmonie avec le livre, ni par le contenu, ni par le style de l'exposé : elle est d'une écriture confuse, singulièrement dépourvue de cohérence d'ensemble » (53). Sur sa tombe a été gravée par ses disciples l'épithaphe suivante, extraite de la préface à son livre sur Ani : « L'homme créé par un travail collectif, lorsqu'il meurt individuellement de sa mort somatique, ne meurt pas dans son essence, mais se transfère par son comportement au sein du collectif et par son œuvre dans son entourage vivant et dans la société. Il continue à vivre dans l'esprit de ceux qui restent à condition qu'il ait vécu de son vivant au lieu d'être déjà mort » (54).

Dans cette même préface de 1932, Marr écrit, parlant de lui-même : « Il y a tant de raisons de chanter l'oraison funèbre de l'auteur du présent ouvrage... » Est-ce là "l'homme nouveau", l'*homo sovieticus* stalinien, qui contemple le "vieil homme", celui qui avait été, avant la révolution d'Octobre, archéologue en Arménie sous le tsar Nicolas II ?

La nécrologie qui fut publiée deux ans après sa mort dans la revue soviétique d'archéologie, rédigée dans le style de l'époque, n'hésite pas à présenter les fouilles de Marr à Ani comme ayant créé une "nouvelle école d'archéologie", dont tous les archéologues soviétiques devaient alors s'inspirer pour "découvrir et comprendre les vestiges archéologiques en liaison avec les données de la langue et avec toutes les autres catégories de sources" (55).

Staline contre Marr, quinze ans après sa mort

La théorie linguistique de Marr ne fut dénoncée, en URSS, que quinze ans après sa mort, par... Staline lui-même. Le 9 mai 1950 débuta en effet dans la *Pravda* une polémique pour ou contre la "nouvelle théorie du langage" de Marr, avec la publication d'une douzaine d'articles de linguistes, dont celui d'un linguiste géorgien, A. S. Tchikobava, intitulé "Au sujet de quelques difficultés de la linguistique soviétique". Cette polémique culmina avec la parution, le 20

(50) Gilbert Badia, introduction à la traduction française de *L'Idéologie allemande*. Badia ne mentionne pas, on peut s'en douter, le nom de Riazanov dans son introduction.

(51) Alpatov, *op. cit.*, p. 110.

(52) Samuelian, *op. cit.*, p. 207, note 10.

(53) P. Mouradian : préface à la traduction française du livre *Ani, rêve d'Arménie*, de N. Ya. Marr. Anagramme éditions, Paris, 2001, pp. 7 à 10.

(54) Cité par Mouradian, *op. cit.*, p. 10. Alpatov, *op. cit.*, indique également que, à la date de rédaction de son livre (1990), il n'y a plus de tombe au nom de Marr dans la nécropole de la Laure Alexandre Nievski, à Saint-Petersbourg.

(55) Pamyati, "N. Y. Marr (1864-1934)". *Sovetskaja Arkheologija*, 4, 1937, pp. 5 à 8.

juin suivant, d'un article signé Staline et intitulé : "*Concernant le marxisme en linguistique.*"

Mais qu'est-ce qui avait donc incité alors Staline à intervenir ainsi dans ce débat sur la linguistique ? Dans un livre récemment traduit en français, Roman Brackman avance l'explication suivante : "*Staline était tombé par hasard sur la linguistique en feuilletant un volume de l'Encyclopédie juive, ouvrage en langue russe, publié en 1913... Il s'arrêta à un article sur la langue géorgienne ; on y disait qu'un jeune linguiste, Niko Marr, avait, au début du XX^e siècle, émis l'hypothèse que la langue géorgienne était d'origine sémitique*" (56).

Ce détail, à savoir l'article de Marr de 1908 sur la parenté du géorgien et des langues sémitiques (cf. *supra*), avait probablement échappé à Staline en 1930, lorsqu'il avait fait nommer Marr au poste de vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS...

Conclusion

La théorie linguistique "japhétique" de Nicolas Marr, dont la genèse, en 1912-1913, est contemporaine des fouilles d'Ani, a été très contestée. Elle n'a pu proliférer et s'instituer temporairement comme référence que dans le cadre de la Russie soviétique, isolée alors des contacts avec la communauté scientifique occidentale.

Dix-huit ans avant l'affaire Lyssenko dans le domaine de la biologie, la consécration de Marr à la tête de l'Académie des sciences de l'URSS, en 1930, et la promulgation de sa théorie "japhétique", rebaptisée "*nouvelle théorie du langage*", comme doctrine linguistique officielle en URSS, peut certes apparaître comme une perversion de la science, ainsi que le souligne René L'Hermitte,

mais elle a alors surtout servi les visées de Staline.

Lorsque Staline dénonce lui-même, en 1950, la théorie linguistique de Marr, les conditions politiques ont changé en URSS par rapport aux années 1930. Ce sont maintenant les "valeurs russes" qui priment.

Ce virage brutal permet également à Staline de reprendre la main en la matière, et peut-être d'éviter qu'une nouvelle affaire Lyssenko éclate, cette fois-ci en linguistique. Et les linguistes "marxistes" furent envoyés en déportation...

L'affaire Lyssenko avait en effet éclaté en 1948, lorsque ce dernier avait triomphalement annoncé ses thèses devant l'Académie des sciences agricoles, le 31 juillet. Ses petits pois pipés (Lyssenko prétendait que la théorie mendéléienne de la transmission de l'hérédité par les gènes était erronée), ou plutôt son "blé ramifié" venu de Géorgie, censé être adapté à tous les climats et donner des rendements records qui ne vinrent jamais, avaient fait du dégât, et porté atteinte au crédit de la science soviétique au niveau international, tant en Europe occidentale qu'aux Etats-Unis d'Amérique (57).

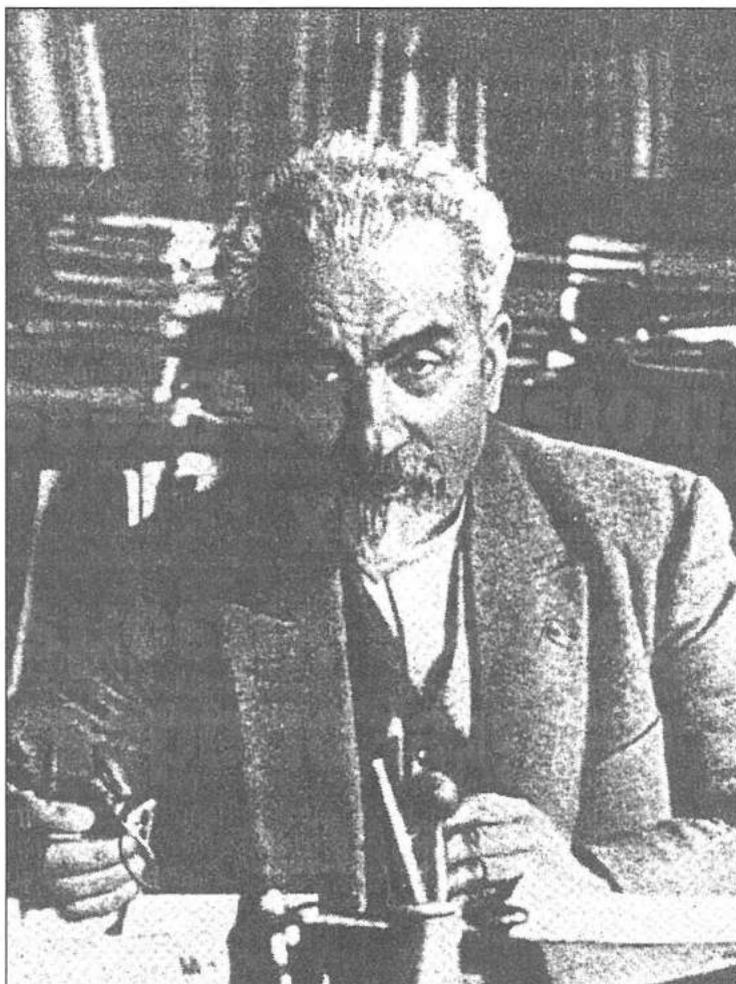
Quant à la réception en France de la condamnation de Marr par Staline, René L'Hermitte témoigne, à cet égard, de la réaction positive du linguiste français Joseph Vendryes, en tant que président de la Société de linguistique de Paris, aux propos réalistes de Staline en 1950 sur l'inanité de la théorie du langage de Marr (58).

Emmanuel Choïnel

(56) René Brackman, 2003 : *Staline*. Editions de l'Archipel, Paris, p. 443.

(57) Georges Sokoloff : *La Puissance pauvre*. Fayard, Paris, 1993, pp. 493-494. Jean-Jacques Marie, *op. cit.*, p. 780.

(58) L'Hermitte, *op. cit.*, p. 80, note 1. Joseph Vendryes avait critiqué, dès les années 1920, tout comme Antoine Meillet, les théories de Marr.



Nicolas Marr, à la fin de sa vie, alors qu'il est devenu vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS.

**Le trotskysme
grec
et Georges Vitsoris
dans l'entre-deux-guerres
et pendant
la Seconde Guerre
mondiale**

(Hélène Astériou)

**En 1946, le bulletin intérieur du secrétariat international
de la IV^e Internationale publiait la lettre
de Grégoriades (pseudonyme de Georges Vitsoris)
à ses camarades trotskystes grecs.
Il y soumet à un examen critique la politique suivie par eux
pendant la période de l'occupation germano-italienne.**

**Pour permettre au lecteur de comprendre la portée de son texte
en le replaçant dans son contexte historique et politique,
Hélène Astériou, dans l'article ci-après,
retrace l'histoire complexe du trotskysme grec,
de la formation de l'Opposition de gauche à la fin
de la Seconde Guerre mondiale, et l'activité politique
de Vitsoris, qui fut l'un des principaux dirigeants
de l'une de ses organisations.**

Une des sections les plus importantes de l'Opposition de gauche internationale

D'où vient la KOMLEA, qualifiée à l'époque, dans les textes de Trotsky, d'une des sections les plus importantes de l'Opposition de gauche internationale, avec la section russe, et à la direction de laquelle appartenait Vitsoris ?

Aux origines des archiomarxistes

Il faut rechercher les origines des archiomarxistes dans les conditions particulières de la naissance du Parti socialiste ouvrier de Grèce (SEKE). Le SEKE est fondé en 1918, au lendemain de la révolution d'Octobre, comme premier parti ouvrier de l'histoire du pays, histoire caractérisée par l'absence de parti social-démocrate, avec ce que cela entraîne pour l'organisation de la classe ouvrière et la formation marxiste d'une partie de la classe ouvrière ou de son avant-garde. La même année, parallèlement au SEKE, est fondée la CGT de Grèce (CGTG).

Durant les premiers pas du SEKE, coexistent en son sein (à part des agents directs de la bourgeoisie) la tendance social-démocrate, qui, dans d'autres circonstances, aurait amené le SEKE dans la II^e Internationale, et ceux qui combattent pour l'orientation communiste du

SEKE et son adhésion à l'Internationale communiste.

En 1919, des membres du SEKE démissionnent du parti pour faire pression pour son entrée dans l'Internationale communiste. Démissionnent du comité central D. Ligdopoulos et N. Dimitratos, tandis que Franciscos Tzoulati et Spiros Komiotis quittent la direction de l'organisation de jeunesse.

Ligdopoulos revient au SEKE à la fin de 1919 et est élu représentant à l'Internationale communiste, les autres jeunes publient la revue *Communisme*, "revue bimensuelle de formation socialiste" (21 numéros du 1^{er} octobre 1920 au 1^{er} septembre 1921).

Au début de 1921, le groupe Communisme prend le nom d'Union communiste ou Union du communisme, nom sous lequel elle est demeurée connue. Le SEKE avait déjà ajouté "communiste" à son titre et avait décidé de rejoindre l'Internationale communiste. Durant l'été 1921 est décidée l'adhésion de l'Union communiste au SEKE. En mai 1923, F. Tzoulati, G. Sarandidis, Dedousis, etc., membres du SEKE (communiste), publieront la revue *Archives du marxisme*, qui comprend des traductions d'œuvres marxistes publiées pour la première fois en Grèce.

Mais avant que le SEKE (C) n'ait vraiment le temps de devenir une organi-

sation communiste, débute la lutte en URSS, avec ses répercussions dans l'Internationale communiste. La transformation du SEKE en organisation communiste s'imbrique dans la "bolchevisation" des PC sous la direction de Zinoviev.

En 1924, le groupe des *Archives du marxisme* est exclu du SEKE, au moment où, dans d'autres Partis communistes, sont exclus les premiers groupes d'opposants qui se sont rangés aux côtés de l'opposition russe de 1923 ou qui réagissent aux méthodes stalino-zinoviévistes.

C'est dans ces circonstances particulières qu'apparaissent et se développent les *Archives du marxisme* durant cette première période à l'extérieur du Parti communiste grec.

La publication des *Archives du marxisme* connaît une première période jusqu'en avril 1925, puis une deuxième du 1^{er} mars 1927 au 1^{er} janvier 1928.

En 1928, les archiomarxistes commencent à conquérir des syndicats ouvriers. Le premier syndicat qu'ils conquièrent, après les renouvellements des bureaux en 1928, est le syndicat des ouvriers boulangers. Puis, suivent les ouvriers cordonniers, les pâtisseries, les travailleurs du bâtiment. En 1929, ils éditent des publications syndicales : *Le Boulanger*, *Le Cordonnier*. Les militants des *Archives* jouent un rôle dirigeant dans la grande grève étudiante de 1929 et font paraître le journal *Etudiant*.

Ayant mis fin, au plan intérieur, au repli sur soi, les archiomarxistes cherchent à briser leur isolement au plan international.

En 1929, Oscar Rosenberg (Myrtos) rend visite à Trotsky à Prinkipo, au nom des *Archives* (témoignage de Loucas Karliaftis).

Apparition de l'Opposition dans le Parti communiste grec

En septembre 1926, Pantélis Pouliopoulos démissionne de sa charge de secrétaire général du Parti communiste grec.

Pantélis Pouliopoulos se révèle une figure révolutionnaire durant la guerre en Asie mineure (1922), menée par le gouvernement grec au compte des intérêts des impérialismes britannique et français. Mobilisé sur le front asiatique, P. Pouliopoulos organise la propagande et l'action contre la guerre et publie le *Garde rouge*. Il est élu secrétaire du Parti communiste grec au III^e Congrès extraordinaire du SEKE (C) (26 novembre-3 décembre 1924), au cours duquel le parti prend le nom de Parti communiste grec (section grecque de l'Internationale communiste).

En juin 1927, circule *Nouveau Départ, bulletin spécial de l'Opposition dans le Parti communiste grec*, qui contient entre autres la "Lettre aux membres du Parti communiste grec" de P. Pouliopoulos et Pastias Giatsopoulos (15 juin 1927). P. Pouliopoulos et P. Giatsopoulos y condamnent la position du Parti communiste grec, qui soutient la "démocratie de gauche, importée directement par les élèves du KUTV (Université communiste des peuples d'Orient — NDLR) de Moscou" et demandent "davantage d'informations sur les points de vue de l'Opposition au sein du Parti communiste d'URSS et dans l'Internationale" (*Spartacus*, 1928).

Débute, dans le Parti communiste grec, une vague d'exclusions de militants qui soutiennent les positions de l'Opposition. Le 25 septembre 1927, le bureau politique exclut Pantélis Pouliopoulos et Pastias Giatsopoulos "de ses rangs en tant qu'ennemis" (Parti communiste grec, textes officiels, tome 2, page 438).

Maximos, Sclavos, Hainoglou, membres du bureau politique du Parti communiste grec, s'opposent aux exclusions décidées par le Parti communiste grec.

Le 4 novembre 1927, l'Opposition de Pouliopoulos et les trois du bureau politique se manifestent sur des positions communes et sous le nom d'Opposition unie. Ils annoncent la parution de la revue *Spartacus*. Les trois du bureau politique sont exclus par la deuxième assemblée plénière du comité central le 15 février 1928.

P. Pouliopoulos et les opposants exclus publient *Spartacus* de janvier 1928 à mars 1929, puis, de nouveau, de juillet 1930 à octobre 1932, sous la forme d'une publication théorique, puis comme journal bimensuel jusqu'en août 1934.

Le premier numéro de *Spartacus* rend publique la déclaration des 83 bolcheviks et le deuxième numéro publie les déclarations des groupes de l'Opposition au XV^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, ainsi que les positions des bolcheviks-léninistes (Opposition) sur le nouveau plan quinquennal.

Dans le texte "*Problèmes de l'Opposition communiste en Grèce*" du n° 2 de *Spartacus*, Pouliopoulos condamne les mesures administratives prises contre les militants de l'Opposition en Union soviétique, se déclare solidaire "*des camarades persécutés pour leurs idées oppositionnelles*" et demande "*le rétablissement de la démocratie interne dans le Parti communiste d'URSS et dans l'Internationale communiste*".

La KOMLEA rejoint l'Opposition de gauche internationale

Un mois après la conférence internationale constitutive de l'Opposition de gauche internationale, qui s'était tenue à Paris en avril 1930, l'organisation des *Archives* envoyait une lettre dans laquelle elle demandait à rejoindre l'Opposition de gauche internationale (archives de Harvard 16382).

En septembre, arrivent en Grèce les représentants du secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale, Molinier et Mill (Obin). Ils rencontrent les représentants des *Archives* et de *Spartacus*.

Du 28 septembre au 2 octobre 1930 se déroule une conférence des archiomarxistes, qui avaient pris le nom d'Union des communistes internationalistes depuis 1929. Y sont présents les représentants du secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale, Molinier et Mill, qui rencontrent également des représentants du groupe *Spartacus* de Pandélis Pouliopoulos. La

conférence adopte le titre d'Organisation communiste des bolcheviks-léninistes de Grèce (archiomarxistes) (KOMLEA), approuve l'adhésion à l'Opposition de gauche internationale et décide de publier le journal hebdomadaire *Lutte des classes*.

Le n° 1 de *Lutte des classes* publie la déclaration de la conférence de fondation de la KOMLEA, ainsi que la déclaration de l'Opposition de gauche internationale adressée aux travailleurs du monde entier.

De son côté, le groupe *Spartacus* s'oppose à la proposition des représentants du secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale d'une fusion avec la KOMLEA en une organisation unique, section de l'Opposition de gauche internationale. Il accentue l'offensive contre les archiomarxistes, qu'il accuse de "*théorie et d'action contre-révolutionnaires*" et de "*passé criminel*" (*Spartacus*, octobre-novembre 1930), et condamne le secrétariat international pour "*opportunisme*" par rapport à la reconnaissance de la KOMLEA (*Spartacus*, décembre 1930). Durant cette période, P. Pouliopoulos et le groupe *Spartacus* s'éloignent progressivement de Trotsky et de l'Opposition de gauche internationale, ce que confirme leur adhésion, en 1932, au regroupement international de Kurt Landau.

Une extrême instabilité

Pendant la période qui va de la fin de la guerre en Asie mineure jusqu'à la dictature de Métaxas en 1936, la situation politique en Grèce est caractérisée par une extrême instabilité, où l'alternance au gouvernement des deux partis politiques bourgeois (libéraux de Vénizélos et Parti populaire) est entrecoupée par d'incessants coups d'Etat militaires et *pronunciamentos* de fractions de l'armée souvent liées à l'un ou l'autre des partis bourgeois.

C'est aussi l'époque d'un développement arithmétique de la classe ouvrière, dont les rangs s'accroissent de 1,3 million de réfugiés d'Asie mineure. La classe développe son organisation syndicale et se mobilise sur ses revendications dans

des conditions marquées par des mesures antidémocratiques et antisyndicales, accentuées en 1929 par la fameuse loi "*delicta sui generis*" du gouvernement Vénizélos, loi qui criminalise le soutien et la diffusion des idées communistes. Parallèlement, dès la fin des années 1920, apparaissent les premières organisations fascistes.

Après les exclusions de 1927 et la période dite, selon l'historiographie officielle du Parti communiste grec, "*de la lutte fractionniste sans principes*", l'Internationale communiste stalinisée prend le contrôle de l'appareil du Parti communiste grec par l'avènement au poste de secrétaire général du comité central du Parti communiste grec de Nikos Zachariadis, en 1931. Quant à la ligne politique, passant par les zigzags de la "démocratie véritable" et de la "démocratie de gauche", la 6^e assemblée plénière du comité central du Parti communiste grec, en janvier 1934, adopte la thèse du caractère démocratique bourgeois de la révolution en Grèce. Le Parti communiste grec applique la ligne de l'Internationale communiste de la "*troisième et dernière période du capitalisme*" en faisant éclater la CGT et en créant la CGTU. Il proclame des grèves fictives à répétition et organise des "marches révolutionnaires" d'ouvriers et de paysans dans les rues.

Dans ces conditions difficiles, où les membres de la KOMLEA sont sans cesse pouchassés et emprisonnés par les gouvernements, mais subissent également l'attaque enragée du Parti communiste grec, y compris sous forme de violence physique, la KOMLEA mène la lutte pour organiser et mobiliser la classe ouvrière grecque, pour le front unique ouvrier et pour promouvoir les positions et les idées de l'Opposition de gauche internationale.

L'organisation des Archives du marxisme s'implante dans la classe ouvrière

Déjà, dans la période qui précède la fondation de la KOMLEA et son adhé-

sion à l'Opposition de gauche internationale, l'organisation des *Archives du marxisme* s'implante dans la classe ouvrière et ses organisations, en conquérant des directions de syndicats ouvriers ou en constituant des fractions syndicales. La fondation de la KOMLEA, son adhésion à l'Opposition de gauche internationale et la publication du journal *Lutte des classes* donnent une nouvelle impulsion à ce développement. Une lettre de l'organisation adressée à Trotsky, datée du 1^{er} janvier 1933, mentionne 2 281 membres dans 28 villes et signale que l'organisation dirige 27 syndicats (archives Harvard).

Georges Vitsoris et le combat pour la nouvelle Internationale

Dimitris Giotopoulos fut un dirigeant historique des *Archives du marxisme*, et, par la suite, de la KOMLEA. D. Giotopoulos prit la place de F. Tzoulati à la direction de l'organisation en 1926, lorsque ce dernier démissionna. Il rencontre, avec Georges Vitsoris et quatre autres représentants des archiomarxistes, les représentants du SI de l'Opposition de gauche internationale lors de leur visite en Grèce, en 1930. En 1932, au I^{er} Congrès national de la KOMLEA, qui suit sa conférence de fondation en 1930, il est élu secrétaire général de l'organisation. Le congrès décide que Giotopoulos représentera l'organisation au SI de l'Opposition de gauche internationale. En juin 1932, Giotopoulos arrive à Berlin, où avait été transféré le siège du SI. Il prend le pseudo de Witte (Witte).

En 1933, année de développements dramatiques pour le mouvement ouvrier international, le journal de la KOMLEA, la *Lutte des classes*, paraît trois fois par semaine, et, en période d'événements intenses, sur une base quotidienne. Il couvre les mobilisations des ouvriers dans toute la Grèce et multiplie les appels au front unique ouvrier, tandis que sa politique trouve un écho chez les militants du Parti communiste grec, ce dont

témoignent les déclarations d'adhésions de militants et de cadres publiées dans *Lutte des classes*.

Au cours de cette période, Georges Vitsoris commence à jouer un rôle de plus en plus décisif à la direction de l'organisation. Georges Vitsoris est né en 1899 à Kavala. C'est un comédien de théâtre. A partir de 1925, il prend part à la publication des *Archives du marxisme*, et, en 1927, il devient le premier cadre permanent à la direction des *Archives*. Dès la fondation de la *Lutte des classes*, il est membre de son comité de rédaction avec P. Kavadas et K. Anastasiadis. En 1932, au premier congrès de la KOMLEA, il est élu au comité central de 15 membres, et, par la suite, au bureau politique de 7 membres. Fin 1932, Georges Vitsoris rencontre Trotsky à Prinkipo (archives Trotsky, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam).

Georges Vitsoris joue un rôle de plus en plus décisif dans l'orientation politique de l'organisation et dans l'application concrète de la politique révolutionnaire dans les conditions particulières de la lutte de classe dans le pays.

Par exemple, dans l'édition du 4 juillet 1933 de la *Lutte des classes*, dans un article titré "Vers les masses", il écrit :

"Le danger d'une dictature est immédiat. Les masses ne resteront pas les bras croisés. Au moment où ces lignes sont écrites, toutes les forces motrices qui peuvent conduire à un affrontement s'accumulent. Dans sa première phase, ce sera un affrontement entre (les partisans) de Vénizélos et ceux du Parti populaire. Les masses se jeteront dans la bataille, entraînés dans une large mesure par les deux partis bourgeois. Le devoir des communistes est de se disposer en vue d'un rapide déplacement de la lutte. Ils doivent la transformer en une lutte entre les exploités et les exploités. Les communistes (...) doivent devenir des propagandistes actifs de la lutte contre toute tentative de dictature (...). Si nous ne pouvons pas appeler aujourd'hui à la révolution, nous pouvons cependant mettre les masses en mouvement sous des mots d'ordre démocratiques : pour leurs libertés, pour leurs revendications économiques immédiates."

La *Lutte des classes* suit de près les événements dramatiques en Allemagne, les développements dans le mouvement ouvrier international et l'évolution de la politique de l'Opposition de gauche internationale. Dans l'édition du 2 février 1933, est publié l'appel de la préconférence de l'Opposition de gauche internationale, et le 11 mars sort la "Résolution de la préconférence de l'Opposition de gauche internationale à propos de la situation dans les Balkans et de l'Opposition de gauche grecque". En juin est rendue publique la résolution de l'assemblée plénière de l'Opposition de gauche internationale sur la "renaissance du communisme en Allemagne" et la nécessité d'un nouveau parti, ainsi que la décision du comité central de la KOMLEA concernant cette question.

Les signes de la crise intérieure

Cependant, commencent à apparaître les signes de la crise intérieure dans la KOMLEA. Dimitris Giotopoulos entre en conflit avec Trotsky et l'Opposition de gauche internationale, et commence à mener des interventions dislocatrices à l'intérieur de la KOMLEA pour qu'elle s'éloigne de l'Opposition de gauche internationale. Lors de l'assemblée plénière du SI de l'Opposition de gauche internationale, le 19 août 1933, qui adopte l'orientation pour une nouvelle Internationale, Giotopoulos s'y oppose. Au sein de la KOMLEA, Georges Vitsoris engage la lutte de défense de l'organisation contre la politique dislocatrice de Giotopoulos et prend position pour la décision de l'Opposition de gauche internationale pour un nouveau parti et une nouvelle Internationale, et pour la transformation de l'Opposition de gauche internationale en Ligue communiste internationale. La *Lutte des classes* publie la résolution de l'assemblée de l'Opposition de gauche internationale d'août (celle avec laquelle Giotopoulos était en désaccord), le texte de Trotsky (signé G. Gourov) : "Il est impossible que nous restions dans la même internationale que Staline, Manouïlsky, Lozovsky et compa-

gnie", ainsi que la déclaration sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale signée par la LCI, le SAP (Allemagne), le RSP et l'OSP de Hollande.

Un coup décisif

Mais l'intervention délétère de Giotopoulos conduit en 1934 à l'éclatement de la KOMLEA et parvient à porter un coup décisif au caractère de masse de l'organisation, qui avait une réelle implantation dans la classe ouvrière et ses organisations. Les forces, qui, au sein de la KOMLEA, avaient mené la bataille de sa défense et pour la nouvelle Internationale, lutte dans laquelle Georges Vitsoris avait joué un rôle décisif, constituent l'Organisation des bolcheviks-léninistes (section grecque de la Ligue communiste internationale), qui fait paraître le journal *Bolchevik* du printemps 1934 à la fin 1935.

Dimitris Giotopoulos et ceux qui le suivent restent propriétaires en titre de la *Lutte des classes* et forment le Parti communiste archiomarxiste de Grèce (KAKE), qui, par la suite, s'oriente vers le Bureau de Londres.

De son côté, P. Pouliopoulos et le groupe Spartacus continuent, à cette époque, de se référer au courant international de Kurt Landau et s'opposent à l'orientation de la LCI pour de nouveaux partis et une nouvelle Internationale.

Mais, très vite, l'Organisation des bolcheviks-léninistes va être confrontée à une nouvelle crise, suite aux événements de 1935, débutant avec la tentative de coup d'Etat des partisans de Vénizélos le 1^{er} mars, et qui conduit à un affrontement où les deux regroupements politico-militaires de la bourgeoisie mettent leurs forces en mouvement. Georges Vitsoris pousse à l'intervention immédiate dans les événements sur la base d'une politique ouvrière indépendante.

"Busson (Vitsoris) et deux de ses camarades ont immédiatement pris l'initiative de rédiger une déclaration qui fut tout de suite distribuée et était la première à sortir. Une édition spéciale du journal est publiée. Des contacts ont été établis avec des cellules communistes pour for-

mer des comités (...). Les mots d'ordre qui furent lancés étaient : prenez les armes que vous donnent les deux camps pour défendre vos intérêts. Constituez des comités d'usine et de quartier. Aussi bien Tsaldaris-Kondylis que Vénizélos signifient dictature militaire. Front unique de toutes les organisations ouvrières dans les comités" (archives Harvard 16516).

Notons ici qu'en mars 1935, les *Izvestia* déclaraient que "l'opinion publique soviétique" s'oppose au mouvement des "boute-feux de la guerre" (partisans de Vénizélos) et est avec ceux qui "défendent la paix et le Pacte balkanique" (gouvernement Tsaldaris-Kondylis-Métaxas).

La majorité du comité central de l'Organisation des bolcheviks-léninistes, qui se réunit peu après le début des événements, condamne pour "aventurisme" la ligne de Vitsoris et publie une nouvelle déclaration par laquelle elle promeut la ligne de la "neutralité consciente" et demande aux ouvriers et aux paysans d'imposer la cessation des affrontements.

La nouvelle ligne conduit à l'inertie les membres de l'organisation qui s'étaient lancés avec enthousiasme dans la lutte, à la désorganisation et à une nouvelle scission, avec le départ des cadres dirigeants de l'Organisation des bolcheviks-léninistes, qui se rangent du côté de l'orientation de la majorité à la veille de la conférence extraordinaire de l'organisation. Ces derniers adhèrent à l'OKDE (Organisation des communistes internationalistes de Grèce), issue de la fusion en 1934 de Spartacus de P. Pouliopoulos et de la LAKKE de Michel Raptis (pseudonymes Pablo-Spéros) ; (l'OKDE) prend alors le nom de EOKDE (Organisation unitaire des communistes internationalistes de Grèce).

Nouvelle scission

La ligne imposée par la majorité du comité central et la nouvelle scission affaiblissent politiquement et organisationnellement la section grecque de la LCI. La section tient une conférence, lors de laquelle elle adopte le nom d'Union communiste internationaliste de Grèce

(KDEE) et pour organe hebdomadaire le *Front ouvrier*.

Revenant sur le bilan des événements de 1935, "*la déclaration du secrétariat international pour la Quatrième Internationale sur la question grecque*", le 8 décembre 1937, rapporte entre autres :

« *Les événements de mars 1935 ont révélé en même temps que l'organisation restée fidèle au léninisme-bolchevisme n'était elle-même pas exempte de survivances sectaires de l'archiomarxisme (...). Nous estimons que les événements de mars 1935 avaient été prévus par les camarades Vitsoris et Siinas, et nous ne pouvons que les saluer pour la détermination dont ils ont fait preuve et pour la politique qu'ils ont définie (participation à la lutte pour les libertés et les intérêts des masses ouvrières, front unique de classe, comités de défense des libertés démocratiques, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier-paysan). Nous regrettons seulement qu'ils n'aient pas mené jusqu'au bout cette action en raison de leur souci de préserver l'unité de l'organisation. En réalité, l'unité de l'organisation ne pouvait être préservée que par l'expérience acquise dans l'action dans la lutte de classe. L'unité dans la passivité et sur un programme d'action erroné : "neutralité consciente", "que cesse le bain de sang", etc.), n'a pas tardé à amener la désorganisation et une nouvelle rupture* » (archives Harvard 16 586).

Le coup d'Etat des partisans de Vénizélos et les affrontements qui ont suivi étaient une manifestation de l'explosion de toutes les contradictions qui s'étaient accumulées durant la période de l'après-1922-1923 et annonçaient le surgissement de la classe ouvrière sur le devant de la scène et la situation révolutionnaire qui s'ouvrait avec le mouvement de grève généralisé de Salonique, en mai 1936. La répression sanglante des ouvriers est l'étincelle du soulèvement général du prolétariat de Salonique, qui se rend en fait maître de la ville. On assiste à des phénomènes de fraternisation avec les ouvriers en uniforme des corps de l'armée envoyés par le gouvernement pour réprimer le mouvement. L'enterrement des ouvriers tombés se transforme en

manifestation de tout le peuple, qui crie : "*A bas le gouvernement des assassins !*" Des grèves dispersées éclatent dans le reste du pays, posant la question de la grève générale et de la lutte politique pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Mais c'est l'époque où le Parti communiste grec a signé l'accord Sklavainas-Sofoulis avec les libéraux, en application de la ligne du front populaire. Il empêche la grève générale, fait tout pour limiter la lutte à des questions économiques, et, en accord avec les vénizéliens, réussit à casser la grève de Salonique et conduit le mouvement au recul. Sur le terrain de ce repli, la dictature de Georges Glücksburg et de Ioannis Métaxas n'a pas tardé à être instaurée (la monarchie est rétablie en 1935, après la répression du mouvement des vénizéliens).

Un coup terrible à l'ensemble du mouvement ouvrier grec

La dictature de Métaxas porte un coup terrible à l'ensemble du mouvement ouvrier grec, brutalement réprimé, soumis à des poursuites et des emprisonnements. La majorité des militants qui combattent pour la IV^e Internationale sont arrêtés et emprisonnés. (En septembre 1935, le comité central de l'EOKDE de Pouliopoulos-Raptis avait déclaré son accord avec la "*Lettre ouverte pour la IV^e Internationale*".) Georges Vitsoris est arrêté par le régime de Métaxas. Sur intervention de la grande comédienne de théâtre Marica Kotpouli, l'internement est commué en bannissement et Georges Vitsoris s'exile en France. Après un temps de clandestinité, Pouliopoulos est arrêté, tandis que Michel Raptis s'échappe lui aussi en France.

Au secrétariat international

En France, Georges Vitsoris intègre les rangs du Parti ouvrier internationaliste (POI). Après l'assassinat de Rudolf Kle-

ment par la Guépéou, l'enlèvement et le meurtre d'Erwin Wolf par la Guépéou en Espagne, Vitsoris (Busson) est coopté, avec Lebrun, au secrétariat international du Mouvement pour la IV^e Internationale, nommé par la conférence internationale de Genève (juillet 1936). Lors du congrès de fondation de la IV^e Internationale, Georges Vitsoris représente la KDEE, tandis que Michel Raptis, sous le pseudonyme de Spéros, représente la EOKDE. Georges Vitsoris est très actif en France durant l'Occupation. Il participe en tant que délégué à la conférence européenne clandestine de la IV^e Internationale en février 1944. En 1946, il envoie de France la lettre adressée aux trotskystes grecs, qu'il signe du pseudo de Grégoriades, lettre publiée dans le bulletin intérieur du secrétariat international de la IV^e Internationale (T. 1, n^o 8) en octobre 1946.

Georges Vitsoris est mort à Paris le 14 juillet 1954 d'un cancer généralisé et est enterré, comme il l'avait lui-même demandé, à côté de la tombe de Léon Sedov.

L'activité révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes en Grèce pendant l'Occupation

Une fois Georges Vitsoris éloigné de Grèce, la figure de Agis Stinas devient dès lors le dirigeant de la KDEE. L'orientation politique de l'organisation n'a plus rien à voir avec celle de Vitsoris. Au contraire, dans la prison d'Acronauplie, où il est interné avec d'autres militants trotskystes, dont P. Pouliopoulos, Stinas adopte des positions "défaitistes" par rapport à l'URSS, tandis qu'il qualifie l'EAM de prolongement du front britannique en Grèce. De son côté, Pouliopoulos maintient la position de principe de défense inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme, sans cependant que lui-même et son organisation puissent développer une politique concrète dans les conditions de l'Occupation, où le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes passe par les rangs de l'EAM et de l'ELAS (1).

La résistance des masses ouvrières et paysannes pendant l'Occupation fut la forme concrète de leur combat contre l'impérialisme et le capitalisme, qui avait la forme de l'occupation militaire étrangère et de la sauvagerie nazie, dont les principales victimes étaient les ouvriers, les paysans et les couches populaires pauvres du pays.

Comme l'écrivait Trotsky en juin 1940 (Léon Trotsky : *"Notre voie reste inchangée"*, 30 juin 1940) :

"Dans les pays vaincus, la situation des masses va empirer à l'extrême. A l'oppression sociale s'ajoute l'oppression nationale, dont la plus grande part de la charge est portée par les travailleurs. De toutes les formes de la dictature, la dictature totalitaire exercée par un conquérant est la plus intolérable."

Une caractéristique de la force de ce mouvement qui se développe en Grèce est que la Grèce est le seul pays occupé où la tentative du régime nazi d'instaurer le service du travail obligatoire (STO) est totalement mise en échec, suite à des grèves généralisées qui paralysent Athènes en février et mars 1943, et à des manifestations très massives et sanglantes, qui se heurtent à des forces allemandes et italiennes. Or, malgré les morts et les blessés, les manifestants parviennent à pénétrer dans le ministère du Travail et à y mettre le feu, brûlant, avec le bâtiment qui est réduit en cendres, les registres du STO. Comme le notait aussi le *"rapport final de l'administration militaire de Grèce"*, rédigé avant le retrait de Grèce des troupes d'occupation allemandes : *"La tentative d'introduire le travail obligatoire en Grèce fut un échec."*

Une sorte de front populaire

En réalité, l'EAM constitue une sorte de front populaire conclu entre la direction du Parti communiste grec et le "fan-

(1) EAM-ELAS : organisations politique (EAM) et militaire (ELAS) de masse créées à l'initiative du PC grec au début de l'Occupation (NDLR).

tôme de la bourgeoisie”, expression de la volonté du Parti communiste grec de soumettre, par sa politique “d’union nationale”, le mouvement des masses au maintien du régime capitaliste et de le contenir dans le cadre des besoins de la politique “d’alliance” de Staline.

Cependant, malgré la politique de la direction du Parti communiste grec, qui contrôle l’EAM et l’ELAS, cette dernière n’en est pas moins une organisation de dizaines de milliers de paysans et d’ouvriers en armes, non seulement dans le maquis, mais également dans les zones urbaines, par l’extension de “l’armée de réserve” de l’ELAS dans les villes.

En réalité, la guerre civile entre les masses ouvrières et paysannes en armes, d’un côté, et les corps armés au service aussi bien de l’impérialisme allemand que de l’impérialisme britannique, de l’autre, commence dès l’Occupation.

Le 12 août 1943, dans un rapport ultra-secret, le chef d’alors de la mission militaire britannique en Grèce, le général de brigade Eddy (pseudonyme de Charles Myers), adressé au commandement suprême des alliés au Moyen-Orient, rapporte :

“Selon vos dernières instructions, j’ai donné l’ordre aux agents anglais et grecs travaillant sous ma direction de torpiller l’œuvre de l’ELAS et de l’EAM (...). Cette organisation (EDES) nous sera utile d’abord comme contrepoids à l’ELAS. Ensuite, lorsqu’elle se sera renforcée, elle pourra éventuellement être utilisée contre elle. Un jour, il deviendra nécessaire de détruire l’ELAS...”

Je soutiens dans les limites du possible l’EKKA (2)... Il serait utile que nos agents entrent en contact avec les porte-parole du gouvernement (Rallis), c’est-à-dire avec les officiers supérieurs de l’armée, de la gendarmerie et autres, dans le but de les encourager dans l’idée qu’ils ont le devoir et le droit de livrer aux autorités d’occupation les chefs de l’EAM et de l’ELAS (...) de façon à ce que ces organisations, lorsque viendra l’heure, ne soient pas en mesure de s’opposer aux intérêts britanniques” (rapport X, 12 août 1943, 85-4 L.S, cité par V. Mathiopoulos, *La Résistance grecque*

et les “alliés”, sur la base des archives officielles allemandes).

Un bouillonnement révolutionnaire

Dès 1943, et particulièrement après l’effondrement de l’Italie, le contrôle de régions entières du pays est passé dans les mains de l’EAM-ELAS, alors qu’Athènes et Le Pirée sont une poudrière en raison du bouillonnement révolutionnaire des ouvriers et des autres couches populaires, qui se sont forgés dans les durs combats pendant l’Occupation. Au cours du développement de ce mouvement des ouvriers, des paysans et des masses populaires contre l’occupation nazie, s’étaient formés les éléments d’un autre pouvoir. La question de la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans en armes se posait.

Seule la contribution directe de la direction du Parti communiste grec au contrôle du pays par les forces britanniques et les forces bourgeoises grecques qui y étaient soumises pouvait empêcher les masses ouvrières et paysannes d’instaurer leur propre pouvoir dans le vide créé par le départ des troupes d’occupation allemandes. C’est cet objectif que servaient la politique “d’union nationale” du Parti communiste grec, les accords du Liban et de Caserte (3), et la participation du Parti communiste grec au gouvernement “d’union nationale” d’après-guerre de Georges Papandréou, dépourvu de tout soutien intérieur.

Cependant, malgré le gouvernement d’union nationale de Georges Papandréou instauré avec la contribution décisive du Parti communiste grec, le mouvement des masses né dans la résistance maintient ses forces. C’est pourquoi, en décembre 1944, les forces britanniques, avec la contribution des corps armés locaux (qui, en réalité, étaient ceux-là mêmes qui avaient servi les forces nazies durant l’Occupation), devaient passer à

(2) EDES et EKKA : organisations armées de résistance bourgeoises (NDLR).

(3) Accords d’union nationale passés avec des organisations bourgeoises (NDLR).

l'offensive ; il fallait, sur le terrain de la défaite de la bataille dite d'Athènes, désarmer l'ELAS par l'accord de Varkiza (4), signé par la direction du Parti communiste grec. Néanmoins, en dépit de tout ça, les forces bourgeoises grecques, avec la contribution directe des Britanniques et rapidement des Etats-Unis, devront mener une guerre civile sanglante de trois ans pour écraser ce mouvement et s'imposer par un régime d'exécutions, d'emprisonnements massifs et de déportations, d'interdictions et de persécutions.

La lettre que Georges Vitsoris envoie en 1946 aux trotskystes grecs est marquée par le même souci, chaque fois, d'analyse précise et de tracer une politique et une tactique ouvrière indépendante concrète, au-delà des simplismes schématiques et des généralités, souci qui transparaît dans son action et dans ses écrits des années 1930.

Comme il le disait dans une note rédigée en commun avec Agis Stinas en 1936, intitulée "*Pour le nouveau parti. Un bref aperçu*", publiée dans *Front ouvrier* :

"Tout d'abord, nous laisserons de côté les interprétations scolastiques et tout ce que nous avons si mal appris dans les premiers pas de l'action politique, c'est-à-dire en 1930, et nous essaierons d'analyser réellement la situation, les rapports réels des classes et les formes sous lesquelles la réaction se présente dans notre pays. La lutte contre le régime capitaliste en général ne signifie rien (...).

Au lieu de traits d'esprit et d'ironies, nous devons trouver comment et sous quelles formes se présente dans notre pays le danger d'écrasement du régime démocratique parlementaire et du mouvement ouvrier."

Hélène Asteriou

(4) Accord signé — après l'agression de l'armée britannique contre les forces de l'EAM-ELAS à Athènes, en décembre 1944 — en février 1945 par l'EAM-ELAS, sur décision de la direction du PC grec, avec l'état-major britannique, à qui l'ELAS accepte de livrer ses armes, ouvrant ainsi la voie à une agression généralisée de la réaction grecque et de l'armée britannique contre la population laborieuse de Grèce (NDLR).

**Lettre
de Grégoriades
(Georges Vitsoris)
aux
trotskystes grecs**

Le texte que nous publions à la suite de l'article d'Hélène Astériou est la lettre envoyée, de France, en février 1946, aux trotskystes grecs par Georges Vitsoris (pseudonymes : Busson, Grégoire, Grégoriades), l'un des plus importants dirigeants d'avant-guerre du mouvement trotskyste en Grèce, et plus précisément de la KOMLEA (Organisation communiste des bolcheviks-léninistes de Grèce, archiomarxistes), de la section grecque de l'Opposition de gauche internationale.

“Des mouvements des masses opprimées pour la défense de leurs conquêtes économiques et de leurs libertés”

Qualifier l'EAM comme un mouvement constituant un prolongement du front d'opération anglo-saxon à l'intérieur du pays est non seulement stérile, mais aussi objectivement contre-révolutionnaire.

Il est indiscutable que l'impérialisme anglo-saxon exploita les mouvements de résistance dans les pays occupés par les forces de l'Axe. Il fut aidé en cela par les directions réformiste et stalinienne. Mais ces mouvements furent, avant tout, des mouvements des masses opprimées pour la défense de leurs conquêtes économiques et de leurs libertés. Ils furent la contribution de leurs luttes contre leurs propres capitalistes. Et la lutte contre le capitalisme ne se fait pas avec des formules philosophiques et des aphorismes d'ordre général. Elle se fait avec des grèves, des manifestations, des bagarres. Et quand les masses entrent dans la lutte et se battent avec leurs poings ou avec des armes, elles n'ont devant elles ni les Loverdos, ni les Bodosakis (1), mais leurs forces armées : à l'époque de l'occupation allemande, la Gestapo, les SS et les royalistes avec leurs agents indigènes — aujourd'hui, les régiments de Scobie (2). Evidemment, l'occupation allemande a fait naître de grandes illusions patriotiques et les directions stalinienne et réformiste ont fait tout leur possible pour renforcer ces illusions : elles ont confondu le mouvement des

masses opprimées avec le mouvement nationaliste de la bourgeoisie. Notre devoir était, non de tourner le dos aux masses et de rester “au-dessus du courant”, mais d'entrer dans la lutte avec notre programme et nos mots d'ordre, et d'essayer de lui donner un caractère de classe et internationaliste. “Contre le courant” ne signifie pas “au-dessus du courant”.

Qu'aurait dû être la politique des sections de la IV^e Internationale ?

Qu'aurait dû être la politique des sections de la IV^e Internationale ? Reconnaître le mouvement des masses contre le capitaliste indigène et contre l'oppression étrangère comme un mouvement né spontanément dans les conditions créées par l'Occupation. Dénoncer l'alliance des partis ouvriers avec les organisations nationales bourgeoises “de résistance” ; dénoncer le caractère chauvin de la politique stalinienne et socialiste ; lui opposer un programme de lutte basé sur la lutte de classes et l'internationalisme. Au

(1) Grands capitalistes grecs (NDLR).

(2) Général britannique, commandant en chef des forces britanniques en Grèce à l'époque (NDLR).

mot d'ordre : *"Mort aux boches !"*, opposer le mot d'ordre de la fraternisation avec les travailleurs allemands en uniforme.

Sur le plan pratique : **maintenir l'indépendance politique absolue du parti.** Faire entrer ses membres dans toutes les organisations de masse pour participer à la lutte et défendre la politique internationaliste partout où cela est possible. Organiser des formations de résistance ouvrières et paysannes, partout où cela est aussi possible (syndicats illégaux, groupes de partisans, milices ouvrières), qui réaliseraient, dans la lutte, le front unique avec les autres organisations de masse dirigées par les socialistes et les staliniens ; mettre sur pied un plan de travail en direction des soldats allemands, pour la fraternisation avec les travailleurs des pays occupés, pour une lutte commune contre l'impérialisme occupant et le capitalisme "vaincu".

La Seconde Guerre mondiale présente deux "particularités"

Par rapport à la guerre de 1914-1918, la Seconde Guerre mondiale présente deux "particularités", dont la méconnaissance ne pouvait que conduire au suicide politique. La première est que le "national-socialisme", qui se trouva à la tête des forces de l'Axe, s'assigna comme tâche, non pas simplement d'écraser les impérialismes adverses, mais aussi de réorganiser l'Europe et l'univers d'après ses conceptions philosophiques, sociales et politiques.

Il ne se limita pas à une occupation militaire, utilisant directement ou indirectement les éléments réactionnaires indigènes. Il entreprit l'instauration du régime fasciste. Il imposa le système corporatif. Les organisations ouvrières furent totalement interdites. Les persécutions raciales prirent des proportions inouïes : les Juifs furent littéralement exterminés. Des millions d'ouvriers furent réduits à l'esclavage avec le Service du travail obligatoire. L'Europe fut transfor-

mée en un vaste camp de concentration. Et cela n'avait pas un caractère provisoire ; c'était la "nouvelle Europe" national-socialiste, qui devait continuer à exister après la guerre, si cette guerre était gagnée par le fascisme. Comment peut-on prétendre que le prolétariat devait rester indifférent devant cette tentative de nazification du monde par la force ? Comment peut-on prétendre que l'ouvrier qui prend le maquis pour éviter le travail obligatoire, le Juif qui prend les armes pour ne pas être rôti dans le four crématoire, le paysan qui leur a donné asile, et qui, pour éviter son arrestation, prend lui aussi le chemin du maquis, ne sont que des agents de l'impérialisme anglosaxon ? Et quand cet exode vers les montagnes embrasse des millions d'hommes en Europe, il se trouve des marxistes qui lui tournent le dos et qui proclament qu'ils n'ont rien de commun avec tous ceux-là !

Nous sommes ses soldats en quelque coin de la terre que nous nous trouvons

La deuxième particularité est la participation à la guerre de l'URSS. Ici, il faut d'abord préciser notre position envers l'URSS. Si c'est un pays capitaliste — comme le proclament les ultra-gauches de tout genre —, la question de sa défense ne se pose même pas. Mais si l'URSS, malgré sa dégénérescence bureaucratique, reste un Etat ouvrier — comme le proclame la IV^e Internationale —, sa défense est pour nous un devoir primordial. L'URSS est-elle ou non notre première patrie prolétarienne ? Si oui, à partir du moment où elle se trouve en guerre avec d'autres pays capitalistes, nous sommes ses soldats en quelque coin de la terre que nous nous trouvons. Nous devons la défendre par tous les moyens — par notre presse et par notre propagande —, par la mobilisation des masses, par les armes, la guérilla, le sabotage.

Dans ce cas, le défaitisme révolutionnaire prend, dans la pratique, une forme

nouvelle. Envers les impérialismes alliés de l'URSS, notre attitude est la même qu'hier — lutte pour le renversement du capitalisme, même pendant la guerre, car nous croyons que seul le triomphe de la révolution prolétarienne fera de ces pays de vrais et éternels alliés de l'URSS et ouvrira de nouvelles possibilités à l'édification socialiste du monde et à la régénérescence de l'URSS.

Mais lorsqu'un ou plusieurs Etats impérialistes sont en guerre avec l'URSS, envahissent son territoire, détruisent par le feu et par le fer l'œuvre d'édification socialiste du prolétariat russe, notre lutte contre ces impérialismes prend le caractère d'une mobilisation immédiate des masses opprimées et d'emploi de tous les moyens, et avant tout de l'action militaire (guérilla, destruction de moyens de communication, de dépôts, de matériel, espionnage en faveur de l'URSS).

Le mot d'ordre de fraternisation

Au premier plan, évidemment, nous mettons le mot d'ordre de fraternisation avec les soldats de ces pays.

Nous les appelons à tourner leurs armes contre leurs officiers, à refuser de se battre contre l'URSS, à passer dans les rangs de l'Armée rouge, en Russie, ou dans les rangs du maquis dans les pays occupés. Quand ils passent dans nos rangs, nous les accueillons comme des frères de classe. Mais l'impérialisme a de multiples moyens pour prolonger longtemps la soumission des masses mobilisées.

Est-il ou non de notre devoir de l'empêcher d'écraser l'URSS avant que les masses de ses soldats ne se réveillent et passent de notre côté ? En quoi diffère le devoir de l'ouvrier ou franc-tireur grec de celui du partisan russe ? Quand le premier, en faisant sauter un pont, empêche le transfert de divisions ou de canons sur le front russe, ne défend-il pas l'URSS ? De la même manière que le partisan russe qui extermine les détachements ennemis à l'arrière du front ?

Le sentimentalisme n'a rien à faire avec la guerre, ni surtout avec la guerre civile

Dans la guerre civile, les forces révolutionnaires sont souvent obligées de tirer sur des soldats mobilisés de force par l'ennemi de classe. Pourtant, parmi ces soldats, il y a des travailleurs. On doit les gagner à la cause révolutionnaire. Mais, en attendant, on doit avant tout défendre les barricades. Le sentimentalisme n'a rien à faire avec la guerre, ni surtout avec la guerre civile. La guerre de l'URSS contre un ou plusieurs pays capitalistes est régie, à maints égards, par les mêmes lois que la guerre civile. Il faut la défendre même contre ceux qui se battent contre elle malgré eux. Nos déclarations sur la défense inconditionnelle de l'URSS ne seraient qu'hypocrisie lamentable si elles n'étaient suivies par des actes chaque fois que cela nous est possible. En passant par l'école du maquis, de larges masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises ont appris à faire la guerre au régime existant. Elles ont appris à tirer contre les forces armées de la bourgeoisie. Elles ont appris à piétiner les lois et à briser la discipline capitaliste. Elles ont appris à organiser des bataillons, des régiments, des divisions, à former des états-majors, à dresser des plans d'opération. Elles ont appris à occuper des régions et à les gouverner, à légiférer, à juger, à organiser le ravitaillement, à mettre en marche la machine de production. Elles ont appris qu'un ouvrier intelligent et audacieux peut devenir un officier bien plus capable qu'un fils d'aristocrate, porteur de monocle. **Elles ont appris que la prise du pouvoir n'est pas une chose impossible.**

A cause de nos hésitations et de nos faiblesses

Ce qui a manqué à ces masses, c'est une direction politique marxiste. Nous

n'avons pu lui donner cette direction, en France, à cause de nos hésitations et de nos faiblesses, en Grèce, à cause de notre désir de garder "les mains pures". La place de dirigeant se conquiert dans la lutte.

Lorsque l'ouvrier lutte, l'arme à la main, en affrontant la mort à chaque seconde, il n'a ni le temps ni l'envie de quitter sa barricade pour aller écouter les leçons et les conseils de quelque "pur" qui reste loin en se lavant les mains. Mais son instinct de classe lui permet facilement de comprendre et d'admettre une politique de classe quand celle-ci lui est expliquée par un camarade qui se trouve sur la même barricade et affronte les mêmes dangers que lui. Il lira avec intérêt un journal ouvrier, qui lui présente un programme révolutionnaire, quand ce journal le soutient dans sa lutte et est distribué par ses camarades de lutte, mais il déclinera avec dégoût un journal qui, sous des prétextes de "fidélité" au programme révolutionnaire, l'appelle à la passivité et à la désertion.

L'entrée impétueuse des masses armées dans l'arène politique

Ce qui caractérise la première période qui a suivi la "libération" des pays occupés par l'Allemagne, c'est l'entrée impétueuse des masses armées dans l'arène politique. Autour des organisations de partisans, qui, pendant l'Occupation, étaient plus ou moins éloignées des centres prolétariens, se regroupent tout d'un coup les masses opprimées, et surtout les ouvriers. Les organisations syndicales, en passant de la clandestinité à la légalité, voient le nombre de leurs adhérents augmenter à un rythme vertigineux. Les milices "patriotiques", dont la composition, en grande partie, était ouvrière, et qui, pendant l'Occupation, étaient surtout une sorte de groupes illégaux d'autodéfense dans les usines, les quartiers et les villages, se transforment pendant les journées insurrectionnelles en une organisation armée de masse,

dont le réseau couvre tout le pays. Des dizaines de milliers d'ouvriers, surtout des jeunes, entrent dans les formations de la résistance militaire (FFI en France, ELAS en Grèce).

Toutes ces forces populaires et surtout le prolétariat — dont l'instinct de classe et l'initiative s'affirmèrent dans ces événements — interviennent dans la vie politique en employant, par la force des choses, des méthodes révolutionnaires (organisation du ravitaillement, répression du marché noir, épuration, exécution des mouchards, etc.). La période qui s'ouvre avec la "libération" est indiscutablement une période de dualité de pouvoir. Des profondeurs des couches opprimées montent de nouveaux cadres (officiers, organisateurs, comités d'usines, etc.). Les cadres syndicaux se renouvellent. Un sang nouveau commence à couler dans les artères des organisations populaires. La confiance des masses dans leur force, la renaissance de leurs espoirs, la certitude qu'elles sont capables d'écraser les forces de la réaction, **qu'elles sont capables de gouverner**, leur ouvrent les perspectives les plus grandes.

Les illusions nationalistes, leur chauvinisme éhonté, leur abdication de toute indépendance

Quelles sont les raisons de la dégénérescence rapide et de l'écrasement de ce mouvement ? Avant tout, l'orientation fautive que lui donnèrent les partis ouvriers traditionnels depuis l'époque de l'Occupation ; les illusions nationalistes qu'ils ont cultivées, leur chauvinisme éhonté, leur abdication de toute indépendance envers le mouvement nationaliste de la partie anti-allemande de la bourgeoisie, les illusions qu'ils ont créées autour de l'union nationale et du rôle des chefs bourgeois (de Gaulle en France), ainsi que du rôle prétendument libérateur des impérialismes américain et anglais.

Le choc de décembre était inévitable

Prise de panique devant l'étendue du mouvement, et surtout devant le rôle prépondérant de la classe ouvrière, la classe bourgeoise se resserra autour de ses représentants politiques et se décida à prendre des mesures décisives. Les déclarations de loyalisme des communistes ne la tranquillisaient pas, d'abord parce qu'elle se méfiait d'eux, ensuite parce que les masses armées pouvaient bien, à un moment donné, se libérer de la tutelle communiste, et, trouvant d'autres chefs révolutionnaires, marcher sur le chemin de la lutte des classes. La situation entra dans la phase de liquidation, dont la marche et les procédés diffèrent dans chaque pays selon les conditions particulières et sa situation internationale, et surtout selon le rôle des partis communistes.

En France, par exemple, le désarmement et la dissolution des milices patriotiques, le licenciement des officiers FFI, le retrait de toute initiative aux organisations de la Résistance se firent pacifiquement, grâce à l'intervention ouverte et cynique du Parti communiste français.

En Grèce, où la position de la bureaucratie soviétique était différente, le Parti communiste grec s'opposa au désarmement des forces de la Résistance. L'impérialisme anglais, pour qui la Grèce constitue un point stratégique, dont dépend la sécurité du canal de Suez et de la route vers les Indes, passa à l'intervention directe et armée. Le choc de décembre était inévitable. Ce choc montra le dynamisme formidable de la Résistance grecque. La résistance des masses à la bourgeoisie indigène et à l'impérialisme anglais fut un acte nettement révolutionnaire, qui eut un retentissement extraordinaire à l'étranger. Si la situation internationale avait été différente, si le mouvement prolétarien dans les autres pays n'avait pas été châtré par la direction stalinienne et réformiste, si l'Union soviétique avait poursuivi une politique internationaliste, la révolution de décembre

n'aurait peut être pas été étouffée après 33 jours d'une lutte héroïque, qui provoqua l'étonnement et l'admiration du monde entier.

La faiblesse et les graves erreurs des partis de la IV^e Internationale

Le facteur subjectif de l'écrasement du mouvement révolutionnaire de décembre en Grèce, ainsi que de la défaite sans combats des masses dans les autres pays est, avant tout, la faiblesse et les graves erreurs des partis de la IV^e Internationale.

En Grèce, les groupements se réclamant de la IV^e Internationale, non seulement n'ont pas compris la signification du mouvement — tant pendant l'Occupation qu'après la "libération" —, mais ils sont allés jusqu'à renier celui-ci, à le considérer comme étranger aux intérêts du prolétariat. Ils ont appelé les ouvriers à rester à l'écart, c'est-à-dire à désertier. Les ouvriers ne les ont pas écoutés, et ils ont eu raison. Les partisans de la IV^e Internationale décidés à garder "les mains pures", restèrent "au-dessus du courant", c'est-à-dire au-dessus et loin des masses. Ils ont ainsi laissé les staliniens et les réformistes bourrer librement le crâne des masses avec leur propagande chauviniste.

Et pourquoi ? Parce que les masses en lutte n'avaient pas un programme de classe ! Mais qui leur avait présenté un programme de classe ? Qui, en dehors de leur avant-garde révolutionnaire, aurait pu leur donner un programme de classe ? Avez-vous réfléchi sur le fait que la résistance dans les pays occupés, qui, au début, était surtout un mouvement "patriotique" à composition sociale bourgeoise et petite-bourgeoise, commença à prendre un caractère de masse et à s'attirer des couches prolétariennes **après l'offensive contre l'URSS et l'institution du travail obligatoire** ? Que le mouvement entra dans sa phase la plus combative **après les premiers succès de**

l'Armée rouge ? Que signifie cela ? Cela signifie qu'en essayant d'échapper à l'esclavage du travail obligatoire et à la déportation, l'ouvrier a pris les armes pour défendre non "la patrie", **mais sa liberté, son droit au travail "libre"**.

N'en déplaise aux ultra-gauches, cela est un droit sacré et tout à fait "de classe". Cela signifie qu'avec l'entrée de l'URSS dans la guerre, l'ouvrier, consciemment ou instinctivement, a senti que le pays de la révolution socialiste était en danger, et avec lui le mouvement socialiste mondial. Ce n'est pas un droit sacré, mais **un devoir sacré et un devoir de classe**.

Pendant la première phase de la guerre contre l'URSS, quand les armées de Hitler faisaient leur marche "trionphale" sur Stalingrad, ce furent les plus courageux, les plus conscients, les "politiques" des ouvriers qui entrèrent dans la lutte.

Et lorsque l'épopée de Stalingrad eut changé l'aspect de la guerre, les larges masses hésitantes, les moins "politisés" de celles-ci les rejoignirent. Cette coïncidence ne vous dit rien ?

Mais ceux qui, aux yeux de l'ouvrier, représentaient chez lui la révolution d'Octobre avaient entrepris un bourrage de crâne patriotique. Ils étaient là, à la tête des organisations syndicales clandestines, à la tête des formations de partisans, à la tête des milices patriotiques. Et ils étaient courageux. (Il est grossièrement ridicule d'accuser de lâcheté les staliniens, comme le fait la *Lutte ouvrière* dans son numéro du 31 décembre 1945). Ils étaient dans la lutte et ils savaient mourir en héros. Ils tombaient à côté de l'ouvrier. Le malheur est qu'ils tombaient en criant : "*Vive la patrie !*"

Entre-temps, les révolutionnaires "purs", après avoir constaté que les ouvriers luttèrent sous un drapeau "impur", se lavaient les mains en disant à ces derniers : « *Si vous allez avec les "impurs" nous vous tournons le dos.* »

Eux aussi, ils étaient courageux, eux aussi, ils savaient mourir en héros. Ils tombaient en criant : "*Vive la révolution mondiale !*"

Le malheur, ici, est qu'ils tombaient loin des masses. Et leur programme restait inconnu de celles-ci.

Les trotskystes n'ont pas mis dans le même sac les masses et leurs chefs

Pendant la révolution espagnole, les masses qui luttèrent contre Franco et contre le fascisme international étaient dirigées par des bourgeois démocrates, par des social-patriotes, par des staliniens, par des anarcho-syndicalistes, par des catholiques basques, etc.

L'armée républicaine était sous les ordres d'un gouvernement qui n'avait rien de commun avec la révolution prolétarienne.

Les trotskystes n'ont pas mis dans le même sac les masses et leurs chefs. Ils firent tout leur possible pour éclairer celles-là. Mais ils se trouvèrent à la pointe du combat, en première ligne, et beaucoup d'entre eux tombèrent, frappés les uns par les balles de Franco, les autres par les balles de la Guépéou.

Contre l'impérialisme anglais

Le droit à l'autodétermination des peuples est une des revendications fondamentales du programme marxiste-léniniste. Cette revendication prend une importance beaucoup plus grande quand s'agit d'un "petit pays", qui fut toujours et qui continue à être sous l'emprise d'un capital financier étranger.

Nous avons toujours été, en Grèce, contre l'emprise de l'impérialisme britannique. Nous avons toujours appelé les masses opprimées à lutter contre les banquiers de la City, contre Hambro, contre le contrôle économique international, pour la suppression de la dette envers les puissances étrangères. Si l'on parcourt

les journaux de tous les groupements oppositionnels d'avant-guerre, on trouvera ces revendications à maintes reprises.

Et voilà que, lorsque le peuple grec se dresse contre les forces armées des maîtres économiques du pays, contre les forces de l'impérialisme, qui a, depuis toujours, transformé la péninsule hellénique en un bastion pour la défense de la route vers les Indes, et le peuple grec en chair à canon destiné à servir sa politique de brigandage, nous oublions tout cela.

Je n'ai pas lu toutes les publications des camarades grecs, avant, pendant et après les événements de décembre. Mais dans celles que j'ai pu me procurer, je n'ai rien trouvé qui marque une position nette contre l'impérialisme anglais et son intervention armée dans la vie politique du pays. Cela nous est-il indifférent ?

Notre parti français paya lui aussi très cher sa position longtemps fautive envers le mouvement de la Résistance. Sans aller jusqu'au sectarisme délirant de nos camarades grecs, il suivit une ligne pleine d'hésitations, de rétractations, et c'est seulement à la fin qu'il a trouvé la voie juste.

Et cela grâce à son régime intérieur démocratique et à la discussion âpre, mais fertile, entre les tendances — discussion qui se poursuit même aux moments les plus durs de la clandestinité et de la terreur.

Cette attitude hésitante ne lui a pas permis — malgré le fait qu'un grand nombre de ses militants se trouvèrent dans les rangs les plus avancés de la Résistance — d'exercer une influence décisive sur les événements en opposant son programme révolutionnaire internationaliste à la politique chauvine et capitularde des socialistes et des stalinien.

Tout cela est grave, très grave. Maintenant, il s'agit de redresser notre politique. Pour cela, notre point de départ doit être une autocritique sincère, sévère et ouverte.

“Monarchie ou république”, “L'EAM au pouvoir”

Dans leur ligne générale, je suis d'accord avec les thèses de la minorité de la *Lutte ouvrière*, tant en ce qui concerne l'EAM et les événements de décembre qu'en ce qui concerne les tâches du moment présent, surtout sur la question “monarchie ou république” et sur le mot d'ordre “L'EAM au pouvoir”. J'ai lu, dans une réponse de leur comité central, un passage où on les accuse d'avoir eu une attitude inconséquente par rapport à leur position. Je ne peux pas savoir dans quelles conditions ils se sont trouvés et comment ils ont agi. Mais je sais que lorsqu'une minorité se dresse contre la politique de la majorité, elle doit, avant de briser la discipline, lutter pour gagner à ses conceptions l'organisation entière. Toutes sortes de facteurs psychologiques et autres interviennent dans de pareils cas, et empêchent la clarification rapide de la situation. Il faut tenir compte aussi du fait que la direction stalinienne du mouvement de la Résistance poursuivait une politique d'extermination des oppositionnels, même quand ces derniers étaient prêts à entrer dans les rangs du mouvement. La question, d'ailleurs, ne se limitait pas à l'entrée de quelques militants dans les rangs de l'EAM et de l'ELAS. C'était, avant tout, la politique de nos organisations qui aurait dû être différente. S'il en est ainsi, les problèmes pratiques auraient été résolus selon les possibilités de chaque moment.

Je crois qu'il est temps d'en finir avec les méthodes déloyales dans la lutte intérieure. En tout cas, pour éviter tout malentendu, je vous déclare que, personnellement, je fus conséquent avec mes conceptions.

**Grégoriades,
10 février 1946**

Notes de lecture



Annie Lacroix-Riz : L'Histoire contemporaine sous influence ⁽¹⁾

IL n'est pas étonnant qu'un silence épais entoure ce court pamphlet. Annie Lacroix-Riz y pose en effet sans détour quelques problèmes essentiels concernant l'histoire contemporaine et met en cause, faits et arguments à l'appui, les pratiques plus que douteuses d'un grand nombre d'historiens, que l'on peut sans exagération qualifier d'officiels.

Est-il normal qu'une commission officielle d'historiens chargée de travailler sur la spoliation des biens juifs sous l'Occupation ait travaillé non sur les archives des banques françaises (sans parler des filiales des banques américaines installées en France, qui ont, sous Pétain, participé à la curée de l'aryanisation), mais sur les rapports rédigés par des représentants de ces banques elles-mêmes, qui ont donc sélectionné et choisi les documents à soumettre à l'examen des historiens ? Comment peut-on un seul instant douter que les banquiers aient écarté tout ce qui pouvait être vraiment gênant pour eux et leur coûter cher ? Qui pourrait croire un instant que des banques qui ont spolié des centaines de victimes aient comme souci premier la vérité sur leurs propres forfaits ?

Certes, les universitaires concernés tentent d'esquiver ce reproche en "guidant" lesdits représentants des banques "par un cadre méthodologique commun, afin de parvenir à une connaissance ho-

mogène et quantifiée du destin des avoires juifs". On pourrait s'étonner de la naïveté des auteurs de pareilles recommandations. Mais est-ce naïveté ou complicité ? Annie Lacroix-Riz s'interroge en effet à juste titre sur ce point : "*Le procédé longuement vanté est irrecevable dans son principe : comment cautionner des rapports dont on ne maîtrise pas des sources ?*" Comment ne pas lui donner raison ? On est en tout cas là sur la voie directe de l'histoire officielle : ce sont les spoliateurs qui façonnent l'image de la spoliation (et des dédommagements futurs...).

Annie Lacroix-Riz pose un problème du même type concernant la commission présidée par l'académicien René Rémond, homme de paille de l'Eglise catholique et patron de l'histoire officielle en France, sur l'affaire Touvier, ce tortionnaire de la milice vichyste protégé et dissimulé par l'Eglise de France de longues années durant. La commission a eu le monopole de l'accès aux archives que "*l'archidiocèse de Lyon lui communiqua à ses propres conditions*". Annie Lacroix-Riz pose là encore une interrogation de fond : "*La procédure adoptée violait donc la règle du métier d'historien, qui consiste à user d'archives contrôlables par tout lecteur, spécialiste ou non.*"

(1) Le Temps des cerises, 120 pages, 10 euros.

Le privilège accordé à la commission Rémond ne pouvait que signifier une confiance particulière du cardinal-archevêque de Lyon à son endroit. La commission a totalement justifié cette confiance, puisqu'elle a osé affirmer — contre l'évidence même — que, dans le domaine de la protection des collaborateurs des nazis, les ecclésiastiques étaient toujours intervenus "à titre personnel" (donc en dehors de leur hiérarchie, tenue à l'écart et dans l'ignorance des actes de ses représentants ?). La commission ose ajouter que, malgré "l'existence de filières", l'impunité dont a longtemps bénéficié Touvier résultait d'une "convergence de comportements individuels plutôt que de la stratégie de l'institution". Cette mystérieuse convergence est sans doute tombée du ciel, mais ni du Vatican, ni de l'Eglise de France. C'est précisément ce qu'il fallait démontrer au moment même où une chaîne de télévision montrait l'existence d'une filière montée par le Vatican pour sauver Ante Pavelic et des dizaines de tortionnaires oustachis de Croatie, dont le régime rivalisa en horreur avec les pires crimes nazis.

L'enquête d'Annie Lacroix-Riz ne s'arrête pas là. L'investissement de l'histoire, par des cohortes d'historiens devenus de vénérables institutions officielles — Paul Nizan aurait dit "des chiens de garde" (bien nourris, on va le voir) — va très, très loin. La Commission européenne de Bruxelles déverse des sommes importantes à des historiens et des chercheurs payés pour trouver les conclusions adéquates sur les merveilles de la construction européenne avant même de les avoir cherchées (application inattendue de la phrase pascalienne "Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais déjà trouvé"). L'argent versé doit en effet impérativement servir à démontrer l'existence d'une profonde passion pour l'Europe de Maastricht. Les récentes élections européennes confirmant que les peuples eux-mêmes la rejettent massivement, on saisit l'importance de cette propagande.

Les chaires et conférences Jean Monnet sont largement financées. "La portée du projet Jean Monnet, souligne Annie

Lacroix-Riz, citant l'historien Pinto-Duschinsky, est énorme." Les universités de la Communauté européenne comptent la bagatelle de 409 chaires Jean Monnet, dont 90 en Grande-Bretagne. Depuis 1990, le programme a financé 1 722 "nouvelles activités d'enseignement", y compris des cours et des modules dits d'études européennes ; 146 initiatives (comprenant 39 chaires) ont porté sur l'histoire de l'intégration européenne et 348 sur les études politiques européennes. Il existe un financement spécial pour la recherche sur la "mémoire des gens qui ont construit l'Europe".

La même Commission européenne qui exige la fermeture de dizaines d'hôpitaux publics jugés trop coûteux dans les pays Baltes récemment intégrés déverse ses crédits à flots sur cette activité de propagande assumée par des universitaires ainsi sponsorisés... et téléguidés.

C'est le règne de l'histoire officielle, comme en URSS sous Staline. Mais, sous ce dernier, l'historien devait être aux ordres, sous peine de risquer sa liberté, voire sa vie. Ceux d'aujourd'hui ne risquent que leur propre poche.

L'un des plus remarquables produits de cette histoire aux ordres a comme auteur Jacques Marseille, ancien stalinien, qui, dans une interview récente au *Monde*, reprochait à la droite française de ne pas être assez ou vraiment à droite, d'avoir peur, en un mot, d'être à droite ! Il est, par ailleurs, directeur de collection de manuels d'histoire chez Nathan. Sous sa direction a été publié un ouvrage intitulé *L'IUMM, vingt ans de vie sociale*. L'IUMM est l'organisme du patronat des mines et de la métallurgie, qui a financé ce monument à sa propre gloire, précédé d'un avant-propos du président de cet organisme du MEDEF, Daniel Dewavrin, et du vice-président délégué général, Denis-Gautier Sauvagnac. Ces derniers exaltent en particulier "l'intervention apaisante de l'IUMM au moment des conflits majeurs (1936, 1947, 1968)". On nage en pleine hagiographie... et Jacques Marseille, exalté, s'écrie : "Avec sa capacité d'expertise, son expérience, sa souplesse d'organisation et sa connaissance intime des rap-

ports sociaux, l'UIMM a un bel avenir devant elle." La brosse à reluire, cela ne s'invente pas, mais cela se subventionne.

Ce ne sont là que quelques exemples caractéristiques d'une histoire aux ordres (et financée !), dont Annie Lacroix-Riz donne d'autres exemples croustillants : citons en particulier celui du prix d'histoire François Bourdon portant sur "techniques, entreprises et société industrielle", décerné par un jury composé de cinq personnalités de l'industrie et de la finance (dont le directeur immobilier de Schneider Electric industries SA), et de cinq universitaires, dont Serge Wolikow, vice-président de l'université de Bourgogne et l'un des historiens officiels no-

toires du PCF. Le mélange des genres atteint ici un sommet et confirme que le stalinisme mène décidément à tout.

Annie Lacroix-Riz ouvre ici une piste de recherche qu'il est indispensable d'approfondir. Il est en effet important de savoir, dans chaque cas concret, à qui et à quoi l'on a affaire. On peut ainsi déterminer à quelle déformation de l'histoire on doit s'attendre à répondre, à moins de se résigner à accepter l'affirmation de l'historien Pierre Miquel, selon qui, "en histoire, le mensonge est l'activité la mieux partagée".

Jean-Jacques Marie

Jean-Marc Berlière et Frank Liaigre : **Le Sang des communistes. Les bataillons de la jeunesse dans la lutte armée, automne 1941** ⁽¹⁾

LES auteurs du *Sang des communistes* n'ont sans doute pas cherché à analyser la portée et la signification de la politique d'attentats individuels organisée par la direction du PCF contre des soldats et gradés allemands entre 1941 et 1944, ni à en souligner toute l'inanité. Ils s'attachent plutôt à démystifier cette politique en démontant le bluff dont ses historiens officiels l'ont entourée. Mais le lecteur de leur enquête minutieuse et impitoyable ne peut qu'en tirer des conclusions accablantes pour les instigateurs de cette politique.

Les bataillons de jeunesse, formés de quelques dizaines de jeunes communistes, surtout parisiens, ont multiplié les attentats individuels, très impopulaires, même auprès de la grande majorité des militants du PCF, et actes de sabotages divers, de l'été 1941 au printemps 1942. L'histoire stalinienne officielle en a présenté un bilan truqué, répété à l'envi...

Les deux auteurs affirment un principe : "La mémoire, on le sait, n'a que faire de la vérité historique. Toute commémoration draine son lot de mensonges

(1) Fayard, 2004, 416 pages, 22 euros.

et d'ellipses. Toute commémoration véhicule à des fins politiques un passé fictionnel appuyé sur des images fortes, des figures sculptées dans le marbre. Châteaubriant, la résistance communiste, la lutte armée n'échappent pas à la règle.»

Ils démolissent sans pitié la littérature abondante et hagiographique consacrée à ces bataillons de jeunesse, en démontrant qu'elle répète et module inlassablement les affabulations, mensonges pieux et légendes tout aussi pieuses de l'un des quatre survivants de ces bataillons, Albert Ouzoulias, auteur de deux ouvrages : *Les Bataillons de la jeunesse* et *Les Fils de la nuit*.

Nos deux auteurs ont dépouillé minutieusement d'innombrables cartons d'archives, entre autres d'archives policières. Leur conclusion est sans appel : « *A la lumière de ces archives, de leur confrontation avec d'autres sources, apparaissent bien des mensonges, des montages, des arrangements de la réalité comme tels. Des ouvrages "de référence", cités et recopiés ad nauseam, apparaissent pour ce qu'ils sont : des accumulations "fabuleuses" ou tendancieuses d'affirmations gratuites, approximatives, parfois grotesques, d'événements surestimés, inventés, de bilans irréalistes, de confusions, de mensonges tressés comme autant de couronnes à la gloire d'un parti héroïque, d'une direction infailible, de militants qui ne parlent jamais — ou sous des tortures odieuses — ou de réquisitoires montés de toutes pièces pour déconsidérer, salir des acteurs exclus, effacés, renvoyés dans les poubelles de l'histoire et de la mémoire militante.* »

A la lecture du *Sang des communistes*, ce réquisitoire n'apparaît pas exagéré. Les auteurs démontent, en particulier, les "rodomontades" d'Albert Ouzoulias, "inlassablement reprises par tous les auteurs", alors que ses écrits apparaissent comme des fictions visant à dissimuler la véritable politique du PCF jusqu'en juin 1941, matérialisée entre autres par la tentative d'obtenir des autorités nazies la réparation de *L'Humanité* légale. « *Albert Ouzoulias, écrivent-ils, peut vanter à longueur de pages l'effica-*

ité des premiers combattants, évoquer des attentats presque quotidiens, les trottoirs jonchés de cadavres d'officiers allemands, les "centaines" de nazis tués ; en réalité, l'échec est criant, tragique, désespérant. »

Le bilan réel des actions engagées par ces jeunes, dont la quasi-totalité seront fusillés, est effectivement très mince. *"Les déraillements ? Echecs sur toute la ligne. Les attaques de bâtiments réquisitionnés par l'occupant ? Sur les vingt-trois opérations organisées, deux avortent, six échouent, douze occasionnent bris de vitre et autres dégâts insignifiants. Le sabotage des véhicules ? Pas davantage. Sur les dix-neuf actions recensées, par deux fois des camions sont totalement détruits, par deux fois des pièces mécaniques sont endommagées, tandis qu'à l'issue des autres attentats, au mieux, seule de la tôle est froissée (...). Huit mois de lutte armée en région parisienne permettent — outre le déraillement d'un train à Epinal et à Noisy-le-Grand — (...) la mort de six Allemands, la destruction de quatre camions et d'une voiture, quelques blessures souvent bénignes, quelques dégâts, presque rien..."*

Le tort imperceptible provoqué à l'armée nazie se paie de la mort de dizaines de jeunes communistes et de l'exécution de dizaines d'otages, dont les 27 militants fusillés à Châteaubriant le 22 octobre 1941 après le meurtre à Nantes du Feldkommandant de la Loire-Inférieure, Karl Holz, le 10 octobre.

Maroussia Naitchenko, qui connut plusieurs d'entre eux, s'exclame : "Tous morts pour ça ?", pour des résultats si dérisoires et prévisibles, malgré le courage de ces jeunes gens à l'espérance de vie d'environ sept mois !

On comprend aussi pourquoi Ouzoulias, "copié, recopié, cité, répété dans tous les ouvrages postérieurs (...), dresse un tableau apocalyptique des résultats des actions des bataillons" en affirmant que leurs actions "ont coûté la vie à plusieurs centaines d'officiers, sous-officiers et soldats nazis" et ont freiné la répression nazie. "C'est ainsi, notent les auteurs, que s'écrivent les légendes."

Tous résultats gonflés au point d'en devenir imaginaires.

Dans l'univers de l'appareil, le bluff règne en maître, y compris dans les rapports internes.

Ainsi, Jacques Duclos affirme-t-il à direction du Comintern à Moscou que les maigres (et pour cause) manifestations organisées par le PCF le 14 juillet 1941 ont réuni "une foule qu'on peut estimer à un million de personnes et rassemblée au grands boulevards, au Quartier latin et à l'Etoile".

Difficile de trouver un mensonge plus gros dans une histoire qui en est pourtant fort riche.

A ce bluff généralisé s'ajoute l'insouciance avec laquelle la direction clandestine du PCF, sous la houlette de Jacques Duclos, traite les questions de la sécurité des jeunes militants des bataillons, envoyés à la mort "au terme d'une formation dérisoire (...), sans autre viatique que leur bonne volonté. Sans expérience ni connaissance, démunis, indigents...", sans que soient respectées les exigences plus élémentaires de la sécurité, au prix de leur vie et de celle de leurs proches.

Ces mêmes dirigeants pourront ensuite les utiliser cyniquement à leurs fins comme martyrs (tout en en diffamant certains, comme Spartaco-Guisco, qualifié gratuitement de "salaud qui a donné tous ses copains" par Rol-Tanguy, puis exhumé du carré des fusillés à Ivry en 1947). C'est l'un des traits caractéristiques de l'appareil stalinien.

La direction du PCF confiera bien entendu la rédaction de l'opuscule *Les Martyrs* à Louis Aragon, l'homme qui avait osé se demander si "la nouvelle Constitution stalinienne ne méritait pas la première place parmi les trésors les plus précieux de la culture humaine, avant les royales œuvres de Shakespeare, Rimbaud, Goethe ou Pouchkine".

Il avait, pour ce genre de travail, une qualification et une souplesse vertébrale

qui ne sont pas données à tout le monde.

Le Sang des communistes présente un deuxième intérêt : il étudie le comportement et les rivalités des divers services policiers dans la "chasse aux communistes" : les RG, la BS criminelle (la brigade antiterroriste de la police judiciaire) et la police municipale. A une exception près, les policiers chasseurs et traqueurs de "terroristes" s'en sont en général bien sortis à la Libération. Ainsi, seul un membre de la brigade antiterroriste de la brigade criminelle, Savary, fera 21 mois de détention préventive et sera mis à la retraite d'office. Mais il était détesté par ses collègues de la police judiciaire et formait un parfait bouc émissaire, dont le châtiment (modéré) permettait de mieux dédouaner les autres. Berlière et Liaigre soulignent : "Ses collègues, suspendus dès septembre ou octobre 1944 dans le cadre de l'épuration (...), s'en tirent mieux. Tous sont, après leur passage devant la commission d'épuration en avril ou mai 1945, purement et simplement remis en service (...) ou s'en tirent avec une punition symbolique."

Au même moment, Maurice Thorez, appliquant les consignes de Staline, affirmait nécessaire que la France ait "un seul Etat, une seule armée, une seule police". Il sera comblé : les policiers qui avaient liquidé les jeunes communistes des bataillons de la jeunesse (sauf quatre) étaient presque tous remis en selle. L'Etat avait besoin de ces serviteurs toujours fidèles à l'Etat lui-même, et de leurs compétences.

Ainsi, l'histoire était bouclée : les organisateurs de la chasse aux jeunes communistes envoyés par l'appareil dans l'aventure sans issue des attentats individuels pouvaient continuer à faire leur travail dans la police, avec la bénédiction politique de l'appareil lui-même...

Marc Teulin

François-Xavier Nérard : 5 % de vérité (la dénonciation dans l'URSS de Staline) ⁽¹⁾

STALINE, lançant en 1928 la campagne dite de "l'autocritique", déclara : "*Bien sûr, nous ne pouvons exiger que la critique soit exacte à 100 %. Si la critique vient d'en bas, nous ne devons même pas négliger une critique qui ne sera exacte qu'à 5 ou 10 %*", c'est-à-dire dont la plus grande partie, sinon la quasi-totalité, est inventée. La précision "*si la critique vient d'en bas*" vise à présenter Staline comme incitant la population laborieuse à lutter contre l'appareil, dont elle juge l'emprise pesante ; c'est une justification démagogique de l'invitation à la dénonciation généralisée, qui doit fournir à Staline des armes contre tous les membres d'un appareil dont il entreprendra à partir de 1929 la purge systématique. Cet appareil, en effet, si soumis au clan de Staline et si corrompu soit-il, est issu de la révolution. Staline l'épurera sauvagement (ainsi que son propre clan) au cours des dix années suivantes, jusqu'à en constituer un autre, entièrement nouveau...

François-Xavier Nérard a effectué un long travail dans les archives où s'entassent les lettres de dénonciation. Il souligne que ces lettres, surtout celles qui sont signées, ne se résument pas à des dénonciations, surtout à la fin des années 1920 et au tout début des années 1930 : elles contiennent des plaintes, des doléances, des récriminations, des protestations, car, dans un régime où, à dater de 1929, toutes les formes de protestation collective (et, au premier chef, la grève) sont proscrites, interdites et brutalement réprimées, elles constituent la forme la plus simple de revendication

Pour l'auteur, la campagne lancée en 1928 par Staline répond à un double souci du pouvoir stalinien : contrôle et information, dans un système privé de toute liberté politique. Mais la part d'information fiable est nécessairement très réduite si l'on admet comme utilisable un "signal" qui comporte 95 % d'affabulations. Au fil des années, d'ailleurs, la fonction répressive l'emporte de plus en plus sur toute autre.

Un héritage tsariste : le délit de non-délation

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, Staline ne fait que reprendre une tradition tsariste. Le tsar Alexis Mikhaïlovitch, qui régna au milieu du XVII^e siècle, définit la portée du système de délation mis en place par la monarchie russe en instituant **le délit de non-délation**. Le deuxième chapitre du recueil des lois publié en 1649 par le tsar est consacré à "*l'honneur du monarque et à la protection de sa personne, sa santé et sa dignité (sa fonction) contre la parole, la trahison et les désordres collectifs*". La formule non écrite s'applique pleinement à l'époque de Staline : il suffit pour cela de remplacer monarque par secrétaire général. Rappelons-nous les malheureux condamnés au camp pour avoir par mégarde enveloppé des ordures dans un numéro de journal contenant une photo de Staline (pratique à l'époque très répandue !). Dans le code de 1649, la simple intention suffit à défi-

(1) Taillandier, 532 pages, 25 euros.

nir le délit (punissable de la peine de mort !). De même, sous Staline, les condamnés des procès de Moscou se verront accuser de toute une série d'intentions qui ne se sont évidemment jamais traduites en actes, puisqu'elles étaient inventées par le Guépéou-NKVD.

Le recueil des lois du tsar Alexis Mikhaïlovitch définit le délit de non-dénonciation, qui sera largement utilisé sous Staline : combien de citoyens soviétiques seront alors envoyés en prison ou au camp pour n'avoir pas dénoncé les propos critiques d'un frère, d'un père, d'une tante ou d'un voisin ! Il prévoit même à son propos la peine de mort. Le tsar Pierre le Grand, qui règne au début du XVIII^e siècle, fera abolir à cet effet le secret de la confession : le Saint-Synode (organe dirigeant de l'Église orthodoxe, dont les membres sont désignés par le tsar) justifiera la violation du secret de la confession en affirmant qu' "il ne s'agit pas d'un péché, mais de quelque chose d'utile si cela permet d'éviter un crime". Application très exacte du principe "la fin justifie les moyens", dénoncé avec horreur par tous les politiciens et moralistes bourgeois, qui le mettent pourtant en œuvre en permanence ou le justifient lorsque les besoins de la classe dominante l'exigent. François-Xavier Nérard souligne : "Cette sanction de la non-dénonciation est par la suite reformulée et reprise plusieurs fois, on le verra, dans le droit soviétique" à l'époque de Staline.

"Rejet, gêne ou adhésion"

Il est un stéréotype très répandu : la société soviétique sous Staline (et après)

aurait été celle de la dénonciation généralisée. Le tableau qui ressort de l'ouvrage de François-Xavier Nérard réfute ce stéréotype. Certes, le flot des lettres de dénonciation (qui ne sont pas toujours fausses, car on y trouve des protestations contre tel ou tel tyranneau local, ou même contre le NKVD du coin) ne cesse de se gonfler au fil des années : ainsi, en 1938, le secteur "Lettres" de la *Pravda* traite environ 10 000 lettres par mois, le plus souvent constituées de récriminations, plaintes, doléances et dénonciations contre des institutions et leurs responsables ou des individus.

François-Xavier Nérard tire de son examen des différents types de lettres qu'il a dépouillées une conclusion très mesurée : "*Les rapports de la population à la dénonciation sont très divers. Il ne semble pas que l'on puisse conclure que l'ensemble de la société était révolté par de tels comportements. L'affirmation contraire est probablement également inexacte : les années trente ne sont pas des années de dénonciation de tous par tous. Malgré les efforts du régime, la société n'est pas uniforme et l'acte de dénonciation suscite rejet, gêne ou adhésion.*"

Staline et son clan sont contraints de mettre en place un système permanent de contrainte, de répression et de terreur précisément parce qu'ils se heurtent à la résistance, certes muette le plus souvent, mais résistance quand même, d'une partie de la population laborieuse. C'est cette résistance qui renforce Staline dans sa volonté d'offrir à la population des boucs émissaires chargés d'assumer la responsabilité des échecs de la prétendue édification du socialisme dans un seul pays...

Jean-Jacques Marie

**Une interview
de Paul Pasteur
à propos
du corporatisme
catholique autrichien
(1934-1938)
et de son actualité**

Quels sont les éléments fondamentaux du système corporatiste social-chrétien tel qu'il a été défini et appliqué en Autriche de 1934 à 1938 ?

Les partisans du système se réfèrent explicitement à l'encyclique *Rerum Novarum*, dont l'esprit a nourri tout le mouvement ouvrier chrétien : le pape Léon XIII reste ainsi la référence absolue. Lorsqu'ils prétendent traiter la question sociale, les catholiques autrichiens n'envisagent pas d'autre alternative que d'appliquer les préceptes et les principes défendus par le pape. En la matière, ils font preuve d'un sectarisme encore plus intransigeant que les militants ouvriers se réclamant du marxisme. En 1923, les militants catholiques ouvriers réaffirment dans plusieurs textes clairement les principes de *Rerum Novarum*, en rappelant la notion de "juste salaire", le refus du travail féminin et la volonté de refaire vivre les corporations ; ces principes sont repris par l'encyclique *Quadragesimo Anno* en 1931.

Le rêve corporatiste des catholiques des années 1930 plonge ses racines dans une vision mythique du Moyen Age. Lors d'un célèbre discours, le 11 septembre 1933, Dollfuss déclare que le Moyen Age est "*cette époque où le peuple était structuré et organisé en corporations, c'était cette époque où le travailleur ne se révoltait pas contre son maître*". Dollfuss utilise systématiquement l'image de la ferme, "*où le paysan mange le soir à la même table, la même soupe, du même plat que les serviteurs après une journée de travail commune*". Mais, selon les corporatistes, des troubles, les Juifs, les libéraux, les marxistes, seraient venus "*semer des conflits*" et la conscience de classe serait alors apparue comme une volonté de "*perversir le bien commun*". Pour les théoriciens corporatistes, il faut revenir à "*l'idéal de la communauté du peuple*

(*Volksgemeinschaft*)", idéal par ailleurs défendu par les nationaux-socialistes et par tous les courants fascisants autrichiens ou nationalistes allemands. Il faut aussi mentionner la volonté de ces corporatistes de "déprolétarianiser le prolétaire", il convient d'en faire un petit-bourgeois renonçant à toute conscience de classe. Ce thème est demeuré présent chez les chrétiens-sociaux jusqu'à la fin du XX^e siècle, ils ont d'ailleurs assez bien réussi !

Ne peut-on y distinguer des traits circonstanciels liés à une époque historique précise (l'antisémitisme, par exemple, aujourd'hui officiellement renié par l'Eglise catholique) de traits fondamentaux et permanents définissant le corporatisme ? Si oui, lesquels ?

Au début des années 1930, les catholiques de toutes tendances condamnant le libéralisme (mais pas la propriété privée), refusant l'Etat démocratique, le parlementarisme, honnissant la République et prônant le retour aux valeurs traditionnelles, pensent trouver dans l'Etat corporatiste la solution à tous les maux dont souffrirait la société. Ces mêmes catholiques n'ont cessé, pendant les années 1920, de diffuser un discours de haine à l'égard des sociaux-démocrates et de tous les "bolcheviks". Ces éléments n'ont rien de spécifique à l'Autriche. En revanche, l'antisémitisme hante la société autrichienne. Il faut rappeler que l'antisémitisme du mouvement ouvrier chrétien-social n'est pas un trait marginal, mais un élément constitutif de l'idéologie de ce mouvement. L'antisémitisme du mouvement ouvrier chrétien-social est, à côté du lien confessionnel, la principale manière de se différencier programmatiquement de la social-démocratie. Les chrétiens-sociaux utilisent systématiquement l'antisémitisme dans

leur lutte contre la social-démocratie en stigmatisant une partie des responsables, des permanents de la social-démocratie comme "Juifs", que cela soit Otto Bauer ou Hugo Breitner, le sénateur aux finances de la ville de Vienne. Cet antisémitisme aussi présent chez les ouvriers sociaux-démocrates va être réactivé et utilisé par les chrétiens-sociaux après la guerre civile et la défaite de la social-démocratie en février 1934 pour encourager les simples adhérents du Parti social-démocrate ou des syndicats libres à rejoindre les organisations de l'Etat autoritaire corporatiste chrétien, loin des "sales Juifs qui les ont trompés". La branche ouvrière chrétienne-sociale est réputée plus antisémite et plus anticapitaliste que le parti.

Le syndicat unique est-il l'un de ces éléments fondamentaux et permanents, alors même que l'Eglise a avancé l'argument du pluralisme syndical pour justifier l'existence de syndicats spécifiquement chrétiens, voire catholiques ?

Non, les archives montrent que les partisans du corporatisme ont discuté assez longuement sur la question même de l'existence de syndicats. Au Portugal, coexistent différents syndicats. En Autriche, la force passée des syndicats libres, ceux qui étaient liés à la social-démocratie, mais aussi des syndicats chrétiens et des syndicats nationaux-allemands, était telle qu'il apparaissait difficile à de nombreux responsables chrétiens-sociaux de supprimer la représentation syndicale. Les représentants du fascisme local, en particulier la tendance regroupée dans les *Heimwehren* et autour du ministre des Affaires sociales, Odo Neustädter-Stürmer, ne voulaient pas de syndicats, pas plus du syndicat unique que des syndicats chrétiens. Pour les chrétiens-sociaux, il était difficile, voire impossible de ne pas tenir compte de l'histoire syndicale du pays, et l'on constate que les salariés autrichiens ont d'ailleurs assez largement rejoint le syndicat unique en espérant y trouver un abri, un toit. Par ailleurs, les chrétiens-

sociaux espéraient récupérer tous les biens et les fonds des syndicats libres interdits, ce qui représentait une véritable fortune. Quant à l'Eglise catholique, je n'ai pas eu accès à ses archives, mais elle semble en retrait, jouant sur ses relais au gouvernement et la diversité de leurs positions.

Quels sont les traits essentiels de la "communauté d'entreprise", notion dont votre ouvrage souligne le rôle central ? Le syndicat unique est-il une composante indispensable ?

Les corporatistes chrétiens rappellent à l'envi que les cellules de base de la société sont la famille et l'entreprise. L'entreprise serait une cellule bâtie sur les mêmes principes que la famille ; au père se substitue le patron. Or ce père se montre peu protecteur et peu paternaliste, puisque, une semaine après le début de la guerre civile, le 21 février 1934, tous les délégués d'entreprises connus pour être des "rouges" sont déchus de leurs mandats. Des enquêtes pour écarter les nommés insuffisamment "patriotiques" ou d'éventuels anciens sympathisants sociaux-démocrates sont diligentées dans tout le pays. Le nouveau régime veut se débarrasser des comités d'entreprise (*Betriebsräte*), qui symbolisent les acquis sociaux de la République démocratique et la puissance du mouvement ouvrier organisé, désormais interdit. Ces comités d'entreprise apparaissaient aux yeux des "austrofascistes" comme une concession faite aux forces révolutionnaires, "bolcheviques", du lendemain de la Première Guerre mondiale. Pourtant, il apparaît rapidement que, dans un contexte où les patrons ne respectent ni les conventions collectives, ni les principes élémentaires du respect humain, tous les excès deviennent possibles, le gouvernement ne peut laisser les entreprises sans représentation interne. En juillet 1934, il décide la création des communautés d'entreprise (*Werksgemeinschaft*), qui sont "la plus petite cellule de l'édification corporatiste, dans laquelle les employeurs et les salariés sont unis". Le terme de *Gemeinschaft*

(communauté) n'est pas innocent, il fait référence à toute l'idéologie corporatiste chrétienne, selon laquelle l'entreprise est, à l'image de la famille, une "cellule de base" de la société.

Les salariés de l'entreprise doivent élire un "homme de confiance" (*Vertrauensmann*), qui est présenté comme un "médiateur", mais leur nombre est extrêmement limité, en particulier dans les très grosses entreprises, qui ne peuvent pas compter plus de dix hommes de confiance même si elles comptent plusieurs milliers de salariés. Dans cette "communauté d'entreprise", c'est le patron ou son représentant qui conduit les négociations et il dispose d'un droit absolu de veto. Sur la pression des militants syndicalistes clandestins, des élections sont organisées à l'automne 1936 ; 92 % des salariés y participent et donnent souvent l'avantage aux candidats non officiels et aux syndicalistes clandestins.

Qu'est-ce qui différencie historiquement le corporatisme chrétien-social du fascisme ?

La référence explicite au catholicisme, qui met en avant la place et le rôle de la famille, de l'Eglise, l'impossibilité de faire coïncider les enseignements des encycliques *Rerum Novarum* ou *Quadragesimo Anno* avec les idéaux du fascisme. Les corporatistes chrétiens entrent obligatoirement en contradiction avec la conception de l'Etat total défendu par les nationaux-socialistes ou les fascistes, même si l'Eglise catholique a su "s'adapter" au fascisme en Italie et au national-socialisme dans le Troisième Reich. La dictature corporatiste chrétienne autrichienne ne dispose d'aucun parti ressemblant au parti fasciste italien ou au parti national-socialiste allemand, d'aucune milice liée directement au parti et d'aucun chef charismatique, il lui manque aussi une dynamique et une assise populaire. La société autrichienne ne

se reconnaît pas dans l'Etat autoritaire corporatiste chrétien mis en place par Dollfuss et Schuschnigg.

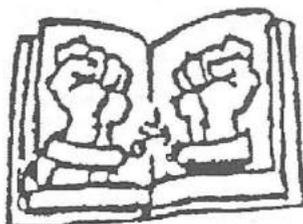
Quel est l'héritage de ce système chrétien-social dans l'Autriche, et, plus largement, l'Europe d'aujourd'hui ? La représentation syndicale unique qu'encourage la Communauté européenne en est-elle par exemple un avatar ? La "communauté d'entreprise" ne se retrouve-t-elle pas explicitement ou implicitement dans certaines branches du mouvement syndical européen ?

La question du corporatisme resurgit sans cesse dans l'histoire de l'Autriche contemporaine. La *Sozialpartnerschaft*, le partenariat social à l'autrichienne, est souvent caractérisée de système "néo-corporatiste". La confédération syndicale autrichienne, l'ÖGB, créée en 1945, syndicat unitaire qui regroupe sociaux-démocrates et chrétiens-sociaux, est à mon avis fortement imprégnée de ce néo-corporatisme. De 1950 à 2000, la négociation a été le seul mode d'action retenu, l'Autriche est alors un pays où la grève est pratiquement inconnue. Dans toute l'Europe, l'idéologie de l'entreprise en tant que famille, cellule de base de la société, a été reprise et adoptée par les sociaux-démocrates et socialistes depuis plusieurs décennies maintenant. La "communauté d'entreprise" des corporatistes des années 1930 est aujourd'hui validée par des pans entiers du mouvement ouvrier et syndical, qui ont renoncé à la lutte des classes, à la défense des salariés. Néanmoins, il me semble que là où le dialogue social ne permet pas de prendre en compte les aspirations des salariés, ceux-ci ont recours à des formes de lutte qui font appel à l'action directe et qui laissent les responsables syndicaux de côté.

(Paul Pasteur est maître de conférence à l'université de Rouen. Interview réalisée par Jean-Jacques Marie.)

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les archives du CERMTRI

Nous poursuivons dans ce numéro la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Une liste des brochures diverses détenues par le CERMTRI a été publiée dans les n^{os} 21 et 23 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, de 1800 à 1926. La liste ci-dessous va jusqu'en 1934.

AUTEUR	TITRE	Editeur	Date édit.	date événe	THEME
1927 - 1936					
BLUMEL André	Pour les élections législatives de mai 1928 : L'action socialiste au parlement	Librairie populaire - Paris	1927	1927	socialisme
BOUKHARINE N. I. (2 ex.)	Les problèmes de la révolution chinoise	Bureau d'éditions de diffusion & de publicité	1927		Chine
Cahiers du bolchevisme	Les documents de l'opposition française et la réponse du parti	Cahiers du bolchevisme	1927		communisme
CHARPENTIER Armand	La papauté et l'Action Française	André Delpeuch - Paris	1927		antimilitarisme
Coopération dans la lutte de classe	Organe de la ... - n°1 première année	...section coopérative de l'Internationale communiste	1927		communisme
GAILLARD (CGTU)	L'attaque patronale et gouvernementale contre la classe ouvrière - Rationalisation industrielle - Réformes administratives - Réorganisation militaire. Discours au congrès de Bordeaux	C. G. T. U.	1927		syndicalisme
GARCHERIE Jean	Le bilan écrasant des finances du cartel et de l'union nationale	Bureau d'éditions	1927		communisme
IC	La coopération dans la lutte de classe	organe de la section coopérative de l'Internationale de l'Internationale communiste	1927		communisme
ICJ	Bas les pattes devant la Chine - La jeunesse avec la révolution chinoise	Bureau d'éditions de diffusion & de publicité	1927		jeunes
JOURDAIN Francis	Les dents sans couteau (lettres de Moscou à mes cousins Pierre et Paul)	Secours Ouvrier International	1927	1917 1927	stalinisme
LIEBAERS Frans	Lettre ouverte aux ouvriers de la Russie soviétique	Editeur : "Unité" Anderlecht	1927	1927	Russie
MAC SAY Stephen	La Fable - étude	éditions de "La Lauvagette"	1927		littérature
MALATESTA	Entre paysans	La brochure mensuelle	1927		anarchisme
MARTY André	Au cachot pour avoir répliqué au Maréchal FOCH qui veut détruire les soviets	PCF	1927		actualité
MONTUSES Ernest	Les ennemis du paysan	Bureau d'éditions	1927	1927	communisme
NAUDEAU L.	Où en est le fascisme en Italie		1927	1927	Italie

OPPOSITION de gauche	Les documents de l'opposition française et la réponse du parti	édité par les cahiers du Bolchevisme	1927	1927	communisme
Opposition de Gauche de l'Internationale communiste	La plate - forme politique de l'opposition russe, pour le XVème congrès du parti de l' URSS	Gaston FOUSSECAVE	1927		communisme
OPPOSITION de gauche de l'Internationale communiste	Déclaration des 83	OPPOSITION de gauche de l'Internationale communiste	1927	1927	communisme
Opposition Léniniste	La lettre de schanghai (document inédit caché par Staline)	Opposition Léniniste	1927		histoire ouvrière
PCF	Un an après Lille - Rapport moral et politique	PCF - région parisienne	1927		actualité
PCF	La plateforme de l'opposition trotskiste	Bureau d'éditions de diffusion & de publicité	1927	1927	stalinisme
PCF	Bulletin d'information : Les tâches actuelles du parti	agit - prop	1927		histoire ouvrière
PERDIGUIER Agricol	Un compagon d'autrefois	L'Ecole Emancipée	1927		Jeunes
PLEKHANOFF G.	La conception matérialiste de l'histoire	Editions du parti socialiste SFIO	1927	1906	marxisme
RABATE O.	Rationalisation et action syndicale	Bureau d'éditions - Paris	1927	1927	syndicalisme
RACAMOND	La révolution chinoise et l'impérialisme	C.G.T.U.	1927	1927	syndicalisme
RYKOV A.	Dix années de lutte et d'édification	Bureau d'éditions de diffusion & de publicité - Paris	1927	1917 1927	stalinisme
RYKOV A. I.	Situation extérieure et intérieure de l'URSS	Moscou	1927	1927	URSS
STALINE J.	La révolution d'octobre	Editions Git-le-cœur	1927	1917	stalinisme
AULARD A.	Les déclarations françaises des droits de l'homme 1789 - 1852	Ligue des droits de l'homme	1928	1789 1852	droits de l'homme et démocratie
Comité de Défense de l' Enfant	Peuple, défends tes enfants ! - l'affaire Ourdia	comité de défense de l'enfant - Alger	1928		anticolonialisme
Evolution	Revue mensuelle n° 25 Janvier 1928	André Delpeuch, éditeur	1928		pacifisme
Fédération unitaire de l'enseignement	Son histoire, ses luttes, ses efforts, ses oeuvres, ses groupements d'études, sa structure.	Maison des syndicats	1928		syndicalisme
FROGER-DOUDEMONT R.	Qu'est-ce que la guerre hors la loi ?	André Delpeuch, éditeur Paris	1928	1928	droits de l'homme et démocratie
GEGETSCHKORI M.	Les employés de l'URSS	Internationale syndicale rouge	1928	1928	URSS
GLAY E. - DEAT M. BAYET A.	Neutralité ou laïcité ? Qu'est ce que la laïcité ?	Groupe paternel de l'enseignement	1928	1928	laïcité

JAROTZKY B.	Les syndicats de l'URSS et la lutte pour l'unité	Editions de la commission pour les relations extérieures du conseil central des syndicats de l'URSS	1928	1928	stalinisme
LORIOT Fernand	Les problèmes de la révolution prolétarienne	Librairie du travail	1928	1928	révolution russe
LORIOT Fernand	Un an après Tours	cahiers communistes	1928	1928	communisme
MAC SAY Stephen	De Fourier à Godin - Le Familistère de Guise	éditions de "La Lauvagette"	1928	1820 1888	coopératives
MARTY André	Dans les prisons de la république Préface de Henri Barbusse	Secours Rouge International	1928	1928	France
MOCH Jules	Le parti socialiste et la politique financière	librairie populaire	1928	1928	socialisme
Parti communiste (SFIC)	Les questions économiques et politiques en URSS	PCF	1928	1928	stalinisme
PCF	L'organisation du parti communiste français	PCF	1928	1928	stalinisme
PRIMUS	L'impérialisme et la décadence capitaliste	Librairie du travail - Paris	1928		communisme
RYNER H.	Elysée Reclus	Edition du groupe de propagande par la brochure	1928	1830 1905	anarchisme
SEMAOEN	L'Indonésie a la parole (le déclin de l'impérialisme hollandais)	Editions sociales	1928	1928	Indonésie
VILLARD Pierre	Le dixième anniversaire du communisme russe	société d'Economie Politique de Lyon	1928	1928	communisme
Anonyme	La guerre qui vient	Librairie du travail	1929		pacifisme
BORSCHAK Elie	La paix ukrainienne de Brest-Litovsk (extrait du monde slave août 1929)	Librairie Felix Alcan - Paris	1929	1918	Ukraine
COEN Antonio avocat à la cour d'appel de Paris ?	La vérité sur l'affaire Sadoul,	Edition du Comité pour la défense de Jacques Sadoul	1929	1926	révolution Russe
Correspondance de l'union pour la vérité	Troisième bulletin autour des "conquérants" d'André Malraux	Union pour la vérité	1929		littérature
DAY Hem	La véritable et intime pensée de Francisco Ferrer	Edition de "Vie et action-Hem Day - Bruxelles"	1929	1909 1929	éducation
DAY Hem	Francisco Ferrer, sa vie, son oeuvre	Editions Pensée et et action Hem Day - Bruxelles	1929	1859 1959	éducation
HANAU Marthe	La vérité sur "la gazette du Franc"	Editions de l'imprimerie moderne - Robert Jon	1929	1929	France
ICJ	Dix années d'internationale communiste des jeunes	Bureau d'éditions	1929		jeunes
KLEMENT J.	Jaurès Réformiste	Bureau d'éditions - Paris	1929	1900 1914	histoire ouvrière
PCF	Manuel élémentaire du communiste	Bureau d'éditions	1929		stalinisme
RELGIS Eugen	Un livre de paix	la brochure mensuelle	1929		anarchisme
SERGE Victor	Vie des révolutionnaires	Librairie du travail	1929	1917	révolution russe

SMOLIANSKI G.	La Xe session plénière du comité exécutif de l'internationale communiste	Bureau d'éditions - Paris	1929	1929	stalinisme
VAILLANT-COUTURIER P.	Trois conscrits - Le Monstre - Asie	Bureau d'éditions - Paris	1929	1929	littérature
VAILLANT-COUTURIER P.	Sabre et Toque !	Bureau d'éditions - Paris	1929	1929	anti - militarisme
YAROSLAVSKI E.	Le travail des bolcheviks dans l'armée avant la révolution d'octobre	Bureau d'éditions Paris	1929	1903 1917	communisme
BONNET Edgard Emmanuel	Le problème de la survie et les maladies de la mémoire	Pierre Bonnet, éditeur, Paris	1930	1930	littérature philosophie
BOUKARINE	Le pamphlet de Boukarine : réponse au pape	P.C.F.	1930		communisme
BRETON A. & ELUARD P.	D'amour et d'eau fraîche...ou le grand sapin sous la lune.	L'immaculée conception	1930		littérature
Comité pour la libération de F. Ghezzi	Au secours de Francesco Ghezzi, un prisonnier du Guépéou	Comité pour la libération de F. Ghezzi	1930		antistalinisme
DAVANE Henri (2 ex.)	La politique de l'internationale communiste et le mouvement ouvrier en France - Lutte économiques et politiques, syndicats et comités de lutte	Parti Ouvrier et Paysan	1930	1920 1930	communisme
De COSTER	La Légende d' ULENSPIEGEL et de LAMME GOEDZAK	Editions de la jeunesse (EE)	1930		histoire
FAURE Paul	Le socialisme et la petite propriété (des faussaires démasqués)	Pour ceux de la terre	1930	1930	socialisme
GORTER Herman	Réponse à Lénine (sur "La maladie Infantile du communisme-1920)	Librairie ouvrière - Paris	1930	1920 1930	ultra-gauche
GUILLEAU J.	Entre Deux Guerres	Bibliothèque des jeunesses communistes	1930		jeunes
HECKERT F.	20 millions de chomeurs !	Bureau d'éditions	1930	1930	stalinisme
HERVE et PAOLI (Drs)	Rapport (A propos de l'affaire Muller : les insuffisances et les scandales de la législation du travail et des maladies professionnelles)	CGT - U	1930		syndicalisme
MENDES-FRANCE P.	Le mouvement des cartels et la crise économique	Cahiers bleus	1930	1930	droits de l'homme et démocratie
MOLOTOV V. PCF	Nouvelle étape L'organisation du parti communiste français	bureau d'éditions - Paris PCF	1930 1930	1930 1930	stalinisme stalinisme
PHILERY F.J. (Mme)	Au pays des soviets (impressions)	Soidi - Paris	1930	1930	URSS
PIVERT Marceau	Le noyautage de l'enseignement public par les Davidées	Groupe Fraternel de l'Enseignement	1930	1930	socialisme
POULAILLE Henry	Charles Louis Philippe : le populisme et la littérature prolétarienne	Cahiers Bleus	1930	1930	littérature philosophie

Tolstoï, Kropotkine, Gorki, Korolenko	Souvenirs d'enfance des écrivains russes	Ecole Emancipée	1930		culture
BEWER O.	Le manuel du militant	Bureau d'éditions - Paris	1931		communisme
BLACHE Robert	Six mensonge de la ligue des droits de l'homme	Les éditions du secours rouge	1931	1931	stalinisme
BOYER J.	Les problèmes de la révolution espagnole	Les cahiers de contre- enseignement prolétarien	1931		Espagne
CACHIN Marcel	La préparation méthodique de la guerre contre l'union soviétique	Bureau d'éditions	1931		stalinisme
DE MONZIE Anatole	Portrait de la Russie (anti- soviétisme réactionnaire)	La vie littéraire	1931		anticommunisme
FROMENT Pierre	L'insurrection ouvrière de Lyon de 1931	Bureau d'éditions - Paris	1931	1831	histoire ouvrière
GUESDE Jules	Collectivisme et Révolution	Lib. Pop. du Parti Socialiste	1931		socialisme
IXIGREC	Qu'est-ce que la mort ?	éditions de l'en dehors - Paris	1931		littérature et philosophie
JAURES Jean	Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'Histoire (réponse de Paul Lafargue)	Edition du Parti Socialiste SFIO	1931	1896	socialisme
Journal d'économie politique et sociale	L'Emancipation - mars 1931	Alcide Picard & Kaan, éditeurs - Paris	1931	1931	coopétatives
Journal d'économie politique et sociale	L'Emancipation - Novembre 1931	Alcide Picard & Kaan, éditeurs - Paris	1931	1931	coopétatives
MEURANT H.	Bas les armes	Hoche Meurant	1931	1905	antimilitarisme
MEURANT Hoche	Bas les armes !	Journal libertaire (croix - Nord)	1931	1905	antimilitarisme
MICHON Georges	L'alliance Franco-Russe (1971- 1917)	Marcel Rivière - Paris	1931	1871 1917	histoire
PCF	Le parti communiste français devant l'internationale	PCF	1931	1931	stalinisme
SELLIER Louis	Deux discours au conseil municipal de Paris - La crise économique, le chômage, la solution - Le déshabillage d'André Marty	Parti d'unité prolétarienne	1931	1931	communisme
STALINE J.	Entretien avec l'écrivain allemand Emil Ludwig	Editions en langues étrangères - Moscou	1931	1931	stalinisme
TROTSKY L.	Les problèmes de la révolution allemande	Ligue communiste (opposition)	1931	1918 1931	trotskyisme
YVETOT Georges	A. B. C. Syndicaliste	CGT (La Brochure Mensuelle)	1931		syndicalisme
BRIAND Aristide	Pages choisies (avec une préface de l'éditeur et des appréciations biographiques) - brochure mensuelle n° 111	La Brochure Mensuelle (Bidaut - Paris)	1932		anarchisme
CARLIER A.	Chariots et carosses (Histoire du véhicule) - 1 -	Bibliothèque de travail	1932		histoire

Congrès mondial contre la guerre impérialiste	Le Congrès Mondial Contre la Guerre Impérialiste	Congrès mondial contre la guerre impérialiste	1932		pacifisme
Congrès mondial contre la guerre impérialiste	Aperçu d'une grande manifestation historique	Congrès mondial contre la guerre impérialiste	1932		antimilitarism
DUN Robert W.	Comment on espionne les ouvriers aux Etats-Unis	Bureau d'éditions - Paris	1932	1932	droits de l'homme et démocratie
ERNESTAN	le socialisme contre l'autorité	Editions réalistes	1932		socialisme
ERNESTAN	Le socialisme contre l'autorité	Editions Réalistes Hem Day Bruxelles	1932		anarchisme
FAURE Paul (2 ex.)	Les marchands de canon contre la paix (l'épargne pillée, la nation trahie)-Discours à la chambre-Préface de Compère Morel	Librairie du parti socialiste (SFIO)-Paris	1932	1932	antimilitarisme
FAURE Paul (3 ex.)	Le problème du désarmement	Editions du parti socialiste	1932		socialisme
HERRIOT Edouard	Aristide Briant (discours prononcé le 3 juillet 1932)	Fasquelle éditeurs	1932	1862 1932	histoire
KANATCHIKHOV S.	La révolte du "Potemkine"	Bureau d'éditions - Paris	1932	1905	histoire ouvrière
LAPEYRE A.	L'église veut-elle la paix ou la guerre ?	Edition du flabeau - Brest	1932	1932	anarcchisme
MICHAUD G.	Vérités et mensonges du bolchevisme	Editions du "Travailleur Libertaire"	1932	1917 1932	anarchisme
MOCH Jules	Capitalisme, Crise, Nationalisations	éditions du Parti Socialiste	1932		socialisme
MONTCLAIR P.	Promenades amusantes à travers la religion chrétienne	Editions de l'idée libre	1932		laïcité
PARIJANINE Maurice	Une interview de Léon Trotsky sur la "littérature prolétarienne"	Les humbles (extrait juin-août)	1932		littérature
Parti communiste (SFIC)	Où va l'Allemagne	Bureau d'éditions Paris	1932	1932	stalinisme
PAZ Madeleine	Vue sur l'Amérique (l'affaire Mooney- billings, le lynchage de scottsboro, le drame de Harlan)	Editions du comité Tom Mooney	1932	1932	USA
PCF	La femme libérée et l'édification du socialisme	Bureau d'éditions	1932		stalinisme
PROLETARIAT...	L'attitude du prolétariat devant la guerre	Bureau d'éditions	1932	1917 1932	stalinisme
ROLIN Henri	La fabrication privée des armes et des munitions	association suisse pour la société des nations	1932	1932	pacifisme
SCHWENDEMAN N	Désarmement réel ou simulé	Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière	1932	1932	droits de l'homme et démocratie
Secours Rouge International	Arrachons Carré au bain de Méchéria	Secours Rouge International	1932		actualité
THOREZ Maurice	Sur le chemin de l'unité	Bureau d'éditions	1932		stalinisme
THOREZ Maurice	Nous accusons le parti socialiste	Bureau d'éditions - Paris	1932	1932	stalinisme
THOREZ Maurice	En avant pour l'issue révolutionnaire de la crise !... (VIIe cg du PCF)	Bureau d'éditions - Paris	1932	1932	stalinisme

ADLER Frédéric	Au cas où la guerre éclaterait néanmoins (trad. : BRACKE)	éditions du parti socialiste (SFIO)	1933	1933	socialisme
BARBUSSE Henri, GIDE André, ROLLAND Romain	Ceux qui ont choisi. Contre le fascisme en Allemagne contre l'impérialisme français	A.E.A.R.	1933		antifascisme
FAURE Sébastien	Propos d'éducateur (modeste traité d'éducation physique, intellectuelle et morale)	La brochure mensuelle	1933		enseignement
GUERIN Daniel	La peste brune a passé par là..	L.ibrairie du travail	1933		anti-fascisme
HONTI François	Que demande la révolution en Hongrie ? Le traité de Trianon et les revendications hongroises	Chez l'auteur : 4 rue de Navarre Paris - Vème	1933	1918 1933	Hongrie
Jeune - République	Almanach 1933	Jeune - République	1933		christianisme
LEONNARD R.	De l'Allemagne	Editions Bergis - Paris	1933	1933	Europe
LIEBAERS Frans	Critique de la politique et de la tactique du mouvement syndical national et international	"Le Réveil"	1933	1933	syndicalisme
LUXEMBOURG Rosa	Lettres de la prison	"Librairie du travail"	1933	1914 1919	marxisme
MARTEL Wladimir	Vers la guerre ou la révolution	imp. Cobière et Jugain	1933		socialisme
MARTIN William H.H.	Les événements de juillet 1914 (documents réunis)	William H.H. Martin	1933	1914	guerre de 1914-1918
MARTINET Marcel	Où va la révolution russe ? L'affaire Victor Serge	Editions Librairie du travail - Paris	1933	1933	antistalinisme
PERDU Jacques	Fascisme ou socialisme	Le travailleur - Belfort	1933	1933	antimilitarisme
Révolte (revue mensuelle d'éducation socialiste)	n° 13 articles divers dont "Passage de Trotsky à Anvers" lettre ouverte de Trotsky à Vandervelde & réponse de celui-ci	E.S.I. (Paris)	1933		Socialisme
SIXTE-QUENIN	Le problème de la natalité au parlement	Editions de la grande réforme	1933	1933	droits de l'homme
THOMAS Albert	Albert Thomas et les loisirs du monde du travail	Editions Paul-Martial	1933	1933	idéalisme
THOREZ Maurice	Discours prononcé à la chambre des députés le 14 mars 1933 : la terreur en Indochine	Secours rouge	1933		anticolonialism
THOREZ Maurice	Pour l'unité de lutte du prolétariat	Bureau d'éditions - Paris	1933	1933	stalinisme
ZANKIN Mil	L'Internationale des charognards (les marchands de canon veulent la guerre)	Editions "Le Rouge et le noir" Bruxelles	1933	1933	anti-militarisme
ALBAT.S. - COFFINET.J. - PINEAU.M.- SIBOR R.	Faillite du marxisme ? (cercle d'études marxistes)	Sté d'éditions "Nouveau Prométhée"	1934	1934	marxisme
Anonyme	en Allemagne hitlérienne-choses vécues et choses vues	Impressions artistiques (Orléans)	1934		Allemagne
ARCHAMBAULT (le R.P.) - S.J.	La Menace communiste au canada	L'Ecole Sociale Populaire Montréal	1934		christianisme
BERTRAM Wolf	La guerre civile en Autriche	Librairie du travail	1934		Autriche

CGT	Crise et plan (IX) -Quinze conférences et études dur le plan de la CGT	Centre confédéral d'éducation ouvrière	1934		syndicalisme
CGT	Syndiqué, sois un syndicaliste !	Editions du centre confédéral CGT - petite bibliothèque du militant syndicaliste-n° 1	1934		syndicalisme
CHALLAYE Félicien	Un aspirant dictateur : André Tardieu (seconde édition revue et augmentée, 20ème mille-faits et documents n° 10)	éditions librairie du travail	1934		socialisme
COL MET-DELAÂGE Felix	Les conditions d'une lutte efficace et durable contre la Franc-maçonnerie	Fédération Nationale Catholique - Paris	1934		christianisme
Comité d'aide aux victimes du fascisme hitlérien	La peste brune sur l'Allemagne (français-anglais-allemand)	Comité d'aide aux victimes du fascisme hitlérien	1934		antifascisme
Comité Mondial des Etudiants Contre la Guerre et le Fascisme	Compte rendu du congrès mondial	Comité Mondial des Etudiants Contre la Guerre et le Fascisme	1934		actualités
Congrès des Etudiants	Contre la guerre et le fascisme	comité mondial des étudiants	1934		actualités
DARNAR P.L.	Lettre à un homme de la rue sur les dessous de l'attentat de Marseille	Editions mondiales	1934		actualités
DARNAR P.L. (2 ex.)	Tardieu - "une des tristesses de l'histoire" (Jaurès)	Les publications révolutionnaires	1934	1934	stalinisme
DAY Hem	Erich Mühsam	Pensée et action-Bruxelles	1934		droits de l'homme et démocratie
DAY Hem	Einstein et son pacifisme relatif	Pensée et action-Bruxelles	1934		antimilitarisme
DOLLET Henri	Vive l'Unité (avant propos Marceau Pivert)	Nouveaux écrits socialistes	1934		socialisme
ERNESTAN, PIRONR. VAN OVERSTRAETEN W.	Renaissance du socialisme	Imp. Brolyn - Bruxelles	1934		anarchisme
FRANCK Pierre	La semaine du 6 au 12 février	Ligue Comuniste	1934	1934	trotskyisme
GITTON Marcel	Le parti communiste dans la lutte anti-fasciste et l'unité d'action de la classe ouvrière	PCF	1934	1934	stalinisme
INGOULOV S.	Capitalisme et socialisme	Bureau d'Editions	1934	1934	stalinisme
KAGANOVITCH L.	Les question d'organisation	Bureau d'éditions, Paris	1934	1934	stalinisme
KUN Bela	Unité d'action - Question du jour	Bureau d'éditions - Paris	1934	1934	stalinisme
LAR OQUE André	Paroles de révolte	"Nîmes"	1934	1934	socialisme
LONGUET Robert Jean	Colonialisme et civilisation	Editions de la revue "Maghreb"	1934		anticolonialisme
LORULOT André	L'Eglise c'est le fascisme	Editions de l'Idée Libre	1934	1934	anarchisme
MOTYLOVA T.	Les jeunes dans la guerre mondiale	Bureau d'Editions	1934	1934	stalinisme
MÜHSAM Erich	La liberté comme principe social	Editions Pensée et action - Bruxelles	1934	1929	anarchisme

PCF	Que seulent les communistes ? Quatre cours élémentaires	Bureau d'Éditions, Paris	1934	1934	stalinisme
Père Duchêne	Lettres du Père Duchêne pendant la commune de Paris	Centre de diffusion du livre de la presse	1934		histoire ouvrière
PHILIP André	Socialisme et christianisme	Fédération des socialistes chrétiens - Paris	1934	1934	christianisme
PUENTE Isaac	Le communisme libertaire, ses possibilités en Espagne	A.L.A.R.M comité PRO - PRESOS	1934	1934	anarchisme
RAPPOPORT Charles	n° 11 - 12	La brochure populaire mensuelle	1934	1934	socialisme
RAPPOPORT Charles	N° 11-12	La Brochure Populaire Mensuelle	1934		socialisme
République des combattants	Que se passe-t-il en France et dans le monde ?	Union Fédérale des associations Françaises d'Anciens Combattants	1934		droits de l'homme et démocratie
ROCHER Jules	Lettre de communardset de militants de la 1ère internationale à Marx, Engels et autres dans les journées de la commune de Paris en 1871	Bureau d'éditions, Paris	1934	1871	histoire ouvrière
THOREZ Maurice	Sous le drapeau rouge du parti communiste	Les publications révolutionnaires	1934		stalinisme
THOREZ Maurice	Les communistes et le front populaire	PCF	1934	1934	stalinisme
United Workers Party	World wide Fascism or world revolution ? Manifesto and program of the united workers party of America	United workers Party	1934	1934	USA
United Workers Party of America	Bolshevism or Communism - on the question of a new communist party and "Fourth" international	UWPA	1934	1934	trotskyisme
YVON M.	Ce qu'est devenue la révolution russe ?	Les brochures de la révolution prolétarienne	1934	1923 1934	révolution russe

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360